



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 151 N° 040
Le jeudi 3 mars 2022

Présidence de l'honorable Anthony Rota



TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 3 mars 2022

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

• (1005)

[Traduction]

LE COMMISSAIRE AUX CONFLITS D'INTÉRÊTS ET À L'ÉTHIQUE

Le Président: Conformément au paragraphe 15(3) du Code régissant les conflits d'intérêts des députés, je dois déposer sur le bureau la liste fournie par le commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique au sujet de tous les déplacements parrainés qui ont été effectués par des députés pendant l'année 2021.

* * *

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Mme Salma Zahid (Scarborough-Centre, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le troisième rapport du Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration, intitulé « Situation à la frontière entre la Russie et l'Ukraine ».

Le Comité souhaite informer la Chambre qu'il condamne l'attaque injustifiée et non provoquée contre l'Ukraine, qui a été ordonnée par le président russe Vladimir Poutine et qui constitue une violation claire du droit international. Il demande aussi au gouvernement du Canada de soutenir les Ukrainiens et les personnes résidant en Ukraine qui sont touchés par ce conflit, de s'assurer qu'il est prêt à traiter les demandes d'immigration de toute urgence sans compromettre les besoins dans d'autres domaines, et de prendre des mesures pour assurer l'arrivée rapide au Canada de toutes les personnes qui souhaitent y venir.

RESSOURCES NATURELLES

M. John Aldag (Cloverdale—Langley City, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le troisième rapport du Comité permanent des ressources naturelles, intitulé « Budget supplémentaire des dépenses (C) 2021-2022 ».

Le Comité a examiné le budget renvoyé par la Chambre et en fait rapport sans amendement.

LA LOI SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD) demande à présenter le projet de loi C-256, Loi modifiant la Loi sur la gestion des finances publiques (composition des conseils d'administration).

— Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour présenter un important projet de loi au Parlement. Le projet de loi modifiera la Loi sur la gestion des finances publiques pour exiger la parité hommes-femmes au sein des conseils d'administration des sociétés et des organismes d'État.

Je tiens à remercier la députée de Winnipeg-Centre d'avoir appuyé le projet de loi et de défendre sans relâche l'égalité des sexes.

Aujourd'hui, au Canada, les femmes ne représentent que 27 % des membres des conseils d'administration des sociétés d'État fédérales. Dans tous les conseils d'administration au Canada, seulement 18 % des postes d'administrateur sont détenus par des femmes, et 61 % des conseils d'administration sont composés seulement d'hommes. Cette situation est inacceptable et doit changer. En adoptant cette mesure législative, le gouvernement fédéral peut donner l'exemple et prendre des mesures concrètes pour promouvoir l'égalité des sexes au Canada.

Pour qu'un changement systémique s'opère, nous devons changer le système. J'espère que tous les parlementaires appuieront cette importante initiative, qui s'impose depuis longtemps.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

LA LOI CANADIENNE SUR LES DROITS DE LA PERSONNE

M. Garnett Genus (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC) demande à présenter le projet de loi C-257, Loi modifiant la Loi canadienne sur les droits de la personne (protection contre la discrimination fondée sur la croyance politique).

— Monsieur le Président, je tiens à remercier la députée de Haldimand—Norfolk pour sa collaboration et son aide concernant cette importante mesure législative.

Je présente aujourd'hui un projet de loi qui élargirait les droits de la personne au Canada en ajoutant les activités et les croyances politiques à la liste des motifs de distinction illicite figurant dans la Loi canadienne sur les droits de la personne. Les Canadiens doivent être libres de s'exprimer et d'agir selon leurs croyances politiques dans les limites de la loi et avec la protection de celle-ci. Ce faisant, ils ne doivent pas subir d'intimidation ni de discrimination de la part des gouvernements ou des employeurs privés. Cette liberté est essentielle à une démocratie vigoureuse au sein d'une société civile forte et indépendante.

Affaires courantes

Le projet de loi harmoniserait les codes des droits de la personne fédéraux et les codes des droits de la personne de la majorité des provinces. Actuellement, dans les milieux relevant du gouvernement fédéral, il est permis de menacer l'emploi ou l'accès à des services d'une personne en raison de ses activités et de ses croyances politiques. Cela permet aux gouvernements et aux grandes entreprises de contraindre les travailleurs et les autres Canadiens à limiter ou à modifier leur comportement politique.

La Loi canadienne sur les droits de la personne prévoit déjà une exception pour une qualification professionnelle justifiée. Protégeons la liberté d'expression, les droits des travailleurs et la santé de notre démocratie en adoptant dès que possible cet important projet de loi sur les droits de la personne.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

● (1010)

LA PROPOSITION DE RENOMMER UNE RUE

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NDP): Monsieur le Président, il y a eu consultations entre les partis et vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante. Je propose donc:

Que la Chambre demande à la ville d'Ottawa de considérer de renommer la portion de la rue Charlotte qui loge l'ambassade de Russie en l'honneur de Volodymyr Zelensky, le président de l'Ukraine.

Le Président: Que les députés qui s'opposent à ce que le député propose la motion veuillent bien dire non. Le consentement est accordé.

La Chambre a entendu la motion. Que tous ceux qui s'y opposent veuillent bien dire non.

(La motion est adoptée.)

* * *

PÉTITIONS

LES AÎNÉS

Mme Julie Dzerowicz (Davenport, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole pour présenter la pétition électronique e-3629 au nom du groupe Single Seniors for Tax Fairness. Cette pétition réclame que le régime fiscal canadien traite équitablement les aînés vivant seuls. Ils ne peuvent se prévaloir des mêmes avantages fiscaux que les couples d'aînés, mais doivent affronter seuls la même hausse du coût de la vie avec un revenu limité.

Je remercie la fondatrice du groupe, Jane Robertson, qui défend avec ardeur cette cause qui touche des aînés partout au Canada, y compris dans ma circonscription, Davenport.

LE TRANSPORT AÉRIEN

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC): Monsieur le Président, le Canada, notamment Mission—Matsqui—Fraser Canyon, compte une communauté dynamique d'immigrants du Pendjab. Au total, il y a plus d'un million de Canadiens originaires de cette région de l'Inde et beaucoup d'entre eux y retournent chaque année pour rendre visite à leur famille et à leurs amis ou pour se rendre sur des sites religieux, par exemple, le Temple d'or. Cependant, ils doivent prendre un vol vers Delhi puis compléter le long trajet par train, autobus ou un autre moyen de transport. Les Canadiens demandent qu'il y ait des vols directs pour relier Vancouver ou Toronto à l'aéroport d'Amritsar, au Pendjab, afin de ré-

duire considérablement la durée des déplacements. Ces nouveaux services aériens seraient bénéfiques pour notre économie et ils sont sensés sur le plan économique.

J'ai le plaisir de présenter la pétition électronique n° e-3771, qui a été signée par plus de 14 000 Canadiens. Les signataires prient le gouvernement du Canada de collaborer avec les compagnies aériennes et le Haut-commissariat de l'Inde pour lancer ce service de vol direct le plus rapidement possible. Nous pouvons le faire et les pétitionnaires de toutes les régions du Canada espèrent une réponse favorable du gouvernement.

LES AÎNÉS

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, de nombreux habitants de Winnipeg-Nord ont signé cette pétition afin de demander au gouvernement du Canada, au premier ministre et, au fond, à tous les députés de la Chambre des communes de défendre les besoins de nos aînés et de travailler ensemble sur des questions comme les soins de longue durée, la santé mentale, la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti, qui représentent toutes des enjeux importants pour nos aînés.

Les pétitionnaires sont en grande partie des habitants de ma circonscription et ils demandent à tous les députés de défendre les besoins de nos aînés.

LE PARC DE LA REINE JULIANA

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole à la Chambre pour présenter une pétition signée par beaucoup de gens de la région d'Ottawa. Il s'agit, en fait, de l'une des nombreuses pétitions que j'ai reçues à propos de cet enjeu, dont d'autres députés ont aussi parlé.

Si abatte de splendides arbres pose problème dans toutes les zones urbaines du pays, le parc de la reine Juliana, situé à Ottawa, est bien plus qu'un parc: c'est aussi un lieu commémoratif qui rend hommage aux Canadiens décédés pendant la libération des Pays-Bas, durant la guerre. Ce parc a été créé en l'honneur des 7 600 Canadiens qui ont alors perdu la vie.

Selon les plans actuels, 750 arbres matures doivent être coupés en raison d'une décision qui va à l'encontre de celle que recommandait la Commission de la capitale nationale. Alors que celle-ci recommandait d'utiliser 53 acres de terrains à bureau fédéraux excédentaires situés au pré Tunney, le conseil municipal d'Ottawa a choisi de couper les arbres du parc de la reine Juliana pour construire des stationnements et ouvrir la voie à un futur développement.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement fédéral d'appuyer la demande d'une enquête publique sur les raisons pour lesquelles la recommandation de la Commission de la capitale nationale a été rejetée, de rétablir la recommandation de la Commission de la capitale nationale faisant du pré Tunney le site idéal pour un hôpital à Ottawa, et de protéger le parc de la reine Juliana et l'ensemble de la Ferme expérimentale centrale en tant qu'espaces verts urbains dont Ottawa a grandement besoin.

• (1015)

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions demeurent au Feuilleton.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — LES GAZODUCS ET L'INVASION DE L'UKRAINE

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills, PCC) propose:

Que la Chambre:

- condamne le président Vladimir Poutine et la Fédération de Russie pour avoir attaqué et envahi l'Ukraine illégalement et sans provocation;
- se dise solidaire de l'Ukraine, du peuple ukrainien et des Canadiens d'origine ukrainienne;
- demande au gouvernement du Canada, dans le but que le gaz naturel canadien remplace le gaz naturel russe en Europe et conformément aux objectifs environnementaux de transition vers des sources énergétiques ne produisant pas de gaz à effet de serre, de faire le nécessaire pour que soient autorisés et construits de nouveaux gazoducs se rendant jusqu'à l'Atlantique, dans la mesure où l'énergie est absolument nécessaire à la défense et à la sécurité du Canada et de l'Europe.

Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec le député de Calgary-Centre.

L'attaque contre l'Ukraine par la Fédération de Russie est la première guerre européenne entre pays depuis la Deuxième Guerre mondiale et une grave violation de l'ordre international et de notre humanité collective. Cette attaque menace non seulement l'Ukraine, mais aussi le Canada. La défense et la sécurité du Canada ont toujours été inextricablement liées à celles de l'Europe. L'attaque a lieu en Ukraine, mais la menace plane aussi sur nous.

Depuis que Samuel de Champlain a fondé Québec en 1608, le déclenchement de guerres majeures en Europe a toujours concerné le Canada. La guerre de Sept Ans, que beaucoup considèrent comme le premier conflit mondial entre la Grande-Bretagne et la France, a conduit à la conquête de 1759. Ce que nous appelons la guerre de 1812 dérivait en fait des guerres napoléoniennes. Les Canadiens connaissent bien le prix que le Canada a payé lors de la Première Guerre mondiale et de la Deuxième Guerre mondiale en Europe; les 100 000 morts de Canadiens à la guerre en témoignent.

[Français]

Cette attaque menace également le Canada d'une deuxième façon. Elle survient au lendemain d'un pacte autocratique entre la Fédération de Russie et la République populaire de Chine, menaçant l'ordre international fondé sur des règles qui existent depuis 1945.

Il s'agit d'un ordre international que le Canada a contribué à établir, d'un ordre international qui a assuré la plus longue période de paix et de prospérité relative des temps modernes, et d'un ordre international qui, s'il est dissous, menace la paix et la sécurité du Canada, ici, chez nous.

Travaux des subsides

[Traduction]

Nous appuyons les mesures prises par le gouvernement du Canada jusqu'à maintenant, mais il faut en faire plus, et c'est pourquoi nous avons présenté notre motion aujourd'hui. L'une des choses les plus importantes que nous puissions faire est de comprendre que l'énergie est vitale non seulement pour notre économie, mais aussi pour notre défense et notre sécurité, et pour la défense et la sécurité de l'Europe. La Russie comprend cela. Elle a toujours utilisé le gaz naturel pour intimider et contraindre les démocraties européennes. La Russie fournit 40 % du gaz naturel de l'Europe et utilise ce fait pour intimider l'Europe et l'Ukraine, en menaçant de cesser l'approvisionnement. Si l'approvisionnement est stoppé, les habitants auront froid, les usines fermeront leurs portes et l'économie européenne sera paralysée.

La Russie le comprend, et elle comprend que l'énergie est vitale à sa défense et à sa sécurité, mais l'Union européenne le sait très bien aussi. En 2015, la Commission européenne a présenté des mesures pour essayer de diversifier les sources d'énergie de manière à prendre ses distances par rapport à la Russie. Dans un document intitulé « Cadre stratégique pour une Union de l'énergie résiliente, dotée d'une politique clairvoyante en matière de changement climatique », la commission a affirmé, en référence à l'utilisation de l'énergie pour intimider et menacer les démocraties européennes:

La politique énergétique est souvent utilisée comme un instrument de politique étrangère, en particulier dans les pays grands producteurs d'énergie et les pays de transit.

La commission a dit:

Dans le cadre d'une revitalisation de sa diplomatie en matière énergétique et climatique, l'UE utilisera tous les instruments de sa politique extérieure pour établir des partenariats énergétiques stratégiques avec des pays producteurs et des pays ou régions de transit qui gagnent en importance [...]

Le document dit également ceci:

[L'Union européenne] continuera à intégrer pleinement la Norvège à ses politiques énergétiques internes. L'UE cherchera également à développer ses partenariats avec des pays tels que les États-Unis et le Canada.

Le Canada doit comprendre, comme l'ont compris la Russie et l'Europe, que l'énergie est une ressource essentielle non seulement pour son économie, mais aussi pour sa défense et sa sécurité. Nous devons comprendre ce que d'autres comprennent depuis longtemps, soit que l'énergie est aussi un instrument de la politique étrangère, plus particulièrement dans les grands pays de transit et pays producteurs d'énergie.

Depuis la première semaine de décembre, l'administration Biden tente de rallier les pays alliés producteurs de gaz du monde entier, comme la Norvège et le Qatar, pour qu'on puisse offrir des réserves supplémentaires de gaz naturel dans l'éventualité où la Russie cesserait d'approvisionner l'Europe. Bien que le Canada ait participé à ces pourparlers, il n'a pas été en mesure de fournir de l'aide.

Le Canada est le cinquième producteur de gaz naturel en importance dans le monde, mais il est incapable de transporter cette ressource vers les côtes pour soutenir les démocraties européennes. Il ne peut pas le faire parce qu'il ne parvient pas à mener à bien des projets de pipeline. Maintenant, non seulement cette incapacité a des répercussions sur notre économie, mais elle menace aussi les capacités de sécurité et de défense de notre pays et de l'Europe.

Travaux des subsides

• (1020)

[Français]

Le gouvernement doit introduire des mesures pour veiller à ce que de nouveaux pipelines puissent être approuvés et construits pour transporter le gaz naturel canadien jusqu'à la côte atlantique, ce qui nous permettrait de supplanter le gaz russe en Europe.

Il s'agit d'une question urgente concernant la sécurité et la sûreté des Canadiens. Cela représente également une préoccupation importante pour la défense et la sécurité des démocraties européennes.

[Traduction]

Je sais que certains diront peut-être qu'exporter du gaz naturel liquéfié en Europe serait incompatible avec nos objectifs environnementaux. C'est faux. Exporter du gaz naturel liquéfié serait conforme aux objectifs environnementaux de transition vers des sources énergétiques ne produisant pas de gaz à effet de serre. Le Canada et le monde entier doivent principalement s'atteler à la tâche de remplacer les centrales électriques au charbon par des centrales électriques au gaz naturel au cours de la prochaine décennie afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Le Canada peut jouer un rôle dans cette transition si nous réussissons à aménager des gazoducs jusqu'aux côtes pour exporter du gaz naturel liquéfié.

Les propres données du gouvernement montrent que l'intensité des émissions de gaz à effet de serre des centrales électriques au charbon est le double de celle des centrales au gaz naturel, et l'Europe et bien d'autres pays dans le monde dépendent toujours de centrales électriques au charbon. Acheminer notre gaz naturel jusqu'aux côtes est impératif non seulement pour l'économie et pour des raisons liées à la défense et la sécurité, mais également pour l'environnement.

Nous condamnons le président Poutine et la Fédération de Russie pour avoir attaqué et envahi l'Ukraine illégalement et sans provocation. Nous sommes solidaires de l'Ukraine, du peuple ukrainien et des Canadiens qui ont des liens avec l'Ukraine. En tant que pays, nous devons utiliser tous les outils à notre disposition pour défendre l'Ukraine et l'Europe contre une attaque autoritaire brutale.

Pour soutenir les démocraties européennes, le gouvernement du Canada peut notamment reconnaître que notre pays possède d'immenses ressources énergétiques, reconnaître que l'énergie est absolument nécessaire à la défense et à la sécurité du Canada et de l'Europe, reconnaître que le gaz naturel est compatible avec les objectifs environnementaux de transition vers des sources énergétiques ne produisant pas de gaz à effet de serre, et faire le nécessaire pour que soient autorisés et construits de nouveaux gazoducs se rendant jusqu'à l'Atlantique. Si nous parvenons à aménager des gazoducs pour acheminer le gaz naturel canadien jusqu'à l'Atlantique, nous pourrions remplacer le gaz russe en Europe, neutralisant ainsi la menace de la Fédération de Russie et du président Vladimir Poutine, et renforçant de ce fait la démocratie en Europe et au Canada.

• (1025)

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Madame la Présidente, le Parlement condamne assurément Vladimir Poutine pour son attaque illégale non provoquée, et nous appuyons assurément le peuple ukrainien, mais ce que je trouve troublant et épouvantable, c'est l'attitude des conservateurs, qui tentent basement d'exploiter une catastrophe humanitaire pour promouvoir la chimère de dépenser des milliards de dollars en argent public pour construire des pipelines.

Ils auraient pu souligner le besoin que le Parlement s'unisse pour contrer la désinformation russe. Ils ne l'ont pas fait. Ils auraient pu parler de la crise alimentaire qui pourrait survenir si les exportations de blé de l'Ukraine sont interrompues. Ils auraient pu parler des réfugiés, mais cela ne les intéresse pas. Je m'attends à beaucoup de la part de nombreux députés conservateurs d'arrière-ban, mais je m'attends à encore plus de la part du député.

N'est-il pas au courant que le Québec a déjà refusé les projets de gaz naturel liquéfié? S'il souhaite gagner la côte, n'a-t-il donc pas regardé la carte du Canada? Le Québec affirme ne pas vouloir permettre les exportations de gaz naturel liquéfié. Cela ne ferait qu'enfreindre nos obligations internationales de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

L'hon. Michael Chong: Madame la Présidente, je suis en désaccord complet avec le député.

Voilà des semaines, voire des mois et même des années que nous demandons au gouvernement de délivrer une ordonnance d'application générale enjoignant le CRTC à adopter une nouvelle politique de radiodiffusion, selon l'article 7 de la Loi sur la radiodiffusion, en vue de retirer des ondes canadiennes les radiodiffuseurs contrôlés par l'État qui diffusent de la désinformation et de la propagande, comme Russia Today, ou RT. Voilà plus d'un an que nous demandons que les Ukrainiens puissent venir au Canada sans visa. De toute évidence, comme l'Union européenne l'a bien compris, l'énergie s'avère vitale non seulement pour l'économie, mais aussi pour la défense et la sécurité. Voilà pourquoi les conservateurs ont présenté cette motion aujourd'hui. Il est essentiel que nous préservions la sécurité et assurions la défense du Canada de même que de nos alliés et partenaires européens.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, le gouvernement a démontré très clairement l'importance de travailler avec des pays alliés. Nous sommes tous horrifiés par ce qui se passe en Ukraine. Je voudrais connaître le point de vue du Parti conservateur sur ce que peut apporter la collaboration entre pays alliés. Bon nombre d'initiatives, telles que l'immigration, la levée de l'obligation du visa et la facilitation de l'accès au visa, de même que l'envoi d'armes létales et d'aide humanitaire, sont mises en œuvre en concertation avec des pays alliés.

Le député pourrait-il nous faire part de son point de vue sur l'importance de travailler avec des pays alliés?

L'hon. Michael Chong: Madame la Présidente, à mon avis, il est essentiel que le Canada travaille avec des pays alliés. Nous croyons que l'alliance de l'OTAN a adopté, dans un esprit hautement collaboratif, une position très ferme contre la menace de la Fédération de Russie en Europe de l'Est. Nous appuyons d'ailleurs les mesures prises par le gouvernement du Canada jusqu'à présent.

Nous encourageons le gouvernement à tenir des discussions quadrilatérales avec les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne sur la façon dont les quatre parties pourraient gérer la crise humanitaire des réfugiés en Europe de l'Est en s'assurant notamment que ces réfugiés sont accueillis adéquatement par le Royaume-Uni, les États-Unis, les membres de l'Union européenne et le Canada.

[Français]

M. Luc Thériault (Montcalm, BQ): Madame la Présidente, un excellent article de Paul Journet a été publié ce matin dans *La Presse* concernant l'obsession des conservateurs de construire des pipelines et d'exporter l'énergie fossile.

Il a écrit: « Deux obstacles se dressent contre le Canada. D'abord, des pays concurrents sont déjà prêts à alimenter l'Allemagne. »

Il parle notamment de la Norvège et dit: « [...] le temps joue contre le Canada. Il faudrait attendre quelques années avant qu'un terminal de liquéfaction ne soit opérationnel. Or, la guerre incite le chancelier allemand à accélérer sa transition énergétique. »

Paul Journet cite le chancelier allemand: « Plus vite nous progressons vers le développement des énergies renouvelables, mieux ce sera. » Puis, il ajoute que son ministre des Finances a une expression pour les énergies renouvelables: « énergies de la liberté ».

Mon collègue ne croit-il pas, plutôt que d'instrumentaliser...

• (1030)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): La parole est à l'honorable député de Wellington—Halton Hills.

L'hon. Michael Chong: Madame la Présidente, j'apprécie la question de mon honorable collègue.

La question des pipelines est une obsession de l'Union européenne aussi. J'ai ici un document datant de 2015 qui dit que la politique des pipelines est une préoccupation non seulement pour l'économie, mais aussi pour la sécurité et les dépenses de l'Europe. J'encourage mon collègue à lire ce document.

[Traduction]

M. Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Madame la Présidente, j'ai l'honneur aujourd'hui d'appuyer la motion présentée par mon collègue d'Halton Hills. Tout comme les autres députés de mon parti, je condamne sans réserve les actes perpétrés par Vladimir Poutine et le régime russe contre nos alliés en Ukraine, nos amis de cette nation démocratique. Le Canada compte 1,3 million de personnes d'origine ukrainienne. Les Ukrainiens font partie de nos plus importants alliés dans le monde. Nous devons nous montrer pleinement solidaires en ce moment et nous exprimer et agir en conséquence, autant que nous le pouvons, afin de mettre un terme à cette situation.

L'autre jour, un ami qui a une cousine en Ukraine a communiqué avec moi. Elle a vécu au Canada pendant 20 ans, mais elle a choisi de retourner en Ukraine lorsqu'elle a pris sa retraite. Elle a hérité d'une petite maison qui appartenait à sa famille là-bas et elle a décidé d'y passer sa retraite. Cette maison a été détruite par un char d'assaut plus tôt cette semaine. Elle s'appelle Luda et elle se cache quelque part en ce moment. La famille de Luda demande que nous permettions sans délai à 200 000 réfugiés ukrainiens de venir ici, du moins temporairement. Nous voyons l'arrivée massive de réfugiés à la frontière avec la Pologne, qui ne pourra pas tous les accueillir seule. Nous devons fournir de l'aide. Le Canada doit aider, et il doit le faire rapidement.

Rex Tillerson, l'ancien président et chef de la direction d'Exxon Mobil Oil, l'une des plus grandes sociétés productrices de pétrole et de gaz au monde, a affirmé en 2014, quand la Russie s'est emparée de la péninsule ukrainienne de Crimée, que sa société ne prenait pas position dans des conflits internationaux. C'est absurde. Nous dev-

Travaux des subsides

vons savoir de quel côté de l'humanité nous nous rangeons. Les produits et les profits comptent moins que les vies détruites par Vladimir Poutine. Les propos de Rex Tillerson montrent le déclin des valeurs du monde occidental, où rien n'est plus important que l'argent. Cela doit changer immédiatement parce qu'une crise est, de toute évidence, à nos portes.

Les dirigeants mondiaux ont dit timidement que nous ne pouvions pas perturber les exportations pétrolières et gazières de la Russie pour diverses raisons. Premièrement, cela entraînerait une hausse du prix du pétrole qui causerait des problèmes financiers à l'échelle mondiale.

C'est paradoxal, compte tenu de l'objectif de toutes nos mesures fiscales pour l'industrie pétrolière et gazière, soit les taxes d'accise, les redevances et les taxes sur le carbone. Au Canada, la taxe sur le carbone augmentera de 25 % dans moins d'un mois. Toutes ces mesures visent à augmenter le coût de la consommation des hydrocarbures pour que les gens acceptent plus facilement les coûteuses solutions de rechange. Je suppose qu'une hausse des coûts est acceptable tant que nous le faisons à notre façon. Cependant, si nous ne faisons rien pour perturber les exportations pétrolières et gazières de la Russie, cela aura des conséquences financières sur les pays qui ont choisi de s'approvisionner auprès de celle-ci. Cela provoquera certainement une inflation. C'est le cas chaque fois que le prix du pétrole et du gaz augmente. Nous connaissons actuellement une inflation importante.

Deuxièmement, l'économie européenne dépend des réserves de gaz naturel de la Russie. C'est un choix que ces pays ont fait, même si le fait d'importer une si grande partie de leur approvisionnement énergétique d'un régime imprévisible et despotique a toujours comporté des risques évidents. Évidemment, cela se répercutera sur les emplois.

Troisièmement, les Européens vont être transis de froid à la fin de l'hiver. Oui, l'absence de distribution de gaz naturel engendrera des situations inconfortables. Nous l'avons déjà constaté avec les prix de l'énergie, qui sont montés en flèche en Europe cette année. L'Europe entre dans une période de pauvreté énergétique, alors qu'elle est toujours à la recherche d'une solution miracle. Il s'avère que les répercussions de la dépendance excessive au gaz russe sont bien loin de cette solution miracle que des dirigeants dénués de clairvoyance ont envisagée ou ignorée, avec les conséquences que cela implique.

Les conséquences sont lourdes. Pour rester concis, résumons trois des principales conséquences. La hausse des coûts de production des hydrocarbures est quelque chose que nous maîtrisons dans l'Ouest grâce aux mesures gouvernementales prises depuis des années, mais cette hausse rapide des coûts mettra l'Europe face à l'inflation, à des difficultés et à des choix. Il y aura aussi des déplacements de population pour des raisons économiques. Les usines devront s'adapter et certaines fermeront, car le prix de l'énergie sera devenu exorbitant. Une fois de plus, dans le monde occidental, nous avons délocalisé nos emplois depuis des années dans des endroits où les normes environnementales et du travail sont moins exigeantes. Pour ce qui est de chauffer les maisons, il y aura des désagréments.

Comparons maintenant ces difficultés avec ce que vit actuellement Luda en Ukraine.

Travaux des subsides

• (1035)

Un pays est en train d'être détruit. L'économie et les emplois comptent pour bien peu au milieu des bombardements. La maison de Luda a été détruite par un char d'assaut russe. Les comparaisons font mal; le monde marche sur des œufs dans sa réponse à la Russie parce que nous avons besoin de pétrole et de gaz russes. L'ironie est frappante. Où tracerons-nous la ligne lorsque, après s'être emparée de l'Ukraine, la Russie ciblera la Pologne ou la Moldavie? Nous devons agir collectivement dès maintenant pour que toute la planète cesse d'acheter les produits de Russie. C'est le prix de la tyrannie que nous avons ignorée pendant des années. Le gouvernement canadien a délibérément participé à ce changement abject. Les dollars se sont envolés vers la Russie à cause du manque d'égard du gouvernement face au secteur canadien des ressources.

Au cours des sept dernières années, la production pétrolière en Russie a augmenté de 1 million de barils par jour. Les exportations de gaz russe ont augmenté de 35 %. Le dédain du Canada pour l'exploitation des ressources a poussé les entreprises qui font de l'exploration pétrolière et gazière à quitter son territoire, notamment les principales sociétés de la planète. Shell et British Petroleum viennent de décider de quitter la Russie, ce qui leur causera des pertes de 20 milliards de dollars et de 25 milliards de dollars respectivement. Cependant, c'est la Russie qui a le plus profité des décisions comme celles prises par le gouvernement libéral, qui ont fait croître les flux de capitaux vers la Russie et permis à cette dernière d'enranger de centaines de milliards de dollars.

Ce sont des choix qui ont été faits. Tous ces choix ont eu des conséquences, dont celle de restreindre l'exploitation du pétrole et du gaz au Canada par des méthodes peu judicieuses, ce qui a créé un vide qui a été comblé par des régimes peu transparents, principalement par la Russie. Nos politiques naïves ont rapporté des centaines de milliards de dollars à un régime dictatorial. Cette semaine, en fait, j'ai demandé au gouvernement de réduire les importations canadiennes de pétrole en provenance de la Russie, ce à quoi on m'a répondu que nous n'avions pas importé de brut depuis 2019. Par la suite, après que le gouvernement ait reconnu que le pétrole ne se limite pas au brut, il a laissé entendre qu'il fallait annuler toutes les importations de pétrole brut, ce que je pense qu'il fera. Je souhaite d'ailleurs que cela soit fait immédiatement.

En achetant ce pétrole, nous avons contribué au renforcement des capacités militaires de la Russie. La taille de notre armée a diminué. Nous ne nous acquittons pas de nos obligations internationales dans le domaine militaire. Je me souviens d'une chanson d'un groupe canadien de ma jeunesse, dont les paroles disaient en gros que le fait de refuser de faire un choix revient à en faire un. Dans ce cas-ci, c'est un choix que nous avons fait sans tenir compte des conséquences. Lorsque je me suis porté candidat aux élections il y a environ deux ans et demi, mon principal objectif était de permettre la construction d'oléoducs et de gazoducs. Il n'y a pas de meilleure infrastructure pour aider l'économie canadienne et notre planète que des pipelines canadiens permettant d'acheminer des produits canadiens sur les marchés.

Autre comparaison frappante: au cours des sept dernières années, la production canadienne de gaz naturel a baissé alors que celle de la Russie a connu une hausse atteignant 35 %. Sur la côte Ouest du Canada, 14 installations de gaz naturel liquéfié devaient être bâties. À l'heure actuelle, une seule est en construction. Entretemps, aux États-Unis, sept installations sont terminées et cinq sont en cours de réalisation. Il faut se rendre compte qu'on ne mène plus les projets à

terme au Canada. Pourtant, nous parlons d'initiatives qui aideront le monde sur les plans environnemental, économique et, bien sûr, démocratique.

Un des enjeux liés au gaz naturel tient au fait qu'il ne sert pas uniquement de combustible. Il entre également dans la fabrication d'engrais. Or, il faut utiliser des engrais à base de gaz naturel pour nourrir les huit milliards d'habitants de la planète et il faudra continuer de le faire pour éviter une crise dans l'avenir. Par conséquent, il est essentiel d'acheminer le gaz naturel là où on en a besoin comme fertilisant.

Hier soir, je me suis entretenu pendant 20 minutes avec un dénommé Karil. C'est un travailleur étranger temporaire ukrainien qui travaille dans les champs pétrolifères de l'Alberta. Karil m'a imploré de l'aider et, à la fin, il a crié puis il m'a présenté ses excuses. J'étais très mal à l'aise parce qu'il n'avait pas à me présenter d'excuses. Il vient de Kharkiv. Il a appris que sa ville a été détruite et que sa famille est déplacée. Les membres de sa famille cherchent où se loger et c'est à regret que je lui dis que nous ne pouvons agir plus énergiquement pour maîtriser la situation.

Nous devons agir rapidement et décisivemement, le plus tôt possible. *Slava Ukraini.*

• (1040)

L'hon. Robert Oliphant (secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères, Lib.): Madame la Présidente, comme nous le savons tous, je crois, le président Zelensky de l'Ukraine a demandé au Canada une aide militaire et des armes létales et non létales, que nous avons fournies; une aide financière, que nous avons versée; et des sanctions, que nous avons imposées. Nous avons répondu à toutes les demandes du président Zelensky.

Il ne nous a pas demandé de construire des pipelines au Canada. Pourquoi est-ce la priorité du Parti conservateur? S'agit-il d'une tentative d'aider l'Ukraine ou d'un vulgaire retour à une politique conservatrice du XX^e siècle au lieu de trouver une solution du XXI^e siècle à un problème auquel nous sommes confrontés aujourd'hui?

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je rappelle aux députés que, lorsque quelqu'un pose une question, il est inutile d'essayer de répondre à la place du député qui a la parole et qui va répondre. Je suis sûre que le député de Calgary-Centre est en mesure de répondre à la question.

Le député de Calgary-Centre a la parole.

M. Greg McLean: Madame la Présidente, je ne connais pas la chronologie de mon collègue, qui oppose le XX^e siècle au XXI^e siècle. La solution est de donner plus de pouvoir environnemental au monde. Elle consiste à privilégier les choix écologiques, socialement responsables et fondés sur les principes de la bonne gouvernance, comme les investissements dans l'approvisionnement en gaz naturel d'un monde en manque d'énergie.

Tout commence par le gaz naturel, et c'est ce à quoi s'est opposé le gouvernement depuis son arrivée au pouvoir, alors que nous disposions des meilleures roches au monde et de la meilleure capacité à fournir une bonne ressource pour la consommation mondiale. Nous avons fait en sorte que le monde dépende de ressources de régimes despotiques. C'est, comme je l'ai mentionné, un choix que nous avons fait, et ce choix a des conséquences.

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa défense de la motion des conservateurs que le Bloc québécois n'approuve pas parce qu'elle ne répond en rien à la crise ukrainienne. C'est ce qu'il faut se dire.

Ni l'Europe ni l'Ukraine n'ont demandé de pétrole ou de gaz du Canada, à savoir de l'Alberta. À court terme — nous espérons toutes et tous que cette crise sera courte —, il y a plusieurs pays infiniment mieux placés que le Canada pour fournir en gaz des pays qui ont déjà les gazoducs et des accès à des ports pour exporter à l'Europe.

Finalement, la seule manière où la motion conservatrice pourrait avoir des résultats serait sur le long terme. Il y a donc un isolement permanent de la Russie qui mettrait définitivement ce pays dans le camp de la Chine.

Est-ce que c'est ce que l'on veut? La réponse est non.

Mon collègue comprend-il qu'il faudrait que la guerre dure 15 ans pour que cette solution puisse être mise en vigueur?

M. Greg McLean: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question. Je pense que j'ai compris l'essentiel de sa question.

En ce moment, il est très important de disposer de l'approvisionnement du gaz canadien pour le monde. Il vient actuellement de la Russie et il y a des besoins en Chine. Les gazoducs russes vers la Chine sont très importants pour cette dernière. Il faut qu'on développe des gazoducs pour pouvoir vendre notre gaz à la Chine aussi.

C'est un enjeu mondial et il faut qu'on s'occupe de cela avec notre industrie de gaz naturel au Canada.

[Traduction]

Mme Lori Idlout (Nunavut, NPD): *Qujannamiik, Uqaqtittiji.*

Selon le ministère des Politiques sociales de l'Ukraine, environ 1,45 million de personnes sont toujours déplacées à l'intérieur du pays après avoir fui le conflit dans le Donbass et la région occupée de la Crimée. L'organisme Aide à l'enfance affirme que, ces huit dernières années, les enfants dans l'Est ukrainien ont grandi parmi les conflits, ont dû endurer la violence et les bombardements et ont été forcés de quitter leur maison. Même avant la dernière montée des tensions, 2,9 millions de personnes, dont plus de 400 000 enfants, avaient déjà besoin d'aide humanitaire.

Le député ne convient-il pas que, si nous tenons à ce que le Canada se montre solidaire du peuple ukrainien, nous devons concentrer nos énergies sur les efforts humanitaires, et non pas sur des mesures visant à exploiter les terres et les ressources par l'expansion des activités pétrolières et gazières?

• (1045)

M. Greg McLean: Madame la Présidente, la chose la plus importante à faire en ce moment, c'est de nous montrer pleinement solidaires des Ukrainiens alors qu'ils vivent un drame causé par un voisin agressif qui veut les vaincre. Voilà la première chose que nous devons examiner. Que pouvons-nous faire pour les aider le plus possible? Songeons, entre autres, au déplacement des réfugiés qui a cours à l'heure actuelle.

Comme ma collègue s'en souviendra, j'ai dit dans mon discours que nous envisagions d'autoriser 200 000 personnes à venir au

Travaux des subsides

Canada temporairement. C'est la première étape. Nous devons également chercher à comprendre comment et pourquoi les choses en sont arrivées là et comment nous pouvons éviter qu'une telle situation se reproduise à l'avenir. L'approvisionnement en énergie fait justement partie de la solution.

M. Maninder Sidhu (secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères, Lib.): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec le député de Don Valley-Ouest.

Comme l'entière de la Chambre, je suis solidaire avec le peuple ukrainien. Depuis une semaine, nous voyons les Ukrainiens faire preuve d'un courage et d'une résistance incroyables face à l'invasion injustifiable et gratuite des forces russes sur ordre du président Vladimir Poutine.

La Russie tente de discréditer le système international de sorte à rétablir par les armes le principe voulant que « la force crée le droit ». Nous n'allons pas la laisser faire. Mus par le courage et la détermination du peuple ukrainien, nous allons œuvrer ensemble à étouffer le régime russe. Nous collaborons étroitement avec nos alliés. Des mesures qualifiées de derniers recours il y a quelques jours à peine sont aujourd'hui appliquées avec l'appui de tous.

Dans la foulée de son attaque injustifiable et gratuite contre l'Ukraine, le régime russe se fait infliger de toutes parts de sévères sanctions économiques. L'incidence de ces peines et sanctions, à la fois financières et politiques, se fait déjà sentir et continuera de porter pendant de nombreuses années.

Le président Poutine et les personnes à l'origine de cette crise sont de plus en plus isolés. Bientôt, ils n'auront plus nulle part où se cacher. Nous continuerons de soutenir le peuple et le gouvernement d'Ukraine dans leur lutte contre ces actes illégaux.

Nous demeurons profondément préoccupés par l'agression de la Russie contre l'Ukraine et par les répercussions de ces actions sur les citoyens canadiens et les résidents permanents. Aujourd'hui, je peux assurer à la Chambre que le gouvernement prend des mesures pour aider les citoyens canadiens, les résidents permanents et les proches touchés par cette tragédie.

Le personnel diplomatique qui se trouvait en Ukraine est maintenant sain et sauf dans notre bureau temporaire situé dans une ville polonaise près de la frontière ukrainienne. Ce bureau, ainsi que les ambassades canadiennes voisines à Varsovie, Bucarest, Vienne et Budapest continuent de fournir des services essentiels aux Canadiens, notamment des services consulaires. Ces pays fournissent des infrastructures solides qui nous ont aidés à gérer la demande de services consulaires.

Plus précisément, nous voulons continuer à nous concentrer sur trois domaines principaux de soutien: communiquer avec les Canadiens, soutenir les Canadiens dans le besoin et continuer à planifier tous les scénarios consulaires.

Nous continuons à communiquer les risques aux Canadiens et à nous assurer qu'ils sont en mesure de faire les meilleurs choix possible pour eux-mêmes et leur famille. Les conseils et avertissements aux voyageurs pour l'Ukraine et les pays voisins continuent d'être mis à jour régulièrement, de même que les évaluations du contexte de sécurité pour les citoyens canadiens.

Travaux des subsides

Les mises à jour sont toujours basées sur les derniers renseignements que nous avons reçus et sur nos observations sur le terrain. Et pour nous assurer que l'information est accessible à tous les Canadiens quand ils en ont besoin, nous avons lancé, le 19 février, un site Web de crise qui contient beaucoup d'information pouvant leur être utile, notamment au sujet des frontières ukrainiennes et des exigences en matière de santé publique. Cette information est non seulement accessible à tous les Canadiens 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, mais elle est mise à jour continuellement pour refléter l'évolution de la situation.

De plus, le Centre de surveillance et d'intervention d'urgence fournit aux Canadiens qui se trouvent à l'étranger du soutien consulaire 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Grâce à ce centre, le Canada peut fournir des services essentiels à ses citoyens qui se trouvent en Ukraine et ailleurs dans le monde. Les citoyens canadiens et les résidents permanents peuvent communiquer avec le centre en tout temps au besoin et le joindre par divers canaux de communication, notamment par téléphone, courriel et message texte, sur WhatsApp, et par clavardage en direct sur le site Web d'Affaires mondiales Canada.

Le centre est en mesure de traiter les volumes habituels de demandes, mais lorsque celles-ci augmentent considérablement, comme dans le cas de l'Ukraine, Affaires mondiales peut mettre sur pied un centre de contact particulier pour les gérer. Le ministère dispose d'une équipe de plus de 60 employés qui sont formés et prêts à prendre les appels des Canadiens dans le besoin.

Sur le terrain en Europe, notre Équipe permanente de déploiement rapide, l'EPDR, est prête à renforcer des missions qui ont besoin d'une force d'appoint. Les membres de cette équipe sont prêts à intervenir avec un préavis de quatre heures. Ces spécialistes sont entraînés pour prêter main-forte aux missions, dans toutes sortes de scénarios d'urgence.

La ministre des Affaires étrangères collabore activement avec des pays voisins de l'Ukraine, comme la Pologne, et elle a promis que les Canadiens et les résidents permanents pourront, avec les membres de leur famille, obtenir un appui consulaire de l'autre côté de la frontière ukrainienne.

● (1050)

Notre gouvernement prend très au sérieux la question de la sécurité des Canadiens à l'étranger, et il continue de leur donner des informations sûres et ponctuelles. Nos plans d'urgence sont prêts, et nous nous adapterons à la situation sur le terrain au fur et à mesure qu'elle évolue. Nous sommes prêts, et nous continuerons d'apporter notre soutien aux Canadiens et aux résidents permanents en Ukraine.

Je tiens à répéter ce sur quoi nous nous entendons tous ici, à mon avis: la guerre que le président Poutine a engagée contre l'Ukraine est une guerre contre la liberté, la démocratie, les droits des Ukrainiens et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

M. Stephen Ellis (Cumberland—Colchester, PCC): Madame la Présidente, je salue le discours très complet du député d'en face. Estime-t-il, comme l'Union européenne, qu'il sera indispensable d'élaborer une stratégie énergétique afin d'assurer la sécurité des nations? Pour nous, il s'agit là d'une question très importante.

La sécurité énergétique n'est-elle pas un objectif important du gouvernement?

M. Maninder Sidhu: Madame la Présidente, le gouvernement ukrainien nous a adressé plusieurs demandes, notamment de lui fournir des équipements létaux et non létaux, d'imposer des sanctions contre le régime russe, et d'aider les Ukrainiens qui veulent venir au Canada, ce que nous avons fait. Nous sommes prêts à venir en aide au peuple ukrainien et à l'Ukraine. S'agissant des sanctions sévères que nous allons imposer au régime russe, je tiens à répéter que cet acte injustifié et gratuit mérite d'être pris très au sérieux. Nous continuons de collaborer avec nos alliés de l'OTAN et avec nos partenaires du monde entier.

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Madame la Présidente, le ministre de l'Environnement a récemment déclaré que la solution aux problèmes énergétiques mondiaux ne consistait pas à accroître notre dépendance aux combustibles fossiles. Il a poursuivi en disant que la meilleure façon d'accroître la sécurité énergétique des pays européens est tout simplement de réduire leur dépendance au pétrole et au gaz naturel peu importe d'où ils viennent.

C'est bien beau de reconnaître qu'on ne pourra pas régler la crise climatique si on accroît notre dépendance au pétrole et au gaz naturel, mais en attendant, le gouvernement libéral continue de donner des milliards de dollars de subventions au secteur du pétrole et du gaz naturel, et il a même acheté un pipeline. C'est aussi le seul gouvernement du G7 qui a enregistré une augmentation de la pollution depuis son arrivée au pouvoir.

Les libéraux vont-ils enfin écouter leur propre ministre, avoir le courage de tenir tête au secteur du pétrole et du gaz naturel et accélérer la transition vers un avenir énergétique plus propre?

M. Maninder Sidhu: Madame la Présidente, le changement climatique est une réalité. Il suffit de penser aux inondations qui ont frappé la Colombie-Britannique et aux vagues de chaleur qui se sont abattues sur le pays. Il faut s'assurer d'avoir les moyens de protéger les futures générations, y compris mes propres enfants. Nous allons continuer de défendre l'environnement, mais nous ne pouvons regarder ailleurs lorsque les Ukrainiens sont attaqués. Nous devons canaliser nos efforts sur ce que nous faisons pour l'Ukraine afin de rétablir l'ordre mondial et préserver la démocratie.

● (1055)

[Français]

Mme Louise Chabot (Thérèse-De Blainville, BQ): Madame la Présidente, j'aimerais revenir à la motion présentée par le Parti conservateur.

Le gouvernement libéral est-il d'avis que c'est par la construction d'oléoducs « dans le but que le gaz naturel canadien remplace le gaz naturel russe », comme le demande la motion, qu'on va répondre aux besoins actuels d'une guerre et d'une crise graves en Ukraine, d'où des milliers de femmes et d'enfants se trouvent obligés de partir en laissant les hommes derrière?

Mon collègue pense-t-il que c'est la solution?

[Traduction]

M. Maninder Sidhu: Madame la Présidente, la députée d'en face a posé une question très importante. J'espère qu'un jour, je serai capable de lui répondre en français, mais pour le moment, je l'apprends.

Travaux des subsides

S'agissant de cette motion, il est important que nous soyons solidaires de l'Ukraine. Pas plus tard que ce matin, la ministre de la Défense nationale a déclaré que nous allions fournir d'autres armes létales à l'Ukraine, notamment jusqu'à 4 500 lance-roquettes M72, jusqu'à 7 500 grenades et jusqu'à 1 million de dollars pour lui permettre d'acheter de l'imagerie satellite haute résolution, afin que les militaires ukrainiens puissent surveiller les mouvements des forces russes sur leur territoire.

Je pense qu'il est important que nous accordions la priorité aux besoins de l'Ukraine. Nous restons solidaires de ce pays et de son peuple, et nous allons continuer de faire tout ce que nous pouvons en collaboration avec nos alliés et nos partenaires du monde entier.

L'hon. Robert Oliphant (secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères, Lib.): Madame la Présidente, je salue l'excellent discours et le travail assidu de mon collègue, l'autre secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères.

Le débat d'aujourd'hui me donne l'occasion de réitérer le soutien sans faille du Canada à l'égard de l'Ukraine et de sa population, et de condamner sans aucune équivoque la guerre injustifiée et gratuite que Vladimir Poutine a engagée contre un gouvernement démocratiquement élu. Je crois que nous sommes tous d'accord dans cette Chambre pour condamner cette agression, et j'en suis fier en ma qualité de parlementaire canadien.

La guerre engagée par le président Poutine viole le paragraphe 4 de l'article 2 de la Charte des Nations unies. Cette agression tyrannique bouleverse la vie des Ukrainiens et constitue la plus grave atteinte, de mémoire d'homme, à la paix, à la sécurité et aux droits de la personne sur tout le continent européen. Le président russe déforme complètement l'histoire lorsqu'il affirme qu'une Ukraine indépendante n'existe pas, ce qui est complètement faux. L'heure est grave. Nous devons tous être unis contre ce tyran.

Hier, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a annoncé au moins 227 victimes parmi les civils, tandis que le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés estimait que 1 million de personnes avaient déjà quitté l'Ukraine. Les chiffres réels sont certainement supérieurs, et ils vont augmenter de façon exponentielle si le régime russe, qui est appuyé par la Biélorussie, continue de se livrer à cette agression impitoyable et cruelle contre des êtres humains et contre les droits de la personne.

La communauté internationale a affirmé sa solidarité et a fermement condamné la Russie. Le vote qui a eu lieu aux Nations unies cette semaine montre bien que la Russie est de plus en plus isolée sur la scène internationale, à l'exception de quatre ou cinq pays.

À l'instar de la communauté internationale, nous affirmons sans ambages que les actions de la Russie sont absolument déplorables et inacceptables, et qu'elles constituent peut-être un crime de guerre en vertu du droit international humanitaire. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé, avec d'autres pays, de saisir la Cour pénale internationale afin de déterminer si des crimes de guerre ont déjà été commis.

Comme l'a dit mon collègue, nous resterons solidaires du peuple ukrainien. Notre réponse a été vigoureuse et rapide. Les sanctions sont un volet important de l'approche pragmatique et raisonnée du Canada en matière de politique étrangère. L'imposition de sanctions n'est pas une décision que le Canada prend à la légère. En étroite collaboration avec ses alliés et partenaires étrangers, y compris les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union européenne et l'Australie, le

Canada a entrepris de demander des comptes au président Poutine et à ses affidés pour cette agression.

Le 22 février, le premier ministre et la ministre des Affaires étrangères ont annoncé un premier train de sanctions contre tous les membres de la Douma russe qui ont voté en faveur de la reconnaissance de l'indépendance des républiques de Donetsk et de Louhansk. Nous avons également exercé des pressions sur le système financier russe en imposant des sanctions à deux banques russes et une interdiction de transactions sur la dette souveraine russe.

Le 24 février, le Canada a encore resserré l'étau en imposant de nouvelles sanctions aux membres de la garde rapprochée du président Poutine et à ceux qui ont largement profité du régime.

Le 25 février, nous avons imposé des sanctions au président Poutine lui-même ainsi qu'à son chef de cabinet, à son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et à tous les autres membres du conseil de sécurité russe, dont les ministres de la Justice, de la Défense et des Finances.

En réponse à la complicité évidente de la Biélorussie, nous avons également annoncé des sanctions contre quelque 57 personnalités et entités biélorusses qui sont des proches d'Alexander Loukachenko, et contre plusieurs oligarques.

Nous maintenons la pression sur l'économie russe et, le 26 février, nous avons exclu des banques russes du système SWIFT, le système mondial de paiement interbancaire. Cette mesure diminue considérablement leur capacité à envoyer de l'argent à l'intérieur et à l'extérieur du pays, ce qui devrait se traduire par une interruption des importations et exportations russes.

Le 27 février, de concert avec plusieurs pays européens, le Canada a fermé son espace aérien aux avions russes.

● (1100)

Le 28 février, nous avons interdit les transactions avec la banque centrale russe, le fonds souverain russe et le ministère des Finances de la Russie. Le 28 février, nous avons aussi interdit toute importation de pétrole brut de Russie. Les mesures concernant la mise en œuvre de cette interdiction seront annoncées très prochainement.

Le 1^{er} mars, c'est-à-dire il y a deux jours, nous avons fait part de notre intention d'interdire l'accès des bateaux et des vaisseaux de combat appartenant à des intérêts russes ou battant pavillon russe dans les ports et dans les eaux internationales du Canada, et hier nous avons annoncé que nous allions imposer des restrictions à 10 autres individus clés travaillant pour deux grandes sociétés du secteur énergétique russe.

Je le dis franchement: il y aura d'autres sanctions tant que la Russie n'aura pas décidé de suspendre les hostilités, de désamorcer les tensions, de se retirer et de respecter le droit de l'Ukraine et des Ukrainiens à la liberté et à l'intégrité territoriale. Chaque jour, nous répondons aux demandes de la population et du gouvernement de l'Ukraine. Chaque jour, nous prenons les mesures nécessaires pour étouffer l'économie russe et pour isoler la Russie sur la scène internationale.

Travaux des subsides

Il est absolument crucial de poursuivre ces efforts sans être distraits par d'autres enjeux. Il est absolument crucial de ne jamais perdre de vue notre objectif et de répondre aux demandes du président Zelensky et du gouvernement ukrainien, c'est-à-dire d'exercer des pressions et d'étouffer l'économie russe. C'est de cette façon que la population russe comprendra ce que son gouvernement est en train de faire en son nom et qu'elle va elle aussi lui demander de mettre un terme à cette agression.

Pour autant, le président Zelensky ne nous a pas demandé de construire davantage de pipelines au Canada. Le président Zelensky ne nous a pas demandé de retourner à nos politiques énergétiques du XX^e siècle. Le président Zelensky ne nous a pas demandé de nous engager aujourd'hui dans un débat sur le changement climatique ou la sécurité des approvisionnements pétroliers. Ce que le président Zelensky nous a demandé, en revanche, c'est de nous concentrer précisément sur les problèmes de l'Ukraine et d'apporter notre soutien à l'Ukraine sur tous les plans névralgiques et dans toute la mesure du possible.

Je regrette beaucoup que les députés conservateurs ne comprennent pas cela. Certes, je salue leur appui aux mesures que nous avons prises, mais je trouve déplorable qu'ils essaient de saisir aussi basement l'occasion — comme une infection opportuniste — de mettre à profit une crise internationale extrêmement grave et troublante, qui nous affecte tous à la Chambre, tous les Canadiens et tous...

• (1105)

M. Damien Kurek: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. J'écoute le député d'en face avec beaucoup d'intérêt, mais j'estime que sur un sujet aussi important, il est inadmissible d'accuser ses opposants politiques de « bassesse » et de les qualifier d'« infection ».

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Ce point relève du débat.

Le secrétaire parlementaire a la parole.

L'hon. Robert Oliphant: Madame la Présidente, je suis heureux de pouvoir poursuivre mon intervention, car l'interruption de notre important débat sur cette crise internationale est traitée dans la troisième partie de la motion, ce qui rend le débat tout à fait inapproprié.

Je profite de l'occasion pour dire que nous sommes solidaires du peuple ukrainien et du gouvernement ukrainien. Nous sommes solidaires du monde libre et de quiconque accorde de l'importance à l'ordre international fondé sur des règles. Nous sommes solidaires de nos collègues et des pays qui partagent nos vues, comme l'Union européenne, le Royaume-Uni et les États-Unis. Nous sommes solidaires de la grande majorité des pays du monde qui, à l'ONU, ont voté pour condamner les actions de la Russie et de Vladimir Poutine.

S'il est une chose que nous ne voulons pas aujourd'hui, c'est d'un débat sur la sécurité énergétique, même si ce dossier est important. Nous ne voulons pas nous lancer dans un débat sur notre initiative de lutte contre les changements climatiques, même s'il s'agit d'une autre question importante, ni parler de nous détacher des combustibles fossiles, ni même discuter d'une politique énergétique du XXI^e siècle qui garantirait au Canada le genre de sécurité énergétique dont il a besoin. Ce sont là des thèmes de débat importants, mais la discussion d'aujourd'hui doit porter sur l'Ukraine. Elle doit porter sur cette crise internationale, et je suis franchement

géné que nous ayons à nous pencher sur cette autre question, alors que le monde fait face à une telle crise. J'espère que tous les députés sont solidaires de l'Ukraine et qu'ils le demeureront.

M. Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC): Madame la Présidente, je suis heureux de pouvoir poser ma question, car je crois que le député n'a pas saisi l'importance cruciale, en contexte, de la troisième partie de la motion.

Nous sommes à l'aube d'une nouvelle saison de culture. Je viens d'une des grandes régions productrices de blé dans le monde, et l'Ukraine en est une autre. Elle assure la sécurité alimentaire d'une grande partie de l'Europe et du monde. Le gouvernement actuel ne semble pas savoir que la politique énergétique a un impact direct sur la sécurité alimentaire mondiale, que ce soit directement sous la forme de produits comme l'engrais azoté, un miracle de l'agriculture moderne qui permet d'obtenir de fabuleux rendements et ainsi de nourrir la planète, ou que ce soit sous la forme du carburant nécessaire pour faire fonctionner l'équipement afin de semer et de récolter.

Le député reconnaît-il que le fait de qualifier les discussions entourant la sécurité énergétique — qui se rapporte à la sécurité alimentaire, à la réduction de la pauvreté et à tous ces sujets très importants — d'« infection » est malavisé? Ne pourrait-il pas reconnaître qu'il faut justement dialoguer pour assurer la paix et la sécurité dans le monde, tant en Ukraine qu'ailleurs à l'avenir...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je dois permettre d'autres questions.

Le secrétaire parlementaire a la parole.

L'hon. Robert Oliphant: Madame la Présidente, c'est une excellente occasion de parler de la myopie du Parti conservateur. Le député parle de la prochaine saison de croissance comme si cette motion allait avoir un effet sur la capacité de l'Ukraine de fournir de la nourriture au monde. Ce qui contribuera à faire en sorte que le grenier ukrainien continue de fournir de la nourriture à l'Europe, c'est de mettre fin à cette guerre, et c'est ce sur quoi nous nous concentrons en sanctionnant le gouvernement de la Russie, en continuant de prendre des mesures énergiques et en collaborant avec nos partenaires internationaux. Nous ne sommes pas myopes. Nous prenons les mesures qui s'imposent.

[Français]

M. Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Madame la Présidente, de ce que je comprends, la motion conservatrice sous-entend qu'on peut régler un problème de dépendance en créant une nouvelle dépendance. Cela me semble aussi logique que d'avoir un chef libéral chez les conservateurs.

Pour ma part, la position du gouvernement est moins claire. À ce jour, le gouvernement a investi 20 milliards de dollars en fonds publics dans un pipeline, dont même le secteur privé ne voulait pas.

Le secrétaire parlementaire peut-il nous confirmer aujourd'hui que le fait d'augmenter la capacité de transfert et de production du pétrole de l'Ouest n'est pas une solution aux problèmes géopolitiques que l'on connaît aujourd'hui en Ukraine?

Travaux des subsides

[Traduction]

L'hon. Robert Oliphant: Madame la Présidente, je ne vais pas répondre à cette question dans le sens le plus large du terme, car je veux que le débat porte sur l'Ukraine. Je ne veux pas me laisser distraire par la troisième partie de la motion des conservateurs. J'aimerais que nous nous concentrons sur l'Ukraine et sur ce que nous pouvons faire à la Chambre pour mettre fin à l'agression de la Russie et tenir un débat sur l'autosuffisance énergétique, qui est un débat utile, à un moment donné. Je me réjouis à l'idée de collaborer avec le Bloc dans le cadre d'un futur débat sur cette question.

● (1110)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je vois qu'il y a du chahut et peut-être des gens qui essaient de répondre à cette question. Je leur demande d'attendre la période des questions et observations.

Le député de Timmins—Baie James a la parole.

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Madame la Présidente, je suis absolument consterné de voir que les conservateurs se servent d'une période où nous devrions débattre du sort d'enfants qui souffrent de la faim pour soutenir à la place que nous devrions dépenser des milliards de dollars pour un pipeline. Nous sommes aux prises avec une crise mondiale. Des gens meurent dans la rue, se font tuer, et ils voient cela comme une autre raison de puiser dans l'argent des contribuables.

Nous avons versé 121 milliards de dollars en subventions aux grandes pétrolières au cours des sept dernières années, 75 milliards pour le captage du carbone, 21 milliards pour le projet Trans Mountain et 1 milliard pour les puits abandonnés, et les conservateurs profitent d'une crise humanitaire pour en demander encore plus.

Les libéraux conviennent-ils que cette motion mine la réputation du Canada et les efforts qu'il déploie pour défendre l'Ukraine parce que les conservateurs préfèrent satisfaire les grandes pétrolières?

L'hon. Robert Oliphant: Madame la Présidente, je suis d'accord, et j'en profite pour remercier le député de Timmins—Baie James de son travail soutenu dans ce dossier.

Nous devons nous unir à la Chambre pour parler de l'importante question de l'Ukraine, mais nous devons aussi continuer de parler de l'importante question des changements climatiques. Nous le ferons plus tard. J'ai hâte de poursuivre ce dialogue.

[Français]

M. Stéphane Bergeron (Montarville, BQ): Madame la Présidente, je tiens à souligner que je partagerai mon temps de parole avec ma collègue de Repentigny.

On nous convie de nouveau aujourd'hui à un débat très important sur la situation qui a présentement cours en Ukraine. Pour exposer la position du Bloc québécois sur la motion qui nous est proposée par les conservateurs, je me permets d'en faire la lecture, élément par élément.

Le député de Wellington—Halton Hills suggère « Que la Chambre: a) condamne le président Vladimir Poutine et la Fédération de Russie pour avoir attaqué et envahi l'Ukraine illégalement et sans provocation; [...] »

Nous sommes tout à fait en accord avec l'élément a). Nous nous attendons cependant à ce que, un peu plus loin, on nous fasse des suggestions sur d'éventuelles sanctions additionnelles afin de punir Vladimir Poutine et la Russie pour avoir envahi illégalement et sans

provocation l'Ukraine. Nous nous attendons aussi à ce qu'on propose des sanctions additionnelles à l'endroit des oligarques.

Le député suggère ensuite que la Chambre « b) se dise solidaire de l'Ukraine, du peuple ukrainien et des Canadiens d'origine ukrainienne; »

Encore une fois, on ne peut pas être contre cela. Nous avons réitéré à maintes reprises notre solidarité à l'égard du peuple ukrainien. Ce n'est pas aujourd'hui que nous allons nous dédire. Nous nous serions toutefois attendus à ce qu'il y ait des propositions. Que va-t-on faire de plus que ce qui a été fait jusqu'à présent sur le plan humanitaire pour soutenir les Ukrainiennes et les Ukrainiens? Va-t-on lever le plafond de 10 millions de dollars que le gouvernement a fixé pour égaliser les dons faits par les Canadiens et les Canadiennes à la Croix-Rouge? Nous en attendons des nouvelles.

Le gouvernement va-t-il lever les obligations concernant les visas qu'on exige toujours de la part des réfugiés ukrainiens? Ces gens partent avec une petite valise, ont à peine un endroit où coucher, et on leur demande de compléter des formulaires en 14 copies dans une langue qui n'est probablement pas la leur et d'acquitter des frais pour pouvoir venir se réfugier au Canada. Comme le disait le chef du Bloc québécois, on accueille des gens au chemin Roxham qui n'ont pas de visa, mais on n'est pas capable de lever l'obligation d'obtenir un visa pour les réfugiés ukrainiens.

Nous nous attendions à ce que la motion conservatrice contienne des propositions sur des façons de manifester concrètement notre solidarité à l'égard de l'Ukraine, du peuple ukrainien et des Canadiens d'origine ukrainienne. Nous nous sommes alors précipité sur le point c) en nous disant que nous y verrions des propositions de sanctions pour punir la Russie, Vladimir Poutine et les oligarques qui le soutiennent. Nous nous attendions à voir au point c) des propositions pour aider les Ukrainiens, l'Ukraine, ainsi que nos concitoyens et concitoyennes d'origine ukrainienne, mais non. Que retrouvons-nous donc au point c)?

On y suggère que la Chambre « c) demande au gouvernement du Canada, dans le but que le gaz naturel canadien remplace le gaz naturel russe en Europe et conformément aux objectifs environnementaux de transition vers des sources énergétiques ne produisant pas de gaz à effet de serre, de faire le nécessaire pour que soient autorisés et construits de nouveaux gazoducs se rendant jusqu'à l'Atlantique, dans la mesure où l'énergie est absolument nécessaire à la défense et à la sécurité du Canada et de l'Europe. »

Si ce n'est pas un argument basement intéressé, je ne sais pas ce que c'est. Honnêtement, même si on décidait d'aller dans ce sens et de construire des oléoducs, malgré le fait que cela irait tout d'abord à l'encontre même de l'idée selon laquelle on doit se défaire des énergies fossiles, le conflit serait depuis longtemps terminé, on l'espère, à ce moment-là.

Qu'est-ce que cela permettrait alors, sinon que d'exporter le pétrole sale produit dans l'Ouest canadien? Cela ne permettrait rien d'autre, parce que nos amis allemands ne peuvent pas compter sur le gaz et le pétrole canadiens pour remplacer le pétrole russe. C'est un faux argument. Ce que nous retrouvons au point c) est une fausse bonne idée.

● (1115)

Plus que cela, c'est même une idée qui viendrait nuire aux Ukrainiens. Pourquoi?

Travaux des subsides

Ce matin, notre ami Paul Journet, dans *La Presse*, nous apprend qu'il y a certaines entreprises pétrolières dans l'Ouest canadien qui sont la propriété d'oligarques russes qui échappent encore aux sanctions du gouvernement canadien.

Je me serais attendu à ce que les conservateurs nous disent qu'ils vont aussi imposer des sanctions aux oligarques qui détiennent une partie des actions des compagnies gazières de l'Ouest canadien. Non, ils ne proposent pas de sanctions contre ces oligarques.

Or, si on aide ces oligarques, on aide la Russie, donc on nuit à l'Ukraine. Cela vient contredire les arguments a) et b) de la motion selon lesquels on « condamne le président Vladimir Poutine et la Fédération de Russie pour avoir attaqué et envahi l'Ukraine illégalement et sans provocation », et qu'on « se dise solidaire de l'Ukraine, du peuple ukrainien et des Canadiens d'origine ukrainienne ».

Ce que nous proposent les conservateurs veut dire de donner plus de liquidités aux oligarques russes qui ont des parts dans les compagnies pétrolières de l'Ouest canadien. Est-ce comme cela qu'on veut aider les Ukrainiens et les Ukrainiennes? Est-ce cela, la super bonne idée de nos amis conservateurs pour venir en aide aux Ukrainiennes et aux Ukrainiens?

Tout ce que les conservateurs veulent, c'est venir en aide à leur industrie pétrolière, c'est tout. Il n'y a pas d'autre explication.

On pourrait donner des noms: on parle de Roman Abramovitch, qui détient 28 % des parts d'Evraz, laquelle fournit l'acier pour les pipelines. C'est curieux. On parle d'Igor Makarov, principal actionnaire de Coastal GasLink. Ce sont des oligarques qui échappent toujours aux sanctions, et on se demande bien pourquoi le gouvernement canadien n'a toujours pas imposé des sanctions à ces oligarques.

Si seulement on avait eu des propositions de la part des conservateurs disant qu'il faudrait punir aussi ces oligarques. Je le répète: le chef de cabinet d'Alexeï Navalny, devant le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international, nous a dressé une liste d'oligarques contre lesquels il faut imposer des sanctions, et cela, bien longtemps avant même l'invasion de l'Ukraine. On avait cette liste. Le gouvernement canadien a cette liste. Qu'attend-il pour imposer des sanctions à tous ces oligarques?

Les conservateurs, eux, nous proposent plutôt aujourd'hui de leur refiler des liquidités et de les aider à aider Vladimir Poutine à envahir l'Ukraine. Malgré le fait que nous soyons en accord avec les points a) et b) de la motion, de tout cœur, et sans la moindre hésitation, comment pourrions-nous, avec le point c) qu'on nous a servi, appuyer la motion des conservateurs? Jamais dans 100 ans nous n'allons appuyer une affaire comme celle-là, parce que c'est nuire à l'Ukraine que d'appuyer une proposition comme celle des conservateurs.

Si les conservateurs avaient été le moins raisonnable et honnêtes dans leur volonté d'aider, compte tenu également de l'urgence climatique, ils auraient dit qu'on va devoir accompagner cette proposition de mesures énergétiques — sans jeu de mots — pour entreprendre le virage vert et pour réduire l'importance des hydrocarbures dans notre économie. Non, encore une fois, ils ne font aucune proposition. Ce qu'ils proposent tout simplement, c'est que l'on consomme encore davantage d'hydrocarbures et qu'on en envoie ailleurs pour permettre aux autres de continuer d'en consommer, ce

qui va à l'encontre même de la logique selon laquelle il nous faut entreprendre le virage maintenant.

Je le réitère: le Bloc québécois s'opposera à cette motion. Ce n'est pas de gaieté de cœur qu'il le fait, mais il n'a pas le choix. Ma collègue de Repentigny donnera très certainement davantage de raisons pour lesquelles, sur le plan environnemental, le Bloc québécois ne peut souscrire à une motion comme celle-là.

• (1120)

[Traduction]

M. Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC): Madame la Présidente, il est malheureux que mon collègue bloquiste n'ait pas lu le point c), qui porte sur la nécessité de faire la transition vers des sources énergétiques ne produisant pas d'émissions.

Je donne le bénéfice du doute aux députés de tous les autres partis politiques qui semblent penser qu'il s'agit d'une sorte de grosse vendetta pétrolière. La réalité, c'est que la situation de la sécurité énergétique en Europe finance la guerre en Ukraine. Il est plus que temps de reconnaître que nous devons compter sur des sources d'énergie éthiques qui ne tombent pas entre les mains de despotes.

Le député reconnaîtra-t-il qu'il ne s'agit pas seulement de pétrole, mais aussi de tous les ingrédients nécessaires pour des choses comme des fertilisants? À l'approche de la saison de croissance en Ukraine, ce sont des choses absolument essentielles pour la sécurité énergétique de même que la sécurité alimentaire à long terme des Ukrainiens.

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Madame la Présidente, premièrement, cela ne prend pas un pipeline pour acheminer des fertilisants jusqu'en Ukraine.

La deuxième chose est que le chancelier allemand Olaf Scholz a lui-même dit que l'Allemagne devait diminuer sa dépendance aux hydrocarbures et amorcer le plus rapidement possible le virage vers les énergies vertes. Or, les conservateurs lui proposent de lui vendre davantage d'hydrocarbures. Cependant, ce n'est pas de cela qu'elle a besoin. Les Allemands eux-mêmes se disent que ce n'est pas vers là qu'ils doivent aller.

Pourquoi ne suivrions-nous pas l'avis de nos alliés européens dans le cadre de cette crise et ne leur fournirions-nous pas ce dont ils ont besoin pour amorcer le virage vert? À ce sujet, le Québec est particulièrement bien placé pour aider.

[Traduction]

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Madame la Présidente, j'ai suivi la discussion pendant environ une demi-heure jusqu'ici. Je pense que le député d'en face ne comprend pas qu'il ne s'agit pas seulement de l'Ukraine. Depuis une semaine, nous voyons l'invasion russe de l'Ukraine, et cette invasion change radicalement la dynamique géopolitique des 30 dernières années de l'après-guerre froide.

Bien sûr, j'aime parfois faire la leçon à mes collègues conservateurs, mais je pense que nous avons aujourd'hui une conversation franche et nécessaire au sujet des richesses du Canada en fait d'aliments, d'énergie ou de minéraux essentiels. Le député reconnaîtra-t-il au moins que le contexte de la politique étrangère n'est plus le même et que le Canada doit évaluer comment nous pouvons appuyer nos alliés en Europe?

Travaux des subsides

• (1125)

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Madame la Présidente, je suis en train de comprendre que le gouvernement libéral s'apprête à voter pour la motion des conservateurs. Les masques tombent. À partir de là, on ne peut pas se surprendre que les conservateurs courtisent un libéral pour être leur chef, considérant que les libéraux semblent être exactement dans le même camp que les conservateurs sur la question énergétique.

Je ne sais pas quoi répondre à l'intervention de mon collègue sinon que, même s'il était vrai que les Allemands, qui veulent migrer vers d'autres formes d'énergies, avaient besoin du pétrole et du gaz canadiens, on ne serait pas capables de les leur fournir dans des délais raisonnables. En effet, l'hiver et la guerre seraient passés avant qu'on puisse le faire.

Arrêtons de nous raconter des histoires et de simplement chercher à favoriser l'industrie des hydrocarbures de l'Ouest.

[Traduction]

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Madame la Présidente, je ne suis pas surpris de voir les libéraux se rallier aux conservateurs. Ils ont eu 6 800 réunions à huis clos avec les grandes pétrolières, et ils leur ont accordé plus de subventions que le gouvernement de Stephen Harper.

J'aimerais poser une question rapide à mon collègue. J'ai vu la carte du Canada. Un gazoduc de l'Alberta à l'Atlantique traverse forcément le Québec, qui vient d'annuler le gazoduc du Saguenay parce qu'il trahirait nos obligations internationales en vertu de l'Accord de Paris. Le député pense-t-il que les libéraux et les conservateurs vont forcer le Québec à laisser passer le nouveau gazoduc?

[Français]

M. Stéphane Bergeron: Madame la Présidente, c'est une excellente question.

Nous avons vu le gouvernement libéral forcer le gouvernement de la Colombie-Britannique à accepter le passage d'un pipeline sur son territoire. Le Québec est fondamentalement et irrémédiablement opposé au passage d'un nouveau pipeline sur son territoire. J'ose espérer que nos collègues libéraux ne nous suggèrent pas qu'ils sont effectivement prêts à enfoncer un pipeline dans la gorge des Québécoises et des Québécois.

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Madame la Présidente, je commencerais par rappeler qu'on est solidement ancré dans une crise climatique mondiale reconnue par tous les experts. Les États du monde entier se mobilisent face à cette crise, même si cette mobilisation est à hauteur et à ferveur variables.

On commençait à se sortir de la crise sanitaire lorsque la Russie a fait le choix d'attaquer l'Ukraine. C'est une agression infâme, une violation sans ambiguïté du droit international et un coup direct à la collectivité européenne. À l'instar de nombreux États, le Canada a choisi — et c'est tout à fait correct — d'imposer des sanctions à ce gouvernement belliqueux, à cette dictature à laquelle il semble qu'aucune diplomatie ne semble être en mesure d'insuffler le début du commencement de l'embryon d'une réflexion tendant vers une résolution et un apaisement.

L'Histoire fournira des explications académiques valables de ce à quoi nous assistons aujourd'hui, sans pour autant avaliser les com-

portements russes en cours. Toutefois, ce n'est pas aujourd'hui qu'on va faire le tour de cet atelier d'histoire. Nous avons plutôt le devoir d'aborder très sérieusement la motion du Parti conservateur, dont le contenu tient en trois éléments que mon collègue de Montarville a bien déclinés.

Le Bloc québécois a d'ores et déjà tenu des propos publics allant entièrement dans le sens des points a) et b). Oui, nous condamnons la Fédération russe et son président et nous sommes solidaires du peuple de l'Ukraine, peu importe où se trouvent ses ressortissants. La diaspora ukrainienne qui a choisi le Québec sera entourée. Il y aura de la solidarité et de l'entraide, cela va de soi. Je dirais que, ce matin même, mon bureau de circonscription reçoit des coups de téléphone de la part de gens qui veulent accueillir des Ukrainiens.

Là où il y a problème, c'est dans la suite de la motion. Le plus choquant — parce que c'est choquant —, c'est que la motion conservatrice, après avoir invoqué l'Ukraine, ne propose rien pour venir en aide à l'Ukraine. Elle propose plutôt de développer l'industrie pétrolière et gazière albertaine, ce que ni l'Europe ni l'Ukraine ne demandent.

Sans aucune subtilité, la motion présente la solution au conflit uniquement sous la loupe du développement de la filière des gazoducs et d'autres projets énergétiques qui — soyons-en assurés — auront comme conséquences un recul sans précédent des réels progrès faits en Europe depuis plus d'une décennie pour améliorer le bilan climatique de plusieurs États, ainsi qu'un enlèvement plus globalisé de la dépendance aux énergies fossiles dont nous devons absolument nous défaire.

Personne ici n'a à jouer les vierges offensées. Chacun le sait, nommons les choses: la guerre, c'est malheureusement une triste occasion de s'enrichir pour certaines entreprises et certaines personnes.

Commençons par établir que rien ne pourra se produire à temps pour soulager la dépendance de l'Europe à l'énergie russe, certainement pas avant que les agressions actuelles ne se résorbent définitivement.

J'invite les élus à être concrets et à faire montre du pragmatisme le plus élémentaire. Ce que propose la motion nécessiterait la construction de nouveaux pipelines à travers le territoire québécois et vers l'Atlantique, en provenance de l'Alberta. C'est un projet de 20, 30 ou 35 ans. Or, l'unique projet de pipeline ayant officiellement été déposé pour exporter du gaz naturel liquéfié vers l'Atlantique, GNL Québec, avait pour objectif d'entrer en fonction seulement en 2025-2026. Le gouvernement du Québec, de même que celui d'Ottawa, l'ont rejeté. Pour sa part, le défunt projet d'oléoduc Énergie Est estimait à cinq ans son délai de mise en service, avant d'être lui aussi refusé par le Québec et abandonné en 2017.

Cette motion nous indique que la réponse à des générations de guerres alimentées par le pétrole — parce qu'il y en a eu plusieurs — est apparemment d'enraciner encore plus profondément la dépendance aux combustibles fossiles en construisant des infrastructures à haute teneur en carbone qui verrouilleraient les combustibles fossiles au-delà du milieu du siècle et nous entraîneraient encore plus rapidement dans une ère de conflit climatique.

Travaux des subsides

Les embargos pétroliers et le choc des prix des années 1970 ont catalysé d'importantes initiatives visant à briser notre dépendance aux combustibles fossiles. La Suède, le Brésil et la France ont des projets. Le Québec a fait de sa richesse en eau potable un catalyseur énergétique avant-gardiste et un joyau économique pour le Québec.

L'élan s'est arrêté, mais la science du climat et l'accélération des émissions de gaz à effet de serre ne se sont pas arrêtées, elles. Nous savons quel péril nous attend. D'ailleurs, le jour même du dépôt de la présente motion, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat rendait public son énième rapport sur les conséquences des changements climatiques, dont la lecture, loin de réchauffer, donne froid dans le dos.

● (1130)

Comment concevoir une démarche comme celle qui est soumise à notre étude? L'opposition officielle ne voit-elle pas d'autres façons d'aider l'Ukraine?

Voici quelques idées que nous pourrions mettre en application: suspendre l'exigence de visas pour entrer au Canada; étendre les sanctions à la Biélorussie, partenaire des Russes pour l'annexion de la Crimée; nolisier des vols pour accueillir des réfugiés ukrainiens qui sont coincés dans des camps surpeuplés des pays limitrophes.

Tantôt, le secrétaire parlementaire se vantait du fait que le Canada était le seul pays à avoir interdit l'importation de pétrole russe. Or c'est parce que nous n'en importons plus depuis 2016. Pourrait-on penser à des choses un peu plus concrètes, s'il vous plaît?

Dans différents États, on procède à la saisie d'avoirs bancaires de l'oligarchie russe, mais encore faudrait-il regarder les intérêts participatifs de celle-ci dans les projets d'hydrocarbures existant aussi au Canada. Mon collègue a même nommé des noms. L'industrie pétro-gazière canadienne pourrait commencer par se regarder dans le miroir. L'implication d'une entreprise sidérurgique appartenant à des oligarques dans le gazoduc Coastal GasLink n'aurait jamais dû se produire, et cela devrait être rectifié immédiatement.

L'industrie pétrolière occidentale a joué un rôle central dans la création de la crise actuelle de l'énergie russe depuis des décennies, avec un lobby dirigé par l'américaine Exxon, qui voulait sa part du gâteau en Russie. Leur partenariat s'est poursuivi au cours de ce millénaire. Rex Tillerson, le PDG d'Exxon, une compagnie qui opère au Canada sous le nom d'Imperial Oil, a reçu personnellement l'une des plus hautes distinctions de la Russie, l'Ordre de l'amitié, par un certain Vladimir Poutine en 2013.

Imperial Oil et son partenariat avec la compagnie pétrolière d'État russe ont même amené Rosneft dans les sables bitumineux de l'Alberta. L'objectif explicite était de transférer le savoir-faire technologique afin que la Russie puisse tirer parti des nouvelles technologies pour stimuler son industrie — et les coffres du Kremlin — dans son pays. En 2012, Claudia Cattaneo, écrivant dans le *Financial Post*, a décrit l'arrivée de Rosneft au Canada comme une « alliance historique » et l'objectif d'une « nouvelle ère pétrolière ». Deux ans plus tard, Vladimir Poutine a lancé sa première invasion de l'Ukraine en annexant la Crimée.

Si nous voulons réellement défier Poutine, soutenir l'Ukraine et garder les lumières allumées en Europe, il faut poser des gestes qui vont en ce sens: il faut se tourner vers les énergies renouvelables. Celles-là, la Russie ne les contrôle pas. D'ailleurs, la planification européenne d'accélération de la transition énergétique est déjà en

préparation depuis des années. Si le chancelier allemand Scholz a placé le gazoduc Nord Stream 2 sur pause alors que son pays et l'Italie sont les pays d'Europe occidentale les plus dépendants du gaz naturel russe, on pourrait croire que l'Union européenne sait ce qu'elle a à faire. Le *Washington Post* du 24 février dernier donne des détails sur ce point. J'invite mes collègues à le lire.

Créer des rapprochements économiques avec la dictature russe n'a pas eu pour effet de lui faire oublier ses ambitions géostratégiques, lesquelles ne sont pas terminées. Ce qu'il faut faire, c'est accélérer le virage énergétique à une vitesse confrontante. On a fait assez de petits pas. Il est temps de faire des bonds. Il faut investir dans des projets qui augmentent la sécurité énergétique du continent américain et européen et réduisent son empreinte carbone.

Cette motion n'a rien à voir avec la guerre en Ukraine. Le point c), notamment, ne répond en rien aux besoins énergétiques de l'Europe, qui, de son côté, n'a rien demandé de tel au Canada. Faire de la politique interne sur un conflit international tragique, c'est franchement cynique.

La cheffe de la délégation ukrainienne dans les négociations du GIEC, Mme Krakovska, a été claire en disant: « Le changement climatique provoqué par l'Homme et la guerre en Ukraine ont les mêmes racines: les combustibles fossiles et notre dépendance vis-à-vis d'eux ». Elle a aussi dit: « [...] nous espérons que le monde ne capitulera pas dans sa construction d'un avenir climatique durable. » Lorsqu'elle parle du monde, cela doit bien comprendre le Canada.

Je terminerai en disant que le Bloc québécois considère qu'il faut écouter ce que l'Ukraine nous dit, être attentif aux besoins réels que nous avons la capacité de combler, et, surtout, ne pas céder aux tentations d'instrumentalisation devant nous.

● (1135)

[Traduction]

M. Dave Epp (Chatham-Kent—Leamington, PCC): Madame la Présidente, mes quatre grands-parents sont nés en Ukraine. J'y suis allé trois fois et je me suis mis les mains dans ce sol riche. L'Ukraine nourrit une grande partie de l'Europe. J'ai écouté les deux derniers discours. Un commentateur du précédent discours a dit que les gazoducs ne transportent pas de fertilisant. Il y a un siècle, nos sources d'azote pour la production végétale faisaient la mise en garde « Entreposer en hauteur en cours de transit ». Ce n'est pas ainsi que l'on produit les fertilisants de nos jours.

D'où vient donc l'azote qu'utilisent les agriculteurs de la province de mon collègue, et d'où vient donc l'azote des agriculteurs ukrainiens qui approvisionnent l'Europe?

[Français]

Mme Monique Pauzé: Madame la Présidente, je comprends mal. Je suis aussi ici depuis plus d'une demi-heure. Pourquoi les conservateurs, qui forment l'opposition officielle, font-ils le lien avec la nourriture et les engrais? Je vais expliquer pourquoi.

Travaux des subsides

À cause du réchauffement climatique actuel, dans beaucoup de pays, de gens qui vont mourir de faim ou qui vont avoir de gros problèmes alimentaires. Le problème se trouve là. La question des changements climatiques est une question d'alimentation pour toute la population mondiale. C'est aussi une question de santé pour toute la population mondiale. Cela représente des milliers de personnes partout dans le monde. Au Canada, il y a aussi plusieurs de dizaines de milliers de personnes qui meurent à cause des changements climatiques.

Peut-on essayer de voir l'avenir, plutôt que d'être toujours dans une industrie du passé?

[Traduction]

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Madame la Présidente, je suis d'accord avec ma collègue en ce sens que le libellé de la motion aurait pu être meilleur, avec tout le respect que je dois à mon collègue de Wellington—Halton Hills. Je pense que le moment est venu pour nous, pour notre pays, d'examiner les ressources dont nous disposons et la façon dont nous collaborons avec nos alliés pour fournir les outils nécessaires. La députée a parlé, par exemple, de la transition vers une économie à faibles émissions de carbone. Il faut pour cela des minéraux critiques. Nos alliés en Europe comptent à 98 % sur ceux qu'ils importent de la Chine.

La députée reconnaîtra-t-elle au moins, même si elle n'est pas d'accord avec le libellé de la motion et avec l'idée des pipelines, que le contexte de la politique étrangère a changé et que nous devons discuter sérieusement de la façon dont le Canada alimente le monde en carburants, en nourriture et en énergie?

• (1140)

[Français]

Mme Monique Pauzé: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question.

Je ne sais pas, mais j'ai l'impression qu'on est mêlés. Tantôt, c'était l'alimentation et les pipelines. Maintenant, c'est le nickel et le pétrole, et on parle d'offrir nos richesses.

Dans une autre vie, j'ai été enseignante. Quand j'avais dans ma classe un élève qui avait des problèmes d'apprentissage, je ne lui disais pas que j'allais lui faire des cours de plus en mathématiques. Il fallait que je commence par voir où se trouvait son problème. Si son problème était en français et que je lui offrais des cours de mathématiques, cela ne fonctionnait pas.

Il faut donc commencer par voir où est la demande, ce que veulent les gens et de quoi ils ont besoin, plutôt que de leur offrir une chose simplement parce qu'on l'a. Il faut commencer par aller voir quels sont les besoins des gens.

Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NPD): Madame la Présidente, j'ai bien aimé le discours de ma collègue.

On voit que les conservateurs sont assez déconnectés de la réalité ici au Canada, ainsi qu'à l'échelle internationale.

Ma collègue considère-t-elle que ce qu'on voit dans la motion est un cas où ils font passer les profits de leurs amis, incluant ceux qui travaillent dans l'industrie pétrolière, avant les besoins humanitaires des personnes qui sont en train de souffrir en Ukraine?

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je tiens à préciser que la députée a une minute pour répondre.

L'honorable députée de Repentigny a la parole.

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Madame la Présidente, cela ne fait pas beaucoup une minute.

Mis à part le Parti conservateur, je peux dire qu'il n'y a personne qui pense que la solution à la dépendance de l'Europe aux hydrocarbures russes serait d'augmenter sa dépendance aux hydrocarbures albertains.

Il va falloir se poser la question suivante: veut-on ici quelque chose pour les Ukrainiens ou bien pour les Albertains?

[Traduction]

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Madame la Présidente, comme toujours, j'ai l'honneur de prendre la parole pour représenter les habitants de Timmins—Baie James. En ce moment, alors que notre monde fait face à une violence atroce et à de l'agression à l'état pur, les images d'enfants qui se cachent dans des abris contre les bombes ont choqué le monde entier. Cela nous a tous scandalisés et nous a fait comprendre l'importance de défendre la démocratie et la liberté.

Pour les néo-démocrates, nous défendons ensemble à la Chambre le principe du droit qu'ont les gens de prendre leurs propres décisions, et lorsque nos voisins sont en crise, nous les aidons. Les néo-démocrates, dont je fais partie, appuient de tout cœur le député de Wellington—Halton Hills lorsqu'il condamne le président Vladimir Poutine et la Fédération de Russie pour l'attaque illégale non provoquée et l'invasion de l'Ukraine. Oui, le Parlement du Canada appuie fermement l'Ukraine, le peuple ukrainien et les Canadiens de la communauté ukrainienne.

Le député de Wellington—Halton Hills nous dit que nous devrions prendre des mesures pour approuver la construction de nouveaux gazoducs jusqu'aux côtes de l'Atlantique. En fait, je suis consterné de voir avec quel cynisme on exploite une catastrophe humanitaire pour promouvoir, une fois de plus, les intérêts du secteur pétrolier. Je sais que de nombreux députés conservateurs d'arrière-ban adopteraient cette position sans sourciller, mais j'ai toujours eu beaucoup de respect pour mon collègue de Wellington—Halton Hills. Une telle manœuvre ne devrait pas être proposée à ce moment-ci de notre histoire.

Cette motion aurait pu mentionner la nécessité de s'attaquer à la désinformation russe et demander que notre Parlement adopte une position ferme à cet égard. Nous aurions appuyé cela.

Nous aurions pu mentionner la nécessité de délivrer des visas et de soulager la crise des réfugiés qui engorgent la frontière polonaise. Nous aurions tous fait front commun, ici au Parlement, pour appuyer cela.

Nous aurions pu parler de la crise alimentaire croissante à laquelle le monde fait face. L'Ukraine est l'un des greniers du monde. Nous aurions pu parler de la crise que cause cette guerre et de ce qu'elle signifie pour l'approvisionnement alimentaire mondial. Malheureusement, les conservateurs ne s'intéressent pas à cela.

Travaux des subsides

La vision fondamentale du monde qu'ont les conservateurs a toujours été de prendre autant de fonds publics que possible et de les dilapider dans le pétrole et le gaz. Même si le pétrole et le gaz font d'énormes profits, les conservateurs veulent que le public paie pour cela. Maintenant, ils ont décidé qu'une crise humanitaire est une autre bonne raison pour eux de promouvoir sans vergogne quelque chose du genre. En fait, je suis gêné que, pendant que le monde recherche la solidarité et une vision de la démocratie, de la liberté et des droits, nous soyons ici à jouer à promouvoir une fois de plus les intérêts du secteur pétrolier et gazier dans un pétro-État comme le Canada.

Avec la crise actuelle de l'Ukraine, je pense avec ironie à deux autres choses importantes qui se sont produites la semaine dernière. La première est un rapport du GIEC indiquant que le créneau pour sauver cette planète devient très court. L'ONU parle de la création d'un « recueil de la souffrance humaine ».

Je n'ai jamais, jamais, entendu les conservateurs parler de la crise climatique. Ils en parlent vaguement. L'autre jour, j'écoutais CBC pendant que je conduisais vers Ottawa. Le reportage portait sur les baby-boomers. On interviewait un couple de baby-boomers qui disait: « Nous avons décidé de dépenser l'héritage de nos enfants et nous n'avons plus d'argent. » C'est ce que nous faisons ici une fois de plus. Notre génération se tient ici, bradant l'avenir de nos enfants afin de faire des profits supplémentaires: pas seulement des profits, mais des profits supplémentaires pour le secteur pétrolier et gazier. J'invite mes collègues du Parti conservateur, s'ils continuent à parler de normes internationales et de droit international, à noter que le Canada n'a respecté aucun de ses engagements internationaux en matière d'émissions de gaz à effet de serre, et que nous sommes en train de dépenser l'héritage de nos enfants.

Le troisième élément qui me semble important est, bien sûr, que nous avons appris que nous devons maintenant déboursier 21 milliards de dollars de l'argent des contribuables pour l'oléoduc TMX, et que nous allons dépenser des sommes énormes puisées à même les deniers publics pour promouvoir l'exportation de bitume à l'étranger comme une politique publique canadienne, aux frais des contribuables. Parlons de certaines des chimères des conservateurs. Leur idéologie chimérique trahit les travailleurs et est fondamentalement insensée sur le plan économique, car elle repose sur l'utilisation de plus en plus massive de l'argent des contribuables. Elle compromet, bien sûr, l'avenir même de notre planète, la Terre.

• (1145)

Je pensais m'acheter une carte du Canada que je pourrais donner à mes collègues du Parti conservateur, parce que si on regarde la carte du pays, on voit que pour qu'un pipeline se rende de l'Alberta jusqu'à l'Atlantique, il faut traverser le Québec. Je ne suis pas du Québec, mais M. Legault est une sorte de conservateur. Il a mis un terme au projet de pipeline de GNL du Saguenay. Pourquoi a-t-il fait cela? C'est parce que le pipeline compromettrait les obligations internationales du Canada en matière d'émissions de gaz à effet de serre. C'était un projet de 9 milliards de dollars qui aurait certainement créé de nombreux emplois au Québec, mais le gouvernement a pris la décision de ne pas y investir.

Bien sûr, les conservateurs ne veulent pas que nous sachions qu'ils ne pourraient même pas faire construire un pipeline jusqu'à la côte, parce que pour ce faire, il faudrait passer par le Québec et le Québec refuse, puisqu'il a des obligations. Ils disent que c'est une façon d'aider la planète, en quelque sorte, que c'est un projet humanitaire. Ce sont des mensonges.

C'est aussi un mensonge sur le plan économique, parce qu'à l'heure actuelle, en Amérique du Nord, il y a au moins une douzaine de projets de GNL qui n'aboutissent à rien et qui ont disparu...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): La députée de Fort McMurray—Cold Lake invoque le Règlement.

Mme Laila Goodridge: Madame la Présidente, je suis encore nouvelle ici, mais je crois que, selon le chapitre 13, nous sommes censés faire preuve de respect les uns envers les autres et envers les points de vue différents. Ce que j'ai entendu à maintes reprises de la part du député d'en face, c'est un manque de respect absolu, que ce soit envers le député de Wellington-Halton Hills...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Les commentaires de la députée relèvent du débat et non d'un rappel au Règlement.

Le député de Timmins—Baie James a la parole.

M. Charlie Angus: Madame la Présidente, je ne suis pas surpris. Chaque fois que les conservateurs sont mis en cause pour leurs méfaits et leurs fausses déclarations, ils sont plus susceptibles qu'un joueur de soccer européen qui tombe par terre et prétend s'être fait mal au genou. C'est abusif. C'est reparti.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): La députée de Fort McMurray—Cold Lake invoque le Règlement.

Mme Laila Goodridge: Madame la Présidente, on s'attend à ce que les députés fassent preuve de respect les uns envers les autres, et ce que nous venons d'entendre est un manque de respect absolu qui va semer le désordre dans cette enceinte.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Les députés peuvent contester les partis. Je demanderais au député d'être peut-être un peu plus judicieux dans sa réponse. Je n'ai pas trouvé que le député manquait de respect à un député en particulier.

Le député de Timmins—Baie James a la parole.

M. Charlie Angus: Madame la Présidente, je vais prendre quelques instants pour présenter mes excuses à tous les joueurs de football européens qui n'ont jamais agi ainsi et qui n'ont jamais été enclins à se coucher par terre et à hurler. Je leur présente toutes mes excuses.

Nous avons affaire à quelque chose de sérieux ici. Nous avons affaire à un parti qui utilise une catastrophe humanitaire afin de tirer parti de faussetés. Je le dénonce et je ne resterai pas silencieux, car ils essaient de faire croire aux Canadiens qu'il existe un argument économique. Lançons des sommes d'argent insensées qui, d'une manière ou d'une autre, parviendront en Ukraine et rapporteront de l'argent.

Voici un autre exemple pour les députés: c'est comme si on tombait sur un horrible accident de voiture et que, pendant que les ambulanciers s'affairent à sortir les gens des véhicules, quelqu'un les enjambait et disait: « Hé, je suis du Centre de l'automobile ABC et j'aimerais vous vendre une voiture. » Ce n'est pas ce qu'il faut faire au beau milieu d'une catastrophe humanitaire, parce qu'en ce moment, comme je l'ai dit, 12 grands projets de gaz naturel liquéfié n'aboutissent à rien. Les choses ne vont pas plus loin, mais les conservateurs veulent construire un oléoduc de 2 000 kilomètres. En Europe, en ce moment, les actions dans les énergies propres partent en flèche. Pourquoi? Parce que l'Europe sait que son avenir est dans les énergies propres.

Travaux des subsides

Parlons des calculs conservateurs, et certainement aussi des calculs libéraux, car les libéraux sont maintenant dans le pétrin. Ils ont acheté un oléoduc parce que Kinder Morgan savait qu'elle n'avait pas la capacité financière de construire un oléoduc de 5,4 milliards de dollars. Elle s'est adressée au gouvernement conservateur de l'Alberta en 2014 et lui a demandé de garantir le projet Trans Mountain. L'Alberta a refusé par manque d'argent et d'intérêt économique.

Les conservateurs et les grandes pétrolières ont accusé les libéraux de détester le secteur pétrolier, alors le premier ministre a signé. Nous sommes pris avec un oléoduc dont le coût s'élève maintenant à 21 milliards de dollars. Voici ce qu'il en est: nous avons payé Kinder Morgan pour qu'elle nous vende un oléoduc qui fuit, et elle a utilisé l'argent des contribuables pour verser des primes au PDG pour nous avoir trompés.

Voici l'autre élément qu'il est important de savoir dans l'arnaque à laquelle nous avons affaire lorsqu'on donne continuellement de l'argent aux grandes pétrolières. Les dépassements de coûts sont bloqués à 7 milliards de dollars. Ce sont tous les dépassements supplémentaires relativement au pipeline. Pour les droits qui permettent au pétrole de passer dans l'oléoduc, tous les coûts supplémentaires sont payés par le contribuable. Non seulement nous payons 21 milliards de dollars, mais chaque baril de pétrole brut qui partira à l'étranger à partir de maintenant sera payé par le contribuable. C'est une très bonne affaire pour les grandes pétrolières et, encore une fois, c'est le contribuable qui paie. Cependant, c'est un calcul tout à fait normal dans le monde des conservateurs qui pensent que c'est ainsi que l'argent doit être dépensé.

Pourquoi le projet Trans Mountain est-il si fondamentalement important pour l'idéologie des conservateurs et des libéraux? C'est parce qu'ils n'ont jamais cherché à répondre aux besoins en énergie du Canada. Cela ne les intéressait pas. Ils se lèvent et fulminent en disant que le pétrole saoudien, le pétrole vénézuélien et le pétrole nigérien arrivent par le Saint-Laurent, mais ce n'est pas vrai. Les raffineries du Québec ne l'utilisent pas. Il s'agit d'exportation. Pourquoi l'exportation est-elle si importante? Parce qu'aucune des émissions du bitume brûlé ne compte dans le total canadien. En ce moment, le total de nos émissions provenant des exportations est plus élevé que toutes les émissions du Canada combinées. On peut parler de brûler la planète. Nous parlons d'une augmentation de 1,2 million de barils par an grâce à l'oléoduc TMX et grâce à l'argent investi par le gouvernement.

Je vais me reporter à un article récent du magazine Forbes du 28 janvier 2022. On y dit que les grandes pétrolières adoptent la stratégie des grandes compagnies de tabac parce qu'elles se sont rendu compte qu'elles ont perdu l'argument au Canada sur la crise énergétique. Les gens ne les croient plus. Ce qu'elles ont fait, c'est se tourner vers l'exportation. Elles cherchent à créer des marchés dans les pays du Sud. Elles se tournent vers la Chine, où les normes sont moins élevées. C'est le modèle économique et aucun de ces barils de bitume brûlés dans des endroits comme la Chine ou sur les marchés indiens ne sera compté dans le total mondial. C'est ainsi que nous brûlons la planète tout en atteignant la carboneutralité.

Les conservateurs ont essayé de nous dire que ce gazoduc est une sorte de mission humanitaire visant le grain. Les gazoducs ne transportent pas de nourriture. Je sais que les conservateurs aimeraient bien que ce soit une partie de l'équation, mais ce n'est pas le cas. Cependant, ils ne cessent de dire qu'il s'agit d'un carburant propre.

Le problème, c'est que le Canada a échoué dans ce domaine, à répétition.

• (1150)

Je renvoie les députés au problème du méthane. Le premier ministre a promis de le réduire de 45 % d'ici 2025. Nous n'y sommes pas parvenus. Maintenant, il dit que nous allons atteindre 75 % d'ici 2030. Je mentionne le méthane parce que si nous réduisons les émissions de méthane du gaz naturel, nous pourrions dire qu'il s'agit d'un carburant de transition. Cependant, le méthane est un tueur de planètes. Tout le monde le sait, mais l'industrie n'a pris aucune mesure pour lutter contre le méthane. Nous pouvons le faire. Je parle aux gens de l'industrie. Nous pouvons éliminer les émissions de méthane, mais ce tueur de planètes s'échappe des puits abandonnés, des pipelines et des raffineries. Que font-ils? Évidemment, ils cognent à la porte du gouvernement pour demander de l'aide.

Le gouvernement libéral a tenu 6 800 réunions à huis clos avec le lobby pétrolier depuis son arrivée au pouvoir. Les conservateurs disent que le gouvernement libéral est contre les grandes sociétés pétrolières, mais ce n'est qu'un mythe. Il y a eu 121 milliards de dollars de subventions pétrolières. L'Association canadienne des producteurs pétroliers a déclaré qu'elle voulait 75 milliards de dollars pour le captage du carbone. Nous payons 21 milliards de dollars pour le projet Trans Mountain. Nous devons payer 1 milliard de dollars pour les puits abandonnés.

Ensuite, les grandes sociétés pétrolières ont demandé de l'argent pour lutter contre le méthane, et le gouvernement leur a donné 132 millions de dollars pour le faire. Maintenant, voici le problème. Quels étaient les objectifs du programme de réduction du méthane? Le premier était d'attirer les investissements. Le deuxième était d'augmenter la compétitivité. Eh bien, ce n'est pas ça, sauver la planète. Puis, le troisième objectif était de trouver des équipements pour aider à réduire les émissions de méthane.

Pourquoi cela est-il important? Parce que le commissaire à l'environnement a déclaré que le Canada, qui était autrefois un chef de file mondial, est maintenant à la traîne du G7. Ce programme de réduction du méthane n'a pas été utilisé pour s'attaquer au tueur de la planète. Il a servi à subventionner les grandes sociétés pétrolières et leur a permis d'augmenter leur production. Le commissaire à l'environnement a également constaté que les émissions de base ne sont même pas suivies. Ils ne savent même pas à quel point le méthane est dangereux. Ils ne s'en sont même pas souciés. Nous faisons des chèques de 134 millions de dollars, mais nous ne savons même pas comment ils sont dépensés. Pendant ce temps, la planète brûle.

Les conservateurs ont toute une série de mythes qu'ils essaient de perpétuer sur le fait que l'Ouest est durement touché par ce problème et que le pétrole et le gaz sont durement touchés. C'est un groupe qui se bat de façon belliqueuse pour obtenir des milliards de subventions des contribuables pour soutenir la machine à écrire alors que le reste du monde passe au téléphone cellulaire.

Je tiens à souligner l'un des mythes que j'ai entendus, à savoir que les règles sur les normes environnementales au Canada font en quelque sorte fuir les investisseurs. C'est tout simplement faux. Je renvoie les députés à un gros titre du *Wall Street Journal* selon lequel les géants financiers quittent ce qu'ils appellent « l'une des zones pétrolières les plus sales du monde ». C'est quelque chose qu'on ne veut pas non plus que nous sachions. Le Canada...

Travaux des subsides

• (1155)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Nous avons un rappel au Règlement du député de Calgary Rocky Ridge.

M. Pat Kelly: Madame la Présidente, j'ai écouté le député, et il fait de son mieux, en tant que membre du quatrième parti, pour demander des comptes à l'opposition. Toutefois, il lui reste cinq minutes. Pourrait-il revenir à la motion et en débattre? Cela fait probablement six ou sept minutes que nous n'avons pas entendu parler de quelque façon de la motion.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Le député et tous les députés savent qu'il y a une certaine latitude pendant le débat. La motion parle effectivement d'énergie, et le discours du député est donc pertinent. Toutefois, je tiens à rappeler au député que s'il s'écarte un peu du sujet, il doit revenir à la motion à l'étude.

Le député de Timmins—Baie James a la parole.

M. Charlie Angus: Madame la Présidente, je dirais à mon collègue que si la vérité fait mal, tant pis, parce que les conservateurs ont pris la crise en Ukraine, la souffrance humaine, les morts, le meurtre d'innocents, pour retourner la situation en disant que c'était une excellente occasion de prendre des milliards de dollars de l'argent des contribuables pour promouvoir l'intérêt du pétrole et du gaz. S'ils n'aiment pas les calculs qui montrent à quel point c'est mauvais, alors ils ne devraient pas être à la Chambre. Tant pis pour eux parce que c'est leur motion. Nous aurions pu débattre de n'importe quel sujet de fond. Au lieu de cela, nous débattons des mythologies conservatrices.

Comme je le disais, au cours des dernières années, 60 institutions financières, dont la Deutsche Bank, HSBC Holdings plc, Hartford Financial et Japan Petroleum Exploration, se sont toutes retirées du Canada. Pourquoi? C'est à cause de l'absence d'un plan pour faire face à la crise du changement climatique.

Non seulement les conservateurs déforment les faits en ce qui concerne l'horrible crise humanitaire, mais ils déforment aussi les faits pour les travailleurs, car la transition est là. On peut voir le potentiel. Calgary Economic Development et Edmonton Global affirment que si nous commençons à investir maintenant dans l'énergie propre, l'économie provinciale de l'Alberta s'enrichira de 61 milliards de dollars supplémentaires. Si l'on continue comme si de rien n'était, ce ne sera que 4 milliards de dollars. Une année après l'autre, nous constatons une baisse de l'emploi dans le secteur pétrolier, et ce n'est pas parce que les gens sont méchants avec eux: c'est parce que l'industrie supprime des emplois et fait plus de profits. Voilà le problème.

Cela me ramène à la comparaison que *Forbes* fait. Selon *Forbes*, après avoir perdu le débat au Canada sur la crise climatique, le secteur des hydrocarbures s'est déplacé dans l'hémisphère sud, comme les grands cigarettiers l'avaient fait avant eux. Son objectif premier consiste à y faire des affirmations qui tiennent de l'écoblanchiment, à transférer des exportations massives vers l'hémisphère sud, où elles ne sont pas comptabilisées, puis à investir suffisamment dans les technologies propres pour avoir l'air de faire quelque chose. Entretemps, le marché est rendu ailleurs et il a nettement dépassé ce stade. À maintes reprises, le Parti conservateur nous a présenté une mythologie fautive et déficiente alors qu'année après année, le nombre d'emplois dans les champs pétrolifères diminue et les possibilités qu'offre une économie basée sur les technologies propres sautent aux yeux. Le potentiel est énorme, mais si nous ne le valorisons pas, nous condamnons nos enfants à ne pas avoir d'avenir.

Pour en revenir à la motion à l'étude de façon très claire, j'ai vu les nombreuses façons dont les conservateurs et les libéraux se plient en quatre pour donner l'argent des contribuables aux grandes pétrolières, pour excuser toutes sortes de manquements à la reddition de comptes et pour accepter toutes sortes de déclarations trompeuses sur les mesures prises face à la crise, mais les émissions ne cessent pas d'augmenter, année après année. Nous parlons de l'avenir de notre planète, mais nous en parlons maintenant, dans le contexte d'une crise mondiale, d'une crise humanitaire où des gens meurent. Ils attendent plus de nous que cette tentative éhontée de prétendre que notre meilleure réponse pour l'Ukraine consiste à dépenser des milliards de dollars pour un gazoduc non éprouvé, non planifié et non identifié, alors que les Européens s'orientent déjà vers des solutions de rechange misant sur l'énergie propre. C'est abusif et grossier.

Comme j'ai énormément de respect pour mon collègue de Wellington—Halton Hills, je vais proposer un amendement afin que nous puissions faire front commun et tendre vers une norme plus élevée. Je propose de modifier la motion au paragraphe c) en supprimant tout ce qui vient après « le gouvernement du Canada » et en le remplaçant par ce qui suit: « d'augmenter considérablement l'aide humanitaire à l'Ukraine et aux pays limitrophes de l'Ukraine qui ont déjà accueilli des centaines de milliers de réfugiés et de fournir une aide ciblée aux minorités ethniques qui ont été victimes de discrimination dans leur tentative de fuir la guerre de Poutine en Ukraine ».

• (1200)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): L'amendement est irrecevable, car il dépasse la portée de la motion.

Nous passons aux questions et aux observations. Le député de Wellington—Halton Hills a la parole.

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills, PCC): Madame la Présidente, je remercie mon collègue d'en face pour ses propos. Le gaz naturel est clairement un enjeu lié à la défense et à la sécurité. Voilà pourquoi le débat sur le gazoduc Nord Stream 2 a fait rage en Europe. Voilà pourquoi l'Allemagne vient d'annuler Nord Stream 2 en réaction à l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Voilà pourquoi Donald Tusk, alors premier ministre de la Pologne, avait demandé en 2014 à la Commission européenne, en réaction à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, de proposer un cadre stratégique pour contrer l'intimidation que la Russie faisait vivre à l'Europe en se servant du gaz naturel. Dans ce cadre stratégique, la Commission européenne a déclaré que l'Union européenne devrait s'associer au Canada dans un partenariat énergétique sur le gaz naturel, précisément pour contrer les menaces que posait la Russie en Europe de l'Est et en Ukraine.

Le gaz naturel produit l'azote qui alimente l'approvisionnement alimentaire mondial. Les agriculteurs européens sont aujourd'hui confrontés à une crise due à la montée en flèche des prix des engrais provoquée par la pénurie de gaz naturel en provenance de la Russie. La disponibilité des engrais en Europe de l'Est a chuté de 10 % ce qui risque d'engendrer de graves pertes et une baisse des rendements des récoltes cette année. Cela s'est produit il y a un siècle et demi, de 1853 à 1856, en Ukraine, en Crimée, pendant la guerre de Crimée, un conflit qui avait déclenché une flambée des prix des denrées alimentaires dans le monde entier. Voilà pourquoi l'énergie est importante. Il ne s'agit pas seulement de défense et de sécurité, mais aussi de notre approvisionnement alimentaire.

Travaux des subsides

• (1205)

M. Charlie Angus: Madame la Présidente, je ne savais pas qu'ils avaient construit le gazoduc en 1854 pour parer à la crise alimentaire en Ukraine, mais encore une fois, les conservateurs sont prêts à nous dire n'importe quoi. Au départ, ils nous parlent d'un grave problème pour le secteur pétrolier et gazier, mais dès que nous les contestons, ils commencent à parler d'enfants affamés.

Nous ne transportons pas d'azote dans les gazoducs. Il est question de pétrole et de gaz. C'est un simple fait. Pour mon collègue qui veut remonter à 1854, nous pouvons remonter dans l'histoire. Ils n'utilisaient pas des gazoducs pour acheminer de l'aide au secteur agricole et ils ne le font toujours pas. Encore une fois, nous voyons les conservateurs utiliser une catastrophe et une crise pour l'humanité afin de promouvoir les faux intérêts du secteur pétrolier et gazier.

M. Anthony Housefather (secrétaire parlementaire de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, Lib.): Madame la Présidente, je pense que c'est la première fois depuis très longtemps que la guerre de Crimée est évoquée dans cette enceinte.

L'unanimité figure parmi les choses que j'ai trouvées les plus gratifiantes au cours de ce débat, la Chambre s'étant entendue à l'unanimité pour venir en aide à l'Ukraine. Je m'inquiète du fait que, dans cette motion, nous avons deux propositions qui soutiennent clairement l'Ukraine et que tous les députés appuieraient. Cependant, la troisième nous divisera, peu importe mon opinion sur la question. Il est évident que des députés vont voter contre.

Le député a parlé de la désinformation russe. Le député croit-il que si la Chambre votait contre cette motion, qui renferme deux énoncés de principe et d'appui à l'Ukraine, la Russie pourrait prétendre que le Parlement du Canada a voté contre l'Ukraine?

M. Charlie Angus: Madame la Présidente, j'espère vraiment que mes collègues libéraux ne vont pas appuyer cette motion visant la création de nouveaux gazoducs simplement par peur de ce que la Russie va dire. Je tiens à le signaler.

Nous voulons tous aider l'Ukraine, et les conservateurs se servent de ceci comme prétexte et affirment que la préoccupation numéro un à l'heure actuelle, parmi tous les problèmes que nous pose la Russie, est de faire approuver de nouveaux gazoducs. Cela mine notre crédibilité. C'est tellement cynique et abusif. J'espère vraiment que les libéraux ne se rangeront pas de leur côté.

[Français]

M. Luc Thériault (Montcalm, BQ): Madame la Présidente, l'histoire nous a malheureusement démontré à plusieurs reprises le potentiel destructeur des guerres.

Le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat déposé récemment nous démontre tout le potentiel destructeur de la crise climatique.

Les conservateurs prétendent que leur solution est éthique. Or, en éthique, on dit qu'une solution qui remplace un mal par un mal, ce n'est pas une solution éthique.

Que pense mon collègue de la prétention des conservateurs voulant que ce soit une solution éthique?

[Traduction]

M. Charlie Angus: Madame la Présidente, cet enjeu est vraiment important, et les faits concernant celui-ci sont constamment

déformés. Le Canada a une occasion sans précédent de devenir un chef de file mondial dans le domaine des énergies renouvelables, de l'hydrogène et de l'énergie géothermique. Le savoir-faire du Canada est inégalé. Nous pourrions travailler dans le monde entier dans ce domaine, mais nous cherchons plutôt à injecter des milliards et des milliards de dollars dans une économie du XX^e siècle alors que la planète brûle. C'est une occasion manquée pour les travailleurs, pour les régions et pour l'avenir de nos enfants.

M. Pat Kelly (Calgary Rocky Ridge, PCC): Madame la Présidente, la machine de guerre de Poutine est financée par les exportations d'énergie russes vers différents endroits dans le monde, et en particulier vers l'Union européenne, où près de la moitié des gens comptent sur le gaz naturel pour chauffer leur maison. Dans un rapport au Parlement européen intitulé « Cadre stratégique pour une Union de l'énergie résiliente, dotée d'une politique clairvoyante en matière de changement climatique », l'Union européenne elle-même a cherché à renforcer ses partenariats avec des pays comme les États-Unis et le Canada.

Le député convient-il que c'est l'Union européenne elle-même qui a déclaré qu'elle avait besoin de l'énergie du Canada pour se servir de l'énergie russe?

• (1210)

M. Charlie Angus: Madame la Présidente, si nous examinons ce qui se passe actuellement en Europe, il y a un clair désir d'arrêter d'avoir recours à l'énergie russe. Les Européens envisagent de le faire en améliorant leurs réseaux électriques et en mettant en place des programmes d'énergie renouvelable et nucléaire.

Je ne vois rien de tout cela dans ce que propose le Parti conservateur, qui tente d'exploiter une crise humanitaire pour vendre cette chimère selon laquelle nous pourrions, en six mois, ou en un an ou deux, construire un gazoduc de l'Ouest du Canada au Canada atlantique pour s'emparer de ce marché, alors qu'il y a déjà au moins 12 autres projets de gaz naturel liquéfié en attente en Amérique du Nord et que le stock européen d'énergie propre est en hausse. Tout cela repose sur le stratagème habituel des conservateurs qui consiste à dire: « Prenons des milliards de dollars de l'argent des contribuables et tentons d'imposer notre volonté ».

M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD): Madame la Présidente, pour en revenir à l'amendement proposé par le député de Timmins-Baie James, il est assez choquant de devoir débattre de cette motion alors que nous avons un amendement concret qui aiderait les gens aujourd'hui et dans les semaines à venir et qui enverrait un message à nos alliés.

Les conservateurs ont profité de cette occasion non seulement pour s'en prendre à nos alliés, mais aussi pour galvauder un message que nous aurions pu envoyer à nos alliés. J'aimerais que le député aborde cet aspect. Sa motion d'amendement a été jugée irrecevable, mais pourrait-il nous en dire plus? Il s'agit de mesures que nous pourrions encore prendre aujourd'hui. Je suis vraiment inquiet de l'image que cela nous donne sur la scène internationale.

M. Charlie Angus: Madame la Présidente, je pense que mon collègue, comme moi, comme tout le monde à la Chambre, reçoit chaque jour des appels de personnes qui ont de la famille en Ukraine. Elles nous demandent ce que nous faisons pour les aider, en tant que Parlement du Canada.

Travaux des subsides

Vais-je leur dire, en réponse au fait que leur famille est coincée à Kiev ou à la frontière polonaise, que le Parlement du Canada a proposé aujourd'hui d'approuver de nouveaux gazoducs? Je ne peux pas rappeler des gens pour leur dire cela. Je peux dire que nous avons essayé de collaborer avec les conservateurs, mais qu'ils ne voulaient pas collaborer avec nous. Nous avons essayé de collaborer avec eux sur l'accélération des visas pour nous assurer de pouvoir mettre les gens en sécurité. C'est ce que j'aimerais voir.

J'espère que les libéraux s'opposeront à cette motion en raison de son cynisme. Mon Dieu, si j'étais Poutine, je dirais: « Regardez le Parti conservateur. Ses membres ne se soucient pas du bilan horrible de mortalité en Ukraine. Ils veulent nous faire concurrence pour notre gaz naturel ». Pour moi, c'est une position épouvantable.

[Français]

M. Gabriel Ste-Marie (Joliette, BQ): Madame la Présidente, je tiens à féliciter mon collègue pour son très bon discours bien senti.

Selon lui, pourquoi le gouvernement refuse-t-il de prendre des sanctions contre les oligarques russes qui ont des intérêts directs ou indirects dans l'exploitation des sables bitumineux de l'Ouest canadien?

[Traduction]

M. Charlie Angus: Madame la Présidente, je tiens à remercier mon collègue et à lui dire: « Bienvenue dans l'État pétrolier ».

Souvenons-nous de la façon dont les conservateurs, que la Chine communiste irrite grandement, ont en fait vendu des parties du champ pétrolifère à des sociétés d'État chinoises parce que tant que des sociétés chinoises en étaient propriétaires, cela ne les dérangeait pas. Maintenant, nous avons les libéraux qui parlent de sanctions, mais qui refusent de s'en prendre à ces principaux oligarques. C'est le visage de l'État pétrolier commun aux conservateurs et aux libéraux. Nous avons besoin d'une meilleure reddition de comptes.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, il y a en fait deux problèmes dans le cas présent. Le premier concerne la façon dont un gouvernement responsable, comme le gouvernement néo-démocrate en Colombie-Britannique dans le dossier du gaz naturel liquéfié et le gouvernement fédéral, s'occupe de l'environnement et des ressources naturelles.

La question d'aujourd'hui porte sur ce dont nous devrions parler, c'est-à-dire la condamnation à l'unisson de ce qui se passe en Ukraine. C'est en fait une occasion ratée. Peut-être que si mon collègue modifiait son amendement, en supprimant le point c), la portée du débat serait respectée, et nous pourrions alors tous voter sur cette motion. Le député pourrait-il nous dire ce qu'il en pense?

• (1215)

M. Charlie Angus: Madame la Présidente, nous devons nous élever à un niveau supérieur, car le monde entier nous observe, et cette motion nous amène à un niveau beaucoup plus bas, beaucoup plus cynique et abusif.

J'exhorte tous mes collègues à voter contre. Nous devons avancer en montrant que notre Parlement défend au premier chef la liberté du peuple ukrainien, et non les intérêts pécuniaires du lobby pétrolier.

[Français]

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Madame la Présidente, j'informe la Chambre que je vais partager mon temps de parole avec la députée de Thornhill.

Le jeudi 24 février, quelques moments après l'invasion meurtrière, sanglante et illégale de l'Ukraine par Vladimir Poutine, l'armée canadienne publiait un communiqué annonçant qu'un contingent de 120 soldats du 5^e Régiment d'artillerie légère de Valcartier serait déployé d'ici 30 jours en Lettonie, en soutien à une batterie de canons d'artillerie M777.

L'agression de Poutine a des conséquences directes aujourd'hui dans ma circonscription. Cette dernière n'a pas l'honneur d'abriter la base militaire de Valcartier, qui se trouve dans la circonscription de mon vaillant collègue de Portneuf—Jacques-Cartier, que je salue d'ailleurs. Cependant, j'ai plusieurs militaires de Valcartier dans ma circonscription. Ce sont des gens que je rencontre au dépanneur, au supermarché ou au café du coin. Ce sont des hommes et des femmes qui, en portant l'uniforme, défendent l'honneur de notre pays et les valeurs qui nous sont chères. Ces gens-là sont dans mes pensées aujourd'hui, particulièrement ces 120 hommes et femmes qui vont être déployés en Lettonie à la suite de l'agression meurtrière de Poutine en Ukraine.

Jamais, depuis 1945, l'Europe n'a connu une telle agression. Tous les pays de la planète dignes de ce nom la condamnent vigoureusement. Spécifions d'emblée qu'elle est le fait de Poutine, et non des Russes. Je connais dans ma circonscription des gens qui sont nés en Russie et qui ont choisi le Canada pour s'y établir. Ces gens-là condamnent, comme tout le monde, l'agression illégale, meurtrière et sanguinaire de Poutine. Il faut différencier le dictateur Poutine de la population russe, comme ces milliers de gens qui, avec courage, honneur et dignité, contestent leur président.

C'est une agression qui nous rappelle les horreurs de la Seconde Guerre mondiale. Je suis historien de formation et je suis très attiré par la connaissance de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Jamais de mon vivant je ne pensais revoir des images aussi horribles, en temps réel, dans le cas d'une vraie guerre. C'est ce à quoi nous sommes confrontés.

Cette attaque contre l'Ukraine est aussi une attaque contre les valeurs que nous, les Canadiens, défendons, des valeurs de liberté et de démocratie, des valeurs humanitaires que Poutine rejette avec tout son mépris.

J'ai été, comme plusieurs, très touché par ces images tellement inspirantes de voir des citoyens, armés simplement de leurs bras, de leurs jambes et de leur linge, affronter directement les chars russes de Poutine. Admirons le courage de ces individus qui, seuls ou avec des dizaines et des centaines d'amis, réussissent à bloquer les chars de Poutine dans leur invasion. Parmi les images inspirantes, il y a celle-là. C'est malheureusement l'une des rares parce que, ce que l'on voit tous les jours, ce sont les horreurs, dans toute leur laideur, de la guerre d'agression qu'on n'aurait jamais dû voir aujourd'hui. Cependant, c'est cela, la réalité.

Mes pensées accompagnent également ce million, presque un million et demi, de Canadiens d'origine ukrainienne, que nous saluons. J'en connais quelques-uns, bien entendu, et je les salue.

Travaux des subsides

Depuis ces événements tragiques, qui ont toujours cours et dont on ne voit malheureusement pas la fin au moment où l'on se parle, le gouvernement canadien a pris des actions que nous soutenons. Nous saluons le gouvernement canadien d'avoir agi promptement. Les conservateurs saluent et encouragent les annonces qui sont faites sur une base quotidienne. Nous souhaitons également que le gouvernement canadien aille un peu plus loin.

[Traduction]

La diplomatie est une façon de contrer une agression, et l'agression de Poutine doit déclencher une réaction diplomatique de la part de notre gouvernement.

[Français]

C'est pourquoi notre cheffe de l'opposition officielle à la Chambre des communes a indiqué, dans un discours bien senti et tellement important, quelques mesures que les conservateurs proposent au gouvernement canadien pour démontrer leur mépris face à ce que Poutine fait actuellement en Ukraine.

D'abord, il faut expulser l'ambassadeur russe. C'est une action diplomatique qui ne touche la vie de personne, mais qui envoie le message clair que nous contestons ce qui se passe. Il faut également rappeler notre ambassadeur canadien de Moscou.

Il faut suggérer fortement au CRTC d'émettre une ordonnance interdisant à nos câblodistributeurs ici au Canada de diffuser la programmation de la chaîne de télévision russe RT. Saluons d'ailleurs les câblodistributeurs privés qui ont déjà pris cette initiative.

• (1220)

Il faut également expulser la Russie de toutes les organisations internationales. Quand, par malheur, dans les années 2015 et 2016, Poutine avait envahi la Crimée, nous l'avons expulsé du G8. C'est d'ailleurs notre gouvernement qui avait été très proactif dans ce domaine. Aujourd'hui, ce serait une excellente idée que la Russie soit expulsée entre autres du G20.

Nous voulons aussi accélérer la délivrance de visas. Nous savons que le gouvernement a fait des annonces en ce sens et qu'elles vont dans la bonne direction. Le but est de permettre le plus possible aux citoyens de l'Ukraine de venir ici au Canada, particulièrement ceux qui veulent rejoindre leurs familles.

Nous devons aussi mettre en lumière le fait que cette guerre nous rappelle notre dépendance face à notre géographie. Le député de Charlesbourg-Haute-Saint-Charles, lui-même lieutenant-colonel à la retraite, l'a bien exprimé.

Quand nous regardons la carte, nous pensons que le Canada et la Russie sont loin l'un de l'autre. Or, la Russie n'est pas si loin puisque nous avons une frontière commune, l'Arctique. Malheureusement, je dois dire que ce gouvernement n'a pas été très proactif en Arctique. Par contre, le gouvernement précédent et son premier ministre avaient été très proactifs pour assurer une présence canadienne en Arctique.

Cela veut dire également qu'il faut moderniser et mettre à jour nos installations du NORAD et nos infrastructures militaires, qu'il s'agisse de notre aviation avec des F-35 ou de la construction navale. Cette tragédie qui a cours actuellement en Ukraine nous interpelle dans notre relation comme Canadiens avec notre voisin du nord et non pas notre lointain voisin vu de l'est ou de l'ouest.

Cette tragédie met également en lumière le fait que, plus que jamais, la planète entière doit assurer une énergie mondiale accessible à tous. La Russie fournit 40 % du gaz naturel en Europe. Cette situation, cette réalité est devenue une arme pour Poutine et ses vilains sbires autour de lui, et ne date pas d'hier.

Dès 2015, l'Union européenne, ou UE, avait écrit un rapport qui mettait en lumière ce que nous vivons actuellement. On peut y lire que la politique énergétique est souvent utilisée comme un instrument de politique étrangère, en particulier dans les pays grands producteurs d'énergie et de transit. La Russie est sous-entendue ici. Le rapport indique aussi que l'UE utilisera tous les instruments de sa politique extérieure pour établir des partenariats énergétiques stratégiques avec des pays producteurs et des pays ou régions de transit qui gagnent en importance.

Cet appel a été lancé dès 2015, mais n'a malheureusement pas été entendu. Le président démocrate américain Joe Biden soulignait dès le mois de décembre dernier qu'il fallait avoir des ententes avec d'autres pays, comme la Norvège. Le Canada devrait aussi être sollicité. Le 24 février, le président Biden a déclaré que son administration agissait « en coordination avec les principaux pays producteurs et consommateurs de pétrole dans l'intérêt commun de sécuriser l'approvisionnement énergétique mondial. »

Le chancelier allemand Olaf Scholz est cité aujourd'hui dans le *Globe and Mail*. Selon lui, les événements de ces derniers jours lui ont montré qu'une politique énergétique responsable et tournée vers l'avenir est décisive non seulement pour l'économie de l'Allemagne, mais aussi pour son environnement. Elle est également décisive pour sa sécurité. Il est d'avis que son pays doit changer de cap pour surmonter sa dépendance à l'égard des importations de fournisseurs d'énergie individuels. Ses propos rejoignent ceux du président démocrate américain, ainsi que ceux de l'Union européenne en 2015.

C'est pourquoi nous pensons que, dans une situation semblable, pour assurer la sécurité énergétique mondiale, le Canada qui est le cinquième producteur de gaz naturel doit prêter main-forte, tout en rappelant que des millions d'Ukrainiens souffrent actuellement de l'attaque odieuse de Poutine et que 120 Canadiens, citoyens de la région de Québec, soldats et des soldates de Valcartier, vont être déployés bientôt.

• (1225)

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, si je regarde les nombreux débats que nous avons tenus tout au long de la semaine et ce qui se passe en Ukraine aujourd'hui, je pense que nous avons là une occasion unique d'envoyer un message très fort au peuple ukrainien lorsque nous présentons des motions. Je pense qu'il serait nettement préférable d'être solidaire en adoptant une motion à ce moment-ci pour parler de ce qui se passe en Ukraine.

Je suis certain que le député se rend compte, tout comme le Parti conservateur, que la motion dont nous sommes saisis aujourd'hui ne fera jamais l'unanimité. Le parti d'opposition conservateur accepterait-il des amendements à la motion pour en faire une motion de solidarité forte, compte tenu de ce qui se passe en Ukraine aujourd'hui?

Travaux des subsides

M. Gérard Deltell: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de Winnipeg-Nord de ses observations. Je sais qu'à l'instar de tous les députés, il est très favorable à toute mesure visant à lutter contre l'agression de Poutine. Nous sommes tous solidaires. Nous avons tous fait preuve de solidarité envers le peuple ukrainien ici, au Canada, mais d'abord et avant tout envers ceux qui souffrent de cette attaque. Cette motion ne porte pas seulement sur la solidarité dont les Canadiens doivent faire preuve, mais aussi sur certains des problèmes soulevés par l'Union européenne, le président Biden et le chancelier de l'Allemagne.

[Français]

Mme Louise Chabot (Thérèse-De Blainville, BQ): Madame la Présidente, je voudrais saluer mon collègue. La première partie de son intervention vient très bien rejoindre le sentiment que nous avons tous à l'égard de cette guerre en Ukraine et de la détresse que cela crée auprès des citoyennes et des citoyens que nous rencontrons dans nos communautés. Je pense que cela fait référence aux parties a) et b) de la motion conservatrice.

En ce qui concerne la partie c), mon collègue a évoqué l'alerte d'urgence et la sécurité énergétique. J'aimerais lui poser la question suivante.

Étant donné l'alerte d'urgence lancée de façon planétaire sur les changements climatiques et l'alerte d'urgence lancée, maintenant, pour trouver des réponses concrètes, pragmatiques et senties de la part des Ukrainiennes et des Ukrainiens, mon collègue croit-il que de miser sur des oléoducs, sur la continuité de politique énergétique...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): À l'ordre. Je dois donner l'occasion à l'honorable député de Louis-Saint-Laurent de répondre.

M. Gérard Deltell: Madame la Présidente, je remercie ma collègue de Thérèse-De Blainville de sa question.

L'un n'empêche pas l'autre. Comme la députée l'a si bien mentionné, nous avons trois éléments dans cette motion. Les deux premiers nous unissent tous. Par contre, le troisième relève du monde entier. En effet, il est question de sécurité énergétique mondiale et cela serait tout à fait négligent de ne pas en faire état.

Ici, au Canada, nous avons une possibilité d'aider directement ces gens-là. Quand je dis ces gens-là, nous ne sommes pas seuls à penser cela. L'Union européenne sonnait l'alarme dès 2015; le président démocrate — je pèse mes mots — Joe Biden, lui-même, cherche à faire des partenariats avec tous les pays du monde pour trouver une solution. Le chancelier allemand est également là.

Ce ne sont pas juste les conservateurs à la Chambre des communes qui pensent cela. Ce sont les dirigeants du monde.

• (1230)

[Traduction]

Mme Lindsay Mathysen (London—Fanshawe, NPD): Madame la Présidente, dans son discours, le député a parlé des dangers d'avoir la Russie comme voisin direct du Canada. L'une des raisons pour lesquelles cette menace augmente, c'est parce que l'Arctique est beaucoup plus accessible qu'auparavant. Cependant, il est beaucoup plus accessible en raison des changements climatiques et de la dépendance mondiale à l'égard des combustibles fossiles.

Par conséquent, j'aimerais que mon collègue nous explique pourquoi les conservateurs pensent que l'alinéa c) de leur motion est

utile. Il a parlé des dangers croissants de l'accès qu'ont nos voisins russes à l'Arctique, alors que la crise climatique alimente les tensions croissantes entre nos deux pays.

M. Gérard Deltell: Madame la Présidente, tant qu'on aura besoin d'énergie, je me battrais pour l'énergie canadienne. Je ne suis pas le seul à demander cela. Le chancelier de l'Allemagne a demandé de l'aide de l'extérieur. Nous avons vu le président démocrate des États-Unis demander que plus de gens se penchent sur la question. Nous avons vu l'Union européenne demander l'établissement d'un partenariat avec d'autres pays.

Le Canada est le cinquième producteur de gaz naturel en importance, et je me battrais toujours pour les Canadiens.

Mme Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Madame la Présidente, d'abord et avant tout, nos pensées et nos prières accompagnent le peuple ukrainien, les gens qui ont des amis et des proches qui souffrent, ainsi que ceux qui, partout dans le monde, regardent le massacre d'hommes, de femmes et d'enfants dans une zone de guerre détruite par un dictateur malveillant pour qui la tuerie et la violence non provoquée ne connaissent aucune limite.

Au début, les gens de ma collectivité se sont réunis dans des églises, des synagogues, des mosquées, des gurdwaras et dans tous les autres lieux de rassemblement possibles. Aujourd'hui, un nombre incalculable d'organismes recueillent des fonds et envoient des biens directement à la population ukrainienne. Ils sont soutenus par la générosité de tant de personnes qui veulent simplement aider, comme l'église catholique ukrainienne Saint Volodymyr à Thornhill et Chabad Lubavitch, qui déploie des efforts considérables pour envoyer de l'aide. Les chargements se succèdent et les dons de contrepartie dollar pour dollar proviennent de la bonté de cœur des membres de la collectivité qui veulent donner autant qu'ils le peuvent.

Cette allocution à la Chambre va devenir plus personnelle. Je vais m'adresser à ceux qui ont été mal informés et à ceux qui ont succombé à la propagande et aux mensonges flagrants du Kremlin.

Je suis Canadienne de première génération. Mes parents sont venus au Canada d'Odessa en 1974. Ils étaient des réfugiés juifs fuyant l'oppression de l'ancienne Union soviétique. Le régime de Poutine s'est obstiné à évoquer le caractère néonazi d'un gouvernement opprimant les russophones, bien que le président Zelensky soit lui-même russophone et juif. Il s'agit là d'une déformation totale des faits. Notre pays est démocratique. Il jouit de la liberté d'expression. Il a la liberté de religion.

Face à cette propagande, je tiens à rendre hommage aux gens de ma collectivité et du monde entier qui ont fait preuve d'un courage remarquable. Je salue les dizaines de milliers de Russes qui sont descendus dans les rues en Russie, dans notre propre pays et dans le monde entier pour exprimer leur indignation. Faisant fi des risques qu'ils couraient, des centaines d'entre eux se sont fait arrêter pour avoir eu le courage de s'exprimer. Ceux qui condamnent ces actes dans ma propre collectivité sont très inquiets. Ils sont eux-mêmes russophones. Ils ont encore des racines en Russie, mais ils soutiennent le peuple ukrainien. Cette guerre est la guerre de Poutine. C'est Poutine qui envahit actuellement l'Ukraine, un pays libre et démocratique.

Travaux des subsides

L'attaque contre l'Ukraine ordonnée par Poutine est la première guerre en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale. Il s'agit d'une grave violation du droit international et de l'humanité. Cette attaque menace non seulement l'Ukraine, sa population et ses nombreuses diasporas, mais aussi le Canada. Notre propre sécurité a toujours été liée à celle de l'Europe. Cent mille Canadiens ont payé le prix ultime lors des deux guerres en Europe. Nous avons vécu la plus longue période de paix relative et de prospérité depuis la Deuxième Guerre mondiale, un monde pacifique que nous avons contribué à établir.

Les méfaits de Vladimir Poutine ne connaissent pas de limites. Le silence face au mal devient son complice, et il finit par devenir le mal lui-même. Garder le silence revient à trahir notre conscience et nos valeurs. Au bout du compte, c'est une trahison de notre propre liberté ainsi que de notre sûreté et de notre sécurité. J'appuie les mesures prises à ce jour par le gouvernement du Canada, mais nous devons en faire davantage, car on nous demandera un jour si nous avons fait tout ce que nous pouvions pendant ce sombre chapitre de l'histoire. Le Canada aurait-il pu faire davantage? Je pense aujourd'hui que la réponse est oui.

Le gouvernement devrait expulser l'ambassadeur russe. Le gouvernement devrait demander au CRTC de résilier les licences des radiodiffuseurs d'État qui diffusent de la désinformation et de la propagande. Russia Today, RT, devrait être retirée de nos ondes, tout comme les autres radiodiffuseurs d'États autoritaires qui diffusent ici. Le gouvernement devrait aussi tout mettre en œuvre pour obtenir le retrait de la Russie d'organisations comme le G20, comme nous l'avons fait pour le G8 la dernière fois que la situation s'est présentée.

Comme les députés l'auront entendu de la part de mes collègues, j'ajoute ma voix à la leur pour préconiser la mise en œuvre immédiate de l'exemption de visa pour les Ukrainiens désireux de venir au Canada. Je sais que des mesures ont été prises, mais nos partenaires de l'Union européenne l'ont déjà fait.

J'appuie les mesures annoncées à ce jour par le gouvernement du Canada, mais je reconnais aussi que ces mesures ne vont pas mettre fin à l'invasion de l'Ukraine. Cependant, nous devons pouvoir dire un jour que nous avons fait tout ce que nous pouvions, et il n'en demeure pas moins que nous pouvons en faire plus aujourd'hui.

• (1235)

De nombreux députés diront qu'une partie de ce que je m'apprête à dire ne tient pas compte de la situation à laquelle fait face le peuple ukrainien qui se bat pour défendre son pays, des Ukrainiens déplacés dont le nombre atteint maintenant un million, des femmes qui protègent leurs enfants de préjudices indicibles et de la tragédie qui se déroule en temps réel pour tant de personnes qui se sentent impuissantes à changer la trajectoire du mal. Cependant, je crois qu'il est dans notre intérêt, dans l'intérêt de la démocratie en Europe et dans l'intérêt de la sécurité de notre propre pays d'explorer toutes nos options afin d'en faire plus face à la situation que nous observons.

Nous savons que l'Arctique est l'une des priorités stratégiques de la Russie. Nous l'avons vu par ses actions et par ses engagements. Nous partageons cette frontière et, aujourd'hui plus que jamais, nous devons agir pour notre propre sécurité dans la foulée de la déstabilisation en Europe. Nous avons besoin d'un plan et d'un engagement renouvelé pour prendre cette situation au sérieux.

Nous devons envisager la défense de l'Arctique canadien et de notre souveraineté à long terme. Nous devons avoir un plan pour acheter des avions F-35 et un plan pour moderniser le système d'alerte avancée du NORAD. Nous devons avoir un plan pour régler les problèmes de notre programme national de construction navale. Nous devons avoir un plan pour rejoindre le système de défense antimissile balistique et un plan pour resserrer la coopération avec nos alliés scandinaves et, bien sûr, avec les Américains. Nous en avons déjà pris ces engagements et nous devons les renouveler aujourd'hui.

Notre stratégie de défense est aussi importante que notre politique énergétique, et je suis heureuse que les députés d'en face comprennent que les deux sont liées. Les Canadiens savent que l'énergie est essentielle à nos vies, et nous apprenons chaque jour qu'elle est de plus en plus vitale pour notre sécurité. Je ne suis pas la seule à le dire. L'Union européenne l'a dit et nos partenaires étrangers l'ont dit. Nous avons vu au cours des six dernières années que le gouvernement et ses politiques énergétiques vertes contribuent à la destruction du secteur pétrolier et gazier canadien et nous rendent plus dépendants d'un pétrole en provenance de pays au bilan catastrophique en matière de droits de la personne, écrasés par des despotes et des dictateurs qui agissent en toute impunité.

Le Canada est le cinquième producteur mondial de gaz naturel, mais la triste réalité, c'est que nous ne pouvons pas livrer de gaz à l'Europe. Nous n'avons pas l'infrastructure nécessaire. Nous ne parvenons pas à construire de pipelines. Il est vital pour notre économie, pour nos objectifs environnementaux et pour notre propre sécurité de pouvoir acheminer les ressources jusqu'aux ports maritimes de l'Atlantique, parce que nous pouvons être la source de sécurité des démocraties européennes aujourd'hui, et c'est important.

La Russie fournit 40 % du gaz naturel que consomment les Européens et elle s'en sert pour intimider l'Europe et l'Ukraine, et c'est important. Cela compte en raison de la menace que fait constamment peser la Russie de couper cet approvisionnement qui permet aux Européens de se chauffer l'hiver, qui fait tourner leur économie toute l'année, et qui apporte une stabilité à des centaines de millions de personnes. Sans ce gaz, nous allons très certainement au-devant d'une crise en Europe, une crise économique qui touchera tout le continent. Le Canada a les ressources nécessaires pour que cela n'arrive pas, et nous devons prendre ces menaces au sérieux.

Le monde a changé la semaine dernière. Je terminerai en disant que pour le peuple ukrainien touché par la guerre, pour les millions de Canadiens d'origine ukrainienne qui voient leurs racines attaquées, pour l'ordre international fondé sur des règles et pour notre propre sécurité, l'opposition officielle du Canada continuera de faire fièrement tout ce qui est en son pouvoir pour que le Canada réponde à l'appel et fasse son devoir.

Travaux des subsides

Pour cela, nous devons d'abord traiter notre sécurité énergétique comme une priorité. L'attaque de Vladimir Poutine n'est pas seulement contre l'Ukraine, et je suis heureuse que les députés en conviennent. Poutine est une grave menace pour la paix, la sécurité et la démocratie dans le monde et pour notre sécurité collective. Les députés ministériels l'ont dit eux-mêmes, et encore une fois, je m'en réjouis. Tandis que le monde est témoin du courage dont fait preuve le peuple ukrainien, qui se bat pour sa vie et son pays, et témoin du courage d'un président qui monte au créneau, nous ne devons pas oublier non plus que les Ukrainiens ne se battent pas seulement pour eux-mêmes, mais pour nous tous, et notre appui doit aller plus loin que ce que nous voyons aujourd'hui. Notre appui doit résister à l'épreuve du temps.

J'espère que les députés appuieront notre motion aujourd'hui, afin qu'un jour, nous puissions dire que notre pays a fait tout son possible.

• (1240)

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Madame la Présidente, j'ai déjà eu l'occasion d'intervenir quelques fois aujourd'hui et j'ai déploré le fait que le texte de la motion est centré étroitement sur les pipelines et le gaz naturel. Il me semble que la Chambre devrait discuter plus généralement de la production alimentaire, de l'énergie et des minéraux critiques, car c'est cela qui sera extrêmement important en Europe dans une dynamique de politique étrangère en plein changement.

En tant que député de la Nouvelle-Écosse, je pense au projet de gaz naturel liquéfié de Goldboro. En fait, le texte parle de pipelines, mais il ne fait aucune mention des installations de gaz naturel liquéfié qui seraient importantes pour exporter vers l'Europe.

La députée d'en face reconnaîtra-t-elle au moins que pour acheminer de l'énergie vers l'Europe, ce type d'infrastructure serait indispensable, en plus d'examiner les pipelines existants sans en construire de nouveaux?

Mme Melissa Lantsman: Madame la Présidente, le député d'en face a tout à fait raison, et je suis heureuse que les députés ministériels reconnaissent que la politique énergétique est souvent utilisée comme instrument de politique étrangère. Je suis heureuse que le gouvernement le dise enfin. Je suis heureuse de pouvoir enfin en parler à la Chambre, après que l'Union européenne l'a dit en 2005 et que le reste du monde n'a rien fait.

Je remercie le député de son intervention, je me réjouis de poursuivre la discussion et je crois fermement que ce devrait être inclus.

[Français]

M. Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, BQ): Madame la Présidente, je remercie ma collègue de Thornhill de son discours.

Le Bloc québécois est évidemment solidaire avec le peuple ukrainien. Le Parti conservateur l'est également. Le Parti conservateur est également d'accord pour les sanctions économiques, mais on apprend ce matin qu'il y a des gens à l'intérieur même du Canada qui sont des alliés du président russe Vladimir Poutine. Ces gens ont des actions dans l'industrie pétrolière. Ce sont des gens qui fournissent majoritairement l'acier du projet d'oléoduc Trans Mountain.

J'aimerais savoir si ma collègue de Thornhill est d'accord pour appliquer ces mêmes sanctions sur les gens qui appuient le président russe à partir du Canada.

[Traduction]

Mme Melissa Lantsman: Madame la Présidente, j'espère ne pas avoir entendu suggérer ou insinuer que nous soutiendrions un des oligarques que le député mentionnait hier. En effet, pendant la période des questions, le député a nommé explicitement certains de ces oligarques en posant une question au premier ministre à ce sujet.

Je suis également heureuse de savoir que le député qui m'a posé cette question ne sera jamais responsable de la politique étrangère du Canada, parce qu'il ne semble pas comprendre que la politique énergétique en est souvent un instrument. Si les députés de son parti ne peuvent pas le comprendre, je suis contente qu'ils soient assis là où ils sont assis.

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Madame la Présidente, peu de situations sont plus choquantes que de voir quelqu'un essayer de profiter du malheur des autres. La troisième partie de la motion à l'étude aujourd'hui est une tentative à peine voilée de tirer profit de la crise actuelle, de la vulnérabilité et des souffrances des Ukrainiens pour mousser les intérêts des sociétés pétrolières et gazières canadiennes. C'est l'une des magouilles politiques les plus grossières et nombrilistes qu'il m'a été donné de voir dans cette enceinte. Plus grave encore, et ironiquement, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a publié il y a quelques jours un rapport accablant révélant que les émissions de carbone ont causé des dommages irréversibles à notre planète.

Qu'est-ce qui est le pire, ici: l'opportunisme crasse du Parti conservateur qui essaie de profiter de la guerre, ou son refus de reconnaître que notre planète est aux prises avec une crise climatique?

• (1245)

Mme Melissa Lantsman: Madame la Présidente, qu'y a-t-il de pire encore, la croisade climatique du député qui ne tient pas compte de la motion, ou le fait que la politique énergétique est souvent utilisée comme instrument de politique étrangère?

Le député devrait avoir honte de son commentaire sur cette motion. Nous avons dit clairement au gouvernement que nous appuyons les mesures et nous avons demandé qu'il en fasse davantage. Le fait que le député se sert de ce débat pour nous dépendre autrement qu'en défenseurs de l'Ukraine est tout à fait honteux.

M. Arif Virani (secrétaire parlementaire de la ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique, Lib.): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec le député de Winnipeg-Nord.

Slava Ukraini. Heroyam slava. Ces mots signifient « gloire à l'Ukraine » et « gloire aux héros ».

Je commence par ces mots, car jamais ils n'ont été aussi pertinents. Les dirigeants, les soldats et les citoyens ukrainiens ont pris une position brave et courageuse pour défendre leur pays. Ils refusent de partir et de capituler devant l'agresseur illégal qu'est Vladimir Poutine.

Travaux des subsides

Nous avons vu des *babas*, des grands-mères, prendre les armes. Nous avons vu de jeunes hommes et de jeunes femmes patrouiller la nuit dans les villes d'Ukraine. Nous avons vu des citoyens ordinaires apprendre à fabriquer des cocktails Molotov, tout cela pour défier une armée ennemie qui veut prendre le contrôle du territoire ukrainien et empêcher l'Ukraine de se gouverner. C'est ce qui se déroule en Ukraine jour après jour. La situation hante l'esprit des démocraties et des amoureux de la démocratie partout dans le monde. Jamais ce sentiment n'a été exprimé aussi fièrement que lorsque le président Zelensky, lorsqu'il s'est vu offrir la possibilité d'être évacué par des militaires américains, a déclaré assez notoirement: « J'ai besoin de munitions, pas d'un transport. » C'est là le geste de défi d'un leader prêt à rester et à se battre plutôt qu'à fuir.

En tant que député de Parkdale—High Park, je représente des milliers de Canadiens d'origine ukrainienne au Parlement. En des temps meilleurs, nous célébrons le patrimoine ukrainien lors d'événements comme le Bloor West Village Toronto Ukrainian Festival, qui a lieu chaque année en septembre dans ma collectivité. Maintenant, mes communications avec ces électeurs sont très différentes. Ils m'implorant de dénoncer la Russie et de militer.

Soyons clairs: la Russie a illégalement annexé la Crimée en 2014. La Russie a envahi le Donbass en 2014 de manière illégale et illicite, et c'est encore la Russie, sans aucune provocation, qui a commencé cette guerre d'agression horrible, mortelle et illégale en envahissant une fois de plus l'Ukraine dans l'espoir de restaurer un certain sens perdu de l'empire pour Vladimir Poutine.

En ce qui concerne la motion dont nous sommes saisis, je condamne sans équivoque Vladimir Poutine et la Fédération de Russie pour cette nouvelle invasion illégale de l'Ukraine. J'appuie sans équivoque mes concitoyens, de même que tous les Canadiens, je crois, et je suis solidaire avec l'Ukraine, les Canadiens d'origine ukrainienne et les Ukrainiens qui veulent vivre libres et en paix, en pouvant prendre les décisions concernant leur pays seuls et sans influence ni ingérence de l'extérieur. C'est, en fait, la promesse de la charte des Nations Unies élaborée en 1945, que Vladimir Poutine a violée au cours des huit derniers jours.

Depuis des semaines, mes collègues et moi-même plaidons pour une réponse forte du Canada à ce renforcement militaire et, il y a sept jours, à cette deuxième invasion illégale de l'Ukraine. On a répondu à ces plaidoyers. Au cours des dernières semaines, le Canada a dénoncé sans équivoque l'invasion du Donbass et il a rejeté l'annexion de la Crimée. Nous avons dit très clairement que la deuxième invasion par la Russie, qui a commencé il y a une semaine, est illégale et illicite, et elle doit cesser immédiatement.

Nous avons entraîné plus de 33 000 soldats ukrainiens dans le cadre de l'opération Unifier, que j'ai personnellement pu observer lors de leur fête de l'indépendance sur la place Maïdan, à Kiev, en 2018. Nous avons fourni à l'armée ukrainienne de l'équipement de défense pour une valeur de 35 millions de dollars, au bas mot, et des armes létales pour une valeur de 7,8 millions de dollars, ce qui a été annoncé il y a plus d'une semaine. Le 28 février, 100 systèmes d'armes antiblindés et 2 000 roquettes étaient en cours de livraison. Aujourd'hui même, la ministre de la Défense nationale a annoncé une nouvelle livraison d'armes létales: 4 500 lance-roquettes M72 et 7 500 grenades. Nous avons élargi l'opération Reassurance et nous avons mis 3 400 soldats canadiens en attente de mobilisation dans la force d'intervention rapide de l'OTAN. Nous fournissons également un soutien en matière de cybersécurité à l'armée ukrainienne.

De concert avec nos alliés, nous étouffons l'économie russe. Nous avons imposé des sanctions massives: 440 d'entre elles visent des particuliers et des entités, y compris M. Poutine lui-même, son conseil de sécurité et les oligarques qui l'entourent. Ces sanctions sont étendues aux dirigeants bélarusses qui facilitent cette invasion illégale. Nous avons retiré plusieurs banques russes de la plateforme SWIFT, les renvoyant à l'âge des ténèbres des transactions financières.

• (1250)

D'un autre côté, nous cherchons à stimuler l'économie ukrainienne avec 620 millions de dollars en prêts souverains et en aide humanitaire, laquelle totalise maintenant 150 millions de dollars. Parallèlement, nous avons mis sur pied un programme de dons jumelés qui a été très bien accueilli par les Canadiens d'origine ukrainienne, que je représente, et par les autres Canadiens d'un bout à l'autre du pays. Le gouvernement versera jusqu'à 10 millions de dollars en contrepartie des dons venant des Canadiens.

Nous aidons ceux qui fuient l'Ukraine. Nous avons traité 4 000 demandes jusqu'à maintenant. Je dirai à ce sujet — et c'est fondamental — que ceux qui fuient l'Ukraine pour sauver leur vie et pour assurer leur propre sécurité doivent tous être traités sur un pied d'égalité. Je suis très troublé par les rapports faisant état de racisme et de discrimination à l'endroit d'Africains et d'Indiens qui tentent de fuir l'Ouest de l'Ukraine pour se rendre en Pologne.

Je félicite le ministre des Affaires étrangères, Dmytro Kuleba, qui a annoncé hier l'établissement d'une ligne d'urgence pour les étudiants africains, asiatiques et autres qui souhaitent quitter l'Ukraine. Je le félicite pour cette décision humanitaire qui permet de s'assurer que les étudiants étrangers, peu importe la couleur de leur peau, ne deviennent pas les victimes de la guerre de Poutine.

Aujourd'hui même, comme nous l'avons dit dans ce débat, nous avons annoncé un nouveau volet d'immigration concernant l'Ukraine. Il est question d'éliminer la plupart des exigences en matière de visa, de rendre les voyages rapides et efficaces, et d'offrir des choses comme des documents de voyage d'aller simple à ceux qui sont partis de chez eux sans même avoir eu le temps de prendre les documents appropriés.

Nous aidons ceux qui sont au Canada à y rester. Ils peuvent travailler au Canada et y rester. Nous avons interdit notre espace aérien à certains vols. Nous avons interdit l'importation de pétrole brut russe. Les compagnies Bell et Rogers ont retiré Russia Today des ondes. Ce sont des gestes importants.

Je souhaite également mentionner l'ajout de la question du droit humanitaire international. J'ai été très heureux de voir le procureur en chef de la Cour pénale internationale, M. Karim Khan, indiquer qu'il venait d'ouvrir une enquête sur la situation en Ukraine afin de déterminer si des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou les deux sont commis.

Travaux des subsides

Nous avons entendu parler de bombes à dispersion et de bombes thermobariques, ce qui est très troublant. D'aucuns rapportent que des infrastructures civiles, comme des hôpitaux, ainsi que des civils sont ciblés. À première vue, cela devrait déclencher l'application de l'alinéa 8(2)b) du Statut de Rome, qui a créé la Cour pénale internationale, article selon lequel le fait de cibler des civils ou des infrastructures civiles peut être considéré comme un crime de guerre aux termes du droit international. C'est pourquoi le procureur en chef a déclaré dans son annonce: « Je suis convaincu qu'il y a des motifs raisonnables de croire que des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ont été commis en Ukraine. »

Ayant moi-même mené des poursuites au nom des Nations unies dans le dossier du génocide au Rwanda avant d'entrer en politique, je sais que c'est essentiel. Il est essentiel de traduire les agresseurs en justice, mais il est également essentiel que nous comprenions que le fardeau de la preuve est lourd et qu'il est crucial de rassembler les preuves maintenant, et non dans les semaines, les mois ou les années qui suivent ce conflit. Il est essentiel d'accumuler des preuves afin d'engager des poursuites. J'applaudis le procureur de la Cour pénale internationale d'avoir pris cette mesure maintenant et non dans plusieurs mois.

Mon engagement personnel s'adresse directement à mes concitoyens, aux Canadiens d'origine ukrainienne et à tous les Canadiens qui sont horrifiés par ce dont ils sont témoins chaque jour en Ukraine. Je m'engage à ce que le gouvernement participe à cet exercice de collecte d'éléments de preuve si essentiels au succès des poursuites contre les auteurs de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité.

Je m'engage de plus à travailler avec le gouvernement pour éliminer les échappatoires afin que le retrait des banques russes et de l'économie russe du système transactionnel SWIFT soit complet. Il ne faut pas que les Russes exploitent des échappatoires pour se soustraire aux sanctions visant le système SWIFT. Je m'engage aussi à plaider pour un embargo économique total contre la Russie par le Canada. Il s'agit d'une mesure nécessaire qui étouffera davantage l'économie russe.

Enfin, je m'engage à travailler au maintien de notre aide militaire. L'annonce d'aujourd'hui est juste, mais si le Canada ne dispose pas des stocks nécessaires pour fournir d'autres armes antiaériennes ou antichars, je m'engage à travailler au nom des Ukrainiens pour obtenir ces armes auprès d'autres sources, y compris d'autres pays et du secteur privé.

Je vais revenir à mon point de départ. *Slava Ukraini. Heroyam slava.* Gloire à l'Ukraine dans sa défense contre cette agression illégale et gloire aux héros qui se sont levés si vaillamment pour défendre leur patrie et défendre la démocratie, littéralement, pour nous tous.

• (1255)

M. Ted Falk (Provencher, PCC): Madame la Présidente, je tiens à remercier le secrétaire parlementaire de son discours et du travail qu'il accomplit pour apporter soutien et assistance au peuple ukrainien.

En tant que conservateurs, nous avons été solidaires du gouvernement en fournissant une aide immédiate et à court terme au peuple ukrainien et je tiens à le souligner. Cependant, je veux également encourager le gouvernement à envisager d'accélérer le mouvement des personnes, en particulier des orphelins en Ukraine. Nous savons qu'il y a beaucoup d'orphelins en Ukraine, mais

nous voulons surtout accélérer l'aide à ces gens et les faire sortir des zones de conflit, et peut-être accélérer leur émigration ici au Canada, où nous savons qu'ils seront en sécurité.

Le secrétaire parlementaire convient-il qu'en plus de combler les besoins immédiats et à court terme de la population ukrainienne et européenne, nous devrions examiner aussi des solutions à long terme? Ne croit-il pas également qu'il serait bon de trouver une solution pour que tous ces gens ne dépendent pas autant des ressources de la Russie?

M. Arif Virani: Madame la Présidente, tout d'abord, les orphelins sont les malheureuses victimes indirectes des conflits violents. Nous devons assurément tendre la main à tout Ukrainien en situation de vulnérabilité, notamment aux enfants rendus orphelins par ce conflit.

Quant à la question de la sécurité énergétique, elle est pressante. Cela ne fait aucun doute. Nous savons que la Russie exerce une influence sur le continent européen grâce à ses ressources en gaz naturel et à la dépendance qui en découle. Je suis fermement décidé aussi à faire comme le monde à présent, c'est-à-dire à lutter contre les changements climatiques par des solutions plus vertes et plus durables d'un point de vue environnemental.

Je sais que la majeure partie de l'Europe continentale partage cet objectif, y compris l'Allemagne. Lorsque j'ai assisté à la COP24 à Katowice, en Pologne, j'ai rencontré des délégués allemands qui m'ont expliqué que leurs préoccupations environnementales étaient semblables à celles du Canada, sinon plus grandes. Nous devons travailler de concert dans ce domaine, mais de façon à aller vers un avenir moins pollué pour les Allemands, pour les Canadiens et pour toute la planète.

[Français]

M. Gabriel Ste-Marie (Joliette, BQ): Madame la Présidente, j'aimerais poser la question suivante au secrétaire parlementaire.

Pourquoi son gouvernement refuse-t-il de prendre des sanctions concrètes et immédiates contre les oligarques russes qui ont des intérêts, des parts directes et indirectes dans l'exploitation, la production et le transport des hydrocarbures canadiens?

Est-ce là un manque de courage?

M. Arif Virani: Madame la Présidente, j'apprécie la question du député de Joliette et je peux lui répondre en ces termes: nous avons déjà imposé des sanctions à plus de 400 personnes. C'est une première chose.

Deuxièmement, nos sanctions visent Poutine lui-même, de même que les gens, les chefs et les politiciens qui l'entourent, mais elles visent également les oligarques. Il n'est donc pas vrai de dire que nous n'avons pas ciblé les oligarques. Nous l'avons fait.

Je suis tout à fait d'accord pour dire qu'il faut cibler les avoirs des oligarques russes ici, au Canada.

[Traduction]

Nous devons agir de manière globale pour paralyser et bel et bien suffoquer l'économie russe.

Mme Lori Idlout (Nunavut, NPD): *Qujannamiik, Uqaqtittiji.*

Premièrement, je suis fascinée d'entendre les conservateurs vanter dans leur motion la protection des intérêts mondiaux dans une transition vers des sources d'énergie non polluantes. Je conviens que nous devons tous combattre la crise climatique, mais pas de cette manière.

Deuxièmement, je suis dans une certaine mesure d'accord avec les conservateurs pour dire que l'Ukraine n'est pas le seul pays menacé par l'agression. En fait, un avion nolisé qui transportait deux Russes à son bord a été cloué au sol à Yellowknife. Ils se rendaient à Resolute, qui est une collectivité de ma circonscription.

Je comprends que ce cas est en marge du problème important de l'agression russe. Les libéraux vont-ils s'engager envers une transition équitable et s'engager à défendre tous les Canadiens, y compris ceux dans le Nord qui sont si souvent laissés pour compte?

● (1300)

M. Arif Virani: *Qujannamiik.*

La députée soulève un élément important. Nous parlons de la souveraineté dans l'Arctique et, partant, de la menace russe pour le Canada. Elle vise tout particulièrement le Nord et la région même qu'elle représente. Pour ce qui est de ce que nous faisons à cet égard, nous en parlons haut et fort. Nous prenons des mesures pour garantir la sécurité des Canadiens.

En ce qui concerne la transition équitable, je rappellerai simplement à la députée que nous l'avons déjà inscrite dans les politiques que nous mettons en œuvre, plus particulièrement pour les travailleurs du secteur houiller, tandis que le Canada renonce au charbon. Les Canadiens ont réussi à y renoncer dans ma province, l'Ontario, mais nous délaissions aussi du charbon à l'échelle internationale. Le charbon est important en l'occurrence parce que c'est précisément vers cette ressource que les Allemands se tournent à présent, ce qui n'est pas une solution appropriée pour répondre à la situation actuelle ou au besoin d'énergie des Allemands.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, le 24 février, nous avons vu le président russe déclencher et provoquer une guerre contre le peuple ukrainien. C'était totalement injustifié. Rapidement, le monde, y compris le premier ministre du Canada, s'est montré presque unanime dans sa condamnation. Qu'il s'agisse d'Ukrainiens d'origine disséminés dans le monde, de leurs amis, de leurs alliés ou des gens en général, on sentait que tous comprenaient que ce qui se passait était inacceptable.

Au Canada, nous avons senti combien il était important d'exprimer ensemble, d'une seule voix, notre solidarité. Je dirais que la condamnation de ce qu'a fait le président russe au peuple ukrainien s'est en grande partie exprimée ici, au Canada, par la voix des Canadiens et, en particulier, par celle du premier ministre du Canada.

Le 28 février, le député d'Etobicoke-Centre, qui préside le Groupe d'amitié parlementaire Canada-Ukraine, a demandé le consentement unanime de la Chambre à l'égard d'une motion expliquant que la Chambre, « condamne cette attaque injustifiée et non provoquée lancée par le président russe Vladimir Poutine, qui constitue une violation flagrante du droit international, de la Charte des Nations unies et des droits de l'Ukraine à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à la liberté et à la démocratie ».

Au titre des déclarations prévues à l'article 31 du Règlement, des députés à la Chambre, dont votre serviteur, ont parlé de l'importance de la solidarité et expliqué combien il est important que nous

Travaux des subsides

fassions très clairement savoir à l'Ukraine que le Canada est un pays ami. Les députés se rappellent sans doute que nous avons tenu des débats exploratoires qui ont reçu l'appui des députés de tous les partis. Nous n'en avons pas tenu un, mais deux. Plus tôt aujourd'hui, un député a pris la parole pour demander que nous recommandions par consentement unanime à la Ville d'Ottawa de donner à la rue où se trouve l'ambassade de Russie le nom du président ukrainien. J'espère qu'elle le fera. Peut-être que d'autres secteurs urbains et municipaux du Canada décideront de saluer ce héros.

Je ne prétendrai pas que je saisis tout à fait l'ampleur du courage dont font preuve les Ukrainiens en défendant leur pays, la démocratie, les libertés et tout ce qui les accompagne. Ils passent à l'action de manière incroyable. Certains meurent. J'espère que nous continuerons de rendre hommage à ces héros et que nous continuerons de faire front commun, autant que possible, en solidarité avec eux.

J'ai soulevé cet enjeu aujourd'hui sous forme de question. Le Parti conservateur sait que la résolution qu'il a présentée n'obtiendra pas un soutien unanime. Il est impossible qu'elle fasse l'unanimité à la Chambre.

● (1305)

Je vais lire la motion elle-même. Elle demande que la Chambre « a) condamne le président Vladimir Poutine et la Fédération de Russie pour avoir attaqué et envahi l'Ukraine illégalement et sans provocation; [et] b) se dise solidaire de l'Ukraine, du peuple ukrainien et des Canadiens d'origine ukrainienne ». Puis elle dit...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le whip du gouvernement invoque le Règlement.

* * *

[Français]

LE COMPTE RENDU OFFICIEL

L'hon. Steven MacKinnon (whip en chef du gouvernement, Lib.): Madame la Présidente, il a été porté à mon intention que la députée de Humber River—Black Creek par pure inadvertance a voté hier et n'aurait pas dû, en vertu du paragraphe (i) de la section q) de la motion adoptée par la Chambre le 25 novembre 2021. Par conséquent, je demande que son vote soit retiré.

[Traduction]

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): J'aimerais remercier le whip en chef du gouvernement. Conformément à l'ordre adopté le 25 novembre 2021 et conformément aux précédents, lorsque des députés ont voté par inadvertance alors qu'ils n'auraient pas dû le faire, je signale à la Chambre qu'un rectificatif sera publié dans les Journaux d'aujourd'hui et que les résultats des votes n^{os} 33 et 34 dans les Journaux d'hier, de même que les autres comptes rendus, seront corrigés par la suite par la suppression des votes de la députée.

*Travaux des subsides***TRAVAUX DES SUBSIDES****MOTION DE L'OPPOSITION — LES GAZODUCS ET L'INVASION DE L'UKRAINE**

La Chambre reprend l'étude de la motion.

M. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Madame la Présidente, je soupçonne que j'aurai droit à deux minutes de plus pour cela.

Je regarde la motion, dont je lis les parties a) et b). Il ne fait absolument aucun doute dans mon esprit que tous les députés appuieraient ces deux aspects de la motion. C'est l'alinéa c) qui pose problème. Si nous votons en faveur des alinéas a) et b), alors nous devons aussi être pour l'alinéa c).

Or, c'est l'alinéa c) qui amène bien des députés à voter contre la motion. C'est pourquoi j'ai laissé entendre que le Parti conservateur est vraiment à côté de la plaque. Selon moi, ce n'est pas de cela que la plupart d'entre nous, non seulement à la Chambre des communes, mais aussi dans l'ensemble du pays, voulons qu'il soit question au sujet de l'Ukraine. Le message de la Chambre des communes doit être clair et unanime.

Je n'ai pas besoin de parler des actes horribles que de nombreuses personnes ont commis en Ukraine. J'aimerais plutôt parler de la relation spéciale que le Canada entretient avec l'Ukraine, car elle est effectivement unique. Des pays de partout dans le monde appuient l'Ukraine, mais je dirais que non seulement le Canada appuie l'Ukraine, mais qu'il a aussi un lien très particulier avec l'Ukraine.

Le gouvernement fédéral a agi sur plusieurs fronts pour soutenir l'Ukraine en cette période difficile, en offrant une aide humanitaire, non seulement de la part du gouvernement fédéral, mais aussi des gouvernements provinciaux. Des Canadiens et des résidents du Canada ont contribué à l'effort, que ce soit par l'entremise d'organismes bien établis, comme le Congrès des Ukrainiens canadiens ou la Croix-Rouge. Pour cette dernière, le gouvernement fédéral égalera, à hauteur d'un maximum de 10 millions de dollars, les contributions des Canadiens, tout cela au nom de l'aide humanitaire.

Nous avons fourni des armes létales. Nous reconnaissons à quel point il est important que les Ukrainiens, ces hommes et femmes courageux, disposent d'armes létales pour se protéger. Nous avons également fourni d'autres formes de soutien financier. Nous pouvons notamment parler des nombreuses sanctions qui ont été adoptées. Voilà certaines des mesures que nous avons prises. Le premier ministre et les ministres responsables de ce dossier, qui sont nombreux, sont ouverts à toutes sortes d'idées sur la façon dont nous pouvons continuer de soutenir l'Ukraine.

Pour mieux comprendre la communauté, il y a 1,3 million de personnes d'origine ukrainienne au Canada, dont des centaines de milliers viennent des Prairies. Beaucoup diraient qu'ils ont été les pionniers, dans une certaine mesure. Évidemment, nous reconnaissons que les Premières Nations étaient là d'abord, avant tout le monde, et puis il y a eu les vagues d'immigrants qui sont arrivées. Ce sont les immigrants ukrainiens qui ont aidé à construire ce que nous avons aujourd'hui dans les Prairies. Il suffit de jeter un coup d'œil à Winnipeg-Nord pour voir la magnifique cathédrale et les nombreuses entreprises d'origine ukrainienne qui sont en activité depuis des décennies dans le Nord de Winnipeg.

En visitant le pavillon Ukraine-Kyiv chaque année ou chaque été, ou le pavillon Spirit of Ukraine, on peut avoir une idée de la profondeur de ce patrimoine. C'est pourquoi, lorsque des événements se produisent en Ukraine, les Canadiens s'en préoccupent. Il n'y a pas que les personnes d'origine ukrainienne: ce sont aussi les amis de la communauté et, en fait, tous les Canadiens.

• (1310)

Je crois que ce qu'ils attendent de la Chambre des communes aujourd'hui, c'est que nous soyons à l'unisson, solidaires, pour continuer, comme nous le faisons depuis le premier jour, à critiquer la Russie et à soutenir le peuple ukrainien.

M. Stephen Ellis (Cumberland—Colchester, PCC): Madame la Présidente, je remercie le député de Winnipeg-Nord pour son discours, en partie sur Vladimir Poutine.

Cela dit, je ne comprends vraiment pas qu'on puisse dire qu'on soutient le peuple ukrainien et qu'on l'aime vraiment, alors qu'en fait, celui-ci dépend du gaz naturel de son agresseur. S'il y a une possibilité de changer les choses à long terme, pourquoi le gouvernement libéral veut-il continuer à utiliser des politiques à courte vue qui n'aideraient pas les gens à long terme, compte tenu de la nature sécuritaire de l'utilisation de choses telles que l'énergie comme une arme?

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, j'essayais d'expliquer pourquoi c'était important, par opposition au Parti conservateur, qui essaie de semer la discorde sur une question. Les conservateurs savent très bien qu'il y a des députés à la Chambre qui n'appuieront pas la motion. Jusqu'à présent, lorsque nous avons présenté des motions et des idées, nous avons vu un appui venir de tous les côtés de la Chambre.

Pourquoi le Parti conservateur a-t-il choisi de présenter ce qu'il sait être une motion qui sème la discorde en y incorporant l'amour du soutien à l'Ukraine à un moment où nous voulons tous soutenir l'Ukraine? Pourquoi insérer l'alinéa c) comme une pilule empoisonnée, gâchant ce que les alinéas a) et b) proposent?

Je crois que c'est parce qu'il s'agit davantage d'une politique conservatrice. C'est triste à voir, étant donné la nature même de ce qui se passe en Europe aujourd'hui.

• (1315)

[Français]

M. Maxime Blanchette-Joncas (Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques, BQ): Madame la Présidente, comme on le sait, les choses vont vite en politique. Cela apporte son lot de confusion.

On a un ancien chef libéral qui veut se présenter pour les conservateurs. On apprend maintenant que la motion conservatrice n'est pas bonne, d'après les libéraux et le député de Winnipeg-Nord, parce qu'elle vise à construire un oléoduc qui permettrait d'exporter du gaz naturel en Europe.

Mon collègue de Winnipeg-Nord peut-il m'expliquer pourquoi ce n'est pas bon de construire un oléoduc pour exporter du gaz naturel en Europe, mais qu'il est bon d'en construire un avec Trans Mountain pour exporter du pétrole à l'international?

Travaux des subsides

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, j'ai fait un choix. C'est pourquoi je n'ai même pas dit ce qu'était le paragraphe c).

En fin de compte, je n'hésite pas à débattre des questions, surtout lorsqu'il s'agit des ressources naturelles. Je pourrais parler de gouvernements responsables, qu'il s'agisse du NPD dans la province de la Colombie-Britannique ou des mesures que nous avons prises dans le domaine des ressources naturelles.

Pour moi, la question est que nous devrions parler de l'Ukraine, rester unis et faire preuve de solidarité entre les Canadiens et les Ukrainiens à un moment où nous devons le faire. Si le Parti conservateur n'avait pas proposé les paragraphes a) et b), et que nous nous concentrons uniquement sur les ressources naturelles, cela aurait été merveilleux. J'aurais adoré avoir ce débat. Cependant, ils ne devraient pas essayer de mélanger les deux d'une manière qui n'obtiendra pas un vote positif de la part de certains députés, je le sais. Le Parti conservateur le sait aussi.

M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD): Madame la Présidente, l'aspect malheureux de ce débat est qu'il montre à nos alliés non pas que certains députés du Parlement canadien les ont attaqués, mais que nous sommes maintenant éventuellement divisés sur cette question.

J'aimerais interroger le député au sujet des oligarques. D'autres pays saisissent des biens privés et gèlent des actifs. Le Canada a été très négligent à cet égard. Cela va encore plus loin, car cela montre à quel point nous sommes un paria sur le plan international, qualifié d'État du blanchiment à la neige. Peut-être qu'une des choses que nous pourrions voir unifiées après cela serait de s'attaquer non seulement aux impôts non perçus comme recettes, mais aussi au blanchiment à la neige qui a lieu avec l'argent international.

Le député pourrait-il nous dire ce qu'il en pense? Quand le Canada agira-t-il contre les oligarques comme l'ont fait d'autres pays?

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, l'une des choses à souligner est que le gouvernement, et en particulier le premier ministre, la ministre des Affaires étrangères, la ministre de la Défense nationale et d'autres membres du Cabinet et les députés, du moins ceux du caucus libéral, sont ouverts à toutes sortes d'idées.

Il est vraiment important pour nous de reconnaître que nous avons des alliés. Nous devons continuer à travailler et à soutenir nos alliés en soutenant l'Ukraine. C'est une question de solidarité. À bien des égards, le Canada continue d'être un chef de file et de s'assurer que nous jouons ce rôle fort auprès de nos pays alliés.

M. Larry Maguire (Brandon—Souris, PCC): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec la députée de Calgary Midnapore aujourd'hui.

Avant de commencer mes observations, je tiens à remercier les députés de la Chambre de s'être rassemblés la semaine dernière pour appuyer fermement les Ukrainiens et leur courageuse défense de leur pays. Je tiens à remercier le Congrès des Ukrainiens canadiens et les autres organisations qui font tout ce qu'elles peuvent pour recueillir des fonds et apporter un soutien aux personnes dans le besoin.

Je tiens également à souligner la contribution de Volodymyr Pagnyuk et de son épouse Iulia, qui ont joué un rôle déterminant dans l'organisation et la mobilisation du soutien ici à Ottawa. Volodymyr travaille pour le député de Brantford-Brant, et l'année der-

nière, lui et sa femme ont obtenu la citoyenneté canadienne. Je me considère privilégié de le compter parmi mes amis. Je sais à quel point la semaine dernière a été difficile pour lui, car ses parents et ses beaux-parents se trouvent actuellement en Ukraine. Il n'est pas le seul. Il y a d'innombrables personnes dont les proches sont actuellement attaqués et dont la vie est en danger.

La guerre non provoquée de Vladimir Poutine constitue une violation manifeste du droit international, de la Charte des Nations unies et du droit de l'Ukraine à sa souveraineté et à son intégrité territoriale. J'applaudis les efforts du gouvernement du Canada qui organise et fournit toute sorte de choses, de l'équipement militaire au matériel humanitaire.

Nous travaillons de concert avec nos alliés du monde entier qui ont fait de même. Cet équipement militaire aide à arrêter les chars d'assaut, les véhicules blindés et les hélicoptères russes et donne à l'armée et aux citoyens ukrainiens la capacité de défendre leur propre pays. Le Canada et d'autres pays ont également mis en œuvre des sanctions contre le régime de Poutine. Elles sont conçues pour paralyser la masse monétaire et les mouvements des personnes étroitement liées au président et à l'armée russe. Le Canada restreint les exportations vers la Russie en arrêtant les nouvelles demandes de permis d'exportation et en annulant les permis d'exportation en vigueur.

Le gouvernement a annoncé qu'il interdira le pétrole brut, y compris l'importation de produits pétroliers raffinés, ce qui devrait inclure le carburacteur et l'essence. Pas plus tard que lundi, au Comité permanent des ressources naturelles, j'ai présenté une motion pour que le ministère des Ressources naturelles nous fournisse des chiffres solides sur la quantité d'énergie, de minéraux et d'autres produits que nous avons importés de Russie et du Bélarus au cours des dix dernières années. Nous devons bien comprendre ce que le Canada importe de ces deux pays pour avoir une meilleure idée de l'ampleur des ressources naturelles qui sont entrées dans notre pays.

Alors que d'autres pays commencent à prendre des mesures semblables pour interdire l'énergie russe, nous devons prendre note du rôle que le gaz naturel canadien peut jouer pour neutraliser les menaces potentielles. Non seulement nous pouvons soutenir l'Ukraine en ces temps difficiles, mais nous devons aussi veiller à ce que la Russie n'ait pas les moyens financiers de terroriser des nations souveraines.

Cela m'amène au troisième point de notre motion de l'opposition, qui demande au gouvernement de veiller à ce que le gaz naturel canadien puisse être acheminé jusqu'aux côtes et remplacer le gaz naturel russe en Europe. Le gaz naturel russe alimente la machine de guerre de Poutine au moment même où nous nous trouvons à la Chambre aujourd'hui. Tant que ce gaz continuera d'être acheminé en Europe et dans le monde, il continuera de fabriquer des bombes, des missiles et des roquettes destinés à tuer des Ukrainiens innocents. N'oublions jamais cela.

Chaque année, des milliards de dollars entrent dans les coffres du gouvernement russe grâce aux exportations de gaz naturel. Soixante-douze pour cent des exportations de gaz naturel de la Russie sont destinées à l'Union européenne. Le Canada a la capacité de réduire ce chiffre à zéro.

Travaux des subsides

Depuis mon élection, j'ai appuyé des idées visant à faire croître l'industrie, car nous avons les normes environnementales et les normes du travail les plus élevées au monde. J'ai préconisé des moyens d'acheminer l'énergie de l'Ouest canadien jusqu'à nos deux côtes, et j'ai défendu cette industrie, parce que les travailleurs canadiens du secteur énergétique fournissent le gaz naturel qui chauffe nos maisons. Ils fournissent le carburant qui maintient nos véhicules sur les routes. Ils veillent à ce que nous ayons l'électricité nécessaire pour faire rouler notre économie. Nous ne devons jamais oublier les emplois que crée le secteur de l'énergie et les milliards de dollars de taxes sur lesquelles les gouvernements comptent pour payer nos écoles, nos soins de santé et nos services sociaux.

Le seul argument que je n'ai jamais avancé en appui à l'industrie est celui de la défense et de la sécurité. À maintes reprises, j'ai dit que le gaz naturel canadien devrait être exporté pour remplacer des produits nocifs et à forte teneur en carbone comme le charbon. J'ai également fait valoir que les technologies vertes canadiennes devraient être exportées pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, et cela comprend les progrès réalisés dans le domaine de la technologie nucléaire, du captage du carbone et d'autres processus que nos grands innovateurs canadiens ont mis au point.

• (1320)

La seule chose que je n'ai jamais exprimée jusqu'à aujourd'hui, c'est la nécessité de construire de nouveaux gazoducs pour remplacer de façon permanente le gaz naturel russe en Europe. Je ne dis pas cela uniquement pour des raisons économiques intérieures, mais pour que l'Europe ne soit jamais prise en otage par les caprices et les tactiques d'intimidation du régime de Poutine. Le remplacement du gaz naturel russe réduirait les sommes qui ont servi à payer les armes utilisées actuellement contre les familles et les enfants ukrainiens. Personne ne sait combien de temps cette horrible guerre va durer. Nous ne savons pas non plus combien de temps Poutine et ses acolytes resteront au pouvoir. Ce que nous savons, c'est que l'Europe doit faire de ce pivot énergétique une réalité permanente.

La question qu'il faut se poser est la suivante. Attendrons-nous de voir ce qui se passera dans les mois ou les années à venir, ou prendrons-nous une décision dès maintenant? Je veux expliquer pourquoi le Parlement devrait envoyer un signal clair au gouvernement pour qu'il en fasse une priorité.

D'abord et avant tout, il faut isoler le régime de Poutine. Il l'est déjà, mais nous devrions accélérer le processus de toutes les façons possibles. On lit un peu partout que les sociétés énergétiques russes ne sont pas en mesure de vendre leurs produits, même à prix réduit. Plus le nombre de pays qui mettent en œuvre des interdictions semblables augmentera, plus il sera difficile pour ces sociétés de trouver des clients. Je dirais que certains de leurs clients actuels, comme ceux de l'Europe, se trouvent dans une situation très précaire.

Ensuite, il faudra du temps pour planifier de nouveaux projets de gazoducs, pour consulter à leur sujet, pour les approuver et pour les construire. Cependant, si nous classons ces projets par ordre de priorité, nous pourrions mettre en œuvre un processus d'évaluation qui sera conforme aux meilleures normes environnementales et qui fixera des attentes et des échéanciers clairs en matière d'examen environnemental. Il sera possible d'établir des échéanciers clairs afin que les investisseurs obtiennent des réponses positives ou négatives claires. Il sera possible de créer des emplois bien rémunérés

dans toutes les provinces et de collaborer avec les communautés autochtones pour en faire des partenaires dans la prospérité.

Nous devons miser sur le même niveau de coopération que celui dont nous faisons preuve dans notre appui au peuple ukrainien. Nous pouvons travailler ensemble pour limiter, considérablement et pour toujours, le potentiel belliqueux du régime Poutine. Si le gouvernement affectait les ressources nécessaires et qu'il commençait immédiatement à travailler avec tous les ordres de gouvernement, le secteur privé et les communautés autochtones, je crois que ce serait possible. Même si nous avons de nombreux désaccords à la Chambre, je sais que si nous travaillons ensemble, nous pourrions élaborer un plan pour libérer nos alliés européens de leur dépendance énergétique à la Russie. Si nous nous entendons sur cet objectif final, trouvons un moyen d'y parvenir.

Enfin, nous savons que d'autres gouvernements envisagent déjà d'augmenter leur production domestique de gaz naturel. L'administration Biden, par exemple, a discuté avec des pays d'Europe, du Moyen-Orient, d'Afrique et d'Asie pour accroître la production de gaz naturel en Europe.

Ma question pour mes collègues est la suivante: ne serait-il pas préférable de faire confiance à nos normes canadiennes en matière d'environnement et de travail plutôt qu'à celles d'autres pays qui cherchent à combler le vide? Si nous pouvons accroître les exportations de gaz naturel canadien, tous les députés interviendront de près et exerceront une surveillance directe.

Je conclurai en demandant à mes collègues d'appuyer cette motion. L'intention visée est claire, et je crois que nous reconnaissons tous l'importance de libérer l'Union européenne de sa dépendance au gaz naturel russe.

Je reconnais également que nous pouvons faire beaucoup plus que simplement accroître les exportations de gaz naturel. Je veux que nous ayons ce genre de discussion au cours des prochains jours. Cependant, profitons de ce moment non seulement pour aider l'Ukraine, mais aussi pour mettre en branle un plan destiné à porter un coup financier à la capacité du régime Poutine à faire la guerre et à menacer d'autres pays.

• (1325)

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Madame la Présidente, malgré tout le respect que j'ai pour lui, je rappelle au député de Wellington—Halton Hills que c'est malheureux, comme la Chambre en a pris note, et que l'idée d'appuyer l'Ukraine à coup de pipelines pour acheminer le gaz naturel a été condamnée. Je signale que la situation en Ukraine va effectivement entraîner des conséquences géopolitiques plus graves en Europe en matière de sécurité énergétique.

Le député serait-il d'accord avec moi pour dire que cette discussion ne devrait pas être limitée aux pipelines, mais plutôt englober les richesses naturelles du Canada et la façon dont nous pouvons aider à approvisionner nos alliés du monde entier en les alimentant en minéraux critiques qui pourraient être nécessaires ainsi qu'en énergie, y compris en énergies renouvelables? Pourrait-on dire que la portée de cette motion aurait pu être élargie si elle avait été formulée différemment?

Travaux des subsides

M. Larry Maguire: Madame la Présidente, mon collègue a raison de dire qu'il ne s'agit pas seulement d'énergie. Il y a un besoin d'approvisionnement alimentaire qui ne pourra probablement pas être satisfait si les Ukrainiens ne peuvent pas faire la récolte pour le grenier de l'Europe ce printemps. Il faut de l'énergie, et la principale raison pour laquelle nous nous trouvons dans ce dilemme aujourd'hui est probablement qu'au fil des ans, nous avons manqué de perspicacité. Il n'y a pas eu de vision pour la construction des pipelines afin qu'ils puissent faire deux choses: réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le monde et s'assurer que nos alliés ne sont pas mis dans la situation difficile de dépendre d'un régime, comme celui de Poutine, qui peut fermer le robinet.

[Français]

M. Luc Thériault (Montcalm, BQ): Madame la Présidente, depuis le début du conflit, les conservateurs pressent le gouvernement de prendre des mesures énergiques en ce qui concerne les sanctions.

Un journaliste sérieux nous apprend, dans *La Presse* de ce matin, que Roman Abramovitch contrôle 28 % d'Evraz, qui fournit la majorité de l'acier pour construire l'expansion de l'oléoduc Trans Mountain et du gazoduc Coastal GasLink, et qu'un autre oligarque russe, Igor Makarov, est le principal actionnaire de la compagnie gazière albertaine Spartan Delta. Les deux individus figurent sur la liste américaine des alliés de Vladimir Poutine.

Le Canada ne les exclut pas, pour l'instant, de la possibilité de confisquer leurs actifs. Mon collègue est-il d'accord avec les libéraux?

Doit-on appliquer une politique de deux poids, deux mesures, à l'endroit de ces gens ou faut-il les sanctionner dès maintenant?

• (1330)

[Traduction]

M. Larry Maguire: Madame la Présidente, c'est une question semblable à celle qu'un collègue a posée plus tôt. Plus nous pouvons imposer de sanctions dès maintenant à la Russie et peut-être au Bélarus, plus nous serons en mesure de bloquer le flux de dollars qui entre en Ukraine pour financer l'effort de guerre. Les oligarques, les personnes qui ont investi dans certaines de ces industries, ne sont pas à l'abri et doivent également être sanctionnés.

Mme Lindsay Mathysen (London—Fanshawe, NPD): Madame la Présidente, je suis certainement en accord avec la première et la deuxième partie de la motion, mais c'est la troisième partie qui me pose problème, la disposition sur le pétrole et le gaz, et la façon dont il semble que le Parti conservateur essaie d'en profiter comme d'une sorte d'entente qu'il peut conclure. Ne serait-il pas préférable que nous parlions davantage de l'aide humanitaire? L'aide au développement international ne représente que 0,31 % de notre revenu national brut cette année en raison des décisions consécutives du gouvernement de réduire cette aide.

Le député convient-il que le Canada devrait augmenter son financement du développement international? Dans la motion, les conservateurs auraient pu demander au gouvernement de prévoir cela dans le prochain budget.

M. Larry Maguire: Madame la Présidente, je vais revenir à la réponse que j'ai donnée à ma première question. Il s'agit du manque de vision et de perspicacité du gouvernement actuellement au pouvoir. Il n'a pas la vision nécessaire pour prévoir que certaines de ces choses pourraient être nécessaires à l'avenir. Cependant, le meilleur moment pour planter un arbre, c'est aujourd'hui, et la meilleure façon de traiter avec le régime de Poutine, qui prend le

pouvoir et tente de détruire l'Ukraine et son peuple, c'est de le sanctionner aussi durement que possible aujourd'hui. Ayons la vision de mettre en place les types de dons, les programmes de soutien, le soutien militaire...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous reprenons le débat. La députée de Calgary Midnapore a la parole.

Mme Stephanie Kusie (Calgary Midnapore, PCC): Madame la Présidente, c'est toujours un plaisir de prendre la parole dans cette enceinte. C'est pour moi un honneur de parler au nom de la population de Calgary Midnapore. Je suis fière d'être une femme qui a un quart de sang ukrainien. Je suis donc également honorée de parler aujourd'hui à la fois au nom du peuple ukrainien, mais aussi de mes ancêtres, qui viennent de cette incroyable nation qui traverse de si graves difficultés en ce moment.

Lorsque j'arrive dans cette enceinte, c'est toujours après avoir longuement réfléchi aux questions du jour, comme la motion de l'opposition à l'étude. Quand je m'interroge sur la situation que vit cette nation résiliente, il me vient à l'esprit la même question que je me pose au sujet de nombreux problèmes dans le monde et au Canada récemment. Comment en est-on arrivé là? Je vais donner aux députés quelques éléments de réponse à cette question, d'après les recherches que j'ai effectuées.

Dans un article de l'AFP, Bill Browder écrit que la Russie a « une économie stagnante, la plus extrême disparité de richesse de tous les grands pays et un désespoir endémique qui infecte des millions de citoyens ordinaires ». Ce n'est pas un endroit idéal où commencer pour Vladimir Poutine.

On peut lire ceci dans un article du *New York Times*:

M. Poutine a décrit la désintégration soviétique comme une catastrophe qui a privé la Russie de sa juste place parmi les grandes puissances mondiales et l'a mise à la merci d'un Occident prédateur. Il a passé ses 22 années au pouvoir à reconstruire l'armée russe et à réaffirmer son influence géopolitique.

Selon le président russe, l'expansion de l'OTAN est menaçante et l'adhésion potentielle de l'Ukraine représente une menace majeure pour son pays. À mesure que la Russie s'affirme et se renforce sur le plan militaire, ses plaintes à l'égard de l'OTAN deviennent plus virulentes.

Bill Browder ajoute:

Vladimir Poutine sait également que l'Occident ne l'a jamais vraiment tenu responsable de ses actes par le passé. Depuis 2008, il a envahi la Géorgie, pris le contrôle de la Crimée, occupé l'Est de l'Ukraine, bombardé des hôpitaux en Syrie, abattu un avion de passagers et mené des cyberattaques contre des gouvernements et des entreprises du monde entier. Quelle a été la réponse de l'Occident? Quelques sanctions, l'exclusion du G8 et l'expulsion d'une poignée de diplomates.

Comment cela a-t-il pu se produire? Eh bien, le Canada a une certaine responsabilité dans tout cela. Jetons un coup d'œil au discours du Trône. « C'est le moment de lutter pour un monde plus sûr, plus juste et plus équitable. » Mais qu'en est-il dans les faits? Le gouvernement n'a rien fait au sujet du Venezuela. Il n'a pas clairement offert d'agir comme médiateur dans le conflit. Il ne fait aucun cas des rôles de la Russie et de la Chine, qui manigancent peut-être ensemble pour envenimer les choses. L'aide apportée a été trop faible et trop tardive et, selon Digest Venezuela, 96 % des Vénézuéliens vivent dans la pauvreté.

Travaux des subsides

Le gouvernement a fait preuve d'une inaction très semblable en Arabie Saoudite face à la dictature et à l'absence de démocratie. C'est Twitter qu'on a choisi pour s'élever contre le royaume suite à l'emprisonnement de militantes de la société civile qui défendent les droits des femmes. Le gouvernement a donné un coup de pouce à un permis d'exportation d'armes d'une valeur de 1,5 milliard de dollars, mais il s'est traîné les pieds au sujet de l'Ukraine. Il n'a pas dit un mot en décembre 2008 à la suite du meurtre du journaliste Khashoggi.

Arrêtons-nous maintenant brièvement en Hongrie, où la centralisation du pouvoir instaurée par Orbán a affaibli l'État de droit, la liberté académique et la liberté de la presse. Le gouvernement du premier ministre a refusé d'adopter une position plus rigide contre Orbán. Je le répète, il n'était pas nécessaire que les choses en arrivent là.

Le Canada a eu tort de ne pas accorder d'attention à son budget militaire. Le gouvernement aurait dû accorder la priorité à l'engagement de notre pays à l'égard de l'OTAN visant à consacrer 2 % de son PIB à des dépenses militaires, mais il ne l'a jamais fait. La plateforme électorale des conservateurs pour les élections de 2021 réclamait le renforcement de l'opération Unifier, la mission d'instruction militaire et de renforcement des capacités de l'armée ukrainienne par les Forces armées canadiennes; l'approvisionnement de l'Ukraine en armes létales; et le rétablissement du service d'image RADARSAT.

• (1335)

Mon collègue qui vient de prendre la parole, le député de Brandon—Souris, a soulevé le fait que le gouvernement fait constamment preuve d'un manque de vision ou de prévoyance lorsqu'il s'agit de protéger non seulement le Canada, mais également le reste des pays démocratiques sûrs de l'Occident. Bien sûr, ce constat s'applique aussi au dossier de l'énergie.

Les députés ont peut-être lu l'article de Konrad Yakabuski dans le *Globe and Mail*, où il a dit:

Le Canada a manqué le bateau lorsque le gaz naturel liquéfié a connu un essor il y a une dizaine d'années. Il ne doit pas refaire cette erreur.

Céder aux pressions des environnementalistes qui s'opposent aux terminaux d'exportation de gaz naturel liquéfié et aux gazoducs sous le prétexte que de tels projets prolongent la dépendance mondiale à l'égard des combustibles fossiles ou empêchent le Canada d'atteindre ses cibles de réduction de gaz à effet de serre ne fera que renforcer la position de M. Poutine et de ses confrères dictateurs.

Comme les députés peuvent le constater, nous n'utilisons pas cette motion de l'opposition pour diviser les Canadiens. Nous offrons au Canada l'occasion d'aider le monde et de le défendre en utilisant ses ressources naturelles propres et sûres. J'aimerais pouvoir dire que la question se limite à cet aspect — que le Canada n'a pas fait preuve de diligence raisonnable et qu'il n'a pas joué son rôle dans le monde —, mais elle ne s'arrête pas là.

Les députés savaient-ils que la Russie est actuellement membre de la Cour internationale de Justice? Il s'agit de l'organisme international qui pourrait juger le dirigeant russe et la nation pour les crimes de guerre dont nous sommes témoins. La Russie siège également au Conseil économique et social des Nations unies. Comment se peut-il que ce dictateur se retrouve en position de définir les politiques économiques et sociales qui touchent les nations du monde entier?

Les membres actuels du Conseil des droits de l'homme comprennent des nations telles que l'Érythrée, la Bolivie, Cuba et le Ve-

nezuela. Je parlerai plus longuement de ces nations dans un instant, mais il convient de souligner qu'elles n'ont pas des antécédents exemplaires en matière de soutien aux droits de la personne. Bien sûr, la Russie siège également au Conseil de sécurité de l'ONU. C'est ahurissant.

Le Canada n'est pas le seul pays à avoir manqué à son devoir d'exiger que la Russie rende des comptes. Il s'est tenu aux côtés d'autres nations du monde qui ont laissé cette invasion se produire. Nous l'avons constaté très récemment dans le projet de résolution A/ES-11, qui condamne les opérations en Ukraine. Il est vrai que certains dictateurs se sont rangés du côté de Poutine. Ce sont ceux du Bélarus, de la Corée du Nord, de l'Érythrée et de la Syrie. Or, dans ce cas-ci, l'ONU — une organisation qui promeut la sécurité et le bien-être dans le monde — n'a pas fait son travail.

En ce qui concerne le monde et les ressources naturelles, je paraphraserai un article de Stephen J. Blank, intitulé « The Balkans and Euro-Atlantic Energy Security » — les Balkans et la sécurité énergétique euroatlantique —, où l'auteur déclare qu'en contribuant à fomenteur cette crise, la Russie avait un objectif bien précis, nommément de restaurer son hégémonie énergétique et son influence politique au sein de nombreux pays européens.

En outre, l'Union européenne a récemment publié un rapport à ce sujet, dans lequel elle affirme que la politique énergétique est souvenue utilisée comme outil de politique étrangère, en particulier dans les principaux pays qui produisent de l'énergie et par où l'énergie transite. La commission a déclaré:

Dans le cadre d'une diplomatie européenne revitalisée en matière d'énergie et de climat, l'UE utilisera tous ses instruments de politique étrangère pour établir des partenariats stratégiques en matière d'énergie avec des pays ou régions producteurs et de transit de plus en plus importants. [...] L'UE continuera à intégrer pleinement la Norvège dans ses politiques énergétiques internes. L'UE développera également ses partenariats avec des pays tels que les États-Unis et le Canada.

En conclusion, le Canada a échoué en permettant l'aggravation de la situation et l'invasion, tout comme le reste du monde. Qui-conque au gouvernement, au Bloc, au Parti vert ou au NPD croit que nous présentons cette motion pour servir nos intérêts se trompe. Nous nous battons aujourd'hui pour les ressources naturelles, pour la sécurité des Canadiens et pour notre place légitime dans le monde comme leader. Nous voulons protéger la sécurité du monde.

• (1340)

[Français]

M. Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Madame la Présidente, en écoutant le discours de ma collègue, je remarque que la ligne conservatrice du jour est de dire que la politique énergétique fait partie de la politique étrangère. Or, je le comprends d'une autre façon: les conservateurs ne sont-ils pas en train de mettre la politique étrangère au service de leur pétrole?

Mme Stephanie Kusie: Madame la Présidente, je siège ici tous les jours où la Chambre siège. Tous les jours, j'entends le Bloc québécois poser des questions sur l'environnement et contre le secteur pétrolier. Cela me dérange donc beaucoup que, tout à coup, son parti ait décidé que de parler de pétrole est mauvais alors qu'il utilise le pétrole comme outil politique tous les jours à la Chambre.

[Traduction]

Mme Lori Idlout (Nunavut, NPD): *Qujannamiik, Uqaqtittiji.*

Travaux des subsides

Je trouve plusieurs éléments soulevés dans le débat consternants. La motion est comme un loup dans une bergerie. Il est déplorable que les conservateurs cherchent à faire passer une politique énergétique comme politique étrangère au beau milieu de la crise humanitaire qui a cours en Ukraine. Je suis parfaitement consciente qu'il faut avoir des stratégies à long terme; toutefois, nous devons procéder dans le même esprit et en faisant montre du même courage que ceux du président ukrainien, Volodymyr Zelensky.

La députée convient-elle que, si nous devons demander au président comment aider son beau pays et ses chers concitoyens, l'expansion des installations de pétrole et de gaz serait bien la dernière chose qui l'intéresserait?

Mme Stephanie Kusie: Madame la Présidente, je remercie ma collègue de sa question, et je suis vraiment heureuse qu'elle soit avec nous à la Chambre en qualité de nouvelle députée du Nunavut, mais je ne suis pas d'accord avec elle.

Le président de l'Ukraine, un pays libre et démocratique, approuverait résolument, je crois, la motion de l'opposition et l'idée de construire des oléoducs et d'autres installations et de mettre en place des façons de fournir nos magnifiques ressources naturelles propres, produites de façon éthique, au monde entier, y compris à son propre pays, alors je suis en désaccord avec la députée. Je crois que le président accueillerait favorablement la motion de l'opposition.

• (1345)

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, malgré ce que la députée de Calgary Midnapore peut penser, il est probable que ce que le président Zelensky recherche est plus proche de ce que la cheffe ukrainienne du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a dit la semaine dernière. La Dre Svitlana Krakowska a déclaré, en effet, que les causes profondes de la guerre en Ukraine et de la crise climatique sont les mêmes: la dépendance aux combustibles fossiles. L'Ukraine s'oppose à ces combustibles et opte pour les énergies renouvelables.

Mme Stephanie Kusie: Madame la Présidente, je remercie ma collègue de Saanich—Gulf Islands.

Ce que la motion de l'opposition préconise et ce que notre parti préconise est ce à quoi les autres partis semblent s'opposer, et c'est la liberté, la démocratie, l'ordre mondial, la primauté du droit et savez-vous quoi? Lorsque tout cela est en place, on obtient de meilleurs résultats pour l'environnement, les femmes et les minorités. Ils devraient comprendre cela.

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Madame la Présidente, j'aimerais remercier ma collègue pour son excellente intervention.

Il ne s'agit pas seulement de faire tout ce que nous pouvons pour aider l'Ukraine à ce moment-ci; nos alliés et nos amis européens seraient certainement heureux de compter sur nous pour les soutenir au moment où leur approvisionnement en pétrole et en gaz est en danger. La députée n'en convient-elle pas?

Mme Stephanie Kusie: Madame la Présidente, je remercie ma formidable collègue de Sarnia—Lambton pour sa question.

La députée a raison, et je suis certaine qu'elle a également lu le rapport de l'UE, dans lequel il est indiqué que l'Europe de l'Est doit se défaire de sa dépendance énergétique à l'égard de la Russie. La façon de penser de ma collègue est parfaitement cohérente avec celle de l'UE.

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Madame la Présidente, je voudrais dire que je vais partager mon temps de parole avec ma collègue de Toronto—Danforth.

Je désire remercier le député de Wellington—Halton Hills d'avoir lancé cette discussion aujourd'hui. J'ai écouté le débat et je suis d'accord avec certains de mes collègues qui se disent insatisfaits du libellé de la motion. En effet, alors que la motion commence par faire appel à l'unité de tous pour soutenir l'Ukraine, elle soulève ensuite des éléments dont il est certes important de discuter, mais qui peuvent parfois créer des divisions à la Chambre. Je m'explique.

Pour les Canadiens qui nous regardent à la maison et qui se demandent ce qu'est une motion de l'opposition, il s'agit d'une occasion pour les partis d'opposition de soulever des questions et de nous permettre de voter sur leurs textes. Une telle motion n'est pas contraignante pour le gouvernement, mais elle nous permet de tenir des discussions. Regardons donc le texte de la motion qui nous a été présentée aujourd'hui.

Premièrement, la motion condamne essentiellement l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Il n'y a pas un seul député à la Chambre qui ne soit pas d'accord pour condamner cette action non provoquée et illégale.

Deuxièmement, elle établit un principe général d'appui à l'Ukraine et aux Canadiens d'origine ukrainienne, et indique en gros que nous sommes là pour le pays. Une fois de plus, je ne crois pas qu'il y ait un seul député, en fait un seul Canadien, qui serait contre ce principe. Nous nous sommes montrés unis et nous devons continuer de travailler en ce sens. Je suis d'accord avec cela.

La dernière partie de la motion demande au gouvernement du Canada de prendre des mesures pour approuver et construire des gazoducs permettant d'acheminer les ressources jusqu'à la côte atlantique. Elle vise à aider l'Europe à assurer sa défense et sa sécurité, et à permettre au gaz naturel canadien de remplacer le gaz naturel russe.

Ce dont j'ai déjà parlé à la Chambre, et ce que j'aurais voulu que le député de Wellington—Halton Hills fasse, consiste à proposer une approche plus globale compte tenu de l'évolution de la situation en matière de politique étrangère. Voici ce que j'aimerais dire à la Chambre: le 24 février, nous avons vu non seulement l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ce qui est terrible et horrible, une invasion que nous avons tous condamnée, mais également une attaque contre l'ordre international fondé sur des règles et contre les démocraties libérales de l'Occident.

J'ai écouté les commentaires formulés à la Chambre aujourd'hui et au cours des derniers jours, et j'invite mes collègues et les Canadiens à comprendre que, même si personne n'a une boule de cristal pouvant prédire l'avenir, le 24 février marque un tournant dans l'histoire. C'est la fin de l'après-guerre froide.

Comme je l'ai dit, j'ai 31 ans, je suis né en 1991. Entre la chute de l'Union soviétique et le 24 février 2022, nous avons connu une paix relative dans le monde, malgré des conflits. Nous n'avons pas vu de combats de ce niveau entre États souverains. Comme la vice-première ministre l'a souligné à juste titre, il ne s'agit pas seulement d'une attaque contre l'Ukraine, mais aussi d'une attaque contre nous tous.

Travaux des subsides

Je crois que la situation mérite une discussion sur la position du Canada dans le monde. Je suis en faveur des sanctions imposées jusqu'à maintenant, de l'aide financière et du matériel militaire fournis à l'Ukraine et du travail effectué par notre ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté pour faciliter l'arrivée des Ukrainiens qui veulent venir au Canada. Là encore, je crois, nous faisons tous front commun.

Toutefois, il y a une chose dont nous devons discuter. La portée de la motion est trop étroite. Nous devons examiner toutes les richesses naturelles que nous avons au Canada et voir comment nous pouvons les intégrer à notre politique étrangère pour aider d'autres démocraties libérales en Occident. Nous avons souligné que l'Europe est dépendante tout particulièrement du gaz naturel russe et que 25 % du pétrole brut qu'elle importe provient de la Russie. Toutefois, nous n'avons pas discuté autant de l'importance des minéraux critiques et de la dépendance de l'Europe à l'endroit de la Chine en ce qui concerne ces minéraux.

Je veux parler de ce que nous avons vu non seulement en Ukraine, mais également aux Nations unies, où la Chine et l'Inde se sont abstenues de voter. Regardons l'axe Chine–Russie. En fait, au cours des deux dernières années où j'ai eu le privilège de siéger à la Chambre, nous avons été témoins d'atrocités commises en violation des droits de la personne en Chine. Nous avons été témoins de la situation vécue par les deux Michaels. Nous observons également un changement dans la dynamique géopolitique. Je ne veux pas me faire alarmiste, et, encore une fois, je n'ai pas de boule de cristal, mais je crois que les plaques tectoniques bougent. Nous devons tenir une discussion sérieuse dans cette enceinte sur la façon dont le Canada agit et se positionne dans cette nouvelle dynamique mondiale.

• (1350)

À mon avis, les parlementaires européens y réfléchissent. Ils réfléchissent à leur sécurité énergétique et à leur sécurité alimentaire. L'évolution du Canada et du monde entier vers une économie à faibles émissions de carbone et le maintien de la production de combustibles fossiles pour assurer la sécurité énergétique suscitent des tensions ici même aujourd'hui. Nos collègues en ont fait la démonstration durant le débat.

Des collègues ont fait observer à juste titre qu'il ne s'agit pas simplement de tourner le bouton. Les investissements et les initiatives du gouvernement n'entraînent pas seulement un redressement de six mois. En ce qui concerne l'Europe, que l'on parle d'une transition vers une énergie verte et renouvelable ou d'une transition énergétique provisoire, le Canada a un rôle à jouer. Nous avons un rôle à jouer au cours des 10 prochaines années parce que l'Europe cherche à réduire sa dépendance envers la Russie et la Chine.

Pour ce qui est des aliments, il faut comprendre que l'Ukraine et la Russie sont deux joueurs très importants dans le réseau alimentaire international. Toutefois, il est très difficile de semer un champ de blé lorsque des chars d'assaut russes le traversent. Il est très difficile aussi pour les agriculteurs ukrainiens de faire leur récolte lorsqu'ils doivent porter des armes pour se battre contre les Russes dans leur propre pays. La situation aura donc des répercussions partout dans le monde.

Que peut donc faire le gouvernement canadien? Que pouvons-nous faire comme parlementaires pour formuler des recommandations sur la façon dont l'agriculture canadienne peut servir de filet de sécurité? Là encore, nous sommes presque rendus au printemps.

Ces choses ne se règlent pas du jour au lendemain, mais je crois que les répercussions dureront bien plus que quelques mois. Elles se feront sentir à long terme. Nous devons comprendre ce qui se passe et adapter notre politique étrangère au fait que le monde connaît des changements fondamentaux.

Je veux maintenant parler du libellé de la motion. J'ai bien indiqué, évidemment, que j'aimerais que les points soulevés soient séparés. Nous aurions pu traiter la situation de l'Ukraine séparément et faire front commun à ce sujet et nous aurions pu avoir une discussion plus nuancée sur le rôle que peut jouer le Canada dans le monde avec ses minéraux critiques, ses capacités de production alimentaire, etc.

Dans le libellé, on ne mentionne aucunement les installations existantes de gaz naturel liquéfié. On parle de gazoducs. On ne mentionne pas qu'il faudrait en fait examiner les pipelines existants et penser peut-être à la façon de les transformer pour aider entre-temps à répondre plus rapidement aux besoins de l'Europe.

Dans ma province, la Nouvelle-Écosse, il y a eu le projet de Goldboro LNG. Dans la motion, on ne parle pas du fait qu'avant d'acheminer en Europe du gaz naturel transporté par pipeline, il faut le liquéfier. J'estime en tout respect que cet oubli constitue une autre lacune de la motion.

Je vais m'arrêter ici. Nous convenons tous, je crois, qu'il faut condamner l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Nous convenons tous aussi que nous devons continuer de faire tout notre possible et explorer tous les moyens que nous pouvons prendre pour venir en aide aux Ukrainiens. Ce qu'il nous faut, toutefois, c'est une discussion plus nuancée sur le rôle du Canada dans le monde; il faudra également se demander si le changement géopolitique observé au cours de la dernière semaine sera de courte durée ou s'il se prolongera dans l'avenir.

Je pense que les répercussions se feront sentir pendant au moins une décennie et que nous devons avoir une conversation sérieuse sur la manière pour nous tous, comme parlementaires, d'avoir un dialogue respectueux et de présenter des recommandations au gouvernement pour qu'il agisse en conséquence.

• (1355)

M. Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Madame la Présidente, je salue l'idée d'avoir une discussion sur le sujet, et je conviens que cela s'impose.

Toutefois, je ne pense pas que la question de l'indépendance énergétique et celle de notre capacité d'utiliser notre gaz naturel pour aider de bons joueurs sur la scène mondiale et des pays démocratiques en Europe soient deux choses distinctes. Je pense en fait que c'est la clé, parce que la dépendance de l'Europe à l'égard du gaz naturel la place dans une situation délicate. Je pense que ces questions sont intrinsèquement liées, mais j'ai hâte d'en discuter plus à fond.

J'aimerais que le député nous dise ce qu'il en pense.

M. Kody Blois: Madame la Présidente, je suis d'accord avec mon collègue. Quand on pense à la situation dans laquelle l'Allemagne se trouvait, étant donné sa dépendance à l'égard du gaz naturel russe, et à la réorientation complète et fondamentale de sa politique étrangère, on se rend compte que la sécurité alimentaire et énergétique de nos alliés dans le monde présente des points faibles. Pour des collègues comme moi, qui sont en faveur d'une transition vers une économie faible en carbone, cela comprend aussi les minéraux critiques. L'Union européenne importe 98 % de ses minéraux critiques de la Chine. Dans ce contexte, la question est de savoir quel est notre rôle dans le monde occidental pour ce qui est de fournir les outils nécessaires à cette transition, et quel est notre rôle pour ce qui est de fournir à l'Europe les hydrocarbures dont elle aura besoin au cours des 5 à 10 prochaines années en raison de l'incertitude qui prévaut en Europe centrale.

Mme Elizabeth May (Saainich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, les experts de l'Union européenne en matière d'énergie ainsi que le ministre allemand de l'Économie et de l'Énergie affirment que la crise en Ukraine pousse l'Europe à se tourner plus rapidement vers l'énergie renouvelable. Il n'est pas question dans leurs propos de combustibles fossiles, et personne de l'Ukraine ou de l'Union européenne n'a dit une seule fois que l'Europe a besoin de pipelines ou des combustibles fossiles canadiens.

D'après le député, qu'est-ce qui explique le débat d'aujourd'hui?

M. Kody Blois: Madame la Présidente, j'ai regardé les délibérations au Parlement européen. En écoutant le chancelier allemand, j'ai appris que son pays vient d'investir dans deux installations de gaz naturel liquéfié pour se prémunir de l'insécurité énergétique à laquelle l'Allemagne sera confrontée. Est-ce que j'appuie une transition dans ce domaine? Évidemment. Cependant, il faut bien comprendre que l'Europe a non seulement besoin d'énergie pour faire une transition au cours des cinq à dix prochaines années, mais aussi de minéraux critiques qui seront importants pour la transition dont parle ma collègue. Ces deux éléments sont extrêmement importants. Voilà la nuance. La position européenne ne se situe pas à un extrême ou à l'autre; elle est nuancée et au centre. Nous devons pouvoir répondre aux deux besoins de l'Europe.

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le député disposera de deux minutes pour des questions après la période des questions orales.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

• (1400)

[Traduction]

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Mme Elizabeth May (Saainich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, publié cette semaine, m'a rappelé ce qu'Al Gore avait dit il y a des années: si nous n'agissons pas dans le dossier de la crise climatique, ce sera comme une marche grandeur nature dans le Livre des Révélation. Les quatre cavaliers de l'apocalypse sont déjà en selle. Il y a la peste, la famine, la guerre, maintenant, la guerre — plus précisément, la menace d'une guerre nucléaire.

Comment faire face à ces menaces existentielles? Nous devons nous y attaquer non pas en prenant des mesures séparées et séquentielles, mais en reconnaissant que ces questions sont interreliées. La

Déclarations de députés

menace de la guerre, la menace des dictatures, la crise climatique — voilà autant d'enjeux que nous devons aborder comme un tout, et nous devons nous battre comme si notre vie en dépendait, parce que c'est bien le cas. Nous devons défendre la démocratie. Nous devons lutter contre toutes les guerres et mettre fin aux armes nucléaires. Nous devons travailler plus fort pour une planète habitable.

Je termine par ces mots de la scientifique en chef de l'Ukraine, qui dirige la délégation ukrainienne au sein du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Svitlana Krakovska a déclaré que les changements climatiques et la guerre ont la même cause profonde: les combustibles fossiles et notre dépendance vis-à-vis d'eux.

* * *

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

M. Majid Jowhari (Richmond Hill, Lib.): Madame la Présidente, il y a exactement 43 ans, je suis arrivé dans le grand pays qu'est le Canada en tant qu'étudiant étranger qui se réjouissait des nouvelles possibilités qui s'offraient à lui, mais qui était aussi seul. Aujourd'hui, je veux reconnaître les défis que doivent relever tous les gens qui, comme moi, sont contraints de quitter leur pays d'origine.

À l'approche de la Journée internationale des femmes, qui sera célébrée le 8 mars, nous devons prendre conscience des épreuves que traversent actuellement les femmes fortes et résilientes de l'Ukraine, ainsi que toutes les femmes du monde entier qui continuent de se battre pour la liberté, l'accès à l'égalité des droits ou l'équité salariale. Alors que le gouvernement continue d'appuyer l'Ukraine et la communauté ukrainienne du Canada et de se montrer solidaire avec eux à la suite de l'attaque scandaleuse perpétrée par la Russie, nous devons prêter attention aux femmes contraintes de se séparer de leur famille, aux femmes qui craignent pour la vie de leurs enfants et aux femmes qui doivent apprendre à contrecœur comment manier des armes en prévision de la guerre.

Le 8 mars, tandis que nous saluons les femmes remarquables dans nos collectivités, amplifions la voix des femmes et chantons leurs louanges...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le député de Red Deer-Mountain View a la parole.

* * *

JACK DAINES

M. Earl Dreshen (Red Deer—Mountain View, PCC): Madame la Présidente, en 2009, j'ai rendu hommage à un bon ami, Jack Daines, qui venait d'être intronisé au Temple de la renommée des sports de l'Alberta en tant qu'organisateur de rodéos. En plus d'être double champion de monte de chevaux avec selle, Jack a fondé le Rodéo du Daines Ranch, un rodéo de renommée mondiale, dans l'optique du cow-boy. Sa contribution au rodéo au Canada est sans égale. Ses amis et ses clients de l'Innisfail Auction Mart ont eu droit chaque semaine à sa voix rocailleuse d'encanteur, à sa version claire, réfléchie et terre à terre de la justice et à des manifestations de son immense fierté à l'égard de notre patrimoine de l'Ouest.

On a souvent dit que Jack Daines était le Don Cherry de l'Ouest canadien. Il aimait sa famille et son pays. Il faisait la promotion du Canada dès qu'il en avait l'occasion, tout en accueillant des étrangers à l'esprit ouvert lorsque leurs chemins se croisaient.

Déclarations de députés

À la suite du décès récent de Jack, nous pleurons la perte de l'un de nos citoyens les plus passionnés et les plus influents. Nous souhaitons que sa femme Audrey et leurs enfants Joanne, Duane et Brenda-Lee, ainsi que les autres membres de la famille Daines, sachent que nous partageons leur chagrin au moment de rendre hommage à une vraie légende canadienne.

* * *

LE MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS

Mme Jenica Atwin (Fredericton, Lib.) Monsieur le Président, comme nous le savons tous, février est le Mois de l'histoire des Noirs. Cette année, le thème était: « En février et en tout temps: Célébrons l'histoire des communautés noires aujourd'hui et tous les jours ». Même si nous sommes maintenant en mars, nous devons continuer l'année durant à apprendre l'histoire des Noirs, à la mettre en valeur et à souligner la contribution des Canadiens noirs dans nos collectivités, de même qu'à soutenir les entreprises et organismes dirigés par des Noirs. De même, nous devons tous prendre des mesures au quotidien et faire activement preuve d'ouverture dans notre lutte contre le racisme systémique anti-Noirs.

C'est dans cet esprit que je souhaite reconnaître publiquement et saluer certains organismes qui font un travail crucial dans notre collectivité, par exemple Black Lives Matter Fredericton, la New Brunswick African Association et la New Brunswick Black Artists Alliance. J'en profite pour souligner l'initiative de l'Université du Nouveau-Brunswick qui a installé des calicots au centre-ville de Fredericton pour rendre hommage à des Néo-Brunswickois noirs, dont Anna Minerva Henderson, fonctionnaire et poète, qui a été la première Noire au sein de la fonction publique fédérale canadienne. C'est notre devoir de nous souvenir des pionniers qui sont à l'origine de la transformation de notre société.

En guise de conclusion, je tiens à dire que, dans le cadre de la lutte planétaire contre le racisme systémique, nous devons dénoncer le traitement réservé à des personnes d'origine africaine qui nous est rapporté, soit que ces personnes seraient mal traitées, déshumanisées et même refoulées à la frontière de pays voisins de l'Ukraine, alors qu'elles tentent de fuir ce pays déchiré par la guerre. Nous ne devons pas fermer les yeux là-dessus. La haine doit cesser ici et partout ailleurs. J'espère donc que tous les députés se joindront à moi pour soutenir les Canadiens noirs dans leur réussite et pour condamner toutes les formes de racisme anti-Noirs.

* * *

● (1405)

[Français]

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, les temps sont durs pour l'humanité: pandémie, réchauffement climatique, guerre en Ukraine. La situation pourrait être décourageante, mais il y a de l'espoir.

L'avenir est féministe. Oui, l'avenir est féministe.

Ce n'est pas seulement le thème de la Journée internationale du droit des femmes, c'est la promesse que nous nous faisons. À quelques jours du 8 mars, je tiens à rappeler que ce sont des milliers et des millions de femmes partout dans le monde qui étaient majoritairement en première ligne pour affronter la COVID-19.

Le combat de Greta Thunberg et de milliers de femmes et de pays pour freiner le réchauffement climatique est tout à fait et tout

simplement admirable et essentiel. D'Angela Merkel à Magdalena Andersson, on a vu aussi des femmes politiques se lever et tenir tête à Vladimir Poutine.

Le monde compte sur les femmes dans tous les secteurs, sur leur leadership, leur intelligence et leur vision. L'avenir du monde passe par les femmes. L'avenir du monde repose sur les femmes. L'avenir est féministe. Je souhaite bon 8 mars à toutes.

* * *

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

M. Emmanuel Dubourg (Bourassa, Lib.): Monsieur le Président, Bourassa ne serait pas la circonscription inclusive et diversifiée que l'on connaît sans la contribution des femmes déterminées à bâtir une collectivité forte et dynamique.

Depuis cinq ans, la Journée internationale des femmes me sert d'occasion pour souligner le travail accompli par des femmes qui méritent d'être immortalisées.

Ce 8 mars 2022, c'est au tour de la Dre Yolande Charles et de Mmes Isabelle Desrochers, Giuseppina Di Girolamo, Antonita Homère, Gilberte Lacas Rodrigue, Jacinthe Sicotte et Cecilia Soto-Flores.

La Médaille du député de Bourassa est remise en présence de l'honorable sénatrice Marie-Françoise Mégie. Je choisis aujourd'hui pour faire cette déclaration pour ces femmes exceptionnelles, car ma défunte mère, Elvire Adé, aurait eu 103 ans.

J'offre mes félicitations à toutes ces dames.

* * *

[Traduction]

L'UKRAINE

M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Monsieur le Président, Vladimir Poutine, criminel de guerre, continue d'intensifier son invasion illégale de l'Ukraine, pays que nous aimons. Ses gestes continuent d'horriifier les Canadiens. Nous devons continuer de fournir toute l'aide possible.

Je me réjouis que le gouvernement ait annoncé l'envoi d'équipement létal supplémentaire, dont des lance-roquettes et des grenades, comme les conservateurs le demandent depuis 2018. Il s'agit d'équipement essentiel pour protéger les Ukrainiens sur les lignes de front. Cela dit, le Canada peut et doit en faire davantage.

Nous avons des hôpitaux de campagne mobiles de rôle 1, 2 et 3, complètement neufs, dans nos entrepôts. Cet équipement pourrait jouer un rôle crucial et permettre de sauver des vies sur les champs de bataille. Le Canada devrait aussi fournir aux courageux Ukrainiens qui luttent pour leur liberté des trousseaux de premiers soins tactiques ainsi que des rations de campagne de qualité afin qu'ils aient assez de nourriture pour mener la guerre que Poutine leur impose.

Il est essentiel d'accorder une exemption de visa aux Ukrainiens pour qu'un grand nombre de femmes, d'enfants et d'ainés puissent se retrouver en lieu sûr. Nous devons agir en ce sens le plus tôt possible. Je sais que les Canadiens sont prêts à accueillir à bras ouverts les Ukrainiens qui fuient la guerre barbare menée par Poutine.

Slava Ukraini.

LA SOUVERAINETÉ DANS L'ARCTIQUE

Mme Yvonne Jones (Labrador, Lib.): Monsieur le Président, alors que nous sommes unis contre l'invasion de l'Ukraine par la Russie et l'attaque menée par ce pays contre le peuple ukrainien, nous devons continuer à collaborer avec les députés de tous les partis et avec nos homologues internationaux pour mettre fin à cette attaque insensée contre la démocratie et des vies innocentes.

La menace de la Russie contre l'Ukraine vise tous ceux qui font la promotion de la démocratie, de l'indépendance et d'une société libre et juste. Nous résisterons aux attaques du président Poutine en renforçant notre capacité à protéger la souveraineté du pays arctique qui est le nôtre. Le Canada mène des exercices interarmées avec d'autres pays de l'Arctique, il investit dans l'achat d'autre équipement de défense et il améliore sa capacité de surveillance et de renseignement dans l'Arctique.

Nous avons annoncé des investissements importants dans le Système d'alerte du Nord. Le Canada et les États-Unis continuent de travailler ensemble pour moderniser le NORAD afin de répondre aux menaces existantes et émergentes pour notre continent. Nous continuerons à nous unir contre l'invasion de l'Ukraine par la Russie et à nous tenir aux côtés de tous ceux qui luttent contre cette tyrannie.

Nakurmiik.

* * *

● (1410)

LA FÊTE DE LA SAINT-PATRICK

M. Peter Schiefke (Vaudreuil—Soulanges, Lib.): Monsieur le Président, les deux dernières années ont été difficiles pour un nombre si élevé de raisons que je ne saurais toutes les énumérer. On n'a jamais eu autant besoin de trouver des façons de se rapprocher des gens qu'on aime et de célébrer la vie. C'est pourquoi je suis si fier d'annoncer que le temps est venu pour les habitants de Vaudreuil—Soulanges de faire vibrer leur fibre irlandaise lors des activités organisées pour la fête annuelle de la Saint-Patrick, à Hudson.

[Français]

Cette année, les membres de la Soulanges Irish Society, en collaboration avec la Hudson Hospitality Association et Hudson à Table et les entreprises locales de Vaudreuil—Soulanges, célébreront tout ce qui est irlandais avec des activités communautaires amusantes et une promenade à l'ancienne sur la rue principale de Hudson. Ils seront accompagnés par le grand maréchal de la Saint-Patrick, Mitch Melnick, l'Irlandais de l'année, Ken Doran, la reine Emma Gauthier, les princesses Chris Walsh et Robin Brodrick et le réviseur en chef, Mitch Gallo.

[Traduction]

Les célébrations de la Saint-Patrick sont un rendez-vous à ne pas manquer. Le samedi 19 mars, à 13 heures, venez tous sur la rue principale, à Hudson, pour vous amuser, rigoler un bon coup et apprécier la légendaire hospitalité irlandaise.

* * *

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

Mme Karen Vecchio (Elgin—Middlesex—London, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais souhaiter une bonne Journée internationale des femmes à toutes les personnes dans cette enceinte et partout dans le monde. Chaque jour, les Canadiennes apportent une

Déclarations de députés

contribution essentielle dans les collectivités d'un bout à l'autre de notre pays. Depuis des années, les femmes se battent pour enrayer le sexisme et les inégalités.

Grâce à l'apport des femmes dans nos exploitations agricoles, nos entreprises et nos foyers, nous avons des collectivités vivantes et dynamiques. Bien que les femmes aient franchi de grands pas en vue de parvenir à une véritable égalité des genres, nous savons que certains problèmes affectent les femmes de manière disproportionnée encore de nos jours, comme la violence fondée sur le sexe, la traite des personnes, l'exploitation sexuelle et la représentation inégale au sein de la société.

Le temps est venu de redoubler les efforts et d'offrir des solutions stratégiques concrètes pour remédier aux lacunes, donner du pouvoir aux femmes et leur offrir les outils et les ressources dont elles ont besoin pour atteindre leur plein potentiel. Nous savons que tout le Canada y gagne quand les femmes prospèrent, parce que si on peut le voir, on peut le devenir.

Bonne Journée internationale des femmes.

* * *

[Français]

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

Mme Soraya Martinez Ferrada (Hochelaga, Lib.): Monsieur le Président, à l'approche de la Journée internationale de la femme, j'aimerais rappeler que nous devons encore nous battre pour préserver nos droits et lutter pour l'égalité et l'équité des femmes.

Dans les situations de crise, ce sont les femmes qui sont les plus touchées. Aujourd'hui, le regard est tourné vers l'Ukraine. Les premières images de cette guerre, ce sont des femmes blessées, des accouchements dans le métro, des députées, des professeures et des mères qui prennent les armes pour défendre leur nation au péril de leur vie. Le courage, la résilience et la détermination de ces femmes devraient tous nous inspirer. Saluons leur courage, car elles se battent pour la démocratie. Elles sont un exemple pour nous tous.

J'aimerais terminer en saluant le travail exceptionnel des femmes au sein de notre gouvernement, qui sont au cœur de la gestion de la crise mondiale: la ministre des Affaires étrangères, la ministre de la Défense nationale, et la vice-première ministre et ministre des Finances. Je suis fier de voir ces femmes exercer d'importants postes de leadership.

Déclarations de députés

[Traduction]

L'UKRAINE

M. Scot Davidson (York—Simcoe, PCC): Monsieur le Président, de nombreux résidents de ma circonscription, York—Simcoe, ont des nouvelles de leur famille en Ukraine, qui souffre pendant que l'invasion russe se poursuit. Voici une lettre que j'ai reçue: « C'est le cœur lourd que je vous écris. Les bombardements se poursuivent et des quartiers sont réduits à néant. Le chaos se répand et beaucoup de personnes meurent. La belle cathédrale Sainte-Sophie ici à Kiev est plus ancienne que la Russie elle-même. Combien de temps encore avant qu'un missile la détruise? Nous sommes terrifiés, car nous ne savons pas quelle sera la prochaine cible de Poutine. Ce soir, je me cacherai dans ma salle de bains pour essayer de dormir. J'espère que ma mère, ma sœur et moi-même pourrions être évacués demain. Nous sommes des milliers à vouloir fuir. Je ne sais pas si j'aurai la force d'abandonner mon mari, mon frère et mon père. »

Ces mots nous rappellent que les Ukrainiens qui vivent à Berehove, en Crimée ou à Bravia ne sont pas différents des personnes qui vivent dans des villes canadiennes comme Bradford, Georgina ou East Gwillimbury. Toutes nos pensées les accompagnent.

Slava Ukraini.

* * *

KEN EPP

M. Garnett Genus (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole pour rendre hommage à Ken Epp, qui a été député de ma région de 1993 à 2008. M. Epp est décédé le 20 février à l'âge de 82 ans. Il est toujours triste pour ceux qui restent de dire au revoir à un grand leader et à un grand ami, mais cette tristesse est apaisée par la conviction de M. Epp, qui croyait que la mort ne marquait pas une fin, mais une transition. M. Epp espérait vivre éternellement auprès de Jésus et de sa chère épouse Betty, décédée avant lui, et ma communauté et moi partageons cet espoir et y trouvons du réconfort.

M. Epp était enseignant de mathématiques avant d'être élu. La transition entre enseigner les mathématiques aux jeunes et enseigner les mathématiques aux libéraux était toute naturelle. Malheureusement, je crois que ses élèves avaient une meilleure compréhension des concepts mathématiques que ses collègues d'en face.

L'une des plus grandes réussites de M. Epp au Parlement a été le parrainage et l'appui à l'étape de la deuxième lecture du projet de loi C-484, qui visait à reconnaître les enfants non encore nés victimes d'actes criminels. Ce dernier a reçu beaucoup d'appuis de tous les partis. Cependant, nous ne nous souviendrons pas de M. Epp de prime abord pour ses discours et ses votes. Nous nous souviendrons de la joie, de la grâce, de l'humilité et de la gentillesse qui ont marqué son long service.

Il est demeuré fidèle à ses convictions et aux vertus qui définissaient sa vie. M. Epp a changé Ottawa, mais Ottawa ne l'a pas changé. Je le remercie pour tout ce qu'il a fait et pour l'exemple qu'il nous laisse.

• (1415)

Le Président: Avant que nous poursuivions, je rappelle à tous que des députés font des déclarations, et il faut que nous puissions les entendre. C'est très important pour nous tous.

La députée de Mississauga—Erin Mills a la parole.

MARIAN COVENY

Mme Iqra Khalid (Mississauga—Erin Mills, Lib.): Monsieur le Président, le 8 mars, nous célébrerons la Journée internationale des femmes. Le thème de cette année est #BriserLesPréjugés, et Marian Coveny, d'Erin Mills l'incarne parfaitement. Cette enseignante de la Loyola Catholic Secondary School a été également une pionnière du hockey. Elle a aidé l'équipe du Canada à disputer une série de matchs sans défaite pour remporter le tout premier tournoi mondial de hockey féminin, en 1987. C'est là que le tout premier match disputé par une équipe nationale féminine du Canada a eu lieu. Marian a dit qu'elle avait alors fait « un grand pas pour la Femme ». Elle a contribué à ouvrir la voie aux équipes féminines de hockey, qui continuent de faire notre fierté à l'échelle mondiale. Marian aimait tellement ce sport qu'elle n'hésitait pas à chasser la surfaceuse pour que les équipes féminines puissent terminer leurs matchs. Elle jouait encore au hockey dans la soixantaine tout en continuant d'enseigner. Elle a continué de jouer jusqu'en 2020, lorsqu'elle est tombée malade.

Malheureusement, Marian Coveny s'est éteinte plus tôt cette année, après une longue lutte contre le cancer. C'était une battante, et son histoire restera à jamais une source d'inspiration pour les Canadiens.

Bonne Journée internationale des femmes.

* * *

L'ÉDITRICE D'UN JOURNAL DE WINNIPEG

Mme Leah Gazan (Winnipeg-Centre, NPD): Monsieur le Président, c'est avec une grande fierté que je rends hommage à Terese Taylor, éditrice et rédactrice en chef du journal local emblématique *The Leaf*, qui est distribué dans le quartier Wolseley, à Winnipeg-Centre, de même que dans les quartiers West End et Spence. Le journal célèbre son dixième anniversaire.

D'une grande popularité, *The Leaf* publie des histoires qui concernent des enjeux locaux, nationaux et internationaux. J'attends toujours impatientement le prochain numéro de cette publication bien ancrée dans la collectivité et j'ai hâte de lire les articles de grande qualité qui me tiennent au fait de ce qui fait vibrer ma localité.

Ce journal géré par une femme, qui en est également la propriétaire, continue à prendre de l'ampleur grâce à la toute nouvelle publication de Terese, *Streets*, distribuée dans le quartier West End de Winnipeg-Centre.

Félicitations à Terese pour son enfilade de succès. Je remercie cette femme au grand cœur de son dévouement envers la justice et de sa contribution à la merveilleuse circonscription de Winnipeg-Centre.

Bravo pour *The Leaf*. Bravo pour *Streets*. Aujourd'hui et chaque fois que l'occasion se présente, je suis fière d'épauler les femmes fortes. Je souhaite que le succès de Terese continue à grandir.

Questions orales

[Français]

LES FEMMES DE L'UKRAINE

Mme Marilène Gill (Manicouagan, BQ): Monsieur le Président, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, 1 million de personnes ont fui l'Ukraine au cours des sept derniers jours vers la Pologne, la Hongrie, la Moldavie et d'autres pays européens. Des milliers de personnes en quête de sécurité sont contraintes de quitter l'Ukraine, dont beaucoup de femmes. Ces femmes traversent les frontières avec leurs enfants, elles sont incertaines de leur avenir, mais elles le font avec courage.

Je veux joindre ma voix à celle de la présidente du Parlement européen, Roberta Metsola. Je voudrais, pour commencer, saluer le courage incroyable des femmes de l'Ukraine qui se battent, qui sont forcées de trouver un abri pour leurs proches dans des bunkers, qui accouchent dans des stations de métro et qui mènent le combat sur la ligne de front.

Je rends hommage à leur courage, à leur force et à leur résilience dans ces circonstances particulièrement graves. Ce courage, cette force et cette résilience nous remplissent d'admiration. À celles qui subissent cette guerre odieuse, à celles qui l'ont fui, à celles qui ont pris les armes pour défendre leur pays, nous disons que nous sommes de tout cœur avec elles. Cette guerre finira et les femmes rebâtiront.

Ukrainsi peregomout!

* * *

[Traduction]

LES UKRAINIENS DE LAKELAND

Mme Shannon Stubbs (Lakeland, PCC): Monsieur le Président, c'est en 1891 que des Ukrainiens ont commencé à s'installer dans le comté de Lamont, où j'ai grandi. Cet endroit est reconnu comme le berceau de la communauté ukrainienne au Canada. Le premier député d'ascendance ukrainienne a été élu à Vegreville, en 1926. Dans Lakeland, l'influence ukrainienne se voit dans l'alimentation, la foi, la culture, le plus grand pysanka du monde, des sites historiques, des programmes d'immersion en ukrainien et la présence de plus de 22 000 Canadiens d'origine ukrainienne. Bon nombre de familles ont des proches qui fuient les attaques et la violence de la part du régime de Vladimir Poutine, ou qui se joignent à ceux qui se battent pour défendre l'Ukraine.

Les paroles émouvantes de l'hymne national de l'Ukraine témoignent ainsi du courage et de la détermination de ce peuple:

Ni la gloire ni la liberté de l'Ukraine ne sont encore mortes.
Le destin nous sourira encore, mes compatriotes.
Comme la rosée au soleil, nos ennemis s'évaporeront.
Nous aussi, mes frères, dans un pays libre nous régnerons.

Pour notre liberté, corps et âme nous sacrifierons,
Et nous montrerons que les Cosaques et nous sommes de la même nation.

Le Canada doit joindre l'empathie à la parole en offrant plus d'aide et en prenant des mesures afin de promouvoir la sécurité, la paix et la liberté pour le peuple ukrainien.

Slava Ukraini.

• (1420)

STEVE ARNOLD

Mme Lisa Hepfner (Hamilton Mountain, Lib.): Madame la Présidente, c'est avec tristesse que j'informe aujourd'hui la Chambre que Steve Arnold, un journaliste fort admiré d'Hamilton, est mort cette semaine. Il était connu pour son insatiable curiosité, sa douceur et son esprit profond. Durant plus de la moitié de ses 40 ans de carrière journalistique, il a été chroniqueur économique au *Hamilton Spectator*, examinant en profondeur ce qui se passait dans les secteurs des affaires, de la fabrication et du travail d'Hamilton.

Durant un bon nombre de ces années, Steve a vécu dans ma circonscription, Hamilton Mountain, et son travail était toujours significatif pour mes concitoyens travaillant dans les secteurs de l'acier et de la fabrication.

J'ai appris à connaître Steve lorsque nous avons travaillé ensemble au *Hamilton Spectator*. Même des années après que je fus devenue commentatrice, il continuait de m'offrir des conseils et du soutien parce que c'était quelqu'un qui était toujours généreux de son temps et de son savoir.

À sa retraite, il n'a jamais vraiment cessé ses activités journalistiques parce que le journalisme n'a jamais été un travail pour lui. C'était une vocation. Il a donc continué d'écrire dans des journaux communautaires et le *Canadian Jewish News*.

Aujourd'hui, j'offre mes plus sincères condoléances à son épouse Pam, à ses amis, à sa famille et à toutes les personnes dont la vie a été touchée par ses mots.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, que l'on soit sur Facebook, Twitter, ou tout autre média social, on assiste à une campagne massive de désinformation sur la situation en Ukraine.

Je reçois quotidiennement des messages remplis de faussetés sur l'invasion illégale de Poutine en Ukraine. Trop de Canadiens sont soumis à ces messages, dont plusieurs reprennent mot pour mot la déclaration de l'ambassadeur russe. Ce premier ministre disait en octobre que la désinformation est une menace pour la démocratie.

Pourquoi le premier ministre tolère-t-il encore chez nous le propagandiste en chef de la Russie au Canada? Va-t-il expulser l'ambassadeur russe du Canada, oui ou non?

L'hon. Anita Anand (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, avant de répondre, je voudrais prendre cette occasion pour souhaiter la bienvenue à un visiteur.

[Traduction]

Andrii Bukvych, chargé d'affaires à l'ambassade de l'Ukraine au Canada, est ici aujourd'hui. Bienvenue à la Chambre des communes!

Le Président: Je vais saisir l'occasion pour rappeler les règles aux députés.

Je laisse le ministre terminer sa réponse.

*Questions orales**[Français]*

L'hon. Anita Anand: Monsieur le Président, nous devons défendre les Canadiens contre la désinformation et la propagande.

Nous ne nous laisserons pas intimider par des tyrans. Poutine veut détruire la démocratie.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, *slava Ukraini*.

L'agression continue et illégale de l'Ukraine par le régime de Poutine est un avertissement clair pour le monde libre.

Selon la Défense nationale, en 2019, plus du tiers des équipements et véhicules de notre armée étaient inutilisables. Notre capacité aérienne est limitée. Nous devons être prêts à faire face aux menaces à venir. L'ancien député libéral le lieutenant-colonel Andrew Leslie est inquiet.

Je le cite: ceux qui nous disaient, il y a quelques jours, que la Russie n'envahirait pas l'Ukraine sont les mêmes qui nous disent aujourd'hui que la Russie va s'arrêter après avoir pris l'Ukraine.

J'ai une question simple pour le premier ministre: sommes-nous prêts?

• (1425)

L'hon. Anita Anand (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, bien sûr, nous sommes prêts.

Nous ne négligeons rien pour soutenir nos amis ukrainiens. À cette fin, j'ai annoncé aujourd'hui que nous intensifions encore notre soutien avec deux nouvelles contributions importantes afin de fournir plus d'aide létale. Cela est notre priorité pour être solidaire avec le peuple d'Ukraine.

[Traduction]

Mme Raquel Dancho (Kildonan—St. Paul, PCC): Monsieur le Président, évidemment, les conservateurs appuient tous les efforts visant à aider l'Ukraine dans son combat contre l'invasion russe. Étant donné que le Canada exprime haut et fort son appui sur la scène internationale et que Poutine et le régime russe menacent de punir quiconque tente de les arrêter, le Canada doit se préparer à la pire des éventualités. C'est la responsabilité première du gouvernement.

Quelles réunions la ministre de la Défense a-t-elle eues avec le Cabinet et ses homologues des pays alliés pour préparer le Canada advenant que la Russie donne suite à sa menace et use de représailles?

[Français]

L'hon. Anita Anand (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de sa question.

[Traduction]

Le gouvernement est prêt à toute éventualité. Nous intervenons sur tous les fronts pour soutenir l'Ukraine. Nous faisons de la modernisation du NORAD notre priorité. Nous collaborons étroitement avec nos homologues américains. Nous ne ménagerons aucun effort pour assurer la sécurité du pays, du continent et de l'Ukraine elle-même.

Mme Raquel Dancho (Kildonan—St. Paul, PCC): Monsieur le Président, la Russie dispose de 40 brise-glaces à propulsion nucléaire lourdement armés. Les députés voudraient-ils connaître le nombre de ces brise-glaces que possède le Canada? Zéro. La Russie a 18 bases militaires près des frontières canadiennes dans l'Arctique, alors que le Canada a du mal à garder une seule base navale ouverte et opérationnelle.

Hier, le ministre des Affaires étrangères russe a affirmé qu'une troisième guerre mondiale serait nucléaire et dévastatrice. Ce genre de commentaires est extrêmement troublant et laisse entrevoir une menace sérieuse pour la sécurité nationale et la sécurité publique du Canada.

Le gouvernement prend-il la situation au sérieux? Je ne suis pas convaincue par les réponses de la ministre de la Défense nationale. Quelles sont les rencontres auxquelles elle a participé pour s'assurer que le pays est prêt?

L'hon. Anita Anand (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, j'assure à ma collègue et à tous les députés que le pays est bien prêt à toute éventualité, notamment en ce qui a trait aux informations qui nous parviennent quant aux allusions au nucléaire de M. Poutine. Nous devons agir sans provocation, être rationnels et nous unir en tant que pays pour nous soutenir les uns les autres en ces temps difficiles.

[Français]

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, selon l'ancien lieutenant-général et ancien député libéral, c'est la dissuasion qui va faire en sorte que les Russes vont s'arrêter; uniquement la dissuasion.

Il y a 40 brise-glaces à propulsion nucléaire russes dans l'Arctique, alors que le Canada en a zéro. Il y a 18 bases militaires près de l'Arctique pour la Russie, alors qu'il y en a à peine une pour le Canada. L'ambassadeur russe, le chef propagandiste du régime de Poutine, est toujours ici, au Canada.

Qu'est-ce que le Canada fait exactement pour dissuader les Russes et le régime de Poutine de venir ici, au Canada?

L'hon. Anita Anand (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, je voudrais dire que notre gouvernement est très sérieux au sujet de la protection de notre souveraineté dans le Nord et l'Arctique.

Ce que nous allons faire, c'est continuer de travailler avec les États-Unis pour notre continent et pour notre pays. Nous avons aussi la Garde côtière, qui travaille pour nous.

* * *

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

Mme Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, il y avait 500 000 exilés de la guerre en Ukraine il y a trois jours. Aujourd'hui, ils sont 1 million.

Je salue les efforts du gouvernement quant à l'autorisation de voyage d'urgence, mais il faut en faire plus, et plus vite. Le ministre appelle cela une autorisation de voyage d'urgence, mais il faudra deux semaines juste pour la mettre en place. Ensuite, on ne sait pas combien de temps cela va prendre pour traiter les demandes. Ce n'est pas comme si IRCC nous avait habitués à la rapidité.

Questions orales

Ma question est simple: alors que le nombre d'exilés double tous les trois jours, combien de temps cela va-t-il prendre avant que ces gens-là soient effectivement au Canada?

• (1430)

L'hon. Anita Anand (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, nous avons annoncé aujourd'hui un nouveau programme qui permettra de réduire les formalités administratives et d'accélérer l'arrivée des Ukrainiens afin de leur offrir un refuge pour une durée de deux ans. Il n'y a pas de limite quant au nombre de personnes qui peuvent faire une demande. Ce processus sera très rapide.

Mme Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, le Canada doit être prêt à instaurer une opération aérienne à grande échelle pour accueillir les réfugiés. Il faut être prêt à nolisier autant de vols que possible pour tenir compte d'un afflux d'exilés qui se gonfle de 500 000 personnes tous les trois jours et qui pourrait s'accroître, alors que les frappes russes deviennent de plus en plus brutales.

Je le répète, le gouvernement a le soutien du Bloc québécois dans son appui au peuple ukrainien, mais il faut que cela aille plus vite, d'autant plus que la moitié des exilés sont des enfants.

Est-ce que le gouvernement va organiser cette opération aérienne?

L'hon. Anita Anand (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, premièrement, nous ferons tout notre possible pour accueillir les Ukrainiens.

Ensuite, comme nous savons que des membres de famille de citoyens canadiens peuvent vouloir commencer une nouvelle vie au Canada, tous ceux qui arriveront dans le cadre de ces mesures seront admissibles à un permis de travail ouvert. Ils pourront rapidement travailler, s'ils le souhaitent.

Nous allons aussi travailler très fort pour les familles.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, nous devons faire cesser cette guerre en Ukraine. Pour ce faire, nous devons exercer des pressions sur ce qui importe vraiment au président Poutine, soit sa fortune. Nous savons que sa fortune est entre les mains d'oligarques russes comme Roman Abramovich. Le premier ministre s'engage-t-il à prendre des sanctions précises et ciblées pour s'attaquer à la fortune et aux actifs détenus au Canada par ces oligarques russes?

L'hon. Anita Anand (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, avec nos alliés, nous veillons à ce que les actes de la Russie ne restent pas impunis. Nous avons imposé des sanctions au président Poutine lui-même, à des membres influents de sa garde rapprochée, à son ministre des Affaires étrangères, aux oligarques proches du régime de Poutine et aux députés de la Douma russe; et ce n'est que le début. Nous allons poursuivre la collaboration avec nos alliés pour imposer de réelles sanctions à tous les niveaux.

[Français]

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, on doit arrêter la guerre en Ukraine et, pour le faire, on doit

mettre de la pression sur le président Poutine où cela compte, c'est-à-dire sur sa richesse.

On sait que sa richesse est dans les mains d'oligarques russes comme Roman Abramovitch. Le premier ministre s'engagera-t-il à mettre en place des sanctions contre les oligarques russes au Canada?

L'hon. Anita Anand (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit, nous avons déjà imposé des sanctions contre le président Poutine lui-même et contre les principaux membres de sa garde rapprochée, les oligarques proches de son régime et des membres de la Douma russe. Nous continuerons à exercer une pression maximale sur le régime de Poutine avec nos alliés.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, dans une déclaration commune du président des États-Unis et du premier ministre, datant de février 2017, ce dernier s'est engagé à moderniser nos équipements qui servent le NORAD. Après cinq ans, rien n'a été fait.

Le premier ministre doit se rendre compte que Vladimir Poutine est un danger pour le Canada et que notre pays n'a pas présentement la capacité de défendre le Grand Nord canadien. Va-t-il tenir sa promesse de moderniser le NORAD, ou cela va-t-il être encore une promesse non tenue?

[Traduction]

L'hon. Anita Anand (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, avec ses partenaires américains, le gouvernement réalise les investissements nécessaires pour moderniser le NORAD. Il s'agit d'une priorité absolue, pour moi comme pour le gouvernement, et j'ai beaucoup parlé avec le secrétaire américain de la Défense à propos de notre coopération continue pour protéger la souveraineté de l'Arctique, pour protéger notre défense continentale et pour œuvrer ensemble à maintenir la sécurité dans le monde.

• (1435)

[Français]

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, c'est drôle, parce qu'on apprend dans un rapport du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international, daté d'avril 2019, que le Comité était surpris de constater que les forces militaires russes avaient considérablement amélioré leurs capacités aériennes et navales en Arctique.

Les membres du Comité avaient déclaré que le Système d'alerte du Nord était en fin de vie et qu'ils ne comprenaient pas pourquoi aucun financement n'avait été prévu pour son remplacement.

Le premier ministre a promis au président américain en 2017 de moderniser le NORAD et, en 2019, le Comité lui avait fait la recommandation d'allouer le financement. Nous sommes en 2022. Quand le premier ministre va-t-il agir?

L'hon. Anita Anand (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, nous faisons des investissements majeurs et essentiels dans le personnel, l'équipement et l'infrastructure dans le Nord.

Questions orales

Qu'avons-nous fait? Tout récemment, nous avons attribué un contrat de 592 millions de dollars à la Nasittuq Corporation, une entreprise inuite, pour l'exploitation et l'entretien du Système d'alerte du Nord.

Nous resterons fermes et inébranlables sur la défense de nos intérêts nationaux.

[Traduction]

M. Bob Zimmer (Prince George—Peace River—Northern Rockies, PCC): Monsieur le Président, l'invasion de l'Ukraine par Poutine nous a appris à tous que nous ne pouvons tenir pour acquise la souveraineté du Canada dans l'Arctique. La Russie a récemment ajouté 705 000 kilomètres carrés à ses revendications actuelles dans l'Arctique. Le professeur Robert Huebert de l'Université de Calgary a déclaré: « Jamais auparavant nous n'avons vu un pays étendre sa souveraineté sur les territoires de ses voisins. Dans ce cas-ci, la Russie revendique la totalité du plateau continental canadien et danois comme faisant partie de son plateau continental. »

Quand le gouvernement va-t-il tenir tête à Poutine et défendre notre souveraineté dans l'Arctique?

L'hon. Robert Oliphant (secrétaire parlementaire de la ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, il n'y a pas de situation plus sûre que notre souveraineté sur notre propre territoire, et notre souveraineté dans l'Arctique en fait partie intégrante. La souveraineté du Canada dans l'Arctique est bien établie, et ce depuis longtemps. Nous collaborons avec nos partenaires du Conseil de l'Arctique pour nous assurer que nous continuerons de bien exercer notre souveraineté. Nous prenons des positions communes avec nos partenaires du Conseil de l'Arctique pour nous assurer que la Russie reçoive bien le message. Nous n'assisterons pas aux réunions du Conseil en Russie et nous mettrons en pause toute activité avec la Russie tout en continuant de défendre la souveraineté du Canada dans l'Arctique.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

M. Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Monsieur le Président, avec l'invasion agressive de l'Ukraine par la Russie, les pays européens reconnaissent à quel point ils sont dépendants de l'approvisionnement en gaz russe. Quarante pour cent du gaz en Europe provient de la Russie et la sécurité de l'Europe est soumise à une contrainte impitoyable. Des centrales au charbon sont remises en service, ce qui réduit à néant des années de progrès en matière de réduction des émissions. Les analystes de l'énergie et de la sécurité nous mettent en garde contre ce danger depuis des années et le gouvernement canadien a manqué de vision en la matière.

Quand le gouvernement cessera-t-il de remplacer l'énergie canadienne par des ressources étrangères provenant de régimes hostiles?

L'hon. Jonathan Wilkinson (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, étant donné l'invasion brutale de l'Ukraine, les pays européens ont très clairement exprimé leur décision de mettre fin à leur dépendance vis-à-vis du pétrole et du gaz russes. Les pays européens ont clairement fait connaître, notamment lors de la réunion ministérielle de l'Agence internationale de l'énergie qui s'est tenue cette semaine, le besoin pressant pour l'Europe d'accélérer la transition vers les énergies renouvelables et l'hydrogène.

Nous nous concertons avec nos alliés et travaillons étroitement avec eux sur les options à court et à long terme pour stabiliser et

garantir l'accès à un approvisionnement énergétique à long terme. Je suis en contact direct avec mes homologues américains et européens, et nous sommes déterminés à soutenir l'Ukraine et nos alliés européens.

M. Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Monsieur le Président, c'est une approche intéressante, mais depuis que le gouvernement est au pouvoir, les exportations de gaz naturel de la Russie ont augmenté de 35 % et celles du Canada ont diminué. En conséquence, des dizaines de milliards de dollars ont alimenté la machine de guerre de Vladimir Poutine.

Il y a dix ans, le Canada comptait 14 projets de gaz naturel liquéfié qui se préparaient à fournir de l'énergie à un monde marqué par l'insécurité. Aujourd'hui, grâce aux politiques inefficaces du gouvernement, aucun n'a été réalisé et un seul est en chantier. Ce fut un choix dont les conséquences sont désormais évidentes.

Le gouvernement va-t-il revoir le régime réglementaire pour permettre au gaz naturel canadien d'être acheminé jusqu'aux côtes?

L'hon. Jonathan Wilkinson (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai dit à la Chambre plus tôt cette semaine, nous avons pris la décision d'interdire l'importation de tous les produits pétroliers en provenance de Russie. Nous travaillons activement avec nos collègues européens pour assurer un accès à court et à long terme aux approvisionnements énergétiques.

Nous travaillons de manière vraiment très proactive avec le secteur de l'énergie canadien, notamment avec les membres de l'Initiative pour des sables bitumineux carbonéutres, afin d'exploiter nos ressources énergétiques d'une manière qui s'inscrit dans le droit fil de la lutte contre la crise climatique.

● (1440)

M. Pat Kelly (Calgary Rocky Ridge, PCC): Monsieur le Président, les Ukrainiens luttent pour leur vie dans une guerre financée par les exportations énergétiques de la Russie. La dépendance de l'Europe à l'égard du gaz naturel russe menace la sécurité énergétique de l'Europe et alimente la machine de guerre de Poutine. Le monde a besoin des ressources énergétiques du Canada pour faire échec au pétrole et au gaz de conflits et assurer un avenir pacifique.

Le gouvernement conviendra-t-il aujourd'hui qu'un corridor énergétique est-ouest est essentiel, non seulement pour l'économie canadienne, mais aussi pour la sécurité énergétique mondiale et pour avoir un monde où les dictateurs comme Poutine ne peuvent pas financer des guerres?

L'hon. Jonathan Wilkinson (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes d'accord — tout comme les pays européens assurément — pour dire que la dépendance à l'égard du pétrole et du gaz russes est un grave problème pour l'Europe auquel il faut remédier. Les ministres européens s'y sont engagés, notamment lors de la réunion ministérielle de l'Agence internationale de l'énergie à laquelle j'ai participé au début de la semaine.

Nous travaillons sans relâche avec nos collègues européens et américains pour remédier aux problèmes liés à l'approvisionnement énergétique à court et à long terme, et ce, de la façon dont le Canada et l'Europe se sont engagés à le faire, c'est-à-dire en luttant à la fois contre la crise en Europe et contre la crise climatique.

Questions orales

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, le GIEC confirme que 3 milliards et demi de personnes sont hautement vulnérables aux changements climatiques. N'oublions pas que, parmi les personnes vivant dans cette précarité, 70 % sont des femmes. À l'approche du 8 mars, j'aimerais souligner que les femmes seront les principales victimes des changements climatiques.

Cela me ramène aux actions du gouvernement. Demain, il fera une mise à jour sur le projet de Bay du Nord et les 300 millions de barils de pétrole minimum qu'il implique. Sachant les conséquences qu'aura cette décision sur les changements climatiques et sur les femmes, le projet de Bay du Nord, est-ce oui ou non?

[Traduction]

M. Terry Duguid (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement est pleinement conscient de l'importance que revêt la décision concernant le projet Bay du Nord. Comme la députée le sait, nous suivons un processus législatif et nous examinons tous les éléments de preuve, y compris le rapport d'évaluation environnementale de l'Agence d'évaluation d'impact, afin d'en arriver à la meilleure décision possible. Je peux assurer à la députée que la décision sera prise en temps opportun.

[Français]

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, c'est le ministre de l'Environnement lui-même qui a annoncé qu'il tiendrait une mise à jour sur le projet de Bay du Nord vendredi. Vendredi, c'est demain, ce n'est pas dans 10 mois.

Normalement, quand on convoque la presse pour une annonce qui a lieu le lendemain, c'est parce qu'on a quelque chose à dire et qu'on doit déjà le savoir. Je pose ma question à nouveau. Le projet de Bay du Nord et ses 300 millions de barils de pétrole en pleine crise climatique, est-ce oui ou non? Ce n'est pas compliqué.

[Traduction]

M. Terry Duguid (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, cette décision est à l'étude en ce moment même. Nous sommes conscients de l'importance de prendre une décision sur ce projet. Nous suivons un processus législatif, comme je l'ai dit, et il sera fondé sur les meilleures données scientifiques disponibles. Il est important de tenir compte de l'avis de l'Agence d'évaluation d'impact du Canada qui, comme la députée le sait, est un organisme indépendant.

[Français]

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais dire aux députés que la seule évaluation environnementale qui devrait préoccuper le gouvernement est le rapport du GIEC. Le secrétaire général de l'ONU dit que c'est le rapport scientifique le plus dévastateur qu'il a vu de sa vie. Cela n'est pas rien.

Le gouvernement, la vice-première ministre et le secrétaire parlementaire disent qu'il faut écouter la science et se baser sur des données probantes, mais que dit la science? Elle dit que le pétrole propre n'existe pas, et surtout pas 300 millions de barils. La science nous confirme que la pollution carbonique débridée pousse les populations les plus vulnérables vers la destruction aujourd'hui et maintenant.

Alors, Bay...

Le Président: L'honorable secrétaire parlementaire a la parole.

[Traduction]

M. Terry Duguid (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, comme la députée l'a mentionné, le rapport du GIEC indique que tous les pays doivent prendre des mesures audacieuses d'atténuation et d'adaptation pour lutter contre les changements climatiques. Il faut absolument continuer à réduire les émissions et à renforcer la résilience dans l'ensemble de la société. C'est pourquoi, depuis qu'il est arrivé au pouvoir en 2015, le gouvernement a investi plus de 100 milliards de dollars dans la lutte contre les changements climatiques. Nous élaborons également la toute première Stratégie nationale d'adaptation du Canada. Nous continuerons de mener la lutte contre les changements climatiques.

* * *

● (1445)

L'AGRICULTURE ET L'AGROALIMENTAIRE

M. John Barlow (Foothills, PCC): Monsieur le Président, l'Europe, l'Asie et l'Afrique ont toutes besoin du maïs et du blé de l'Ukraine, le grenier de l'Europe. L'invasion russe est en train de causer une crise alimentaire mondiale. Les Nations unies ont déjà parlé d'un risque de famine catastrophique qui toucherait des centaines de millions de personnes.

Le Canada peut offrir son aide. Or, au pays, la chaîne d'approvisionnement est complètement dérégulée, il y a des taxes sur le carbone punitives, une grève du secteur ferroviaire nous pend au bout du nez et les agriculteurs de l'Île-du-Prince-Édouard sont contraints de détruire des millions de livres de pommes de terre. En pleine crise alimentaire mondiale, alors que les agriculteurs canadiens veulent aider, pourquoi le gouvernement libéral ne s'occupe-t-il pas du secteur agricole canadien?

L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre du Développement international et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada, Lib.): Monsieur le Président, je conviens que, en cette période de crise, l'Ukraine approvisionne en blé les pays en développement. La crise actuelle sera extrêmement grave. Je suis allé discuter avec les dirigeants du Programme alimentaire mondial et d'autres organismes aux Nations unies, et le Canada sera appelé à jouer un rôle très important. Nous allons travailler avec nos homologues à trouver des façons d'aider les pays en développement dans le besoin.

* * *

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

M. Marty Morantz (Charleswood—St. James—Assiniboia—Headingley, PCC): Monsieur le Président, d'innombrables personnes en Ukraine fuient l'agression russe. Il s'agit d'une crise de réfugiés majeure. Plus d'un million de personnes ont fui l'Ukraine. Le Canada peut les accueillir.

L'histoire nous impose d'agir maintenant. L'accélération du traitement des visas ne suffit pas. Quand lèvera-t-on l'exigence de visa?

Questions orales

L'hon. Sean Fraser (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de sa question, et je souhaite saisir l'occasion pour remercier les porte-paroles de tous les partis de leur esprit de collaboration et de coopération au cours des derniers jours à l'approche de l'annonce que nous avons faite ce matin.

Cette annonce est historique. Elle éliminera de nombreux obstacles qui entraînent habituellement un refus afin que nous puissions accueillir autant de réfugiés ukrainiens que possible, et ce, le plus rapidement possible. Toutefois, je tiens aussi à faire remarquer au député que nous avons commencé à nous préparer le 19 janvier et que depuis le début de la présente année, déjà plus de 6 100 Ukrainiens sont arrivés au Canada. Nous poursuivons nos efforts, parce que c'est la façon de faire canadienne.

[Français]

Mme Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, la communauté ukrainienne est présente depuis des décennies au Canada. Nous en comptons d'ailleurs parmi nous à la Chambre.

Les Nations unies estiment qu'un million d'Ukrainiens ont déjà fui vers des pays limitrophes pour échapper aux atrocités de la guerre.

Le gouvernement peut-il faire preuve d'empathie et de souplesse, comme nous le demandons depuis le 27 janvier, et permettre aux Ukrainiens de venir sans visa au Canada, là, maintenant?

L'hon. Sean Fraser (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, la guerre du président Poutine contre l'Ukraine est une guerre contre la liberté, la démocratie et les droits de tous les Ukrainiens.

Depuis un mois, nous traitons en priorité les demandes de résidence permanente ou temporaire des Ukrainiens qui souhaitent venir au Canada. Ceux qui sont actuellement au Canada à titre temporaire peuvent prolonger leur séjour.

Aujourd'hui, nous avons annoncé de nouvelles mesures qui permettront aux Ukrainiens qui fuient la guerre de venir au Canada plus facilement et plus rapidement, et ce, en toute sécurité. C'est une bonne chose pour l'Ukraine, ainsi que pour le Canada.

* * *

[Traduction]

LES AÎNÉS

Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NPD): Monsieur le Président, le coût de la vie grimpe en flèche et, hier, la Banque du Canada a augmenté les taux d'intérêt. Les aînés sont très préoccupés par le paiement de leur loyer et l'achat de nourriture et de médicaments.

Certains des aînés les plus vulnérables attendent avec impatience le remboursement de leur Supplément de revenu garanti depuis des mois. Le gouvernement fait le strict minimum pour aider les gens à s'en sortir, et le temps presse pour réparer le gâchis du gouvernement relativement au Supplément de revenu garanti. Les aînés seront-ils encore laissés pour compte parce que le gouvernement libéral a été incapable de régler les problèmes qu'il a créés?

L'hon. Randy Boissonnault (ministre du Tourisme et ministre associé des Finances, Lib.): Monsieur le Président, nous savons que les aînés souffrent et nous avons soutenu les Canadiens tout au long de la pandémie. Nous savons que les aînés qui reçoivent nor-

malement le Supplément de revenu garanti éprouvent actuellement des difficultés parce qu'ils ont reçu la PCRE et la PCU. Dans la mise à jour économique et budgétaire, nous avons présenté le plan du gouvernement pour atténuer les difficultés financières des bénéficiaires du Supplément de revenu garanti qui ont touché la PCRE ou la PCU.

Nous continuerons à chercher des moyens de répondre aux besoins des aînés.

* * *

LE TRANSPORT MARITIME

M. Taylor Bachrach (Skeena—Bulkley Valley, NPD): Monsieur le Président, les sanctions sont l'un des outils les plus puissants dont nous disposons pour soutenir l'Ukraine et dissuader la Russie. Le gouvernement a dit qu'il avait l'intention d'empêcher les navires russes d'accoster dans les ports canadiens, et nous appuyons cette mesure.

Or, pendant que le gouvernement règle les détails de cette mesure, au moins quatre navires appartenant à des Russes se dirigent vers des ports de la côte Est. Les débardeurs ont déclaré qu'advenant l'arrivée de ces navires, ils ne déchargeront pas leurs cargaisons. Le gouvernement va-t-il prendre des mesures fermes pour mettre cette interdiction en œuvre dès maintenant, c'est-à-dire avant que les débardeurs ne soient obligés de le faire eux-mêmes?

• (1450)

L'hon. Omar Alghabra (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement appuie l'Ukraine et le peuple ukrainien. Nous ne laisserons pas l'agression russe impunie.

C'est dans cette optique que le gouvernement a pris des mesures rapides et décisives pour interdire aux avions russes d'entrer dans l'espace aérien canadien. C'est dans cette optique que le gouvernement a pris des mesures décisives et rapides pour interdire aux navires russes d'entrer dans les eaux canadiennes. Le gouvernement fera tout ce qu'il faut pour mettre fin à l'agression non provoquée de l'Ukraine par la Russie.

* * *

LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Mme Rechie Valdez (Mississauga—Streetsville, Lib.): Monsieur le Président, les 16 et 17 décembre, le super typhon Rai, ou typhon Odette, a frappé les Philippines. En plus de causer d'importants dégâts dans les villes et villages en détruisant des maisons et des infrastructures, il a fait des morts.

Près de deux mois plus tard, les répercussions de cette catastrophe nationale se font encore sentir dans les collectivités des Philippines. Le ministre du Développement international peut-il nous dire ce que le Canada fait pour soutenir la population des Philippines?

L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre du Développement international et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier la députée de Mississauga-Streetsville, qui est aussi la première Philippine à siéger à la Chambre.

Aujourd'hui, j'annonce que le Canada fournira un financement supplémentaire de 2 millions de dollars pour apporter une aide humanitaire vitale aux Philippines afin de soutenir les victimes les plus vulnérables du typhon Rai. Ce financement s'ajoute aux 3 millions de dollars d'aide humanitaire aux Philippines que le Canada a annoncés l'an dernier.

Nous sommes de tout cœur avec les personnes touchées par ce typhon.

* * *

LE LOGEMENT

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le Président, pendant la campagne électorale, le premier ministre a énoncé clairement ses idées pour remédier à l'inflation débridée dans le secteur du logement. Il a déclaré qu'il interdirait l'achat de propriétés par des étrangers sur le marché résidentiel canadien, et pourtant, quand le député de Simcoe-Nord a fait exactement la même proposition au comité des finances, les libéraux ont rejeté son amendement.

Est-ce que le premier ministre se montre sérieux dans sa volonté de permettre aux jeunes familles canadiennes d'accéder à la propriété seulement quand il a besoin de leur vote?

L'hon. Ahmed Hussen (ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion, Lib.): Monsieur le Président, notre engagement à interdire temporairement l'achat par des étrangers de propriétés résidentielles non récréatives est toujours aussi clair. Le député d'en face sait très bien que l'amendement auquel il fait référence a été jugé irrecevable en comité et que, même s'il avait été adopté, il n'aurait pas pu être appliqué.

Nous nous sommes engagés à agir dans ce dossier. Si le député d'en face et son parti sont sérieux, qu'ils soumettent un amendement vraiment viable.

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le Président, le comité a entendu l'amendement, puis l'a mis aux voix. Ce parti a voté contre. Nous tentons simplement d'amener le premier ministre à tenir ses promesses. Le prix des propriétés a connu une hausse astronomique de 43 % depuis 2019, et les libéraux semblent uniquement chercher de nouvelles façons de faire grimper les prix et d'exclure des gens du marché.

Leur dernière trouvaille, l'étiquetage obligatoire de la consommation énergétique au moment de la vente, a été qualifiée par l'Ontario Real Estate Association de mesure absurde, alors que nous vivons une crise historique d'abordabilité du logement. Quand les libéraux s'attaqueront-ils sérieusement à l'abordabilité du logement pour les jeunes Canadiens et renonceront-ils à leur nouvelle trouvaille absurde?

L'hon. Ahmed Hussen (ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais profiter de l'occasion pour rétablir les faits.

Qui sont ceux qui prennent l'abordabilité du logement à la légère? Ce sont les députés de ce parti. Ils ont voté contre la taxe sur les propriétés résidentielles vacantes appartenant à des étrangers. Ils ont voté contre l'Incitatif à l'achat d'une première propriété. Ils ont voté contre les investissements dans le logement abordable. Ils ont voté contre l'Initiative pour la création rapide de logements. Ils ont voté contre le supplément à l'Allocation canadienne pour le logement. Ils ont voté contre le Fonds national de co-investissement pour le logement. Ils ont voté contre les Canadiens.

Questions orales

LA FISCALITÉ

Mme Rachael Thomas (Lethbridge, PCC): Monsieur le Président, la semaine dernière, Marly s'est présentée à mon bureau de circonscription les larmes aux yeux, sa facture de chauffage à la main. Elle était inquiète parce que le coût de la vie a monté en flèche, alors que son salaire est resté le même. Elle acquittera une partie de la facture, mais ne peut pas la payer en entier. Elle devra se rattraper le mois prochain, si elle y parvient. Le problème, c'est qu'elle fait cela pour chacune de ses factures.

Pour aggraver encore la situation, la taxe sur le carbone augmentera de 25 % le 1^{er} avril. Ma question est simple, et je vais la poser même si je me fais chahuter par les députés d'en face. Dans l'intérêt des Canadiens, quand les augmentations de taxes punitives cesseront-elles?

● (1455)

L'hon. Randy Boissonnault (ministre du Tourisme et ministre associé des Finances, Lib.): Monsieur le Président, l'opposition parle de capacité financière, alors examinons un peu les mesures que nous avons prises depuis notre arrivée au pouvoir.

Nous avons baissé deux fois les impôts de la classe moyenne et les avons augmentés pour le 1 % le plus riche, et les conservateurs ont voté contre. Nous avons instauré l'Allocation canadienne pour enfants, qui est indexée à l'inflation, et les conservateurs ont voté contre. Nous avons versé un paiement unique de 500 \$ aux aînés de plus de 75 ans et, ô surprise, les conservateurs ont voté contre.

De ce côté-ci de la Chambre, nous nous concentrons sur la capacité financière des gens. Les députés d'en face devraient en faire autant.

* * *

LE COMMERCE INTERNATIONAL

M. Randy Hoback (Prince Albert, PCC): C'est bien de constater de l'enthousiasme là-bas, monsieur le Président.

L'accès en franchise de droits du Canada au marché des États-Unis, notre principal partenaire commercial, est plus que jamais menacé: les droits de douane sur le bois d'œuvre, les dispositions punitives d'achat aux États-Unis, et maintenant la possibilité que les chaînes d'approvisionnement hautement intégrées du secteur automobile soient perturbées par l'imposition par les États-Unis de nouveaux droits de douane.

Mardi, dans son discours sur l'état de l'Union, le président Biden a déclaré: « Au lieu de compter sur des chaînes d'approvisionnement étrangères, fabriquons tout nous-mêmes aux États-Unis. » C'est une façon polie de parler de protectionnisme. Que fait la ministre pour protéger les travailleurs canadiens du bois d'œuvre, de l'automobile et du secteur manufacturier contre de nouvelles restrictions commerciales américaines?

L'hon. Mary Ng (ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique, Lib.): Monsieur le Président, je vais d'abord énoncer un fait. L'activité commerciale entre le Canada et les États-Unis se trouve à un niveau historique. Cela démontre que le commerce fonctionne bien entre nos deux pays. Évidemment, la relation qu'entretiennent le Canada et les États-Unis est si importante que nous devons continuer de la cultiver dans l'intérêt des entreprises et des travailleurs canadiens.

Questions orales

Justement, j'étais là-bas lundi pour rencontrer la représentante américaine au Commerce et des dirigeants du Congrès, afin de continuer à défendre le Canada sur ce marché très important auquel nous avons accès.

* * *

[Français]

L'ASSURANCE-EMPLOI

Mme Louise Chabot (Thérèse-De Blainville, BQ): Monsieur le Président, encore en 2022, les nouvelles mamans qui perdent leur emploi à la fin de leur congé parental sont privées d'assurance-emploi.

Même si six femmes courageuses se sont battues devant les tribunaux contre le fédéral pour mettre fin à cette injustice et qu'elles ont gagné, Ottawa fait appel. Imaginons: faire appel dans le but d'abandonner de jeunes mères qui ont perdu leur travail. Est-ce que le gouvernement va ordonner la fin du recours?

L'hon. Carla Qualtrough (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap, Lib.): Monsieur le Président, la pandémie a exposé d'importantes disparités dans notre système d'assurance-emploi. C'est pourquoi le gouvernement travaille actuellement à le moderniser.

Nous avons rencontré plusieurs partenaires au pays afin de mieux comprendre comment nous pouvons réformer l'assurance-emploi pour qu'elle réponde bien aux besoins des travailleurs, dont les mères.

Le Tribunal de la sécurité sociale est un tribunal indépendant et il a tranché. La Commission de l'assurance-emploi du Canada, tout aussi indépendante, a pris la décision de faire appel de cette décision.

Ceci ne change en rien l'engagement de notre gouvernement et nous continuerons notre travail pour adapter le système de l'assurance-emploi...

Le Président: À l'ordre. La députée de Shefford a la parole.

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, c'est vraiment gênant. La semaine même du 8 mars, alors qu'on célèbre les droits des femmes, ce gouvernement, qui prétend être féministe, est devant les tribunaux pour conserver le droit de priver d'assurance-emploi les nouvelles mères qui perdent leur *job*. Il faut s'arrêter deux secondes pour y penser, car cela ne s'invente pas.

Il a fallu que des femmes poursuivent la Commission de l'assurance-emploi du Canada parce que le gouvernement refuse depuis des années de corriger la situation. Même si elles ont gagné, ce gouvernement veut interjeter appel. À cause de ce gouvernement, elles doivent se battre encore. Est-ce que c'est ce combat-là qu'un gouvernement qui se dit féministe devrait mener aujourd'hui?

L'hon. Carla Qualtrough (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai dit, le Tribunal de la sécurité sociale est un tribunal indépendant et il a tranché.

La Commission de l'assurance-emploi du Canada, tout aussi indépendante, a pris la décision. Toutefois, nous comprenons et nous travaillons très fort pour adapter et moderniser le système de l'assu-

rance-emploi pour qu'il réponde mieux aux besoins de tous les travailleurs, en particulier les mères.

* * *

[Traduction]

LA SANTÉ

M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, depuis deux ans, les Canadiens déploient beaucoup d'efforts pour réussir à traverser la pandémie et aider les autres à le faire. La Saskatchewan et l'Alberta ont éliminé les obligations liées à la COVID. Le Manitoba, l'Ontario, le Québec et les provinces de l'Atlantique en feront autant ce mois-ci. Alors que les pays alliés du Canada abandonnent eux aussi les mesures obligatoires, le premier ministre s'entête à les maintenir. Il n'offre aucun leadership et aucun plan.

Quand le premier ministre mettra-t-il fin aux obligations liées à la COVID?

● (1500)

L'hon. Jean-Yves Duclos (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je suis ravi qu'un député ontarien pose cette question. J'en profite pour souligner que, depuis plusieurs mois, nous travaillons extrêmement fort et extrêmement bien avec la ministre Elliott et le gouvernement de l'Ontario dans le but de protéger la santé et la sécurité des Ontariens. À titre d'exemple, les opérations de vaccination qui ont eu lieu en Ontario ont probablement permis de sauver des milliers de vies et d'empêcher que les familles et les entreprises perdent des milliards de dollars au cours des derniers mois. C'est une excellente nouvelle. Nous continuerons de travailler pour les gens de l'Ontario.

M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux d'apprendre que le ministre est ravi de ma question, et je suis heureux d'apprendre qu'il travaille avec le gouvernement de l'Ontario. Toutefois, au nom de tous les Canadiens, je serais ravi si le ministre et le gouvernement disaient aux Canadiens quel est leur plan pour mettre fin aux exigences liées à la COVID.

Quand le gouvernement arrêtera-t-il de renvoyer ses fonctionnaires? Quand le gouvernement arrêtera-t-il de reculer pendant que le reste du pays et les provinces avancent en levant plusieurs restrictions au profit de la responsabilité individuelle? Je serais ravi d'entendre de la bouche du ministre un plan pour lever les exigences liées à la COVID.

L'hon. Jean-Yves Duclos (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, le député a tout à fait raison de parler de responsabilité; la responsabilité personnelle et la responsabilité collective. Sur le plan individuel, je pense que la plupart des députés sont vaccinés et que beaucoup ont reçu une dose de rappel. C'est exactement la chose à faire. Sur le plan collectif, nous avons la responsabilité de protéger la santé et la sécurité de tous, et je pense que nous avons travaillé en collaboration avec les partis de l'opposition. Nous avons obtenu des taux de vaccination élevés partout au pays, et c'est l'une des raisons pour lesquelles nous sommes en mesure de mettre de côté les confinements et de nous tourner vers plus de durabilité et d'abordabilité pour la suite de la crise.

*Questions orales***LE TRAVAIL**

M. John Williamson (Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest, PCC): Monsieur le Président, les libéraux exigent toujours que tous les voyageurs qui arrivent au pays subissent un test de dépistage de la COVID-19 même s'il ne s'agit que d'une excursion d'une journée en voiture, et voici qu'ils en rajoutent une couche. Les Canadiens qui entrent au pays en voiture et qui obtiennent un résultat positif à la COVID écotent d'une amende de 5 000 \$ ou se font dire de rester hors du pays pendant 10 jours. Ottawa a recours à des pénalités financières pour garder les Canadiens à l'extérieur de leur propre pays.

Pourquoi le gouvernement continue-t-il de punir les Canadiens avec leurs exigences liées à la COVID? Et cet obstacle financier pour entrer au pays est-il constitutionnel?

L'hon. Jean-Yves Duclos (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, je suis ravi de pouvoir poursuivre sur ce sujet. Si j'ai dit plus tôt que nous traversons cette crise mieux et plus rapidement que beaucoup d'autres pays, c'est parce que les Canadiens ont fait le bon choix. Ils ont été très nombreux à se faire vacciner. C'est pourquoi nous constatons des chutes importantes du nombre de cas et du nombre d'hospitalisations, sans parler du fait que les décès sont également en baisse. Ce n'est pas dû à la chance. C'est parce que les Canadiens ont pris la bonne décision, qu'ils se sont fait vacciner et qu'ils ont respecté les mesures de santé publique.

[Français]

LES LANGUES OFFICIELLES

M. Fayçal El-Khoury (Laval—Les Îles, Lib.): Monsieur le Président, le nouveau projet de loi visant à moderniser la Loi sur les langues officielles n'aurait pas été possible sans la participation et la passion d'un très grand nombre de Canadiennes et de Canadiens.

Qu'il s'agisse de rencontres individuelles, de symposiums nationaux, d'audiences à la Chambre des communes ou à d'autres endroits, ou d'innombrables lettres et appels téléphoniques, nous sommes profondément reconnaissants de cette participation incroyable.

La présidente du Conseil du Trésor peut-elle expliquer à la Chambre comment elle veillera au respect de la Loi dans l'ensemble du gouvernement fédéral?

L'hon. Mona Fortier (présidente du Conseil du Trésor, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son importante question et surtout de son travail acharné pour ses concitoyens et ses concitoyennes de Laval—Les Îles.

Le respect des langues officielles est non seulement une obligation, mais c'est essentiel pour être davantage efficace dans la livraison de nos services aux Canadiennes et aux Canadiens. Le projet de loi C-13 sur la modernisation de la Loi sur les langues officielles renforcera les pouvoirs du Conseil du Trésor en matière de langues officielles pour assurer la conformité des institutions fédérales. Il assurera un rôle accru de surveillance, de vérification et d'évaluation.

Le droit de travailler en français au sein de la fonction publique fédérale est et sera toujours...

[Traduction]

Le Président: La députée de Sarnia—Lambton a la parole.

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Monsieur le Président, je suis préoccupée par une éventuelle interruption du travail au Canadien Pacifique, ce qui paralyserait la chaîne d'approvisionnement à l'échelle du pays. Le Canadien Pacifique et le syndicat des Teamsters sont en pourparlers, mais une grève pourrait être déclenchée dès le 16 mars.

Le gouvernement pourrait-il nous dire quelles mesures il compte prendre pour s'assurer que les Canadiens n'auront pas à subir une autre crise de la chaîne d'approvisionnement, qui ne manquerait pas de générer une nouvelle hausse des prix?

• (1505)

L'hon. Omar Alghabra (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, je veux remercier ma collègue d'avoir posé cette question importante. Les chaînes d'approvisionnement sont essentielles pour le bon fonctionnement de l'économie.

Je souhaite saluer les travailleurs du CP, du CN et d'autres organisations, qui n'ont ménagé aucun effort pendant la pandémie et lors des désastres climatiques, et qui ont aidé les Canadiens. Je souhaite rassurer ma collègue et lui dire que nous suivons l'évolution de la situation. J'ai rencontré le PDG du CP. J'ai aussi rencontré le syndicat des Teamsters. Il est crucial que nous maintenions la fluidité de la chaîne d'approvisionnement.

LA PETITE ENTREPRISE

M. Martin Shields (Bow River, PCC): Monsieur le Président, la « Justinflation » fait du tort aux petites entreprises de ma circonscription.

Chin Ridge Seeds est un producteur de graines pour oiseaux de Taber, en Alberta, qui dépend d'ingrédients importés pour assurer sa production. Le coût d'un seul camion de ces ingrédients est passé de 6 000 \$ à 19 000 \$ en quelques mois. Les tuyaux d'irrigation ont augmenté de 30 % et ils sont essentiels. Don, le propriétaire, m'a dit qu'il n'a pas besoin de l'aide du gouvernement; il a simplement besoin que celui-ci s'enlève du chemin.

Le gouvernement va-t-il mettre fin à ses dépenses effrénées, s'enlever du chemin et laisser les petites entreprises prospérer dans la circonscription de Bow River?

L'hon. Randy Boissonnault (ministre du Tourisme et ministre associé des Finances, Lib.): Monsieur le Président, les pressions créées par les perturbations des chaînes d'approvisionnement et le passage de l'achat de services à l'achat de biens sont réelles, et nous suivons la situation de près.

En ce qui concerne l'inflation, d'autres coûts structurels rendent la vie moins abordable pour les familles canadiennes, dont les principaux sont liés au logement et aux services de garde d'enfants. C'est pourquoi notre gouvernement a mis en place une solide stratégie nationale du logement et un régime de garde d'enfants dont bénéficieront les Canadiens d'un océan à l'autre. Cette année, la famille moyenne en Alberta économisera 5 600 \$.

*Questions orales***L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ**

Mme Anna Roberts (King—Vaughan, PCC): Monsieur le Président, Maria, mère monoparentale de ma circonscription, se bat depuis des années pour obtenir un visa de visiteur pour son fils, mais IRCC lui a dit qu'il n'était pas prioritaire. De nombreux Canadiens comme Maria se font dire que revoir leur famille n'est pas une priorité. Ils doivent souffrir des longs retards et des arriérés d'IRCC.

Le ministre pourrait-il nous dire quand il compte éliminer l'arriéré afin que les familles puissent être réunies au Canada?

L'hon. Sean Fraser (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, je suis ravi de vous dire que, depuis que j'ai été nommé ministre il y a quelques mois, je n'ai pas ménagé mes efforts pour faire des investissements en vue de réduire de façon significative les délais de traitement. Nous avons embauché plus de 500 nouveaux employés. Nous avons investi plus de 85 millions de dollars. Nous avons opté pour des fonctionnalités numériques afin d'augmenter la productivité de notre ministère. Nous avons rehaussé les niveaux d'immigration globaux.

Je suis fier d'annoncer que l'effet combiné de ces investissements nous a permis d'approuver plus de 100 000 demandes de résidence permanente en janvier et février seulement. Nous allons continuer à faire des investissements pour améliorer les délais de traitement, car les Canadiens...

Le Président: Le député de West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country a la parole.

* * *

LES PÊCHES ET LES OCÉANS

M. Patrick Weiler (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country, Lib.): Monsieur le Président, la pêche est la principale source de revenus de centaines de Premières Nations en Colombie-Britannique. Leur succès rejaillit non seulement sur leur communauté, mais aussi sur l'ensemble de la Colombie-Britannique.

La ministre des Pêches et des Océans peut-elle dire à la Chambre comment l'Initiative des pêches commerciales intégrées du Pacifique aide les entreprises autochtones de pêche commerciale, notamment la nation shishalh dans ma circonscription?

L'hon. Joyce Murray (ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier mon collègue de West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country de son travail inlassable.

Cette initiative de financement appuie les entreprises de pêche commerciale des Premières Nations de l'ensemble de la Colombie-Britannique. La semaine dernière, le gouvernement a annoncé 11,8 millions de dollars pour appuyer des initiatives d'expansion et de formation pour 31 entreprises autochtones représentant 117 Premières Nations. Nous sommes résolus à appuyer les Premières Nations dans leurs efforts visant à bâtir une économie côtière florissante.

* * *

[Français]

LE TRAVAIL

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, les travailleuses et les travailleurs du bureau de la vérificatrice générale sont en grève depuis trois mois et sans

contrat de travail depuis plus de trois ans. L'absence et le silence de la présidente du Conseil du Trésor n'aident pas la situation.

Pendant que la grève s'étire, les rapports qui en souffriront sont ceux d'enquêtes de performance de ce gouvernement dans des dossiers importants, comme la préparation aux situations d'urgence, la cybersécurité, l'itinérance et les dépenses entourant la vaccination. Il est temps que le ministre s'en mêle.

La ministre va-t-elle enfin agir pour assurer un contrat juste et équitable pour ces professionnels?

• (1510)

L'hon. Mona Fortier (présidente du Conseil du Trésor, Lib.): Monsieur le Président, notre gouvernement est déterminé à conclure des ententes avec tous les agents négociateurs qui sont équitables pour les employés, et qui tiennent compte du contexte économique et financier actuel.

Nous négocions à la table des négociations, pas en public.

Le bureau de la vérificatrice générale du Canada mène ses propres négociations, et la proposition sur la table est conforme aux augmentations des accords conclus avec 99 % de l'administration publique centrale, lors de la ronde de négociations de 2018.

* * *

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

M. Mike Morrice (Kitchener-Centre, PV): Monsieur le Président, plus tôt cette semaine, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a publié son plus récent rapport, qui a été décrit comme « un recueil de la souffrance humaine et une accusation accablante envers l'échec des dirigeants dans la lutte contre les changements climatiques ». Hier, 126 groupes environnementaux, regroupements de citoyens, et universitaires ont demandé au gouvernement fédéral de rejeter le projet de Bay du Nord, un gigantesque projet de forage pétrolier en eau profonde proposé par une entreprise étrangère dans le but d'extraire jusqu'à 1 milliard de barils de pétrole, soit l'équivalent de l'exploitation de 100 centrales électriques au charbon durant un an. Le gouvernement a jusqu'à dimanche pour prendre sa décision.

Le ministre promet-il de rejeter cette catastrophe climatique?

M. Terry Duguid (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai dit plus tôt à notre collègue du Bloc québécois, nous suivons un processus prévu par la loi pour prendre cette décision importante et nous examinons tous les éléments de preuve, y compris le rapport d'évaluation environnementale de l'Agence d'évaluation d'impact. Je crois que le député sera heureux d'apprendre que le gouvernement effectue des évaluations environnementales conformément à un processus juste et prévisible fondé sur les données scientifiques et le savoir traditionnel autochtone. Comme je l'ai dit, la décision sera prise en temps opportun.

* * *

PRÉSENCE À LA TRIBUNE

Le Président: Je voudrais signaler aux députés la présence à notre tribune de M. Andrii Bukvysh, chargé d'affaires à l'Ambassade de l'Ukraine au Canada.

Des voix: Bravo!

Travaux de la Chambre

Le Président: Je profite de l'occasion pour rappeler aux députés qu'ils ne doivent pas signaler la présence de quiconque à la tribune. La ministre de la Défense nationale a souligné la présence de M. Bukvych plus tôt. Comme nous n'avions eu personne à la tribune depuis un certain temps et que la Chambre ne fait que recommencer à accueillir des visiteurs, je rappelle aux députés et à tous ceux qui sont présents à la Chambre qu'ils ne doivent en aucun cas signaler d'eux-mêmes la présence à la tribune de qui que ce soit.

* * *

[Français]

L'AIDE AUX COMMERCES DE GATINEAU

Mme Nathalie Sinclair-Desgagné (Terrebonne, BQ): Monsieur le Président, il y a eu consultation entre les partis et je pense que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante:

Que cette Chambre demande au gouvernement de créer une enveloppe compensatoire destinée aux commerces de Gatineau qui ont subi eux aussi les impacts de l'occupation du centre-ville d'Ottawa, sur le même modèle que l'enveloppe mise sur pied par le fédéral pour les commerces d'Ottawa.

Le Président: Que tous ceux qui s'opposent à ce que l'honorable députée propose la motion veuillent bien dire non.

Je n'entends aucune objection. La Chambre a entendu l'énoncé de la motion. Que tous ceux qui s'opposent à la motion veuillent bien dire non.

(La motion est adoptée.)

● (1515)

[Traduction]

Mme Laurel Collins: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement et je demande le consentement unanime pour présenter un très important rapport, dont il a été fait mention pendant la période des questions plus tôt cette semaine et qui est pertinent à la motion dont nous sommes saisis aujourd'hui. Il s'agit du rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, le GIEC, qui s'intitule « Changement climatique 2022: impacts, adaptation et vulnérabilité ». Cela étant dit, je demande le consentement unanime de la Chambre pour présenter ce rapport.

Le Président: Que tous ceux qui s'opposent à ce que le député propose la motion veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

* * *

AGNES MACPHAIL

Le Président: Il y a cent ans, soit le 8 mars 1922, une page d'histoire a été écrite dans cette enceinte. À l'ouverture de la première session de la 14^e législature, Agnes Macphail, la première femme élue à la Chambre des communes a occupé son siège à titre de députée de la circonscription de Grey-Sud-Est. Elle était la seule femme en compagnie de 234 hommes.

[Français]

Près de 55 ans après la Confédération et grâce au mouvement pour le droit de vote des femmes qui lui a ouvert la voie, Macphail a lutté avec acharnement pour sa circonscription et a été réélue quatre fois au Parlement. Elle a siégé à la Chambre pendant près de deux décennies.

[Traduction]

Agnes Macphail avait 31 ans la première fois qu'elle a été élue au Parlement. Elle ne s'était jamais rendue à Ottawa auparavant et, après avoir vu les édifices du Parlement, elle a dit « c'était tout ce que j'imaginai et même davantage. Mon dévouement envers le Canada était si grand, et j'étais si tendue à l'époque, que les larmes me sont montées aux yeux. » Au cas où les députés ne l'auraient pas remarqué, je signale qu'il y a un buste de Mme Macphail à l'entrée de la Chambre.

Mme Elizabeth May: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. J'aimerais ajouter quelque chose à votre déclaration, pour laquelle je vous suis très reconnaissante. Je souhaiterais que quelqu'un envisage de faire en sorte que la statue d'Agnes Macphail, qui n'est pas visible pour les visiteurs de cet endroit, soit déplacée dans le foyer extérieur, à la chambre des hommes. Cela pourrait être envisagé à un moment donné.

Le Président: Je remercie la députée de sa proposition, et nous examinerons comment y donner suite.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, pour rester dans l'esprit d'Agnes Macphail, je note que c'est un endroit absolument merveilleux où il fait bon s'asseoir. C'est notre symbole de la démocratie. Pour ma part, je suis tout aussi ému qu'elle chaque fois que j'entre dans cet endroit.

Nous retournons dans nos circonscriptions pour deux semaines afin de faire le travail que nos concitoyens attendent de nous. Nous reviendrons le 21 mars. J'ai l'honneur de demander au leader du gouvernement à la Chambre de nous faire part des travaux qui nous attendent à notre retour.

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'espère que tous les députés auront deux semaines productives dans leur circonscription et qu'ils pourront passer du temps auprès des leurs pendant le congé de mars.

Cet après-midi, nous allons poursuivre le débat sur la motion présentée par les conservateurs à l'occasion de la journée de l'opposition. Demain, nous amorçons l'étape du rapport du projet de loi C-8, Loi portant exécution de certaines dispositions de la mise à jour économique et budgétaire. La semaine de notre retour, les 21, 22 et 24 mars seront tous des jours désignés.

*Travaux des subsides***ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT**

[Traduction]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — LES GAZODUCS ET L'INVASION DE L'UKRAINE

La Chambre reprend l'étude de la motion.

Mme Julie Dabrusin (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles et du ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, je me réjouis particulièrement de prendre la parole après l'hommage rendu à Agnes Macphail, une fière Canadienne qui venait d'East York. Il y a d'ailleurs un parc qui porte son nom dans ma circonscription. En tant que femme, je suis heureuse qu'elle ait contribué à ouvrir la voie pour que des gens comme moi puissent prendre la parole ici.

J'aimerais commencer par dire clairement que le gouvernement, l'ensemble des parlementaires et moi-même condamnons l'invasion de l'Ukraine par le président Poutine. Nous tous ici sommes solidaires de l'Ukraine, et c'est un message que nous avons répété sans ambages. Nous assistons à un grand moment d'unité dans cette enceinte. Je dois dire que nous pouvons parler longuement de sujets de discorde et de ce qui nous divise, mais sur ce point, nous avons été absolument unis. Toutefois, à un moment où l'on parle beaucoup d'apaiser les divisions, je m'inquiète de voir que cette motion traite, d'une part, de questions sur lesquelles nous nous entendons tous et, d'autre part, d'un débat très important sur les projets énergétiques, débat que nous devons et pouvons avoir. C'est malheureux.

Il y a quelques jours à peine, nous avons adopté à l'unanimité une motion présentée par le député d'Etobicoke-Centre qui condamnait l'attaque injustifiée et non provoquée contre l'Ukraine, ordonnée par le président russe Vladimir Poutine, et qui déclarait que nous sommes inébranlables et unis dans notre solidarité avec le peuple ukrainien. Cette motion a déjà été adoptée par tous, à l'unanimité, dans cette enceinte. J'aimerais donc prendre un moment pour souligner notre unité. Bien que nous soyons souvent en profond désaccord sur de nombreuses questions, nous sommes d'accord sur celle-ci. Je respecte le député d'en face qui a présenté la motion d'aujourd'hui, et j'espère qu'il conviendra avec moi que nous devons renforcer cette unité et que nous sommes tous très solidaires. Nous pouvons débattre des questions de sécurité énergétique et de politique énergétique, mais cela ne signifie pas que nous ne sommes pas unis sur le principe. Je voudrais m'assurer qu'à la fin du débat d'aujourd'hui, nous renforçons cette unité.

Prenons un moment pour parler du pétrole et du gaz russes, et de la sécurité énergétique. Premièrement, nous n'avons pas importé de pétrole brut russe depuis 2019, et nous imposons maintenant une interdiction d'importation de produits pétroliers et gaziers russes à l'avenir. Cela n'aura pas d'incidence sur la sécurité énergétique du Canada, compte tenu de nos faibles importations.

Qu'en est-il de la sécurité énergétique de l'Europe? Aujourd'hui, l'Agence internationale de l'énergie a publié un plan en dix points visant à réduire la dépendance de l'Union européenne à l'égard du gaz naturel russe, et c'est un document intéressant à lire. Les suggestions comprennent le remplacement des approvisionnements en gaz naturel à l'intérieur de l'UE et des importations non russes proches, l'accélération du déploiement de nouveaux projets éoliens et solaires, la maximisation de la production d'énergie à partir de sources existantes, acheminables et à faibles émissions comme la bioénergie et le nucléaire, l'accélération du remplacement des chau-

dières à gaz par des pompes à chaleur et l'accélération des améliorations de l'efficacité énergétique dans les bâtiments et l'industrie, entre autres suggestions. Je pense qu'il est important que nous gardions ce plan à l'esprit dans nos discussions sur les projets énergétiques dont nous débattons aujourd'hui.

La motion présentée par le député d'en face demande que des projets de gaz naturel soient approuvés au Canada pour répondre aux besoins en sécurité énergétique de l'Europe. Les besoins énergétiques de l'Europe sont immédiats et il faut du temps pour réaliser un projet de gaz naturel. Même en supposant qu'il y ait un projet qui soit aujourd'hui entièrement financé et qui ait reçu une approbation réglementaire complète, il faudrait le construire, et cela prend du temps. C'est simplement un fait, et il est important de tenir compte du temps. Notre seule installation de GNL à un stade de développement avancé ne devrait pas commencer à acheminer de marchandise vers les marchés avant 2025.

Puisque nous parlons de besoins immédiats, parlons de toutes les façons dont nous pouvons soutenir l'Europe en ce moment. Puisque cela fait partie de la question du débat, examinons rapidement comment les projets sont approuvés conformément à la Loi sur l'évaluation d'impact.

L'Agence d'évaluation d'impact du Canada est chargée de coordonner les consultations de la Couronne avec les peuples autochtones pour tous les projets désignés par le gouvernement fédéral. Ces projets sont énumérés dans des règlements communément appelés « liste des projets ». L'évaluation porte sur les répercussions générales d'un projet proposé, tant positives que négatives, notamment sur l'environnement, l'économie, la société et la santé, dans l'intérêt des Canadiens.

● (1520)

[Français]

Le processus est efficace et opportun et est coordonné avec les provinces et les territoires afin de réduire les formalités administratives et les doubles emplois. Notre objectif est un projet, une évaluation.

Le processus est prévisible, engage efficacement les parties prenantes et identifie dès le départ les problèmes potentiels liés aux propositions de projet.

● (1525)

[Traduction]

Nous consultons toutes les communautés autochtones potentiellement touchées lors de l'examen des grands projets d'exploitation des ressources, ce qui est essentiel pour favoriser la durabilité, garantir des évaluations approfondies et crédibles et offrir une certitude réglementaire aux promoteurs de projets.

Dans le cas des évaluations d'impact des grands projets énergétiques, l'Agence d'évaluation d'impact du Canada dirige une évaluation intégrée et travaille en collaboration avec les organismes de réglementation du cycle de vie, comme la Régie de l'énergie du Canada, afin de tirer parti de leur expertise et de s'assurer que la sécurité et les autres facteurs réglementaires clés sont pris en compte dans le cadre d'un examen intégré unique.

L'Agence dirige également un dialogue avec les parties prenantes et les autres provinces et territoires participants afin d'assurer un processus efficace et coordonné qui tient compte des opinions des Canadiens.

L'évaluation intégrée unique pour les projets désignés s'effectue au moyen d'un processus d'examen par une commission et répond aux exigences législatives de toutes les lois pertinentes. Les organismes de réglementation du cycle de vie participent à la mobilisation et à la consultation de l'État à toutes les étapes des processus réglementaires afin d'encourager l'établissement de relations et de faciliter une transition harmonieuse pendant que l'organisme de réglementation du cycle de vie exerce ses responsabilités en matière de surveillance de la conformité du projet aux conditions tout au long du cycle de vie de ce dernier.

[Français]

Cette approche garantit que tous les examens de projet suivent un processus cohérent et neutre, tout en conservant l'expertise spécialisée des organismes de réglementation du Canada. Les revues de projet sont ponctuelles. Le délai d'examen des grands projets énergétiques tels que les pipelines est de 300 jours par défaut avec la possibilité de définir un délai allant jusqu'à 600 jours, si nécessaire.

[Traduction]

La prise de décision en vertu de la Loi sur l'évaluation d'impact est fondée sur l'intérêt public. Il s'agit d'une décision qui tient compte de toutes les répercussions positives et négatives d'un projet.

La Loi exige également que le ministre publie les raisons de la décision d'intérêt public et démontre comment le rapport d'évaluation d'impact et les facteurs supplémentaires à considérer ont été pris en compte. Cette étape importante renseigne les Canadiens sur la façon dont les décisions relatives aux projets sont prises.

La Loi exige en outre que le ministre émette une déclaration de décision qui comprend des conditions auxquelles le promoteur doit se conformer. Ces conditions comprennent des mesures visant à atténuer les effets d'un projet et à assurer le suivi des prévisions de l'évaluation environnementale.

[Français]

Notre gouvernement croit fermement que l'environnement et l'économie vont de pair. Nous savons qu'une économie forte dépend d'un environnement sain et que des processus d'évaluation efficaces et crédibles appuient les investissements dans le développement des ressources au Canada et maintiennent notre compétitivité économique.

[Traduction]

Le gouvernement s'est engagé à mettre en place un processus d'évaluation fédéral solide, fondé sur la science et le savoir autochtone, qui protège notre riche environnement naturel, respecte les droits des peuples autochtones et soutient notre secteur des ressources naturelles. Le processus d'évaluation d'impact est conçu à cette fin.

Alors que j'arrive à la fin de mon intervention dans ce débat, je pense que combiner la question du soutien à l'Ukraine avec la question de la politique énergétique est inapproprié pour aujourd'hui. Nous avons, unis et sans division dans cette Chambre, déclaré notre soutien à l'Ukraine. De même, nous avons tous condamné les actions du président Poutine qui a envahi l'Ukraine.

Nous sommes unis dans notre soutien et notre condamnation. Nous avons besoin d'un examen et d'une discussion plus réfléchis sur notre approche à l'égard de la sécurité énergétique dans le monde. Faisons cela.

Travaux des subsides

[Français]

MESSAGE DU SÉNAT

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): J'ai l'honneur d'annoncer à la Chambre que le Sénat lui a adressé un message pour l'informer qu'il a adopté le projet de loi C-12, Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Supplément de revenu garanti).

* * *

[Traduction]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — LES GAZODUCS ET L'INVASION DE L'UKRAINE

La Chambre reprend l'étude de la motion.

M. Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Madame la Présidente, je vais poser une question à ma collègue par rapport aux projets qui progressaient sur la côte Ouest du Canada depuis 12 ans, avant qu'ils soient abandonnés les uns après les autres lorsque le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir, il y a sept ans. Si ces projets ont avorté, c'est à cause d'un cadre réglementaire punitif pour les projets énergétiques au Canada. En conséquence, des projets énergétiques ont vu le jour en Russie.

Peut-elle prendre une part de responsabilité et reconnaître qu'il faut commencer à réaliser des projets énergétiques au Canada dès maintenant, et non pas dans cinq ans?

• (1530)

Mme Julie Dabrusin (secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles et du ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Madame la Présidente, en fait, je ne suis pas fondamentalement d'accord sur ce qu'a dit le député d'en face.

Nous travaillons avec les communautés autochtones, l'industrie, les travailleurs et des gens de partout au Canada pour nous assurer de favoriser l'exploitation responsable des ressources naturelles en visant la création de bons emplois dans tous les secteurs de l'économie ainsi que la protection de l'environnement. Ce sont des dossiers importants, et les Canadiens veulent que nous tenions compte de ces deux aspects.

L'hon. David McGuinty (Ottawa-Sud, Lib.): Madame la Présidente, en 2014, j'ai eu l'insigne privilège de mener une évaluation préélectorale concernant l'ensemble de l'Ukraine pour le compte du National Democratic Institute à Washington, D.C. Je faisais partie d'une délégation composée de cinq ou six députés. À cette époque, il était clair pour nous que l'Ukraine s'efforçait de devenir la démocratie moderne qu'elle est maintenant devenue.

Malheureusement, je pense que l'opposition officielle a choisi d'assimiler et de confondre deux dossiers extrêmement importants: l'état de la situation en Ukraine et la question légitime des exportations de combustibles fossiles vers cette région. Cela a divisé la Chambre d'une manière très regrettable.

La députée pourrait-elle expliquer pourquoi il est si nécessaire pour nous de maintenir le ton du débat, de séparer ces sujets, si importants soient-ils l'un et l'autre, compte tenu de la tragédie qui se déroule actuellement en Ukraine?

Travaux des subsides

Mme Julie Dabrusin: Madame la Présidente, cette question nous amène là où je voulais en venir dans mon intervention, à savoir que nous pouvons avoir, dans cette enceinte, un véritable débat au sujet de la sécurité énergétique, du développement énergétique et des ressources naturelles. Ce sont des questions majeures auxquelles notre pays et nous tous sommes confrontés.

En même temps, il y a certains points sur lesquels nous devons mettre l'accent auprès de chacun dans nos collectivités. Nous devons mettre l'accent sur les domaines dans lesquels il y a une unité, parce que nous pouvons nous entendre et être raisonnables dans le travail que nous faisons ici et montrer à nos collectivités que nous travaillons toujours dans l'intérêt des Canadiens.

Nous pouvons avoir des avis différents quant à la meilleure manière de servir ces intérêts et d'atteindre ces objectifs, mais nous sommes tous ici unis à essayer de faire le meilleur travail possible. Les Canadiens partout au pays ont besoin de le voir. Ils ont besoin de voir que nous travaillons ensemble et ils ont besoin de nous entendre insister sur le fait que nous sommes unis. Ils ont besoin de savoir que nous pouvons collaborer et que nous sommes solidaires de l'Ukraine.

Mme Leah Gazan (Winnipeg-Centre, NPD): Madame la Présidente, je sais qu'ici, à la Chambre, comme mon collègue l'a dit, nous sommes tous solidaires de l'Ukraine et, espérons-le, que nous avançons en direction de la paix. Je trouve particulièrement cynique de la part de l'opposition officielle de profiter du moment où des gens fuient littéralement afin de sauver leur vie pour transformer cette question en un débat sur les pipelines.

Je me demande si elle pourrait nous faire part de certaines de ses réflexions à ce sujet.

Mme Julie Dabrusin: Madame la Présidente, ces débats sont importants et ils doivent avoir lieu. Je ne tiens pas à minimiser quoi que ce soit, mais franchement, étant donné l'unité de la Chambre à l'égard de l'Ukraine, ne devrions-nous pas discuter de toutes les façons dont nous pouvons et nous pourrions nous entendre pour manifester ce soutien si nécessaire à l'Ukraine?

M. Kyle Seeback (Dufferin—Caledon, PCC): Madame la Présidente, je partage mon temps de parole avec le député de Red Deer—Mountain View.

Je ne pense pas qu'un seul député ou un seul Canadien puisse ne pas penser à la dévastation qui a lieu actuellement en Ukraine. Les images que nous voyons dans les médias sociaux et aux nouvelles sont absolument bouleversantes. C'est déchirant, et nous sommes de tout cœur avec le peuple ukrainien et avec les Canadiens d'origine ukrainienne de tout le pays.

Une partie de cette motion vise à affirmer notre solidarité avec le peuple ukrainien, et nous devons réfléchir à ce que cela signifie. Il ne s'agit pas de se tenir debout avec un panneau ou de taper un mot-clic, mais d'agir concrètement, de faire des choses réalisables et mesurables qui améliorent un peu le sort du peuple ukrainien en cette heure incroyablement sombre.

L'une des choses que nous demandons, pour démontrer notre soutien au peuple ukrainien, est l'exemption de visa. Jusqu'à présent, le gouvernement a déclaré qu'il ne prendrait pas cette mesure. Il a fermement et catégoriquement refusé, et il a trouvé une raison. J'ai entendu le ministre dire aujourd'hui qu'il pourrait y avoir des pro-russes, lesquels pourraient alors venir au Canada, raison pour laquelle le gouvernement propose de nouveaux volets d'immigration.

Le fait est que les dirigeants tiennent leurs promesses. Ils trouvent les moyens d'agir dans les moments difficiles, et le peuple ukrainien vit actuellement des moments extrêmement difficiles. En tant que parlementaire, au nom des Canadiens d'origine ukrainienne et bien entendu, au nom du peuple ukrainien, je trouve inadmissible d'entendre des excuses visant à justifier le fait que nous n'accordons pas d'exemption de visa.

Ce que nous offrons, ce sont des volets d'immigration différents. Pour avoir déjà siégé au comité de l'immigration, je peux témoigner du fait qu'il y a une quantité énorme de demandes qui attendent d'être traitées dans chaque volet de l'immigration. Elles se chiffrent par centaines de milliers; alors, comment la mise en place d'un nouveau volet dans un système qui est déjà enlisé, engorgé et inefficace va-t-elle réellement aider le peuple ukrainien et fonctionner? Je pose cette question en toute sincérité à mes collègues d'en face.

Nous avons vu un système bureaucratique tenter d'évacuer les interprètes et les Afghans au moment de la chute de Kaboul. S'il y a quelque chose que nous devons éviter, c'est un autre gâchis bureaucratique du même genre. Je supplie mes collègues d'en face d'accorder une exemption de visa aux Ukrainiens. C'est absolument vital.

En outre, la deuxième partie de notre motion porte sur la sécurité énergétique. Quarante pour cent du gaz naturel de l'Union européenne est fourni par la Russie. Nous savons également que, depuis décembre, le président Biden exerce une pression auprès des pays producteurs de gaz naturel pour tenter d'atténuer les contraintes liées au gaz naturel provenant de la Fédération de Russie.

Le Canada est le cinquième producteur de gaz naturel en importance, mais hélas, il nous est impossible d'apporter une aide. Pourquoi est-ce impossible? Parce que nous avons un gouvernement qui ne veut pas de pipelines, qui refuse de prendre les mesures nécessaires pour acheminer cette ressource jusqu'à la côte.

Jusqu'à présent, cela a causé des pertes économiques absolument terribles dans tout le pays. En 2019, le Canada a dépensé 18,9 milliards de dollars pour importer du pétrole de l'étranger, y compris, de la Fédération de Russie. Imaginez si c'était du pétrole canadien que nous n'avions pas à importer. En fait, nous exportons bien plus de pétrole que nous en importons, mais toutes les importations arrivent sur la côte Est du Canada. Je pose de nouveau la question: pourquoi? Parce que nous n'avons aucun moyen d'acheminer le pétrole et les produits pétroliers vers la côte Est.

• (1535)

Pourquoi est-ce que nous ne pouvons pas le faire? Parce que nous avons un gouvernement qui a fait le choix délibéré de rendre cela impossible. Ces actions ont des conséquences. Les députés peuvent-ils imaginer dans quelle situation nous serions en ce moment si l'Europe s'approvisionnait en gaz naturel auprès du Canada au lieu de le faire auprès de la Russie? Les décisions que nous prenons ici peuvent réellement avoir des répercussions bien au-delà de nos frontières.

Travaux des subsides

Je sais que nous débattons et que nous discutons des énergies renouvelables, et que c'est la voie à suivre. Bien entendu, tout le monde veut aller vers une planète et une économie plus vertes, mais les faits sont les faits. On estime que la consommation de gaz naturel augmentera de plus de 20 %. Plus précisément, la hausse doit être de près de 22 % d'ici 2040, de sorte que les besoins en matière de gaz naturel canadien ne feront qu'augmenter. Certes, il existe des moyens plus propres de fournir de l'énergie, comme l'énergie solaire ou d'autres types d'énergie. Nous le savons, mais à l'heure actuelle, le gaz naturel remplace des installations telles que les centrales électriques au charbon, et il est bien plus écologique que le charbon. Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement continue de se battre à ce sujet. Comment peut-il ne pas voir l'importance de la sécurité énergétique, non seulement pour le Canada, mais aussi pour la stabilité du monde entier? Le Canada peut jouer un rôle essentiel à cet égard. Pensez à la situation dans laquelle nous serions si le pipeline Énergie Est avait été construit. Nous exporterions du gaz naturel liquéfié vers l'Europe. Ce serait une grande source de stabilité et de sécurité.

Alors que nous évoquons le besoin de sécurité, je veux parler brièvement de notre propre sécurité. Les avions CF-18 du Canada devaient être retirés du service en 2020. C'était la fin. Pourtant, le gouvernement a décidé de réinventer un processus qui avait déjà été appliqué, et maintenant, nous n'aurons probablement pas d'appareils pour remplacer les CF-18 avant 2025 au plus tôt. Cela veut dire cinq ans au-delà de leur durée de vie normale.

Lorsque nous sommes confrontés à une crise comme celle qui sévit en Ukraine, nous devons prendre des mesures audacieuses. Je tiens à remercier le gouvernement pour celles qu'il a déjà prises, parce que c'est un fait, il les a prises, mais nous avons besoin qu'il en fasse davantage, plus rapidement et de façon plus immédiate, surtout lorsque nous envisageons de faire venir des réfugiés sans visa. Je dois revenir sur ce point et sur son importance cruciale, parce que je peux parier que s'il s'agit d'un programme d'immigration à volet spécial, cela prendra une éternité. Il est déjà prévu dans quelques semaines. Le gouvernement pourrait lever les exigences en matière de visa dès maintenant. Cela aiderait les gens tout de suite. Il ne s'agirait pas d'un programme dont la conception prendrait quelques semaines, dont la mise en œuvre prendrait on ne sait combien de temps, pour s'occuper ensuite des arriérés déjà accumulés par CIC.

Je demande aux députés ministériels de voter avec nous sur cette motion. Je sais qu'ils condamnent l'invasion et qu'ils essaient de se tenir aux côtés de l'Ukraine, mais ils peuvent faire tellement plus. Votons en faveur cette motion. Faisons en sorte que l'énergie canadienne soit une source d'énergie sûre et sécurisée, non seulement au Canada, mais dans le monde entier. Cela apportera de la stabilité partout sur la planète.

• (1540)

[Français]

M. Luc Desilets (Rivière-des-Mille-Îles, BQ): Madame la Présidente, je trouve que juste dans le titre de la motion, il y a un amalgame assez particulier. Il y a quelque chose qui ne me semble pas très bien dans l'idée de mêler le pétrole de l'Ouest canadien à la guerre en Ukraine.

J'en profite pour poser une question qui n'est peut-être pas très bien non plus. Vous êtes à six mois d'une convention d'investiture à la chefferie du Parti conservateur. Est-ce que vous ne croyez pas

qu'un tel sujet va simplement provoquer des divisions encore plus grandes chez vous, les conservateurs?

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je rappelle au député qu'il doit adresser ses questions et ses commentaires à la présidence et pas directement à un député.

L'honorable député de Dufferin—Caledon a la parole.

[Traduction]

M. Kyle Seeback: Madame la Présidente, je ne sais pas exactement quelle était la question, mais je dirai ceci.

Comme je l'ai dit dans mon discours, les besoins en gaz naturel vont augmenter d'environ 22 % d'ici 2040. Nous pouvons prétendre que nous allons vivre dans un monde où nous n'avons pas besoin de gaz naturel et que les énergies renouvelables vont comme par magie répondre à tous nos besoins énergétiques. Ce monde n'existe pas. Jusqu'à ce qu'il existe, nous avons réellement besoin de choses comme le gaz naturel. Pourquoi n'utilisons-nous pas le gaz naturel le plus propre et le plus sûr du monde pour aider des pays du monde entier et, bien sûr, les Canadiens et l'économie canadienne?

• (1545)

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, nous sommes tous d'accord pour condamner le président Poutine, et nous sommes solidaires de l'Ukraine. Toutefois, je suis profondément préoccupé. Le député a mentionné des éléments dont nous devrions parler, comme l'exemption de visa pour les Ukrainiens qui viennent au Canada, l'augmentation des fonds versés à la Croix-Rouge et les fonds de contrepartie.

Au lieu de cela, que font les conservateurs? Ils décident d'exploiter une guerre et de mettre en place une politique partisane de pipeline conservateur dans cette situation. C'est totalement et absolument inacceptable. J'espère que mon collègue peut dire s'il pense personnellement que c'est la bonne voie. Nous ne devrions pas nous concentrer sur les pipelines aujourd'hui. Nous devrions nous concentrer sur la façon dont nous pouvons aider les Ukrainiens en ce moment et sur la meilleure façon de le faire, car je trouve cela honteux.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Encore une fois, je sais que le député de Dufferin—Caledon est là depuis longtemps et qu'il peut répondre à cette question, alors je demanderais à tous les autres qui pensent tout haut d'essayer de s'en abstenir.

Le député de Dufferin—Caledon a la parole.

M. Kyle Seeback: Madame la Présidente, vous me faites sentir vieux.

La nature de cette question, très franchement, est honteuse. La sécurité énergétique est l'une des raisons pour lesquelles il a été si difficile d'apaiser Vladimir Poutine et la Fédération de Russie. La menace d'interrompre l'acheminement de gaz naturel à l'Europe est un outil qu'il a utilisé pour tenter d'exercer son influence.

En fait, nous pouvons faire plusieurs choses à la fois. Peut-être que les néo-démocrates ne le peuvent pas et qu'ils disent: « Nous ne pouvons faire que ceci, et donc nous ne pensons pas à cela. » Nous pouvons en fait penser à planifier un avenir où le gaz naturel canadien pourra assurer la sécurité énergétique dans le monde entier, pendant que nous faisons d'autres choses. Au Parti conservateur, dans l'opposition, nous sommes capables de marcher et de mâcher de la gomme en même temps.

Travaux des subsides

M. Mike Morrice (Kitchener-Centre, PV): Madame la Présidente, je me demande si le député de Dufferin—Caledon a entendu la déclaration faite récemment par la déléguée ukrainienne, Svitlana Krakovska, devant le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Elle a dit: « Les changements climatiques provoqués par l'homme et la guerre en Ukraine ont les mêmes causes: les combustibles fossiles et notre dépendance à leur égard. Nous ne capitulerons pas en Ukraine et nous espérons que le monde ne capitulera pas dans ses efforts pour construire un avenir climatique durable. »

Ces propos changent-ils quelque chose à l'appui du député pour la motion?

M. Kyle Seeback: Madame la Présidente, cette question est légitime.

Le député du Parti vert ignore peut-être que le gaz naturel remplace souvent des combustibles beaucoup plus polluants et à intensité carbonique beaucoup plus grande, tels que les centrales électriques au charbon. Recourir au gaz naturel, c'est remplacer une source d'énergie très polluante par une autre qui l'est beaucoup moins. Voilà une formule gagnante.

Évidemment, nous rêvons du jour où tout sera alimenté par l'énergie solaire et, qui sait, par la fusion froide, mais nous n'en sommes pas encore là. Dans notre réalité actuelle, le gaz naturel peut fournir le niveau de sécurité dont le monde a besoin. J'espère que tous les députés voteront en faveur de la motion.

M. Earl Dreeshen (Red Deer—Mountain View, PCC): Madame la Présidente, c'est avec le cœur lourd que je me joins au présent débat sur la tragédie qui se déroule en Ukraine. En 2016, puis à nouveau en 2018, j'ai participé à des forums de l'OSCE, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, lors de missions parlementaires d'abord à Tbilissi, en Géorgie, puis à Berlin.

L'agression russe, l'ingérence territoriale et les campagnes de désinformation ont toujours figuré parmi les principaux thèmes discutés avec les États membres. Les mesures économiques, en particulier l'interruption de l'approvisionnement en pétrole et en gaz, étaient les menaces qui sous-tendaient les discussions, mais il y avait toujours la crainte qu'en cas de non-conformité, la Russie utilise sa puissance militaire pour se faire entendre. Bien sûr, les représentants russes à ces réunions ont toujours nié de tels motifs, déclarant que toute mesure qu'ils pourraient envisager était à l'instigation des patriotes d'autres nations. On ne les a pas crus à l'époque et il ne faut pas les croire aujourd'hui.

La collaboration qu'ils avaient cherché à obtenir pour le projet Nord Stream est un excellent exemple de la manipulation russe. En tirant parti de la fixation européenne et nord-américaine sur les stratégies et politiques vertes, ils ont réussi à produire des campagnes destinées à diaboliser la fracturation hydraulique, stigmatisant ainsi la recherche et le développement dans ce domaine. En encourageant des accords pour de nouveaux projets de gazoducs dans leur intérêt, ils savaient qu'ils seraient en mesure de garder ces marchés pour eux. Ces campagnes de désinformation sont malheureusement actives sur le sol canadien depuis des années. Je crois fermement que nous ne devons ni glorifier ni diaboliser les sources d'énergie dont nous avons la chance de disposer. Je suis également convaincu que nous devons rester les gardiens de nos terres et envisager la sécurité énergétique avec beaucoup de vigilance.

Lors des réunions de l'OSCE auxquelles j'ai assisté, mes homologues ukrainiens ont expliqué sans ambages ce que l'on pouvait at-

tendre de tout accord conclu avec la Russie. Ils ont évoqué l'accord initial de Minsk, qui était une tentative ratée de cessez-le-feu visant à mettre un terme aux agissements des séparatistes soutenus par la Russie qui s'étaient emparés de pans entiers de territoire après l'annexion, en 2014, de la péninsule de Crimée par la Russie. Le deuxième accord de Minsk, qui prévoyait des mesures militaires et politiques, n'est toujours pas appliqué, principalement parce que la Russie insiste sur le fait qu'elle n'est pas partie au conflit et qu'elle n'est donc pas tenue d'en respecter les modalités. La tournure des événements depuis la semaine dernière et les avertissements ukrainiens au sujet des agressions de la Russie ont montré très clairement que les Ukrainiens avaient raison depuis le début.

Je pourrais parler encore longtemps des événements qui ont mené à cette situation. Cependant, l'enjeu réel maintenant est que l'Ukraine subit les attaques brutales de la Russie. Que pouvons-nous faire? Comment pouvons-nous aider les Ukrainiens? Comment pouvons-nous protéger notre souveraineté? Comment devons-nous réagir à la menace d'une escalade nucléaire? Comment devons-nous agir envers un président russe qui évolue dans une réalité personnelle qui correspond à celle d'un dictateur de la guerre froide? De nombreux pays ont agi de manière stratégique, notamment pour bannir les avions russes de leur espace aérien et imposer des sanctions contre des joueurs clés dans les hautes sphères de la Russie. De plus amples mesures concrètes sont à venir et il est à espérer qu'elles auront l'impact nécessaire pour éviter que les oligarques russes ne s'en tirent à bon compte.

Par ailleurs, des ambassadeurs ont été expulsés et des membres du personnel d'ambassades ont été rapatriés. Cette série de mesures a pour but de faire comprendre à la Russie qu'elle a choisi de s'isoler sur l'échiquier mondial. Des entreprises de communication indépendantes s'occupent de contrecarrer la campagne de désinformation dirigée par la chaîne Russia Today. À l'heure actuelle, ces entreprises ont retiré Russia Today des ondes. Le CRTC aurait pu apporter une aide précieuse s'il avait agi plus rapidement dans cette direction. Je félicite néanmoins les intervenants de l'industrie qui ont réagi.

J'ai parlé à des leaders de la communauté ukrainienne de l'Alberta et ils croient fermement que nous devons nous assurer de rendre disponible l'aide humanitaire, de faciliter un passage sûr pour venir au Canada, de fournir aux soldats l'armement nécessaire et de continuer à exercer tous les moyens de pression possibles sur Poutine et son régime. Des mesures dont l'exclusion de la Russie d'organisations telles que le G20 et l'OSCE ont également été évoquées, de même que la levée de l'exigence de visa pour les Ukrainiens qui veulent venir au Canada.

En ce qui concerne la question de notre souveraineté, il y a de bonnes leçons à tirer de tout cela. L'Allemagne a jugé bon de porter ses dépenses militaires à 2 % de son PIB car ce pays, comme beaucoup d'autres pays européens, a compris qu'il ne saurait être pris en otage sur le plan énergétique, et qu'une analyse mondiale de cette réalité est plus que jamais nécessaire. Cela s'inscrit dans une solution à long terme, mais aucun pays n'est mieux placé que le Canada pour y contribuer. Nous attendons que le gouvernement libéral accepte cet état de fait.

La question de la souveraineté signifie également qu'il faut assumer le fait que le Canada partage une frontière avec la Russie dans l'Arctique. Bien que cette réalité nous ait échappé, une prise de conscience s'impose pour notre pays.

Travaux des subsides

• (1550)

Il doit y avoir un plan sérieux pour l'Arctique canadien qui traitera du système NORAD vieillissant d'alerte précoce, réparera notre système défaillant d'approvisionnement militaire et fera en sorte que nous collaborons étroitement avec les pays scandinaves et les États-Unis pour assurer la paix et la sécurité dans l'Arctique.

La menace d'une action nucléaire, dernière menace voilée de Poutine, est quelque chose de déconcertant pour tous, mais c'est une réalité lorsque des dirigeants cherchent à exercer un contrôle ultime sur leur population et y parviennent. Peut-être que la vague de solidarité avec l'Ukraine en Russie, le risque d'un véritable effondrement économique, qui toucherait non seulement les élites politiques et financières mais également le peuple russe, et la condamnation internationale actuelle seront suffisants pour que Poutine trouve une autre voie, ou que le peuple russe trouve une autre voie pour Poutine.

En ce qui concerne la question de la sécurité énergétique, j'ai en mémoire le discours que j'ai prononcé en juillet 2016 à la réunion de l'OSCE à Tbilissi, en Géorgie. J'avais déclaré que, pour le Canada, la sécurité énergétique et la transition vers une énergie propre vont de pair. L'efficacité énergétique et les énergies renouvelables sont des éléments clés de l'équation. Selon l'Agence internationale de l'énergie, l'amélioration de l'efficacité énergétique pourrait à elle seule nous permettre de respecter presque la moitié des engagements pris à Paris, tout en améliorant la sécurité énergétique mondiale.

Dans le cadre de sa stratégie d'union énergétique, l'UE vise à renforcer sa solidarité et sa confiance en matière de sécurité énergétique en diversifiant également les sources d'énergie de l'Europe. Comme nous pouvons le constater, la sécurité énergétique est véritablement un enjeu mondial qui nécessite une coopération forte et multilatérale entre nos pays.

L'énergie est l'épine dorsale de toute économie, et donc de notre sécurité. Un secteur énergétique sain doit pouvoir répondre aux besoins quotidiens de nos populations, soutenir la croissance de nos économies et contribuer à la durabilité de notre environnement et de nos ressources naturelles. D'après l'Agence internationale de l'énergie, même avec la diversification proposée, la demande mondiale en énergie pourrait augmenter de près d'un tiers d'ici 2040.

J'ai poursuivi en affirmant que le Canada est une démocratie stable, dont l'économie est forte. Nous représentons une source d'énergie sûre, fiable et éthique pour l'avenir du monde. L'image de marque du pétrole et du gaz canadiens est également très respectée à l'échelle internationale par ceux qui connaissent bien le secteur. Notre réglementation est parmi les plus strictes de la planète. Nous exigeons que l'activité pétrolière et gazière soit surveillée, que les producteurs respectent dûment les droits des propriétaires fonciers et que les entreprises adhèrent aux règles en ce qui concerne les mesures appropriées d'assainissement.

Lorsqu'il est question du débat sur les combustibles fossiles, tout ce que nous demandons, c'est de l'honnêteté et de l'équité. Les bénéfices, les redevances et les impôts provenant de cette industrie nous permettent de construire nos écoles, de financer nos hôpitaux et de contribuer à la lutte contre la pauvreté dans le monde. Malgré cela, les soi-disant militants écologistes qui considèrent le Canada comme une cible facile, où la pression publique ralentira le développement, nous démontrent. Pendant ce temps, des intérêts étrangers, certains liés aux carburants renouvelables et d'autres aux car-

burants non renouvelables, y compris leurs propres intérêts gaziers et pétroliers, sont en mesure d'empêcher l'un des producteurs les plus éthiques et responsables de prendre de l'expansion et d'accéder aux marchés étrangers.

Je termine en demandant à ceux qui nous causent un préjudice économique de comparer notre contribution, comme Canadiens, au reste du monde en ce qui a trait à la sécurité et au respect de la dignité humaine à la contribution des pays qui nous vendent actuellement leur pétrole. Je crois que la réponse était claire.

Il est temps plus que jamais que le Canada agisse. Le gouvernement libéral n'a pas su reconnaître que le pétrole et le gaz sont essentiels à la sécurité du Canada et de l'Europe. Nous devons construire de nouveaux pipelines jusqu'aux côtes afin de remplacer le gaz naturel russe. La Russie fournit 40 % du gaz naturel en Europe, et si elle ferme le robinet, la population aura froid, des industries fermeront et le PIB de l'Europe chutera.

Les conservateurs soutiennent l'Ukraine, le peuple ukrainien et plus d'un million de Canadiens ayant des liens avec l'Ukraine. Nous croyons que le Canada doit renforcer ses propres défenses et renouveler son engagement envers les alliances de l'OTAN face aux menaces de la Russie. Au sein du Parti conservateur, nous savons que les Canadiens doivent prendre au sérieux l'agression russe. Nous savons que la sécurité du Canada est inextricablement liée à celle de l'Europe et que le moment est venu pour nous de reconnaître ce fait en agissant.

• (1555)

M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.): Madame la Présidente, je sais que le député d'en face a une formation en mathématiques, et je sais qu'il nous sert bien au comité de l'environnement en tant que vice-président.

Ce que nous voyons devant nous, je crois, est une erreur mathématique. Nous avons deux parties d'un argument qui s'alignent et une partie qui n'a rien à voir avec les deux premières. Nous avons un soutien à court terme pour l'Ukraine contre la Russie et des sanctions contre la Russie, ainsi qu'un soutien militaire et de l'aide humanitaire, puis nous avons la solution à long terme qui consiste à fournir un pipeline vers la côte Est.

Le député pourrait-il nous dire s'il pense que le fait de présenter les solutions à court terme dans une motion et une solution à long terme dans une autre motion serait peut-être une meilleure manière d'aborder ce débat?

M. Earl Dreeshen: Madame la Présidente, je suis toujours heureux de parler de questions importantes pour le Canada avec le député de Guelph.

Je suppose que je reviendrais au principe que j'ai déjà mentionné. C'était en 2014 et 2016, lorsque le peuple ukrainien parlait d'action. Au cours des six années qui se sont écoulées depuis, nous avons décidé de réduire notre capacité à aider et à être un acteur majeur dans ce domaine particulier. C'est ce qui me déprime le plus, parce qu'en agissant de la sorte, c'est comme si nous, les Canadiens, ne tenions pas compte de la qualité des ressources naturelles dont nous disposons et de notre capacité à nous assurer qu'elles parviennent jusqu'aux côtes et qu'elles soient produites dans le respect de l'environnement.

Travaux des subsides

• (1600)

[Français]

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours.

Cependant, il a utilisé un mot un peu fort, à savoir le mot « activiste », comme si toutes les personnes qui réclament, en ce moment, d'intervenir et de travailler à se sortir du carbone étaient toutes des activistes.

Le secrétaire général des Nations unies a déclaré cette semaine qu'il était important d'accélérer la transition énergétique et que c'était essentiel de le faire. Les dirigeants ukrainiens et d'autres dirigeants européens nous disent qu'ils n'ont pas besoin de ce pétrole et qu'il faut plutôt se sortir du carbone et travailler à lutter contre les changements climatiques.

Mon collègue considère-t-il qu'ils sont tous des activistes?

[Traduction]

M. Earl Dreeshen: Madame la Présidente, quand je pense aux choses que j'ai entendues quand je suis allé en Europe de l'Est et que j'ai eu l'occasion de parler à ces gens qui s'occupent de leur propre sécurité physique, je pense que c'est vraiment l'aspect critique de la question. Je sais ce qui s'est passé pour empêcher les pipelines de passer par l'Ukraine, ce qui est la raison pour laquelle les projets Nord Stream étaient là et la raison pour laquelle l'Allemagne a décidé qu'elle pourrait contourner le pipeline, mais cela représenterait deux milliards de dollars par an que l'Ukraine ne recevrait pas. Voilà le genre de choses dont je parle, quand je dis qu'il y a des acteurs qui rendent la situation difficile pour tout le monde. Je ne blâme pas les écologistes qui disent vouloir quelque chose de mieux, car je suis entièrement d'accord avec ce processus. Je veux simplement qu'il soit juste et équilibré, et je ne veux pas qu'il vienne de pays étrangers qui essaient de protéger leurs propres intérêts.

M. Blake Desjarlais (Edmonton Griesbach, NPD): Madame la Présidente, nous voyons un nombre record de personnes quitter l'Ukraine à cause de l'invasion de ce pays et de la crise qui y sévit. Le député convient-il que la principale priorité du Canada devrait être de fournir l'aide humanitaire requise pour aider ces personnes à se mettre en sécurité?

M. Earl Dreeshen: Madame la Présidente, oui, tout à fait. Il semble que le député n'a retenu qu'une petite partie de mes remarques sur l'énergie, mais je me suis vraiment entretenu avec des membres de la communauté ukrainienne de l'Alberta. Nous avons parlé des enjeux qui revêtent une importance cruciale pour eux et de l'aide que nous sommes en mesure d'apporter. Je pense que cela pourrait contribuer grandement à la position future du Canada.

[Français]

M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.): Madame la Présidente, je vais partager mon temps avec le député de Kingston et les Îles.

Le courage a un pays et ce pays s'appelle l'Ukraine. Le courage a un peuple et ce peuple est le peuple ukrainien. La résilience du peuple ukrainien est légendaire et bien en évidence encore une fois aujourd'hui. Le monde y trouve son inspiration et sa force. C'est la force de s'unir pour contrer Vladimir Poutine.

Le peuple ukrainien a survécu à la famille de Staline, à l'occupation des nazis et au joug du communisme. C'est un peuple invincible. Aujourd'hui, les forces de Vladimir Poutine se butent à la ré-

sistance féroce d'un peuple profondément fier, intrépide et attaché inconditionnellement à sa liberté, à son histoire, à sa culture et à sa démocratie.

La réplique collective à cette offensive flagrante, non provoquée et condamnable au plus haut degré a jusqu'ici été exemplaire. J'ose espérer, comme nous tous d'ailleurs, qu'elle sera efficace et déterminante, que Poutine et ses amis subiront un échec incontestable et que d'autres dictateurs qui songeraient à suivre la même voie comprendront les risques et les conséquences d'agir ainsi.

Il faut souligner que cette réplique n'est pas une affaire simple. C'est une affaire complexe, un défi de taille. Elle repose sur une collaboration inédite entre un grand nombre de pays qui ont saisi d'emblée la menace que représente l'invasion russe de l'Ukraine pour la démocratie et la liberté partout dans le monde, bref, pour la sécurité internationale.

Il s'agit d'une réplique à multiples volets: diplomatique, humanitaire, économique, financier et logistique, pour ce qui est de l'approvisionnement en matériel militaire. N'oublions pas le volet de la cybersécurité face à cette nouvelle arme de guerre que sont les cyberattaques, et les autres volets qui s'ajoutent en temps réel, comme celui de la crise grandissante des réfugiés que ce conflit a engendrée.

• (1605)

[Traduction]

La réponse à la plus grande menace pour la sécurité mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale est complexe et coordonnée. Elle cherche à étouffer l'économie russe, et elle montre notre détermination réelle à lutter contre la dictature. Cela dit, rien ne menace ou ne complique plus la prise de décisions efficaces que la simplification excessive des enjeux. Je me demande si ce n'est pas ce que fait la motion d'aujourd'hui.

Pourquoi dis-je cela? Même si les points a) et b) de la motion valent vraiment la peine d'être répétés, ils sont bien compris et appuyés par tous les partis représentés à la Chambre. Autrement dit, nous condamnons tous sans équivoque Vladimir Poutine et la Fédération de Russie pour ce qu'ils ont fait. Nous appuyons aussi sans réserve les Ukrainiens, un peuple extrêmement courageux qui se bat pour les valeurs universelles de démocratie et de liberté contre un tyran sans scrupule qui s'est joint au rang des ignobles dictateurs sanguinaires des XX^e et XXI^e siècles.

Pendant ce temps, le point c) de la motion est vague. Qu'entend l'opposition par « faire le nécessaire » pour que soient construits de nouveaux gazoducs se rendant jusqu'à l'Atlantique? Parle-t-on d'affaiblir le processus d'évaluation environnementale qui a été récemment modernisé afin d'obtenir l'adhésion du public et des parties prenantes pour permettre la construction de projets tels que les gazoducs à travers le paysage politique diversifié de ce pays et de résister aux inévitables contestations judiciaires des opposants? Envisage-t-on la création d'une société d'État responsable des gazoducs? Est-il question du financement public des gazoducs ou de la prise en charge par les gouvernements des risques financiers privés des constructeurs de gazoducs? Suggère-t-on de supprimer les processus provinciaux de délivrance de permis?

Travaux des subsides

De plus, je trouve que le point c) de la motion fait abstraction du contexte, tant actuel que futur. Le contexte actuel est nécessairement axé sur l'aide accordée au peuple ukrainien, aujourd'hui en butte aux attaques, par le truchement d'une aide militaire, d'un soutien humanitaire et de sanctions sévères qui entraînent les conséquences financières et économiques les plus lourdes pour la Russie de Vladimir Poutine et ses oligarques.

Le contexte actuel est aussi nécessairement axé sur les besoins énergétiques immédiats. Nous savons que le gaz naturel représente 40 % de l'approvisionnement énergétique de l'Union européenne et que le pétrole brut russe représente 25 % de l'approvisionnement de l'Union européenne en pétrole brut. Fort heureusement, les pays de l'Union européenne disposent d'un coussin de sécurité pour ce qui est des réserves pétrolières et 20 d'entre eux sont membres de l'Agence internationale de l'énergie. Ils sont donc tenus de détenir au moins 90 jours de réserves pétrolières. Heureusement, l'été arrive, si bien que la demande d'énergie va diminuer.

En ce moment même, les gouvernements travaillent ensemble pour acheminer de nouveaux approvisionnements vers l'Union européenne. Comme l'a dit le président Biden dans son discours sur l'état de l'Union, les États-Unis rendront disponibles une partie des réserves stratégiques de pétrole dont ils disposent. En fait, 30 autres pays, dont le Canada, se joignent aux États-Unis pour libérer 60 millions de barils de pétrole afin de stabiliser le marché mondial de l'énergie.

De quelle autre façon la motion est-elle peut-être simpliste et donc inutile dans l'immédiat? Elle donne l'impression que la construction d'un pipeline est une chose assez simple à accomplir, mais les pipelines ne se construisent pas en un jour. Ils ne sont pas des robinets que l'on ouvre et ferme. Ce sont des projets gigantesques qui sont complexes sur le plan financier et logistique et qui prennent du temps à réaliser. En plus de la construction, il y a, comme je l'ai dit, le processus d'évaluation environnementale et les efforts connexes visant à obtenir l'accord des collectivités situées le long du tracé des pipelines. Nous ne sommes plus à l'époque où les projets pouvaient aller de l'avant sans évaluation environnementale et où le public, y compris les peuples autochtones, pouvait être sommairement contourné.

Enfin, la motion des conservateurs fait abstraction du contexte à long terme, qui comporte de nombreuses autres dimensions. Ces dimensions comprennent la lutte contre les changements climatiques qui va bon train, surtout en Europe où les efforts se poursuivent depuis des années. Kadri Simson, la commissaire à l'énergie de l'Union européenne, aurait déclaré que la stratégie consiste au bout du compte à « accélérer le recours aux énergies renouvelables et accroître l'efficacité énergétique aussi rapidement que la technologie nous le permet ».

À l'instar du Canada, l'Union européenne prévoit atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Entre autres choses, les pays européens ont l'intention de suivre l'exemple du Canada et de synchroniser les réseaux électriques. Il semble que l'Allemagne a récemment fait volte-face en ce qui concerne la construction de centrales nucléaires, ce qui laisse entrevoir le mélange de sources d'énergie non émettrices qui pourrait représenter l'avenir énergétique de l'Europe.

• (1610)

M. Clifford Small (Coast of Bays—Central—Notre Dame, PCC): Madame la Présidente, la Russie produit 10,4 millions de barils de pétrole souillé de sang par jour. Le Canada produit 4,6 millions de barils de pétrole éthique et à faibles émissions en

carbone par jour. Depuis 2015, le gouvernement s'emploie à laver le cerveau des citoyens de notre pays en leur disant que le pétrole est dépassé. Dans ma province, Terre-Neuve-et-Labrador, les réserves de pétrole sont estimées à 50 milliards de barils.

Mon collègue d'en face pourrait-il m'expliquer pourquoi nous devrions laisser ce pétrole sous terre, alors que du pétrole non éthique est produit ailleurs dans le monde?

M. Francis Scarpaleggia: Madame la Présidente, comme je l'ai mentionné, l'Europe a un urgent besoin d'énergie, et 31 pays unissent leurs efforts pour libérer des réserves stratégiques afin d'aider l'Union européenne à traverser cette période difficile. Le pétrole est une source d'énergie parmi d'autres. Il est essentiel au fonctionnement de nos économies, mais nous sommes dans une période de transition et la motion parle d'un temps lointain. Le panier d'énergies est appelé à changer.

Pour ce qui est des projets particuliers, ils sont assujettis à une évaluation environnementale et à tout un processus décisionnel. Je ne peux pas vraiment parler des réserves auxquelles le député a fait allusion.

[Français]

Mme Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Madame la Présidente, on souhaite quand même et on imagine que cette guerre ne durera pas éternellement.

Dans la mesure où le gazoduc qui pourrait être construit pour aider l'Ukraine ne le sera jamais à temps pour qu'on puisse même espérer qu'il soit en service en temps utile, le député est-il d'accord avec moi pour dire que, non seulement le projet serait inutile, mais aussi qu'il pourrait même être nuisible?

En effet, plusieurs oligarques russes ont des intérêts dans des compagnies pétrolières canadiennes ou dans certaines entreprises qui produisent des matériaux pouvant servir à la construction du gazoduc.

M. Francis Scarpaleggia: Madame la Présidente, c'est une question intéressante.

Il est difficile de savoir qui investit dans quoi dans l'économie canadienne. Cependant, il y a d'autres mesures qu'on peut prendre si on découvre que certaines personnes, comme des oligarques, profitent d'une manière malsaine d'un projet au Canada. Devant de tels dangers, le gouvernement dispose d'autres mesures, comme la loi de Sergueï Magnitski.

L'identité des propriétaires d'entreprise est un dossier complexe. Je crois qu'il faut séparer les deux questions, parce que si tout est confondu, cela devient beaucoup trop compliqué. Cependant, nous avons des lois à notre disposition qui pourraient s'appliquer à une telle problématique.

• (1615)

[Traduction]

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Madame la Présidente, il est clair que cette motion n'est pas vraiment axée sur les besoins urgents des Ukrainiens. Aujourd'hui, le ministre a fait quelques annonces concernant des mesures d'immigration pour les Ukrainiens. Je me demande si le député serait d'accord pour dire qu'étendre ces mêmes mesures — comme la réunification des familles par parrainage — aux Afghans ainsi qu'aux Ukrainiens serait un pas dans la bonne direction. De même, elles pourraient être étendues à ceux qui souffrent de la crise humanitaire à Hong Kong.

Travaux des subsides

M. Francis Scarpaleggia: Madame la Présidente, je ne peux pas commenter tous ces cas de figure. Il y a de nombreux exemples de cela dans le monde. Chaque situation est différente des autres et chacune exige des mesures qui tiennent compte de ces différences, aussi légères soient-elles. C'est une question intéressante.

Je fais absolument confiance au ministre de l'Immigration et j'appuie sans réserve le travail qu'il fait et les décisions qu'il prend en ce moment.

M. Mark Gerretsen (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes (Sénat), Lib.): Madame la Présidente, je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui au sujet de cette motion de l'opposition. Je suis persuadé que personne n'en sera surpris, mais je regrette d'informer la Chambre si tôt dans le processus que je n'appuierai pas cette motion.

La motion dont nous sommes saisis n'a rien à voir avec l'Ukraine. Il s'agit d'une motion sur les pipelines. Or, il est extrêmement malheureux que le Parti conservateur du Canada présente à la Chambre une motion sur les pipelines sous prétexte qu'il essaie de soutenir l'Ukraine.

C'est tellement évident pour moi puisque, bien entendu, personne ne peut être en désaccord avec les deux premiers points de cette motion. Je ne pense pas qu'il y ait un seul Canadien qui ne se rende pas compte que la grande majorité de ses concitoyens est solidaire de l'Ukraine en ce moment. Il n'y a personne qui suit la politique de près, ou même de loin, qui ne se rend pas compte que tous les partis ici présents soutiennent le peuple ukrainien, soutiennent ce pour quoi les Ukrainiens se battent et condamnent Vladimir Poutine.

Les deux premiers points de la motion sont inutiles parce que nous avons déjà adopté à l'unanimité des motions à cet égard. Nous avons déjà parlé des différentes mesures que nous pouvons prendre pour améliorer la situation en Ukraine et pour soutenir adéquatement ce pays, qui traverse une période extrêmement difficile.

Tout se résume au troisième point de la motion, qui porte sur les pipelines. Les conservateurs auraient fait preuve de beaucoup plus de sincérité s'ils avaient présenté à la Chambre aujourd'hui une motion sur les pipelines en disant qu'ils en veulent davantage, comme ils le font si souvent dans cette enceinte. Ils auraient dû appeler un chat un chat.

Les conservateurs ont plutôt présenté une motion contenant deux autres points pour faire croire en quelque sorte qu'elle porte sur l'Ukraine. En ce moment, ils ne font que pratiquer la politique de la division. Ils veulent plaire à leur base électorale, qui est fermement résolue à ce que le pétrole soit la seule solution.

Nous avons écouté ce que les conservateurs ont dit aujourd'hui sur la sécurité énergétique. Ils parlent du pétrole comme si c'était la seule option en matière d'énergie. Ils utilisent indifféremment les mots énergie et pétrole parce qu'ils considèrent que le pétrole est la seule option en matière d'énergie.

Je parlerai de la motion à l'étude en la considérant comme une motion sur les gazoducs. Supposons, pendant un instant, que c'était le but réel des conservateurs et qu'ils voulaient venir ici pour parler de gazoducs. En fait, cette démarche ne tiendrait pas la route. Les conservateurs parlent sans cesse de nouveaux gazoducs, des pays de l'Europe de l'Est et des autres pays qu'ils pourraient supposément sauver, mais pourquoi pensent-ils que l'Europe voudrait, pour son approvisionnement, être dépendante d'un autre pays tiers? Ce n'est pas ce qu'elle souhaite.

La commissaire européenne à l'Énergie, Mme Kadri Simson, a d'ailleurs déclaré que l'invasion russe avait cruellement mis en évidence la dépendance de l'Europe. Elle a dit: « Nous ne pouvons laisser aucun pays tiers déstabiliser nos marchés de l'énergie ou influencer nos choix énergétiques. »

Bref, alors que la commissaire européenne à l'Énergie dit que l'Europe ne veut pas dépendre d'un autre pays tiers pour ses sources d'énergie, les conservateurs affirment à la Chambre qu'il faut bâtir des gazoducs pour rendre l'Europe dépendante de nos produits. Cette même commissaire a aussi dit que l'Europe devait « stimuler l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique aussi vite qu'il est techniquement possible de le faire. »

● (1620)

Même si l'Union européenne cherchait à diversifier ses sources et à se tourner vers notre gaz naturel, bien que la commissaire ait affirmé que telle n'était pas son intention, l'Europe ne s'intéresse pas au gaz comme source d'énergie. Elle s'intéresse aux énergies renouvelables. C'est ce qu'elle dit. Même si les conservateurs sont guidés par de bonnes intentions et croient vraiment que ces gazoducs pourraient contribuer à la sécurité de l'Europe, les Européens nous disent qu'ils n'en veulent pas. Ils ne veulent pas dépendre d'un autre pays et ils souhaitent vraiment faire un virage très rapide vers les énergies renouvelables. Il faut aussi mentionner que la construction de ces gazoducs coûterait des milliards de dollars et prendrait des années.

L'Europe a clairement indiqué que ses réserves actuelles sont suffisantes pour lui permettre de passer l'hiver, mais qu'elle doit commencer à songer à l'hiver prochain. Elle a aussi été claire sur le fait qu'elle ne souhaite plus dépendre d'un autre pays, et qu'elle aimerait passer aux énergies renouvelables dès que possible. La majorité des pays occidentaux comprennent cela et sont d'accord avec l'idée, la commissaire européenne à l'Énergie le sait, quatre partis à la Chambre le savent, et je dirais que la grande majorité des Canadiens le savent aussi. Pourtant, les conservateurs semblent complètement dans le brouillard. J'en viens à me demander pourquoi ils agissent ainsi. Pourquoi croient-ils qu'il est nécessaire de présenter cette motion? Pensent-ils vraiment qu'elle est réaliste? N'oublions pas que l'Union européenne a dit ne pas être intéressée, car il faudra des années et beaucoup d'argent pour tout construire. Pourquoi font-ils cela? Est-ce seulement pour consolider leur base et démontrer qu'ils luttent pour l'industrie pétrolière et gazière? C'est la seule raison que je peux trouver pour expliquer la présentation d'une telle motion aujourd'hui.

En conclusion, je n'hésite pas à dire à mes collègues conservateurs d'en face et à tous les députés que les pipelines ne m'intéressent pas. Je ne suis certainement pas favorable à ce que le gouvernement subventionne les pipelines. De nos jours, je ne crois pas que le gouvernement du Canada devrait subventionner les pipelines. Est-ce à dire que je suis complètement naïf quant à la quantité de pétrole que nous utilisons? Non, je ne le suis pas. Je suis parfaitement conscient que le pétrole est essentiel à la fabrication de la grande majorité des produits qu'on trouve dans cette enceinte, voire la totalité, que ce soit de façon directe ou indirecte. Je suis également conscient que les technologies auxquelles nous devons consacrer des investissements et des subventions sont celles qui offrent des possibilités de fabriquer ces divers produits différemment avec autre chose que du pétrole.

Les conservateurs ont toujours la même réaction. Ils ne cessent de dire que nous avons besoin de pétrole et que nous ne pourrions pas nous en passer du jour au lendemain. J'en suis conscient, j'en conviens, et je ne réfute pas cela du tout. Cependant, je suis d'avis que le pétrole n'est pas la solution à long terme. Quand on parle de construire des pipelines, il faut penser à long terme. Ce qui nous intéresse, c'est ce qui arrivera dans 20, 30 ou 40 ans. Nous aurons toujours besoin du pétrole et du gaz dans une certaine mesure, et j'en suis conscient, mais espérons que nos besoins ne seront pas aussi importants qu'aujourd'hui. Nous devons nous détourner de cette ressource.

Je ne suis certainement pas favorable à cette motion, et je crois qu'il est honteux que les conservateurs se servent d'une crise à l'autre bout du monde pour promouvoir leurs intérêts.

• (1625)

Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC): Madame la Présidente, les membres de l'OTAN se réuniront cet été à Madrid pour moderniser le concept stratégique de l'organisation. Il y a une décennie, les Européens ont tenté d'inclure la sécurité énergétique dans le concept. Le député serait-il prêt à demander à la ministre de la Défense qu'elle travaille à inclure la sécurité énergétique dans le nouveau concept stratégique qui sera négocié et adopté à Madrid en juin prochain?

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, je ne savais pas que l'OTAN allait faire cela, mais si, comme le dit la députée, l'OTAN discutera de la sécurité énergétique des divers membres, je crois qu'il s'agit d'une discussion extrêmement importante. Nous savons qu'une des principales motivations de l'invasion en cours est le pétrole: la consommation de pétrole et le besoin de pétrole. C'est également ce qui, à bien des égards, limite la réponse de certains pays, parce qu'ils ne sont pas entièrement autonomes du point de vue énergétique.

Si l'OTAN entend discuter de la sécurité énergétique de ses membres, je crois qu'il s'agit d'une discussion extrêmement importante et si la ministre me demandait mon avis, je l'encouragerais certainement à prendre part à ces discussions.

[Français]

M. Rhéal Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Madame la Présidente, cela va prendre plusieurs années pour construire des gazoducs ou des oléoducs qui transporteront du gaz ou du pétrole en Europe. De plus, d'une façon ou d'une autre, c'est de l'énergie du passé, alors que l'avenir va vers l'hydroélectricité, le solaire, l'éolien ou d'autres énergies propres.

Travaux des subsides

Ne pourrait-on pas se mettre d'accord pour dire que si on veut vraiment aider les gens en Ukraine et nos amis européens, il faudrait leur envoyer l'énergie de l'avenir et non nos vieilles bébélles, qui ne fonctionnent déjà plus et qui fonctionneront encore moins dans 4 ans, 5 ans ou 10 ans?

[Traduction]

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, je suis tout à fait d'accord: c'est ce que nous devrions faire. Les députés savent-ils où se trouve le véritable leadership au Canada en matière d'énergies renouvelables? Il est en Alberta. Le secteur des énergies renouvelables de l'Alberta a dépassé celui des combustibles fossiles depuis près de dix ans maintenant, ou au moins sept ou huit ans, mais certaines personnes ne veulent pas que cela se produise.

Je suis entièrement d'accord avec le député du Bloc lorsqu'il dit que c'est la voie de l'avenir. Si nous voulons aider véritablement l'Europe, nous devons contribuer au débat sur la sécurité de l'énergie dont a parlé la députée de Renfrew—Nipissing—Pembroke, car, au bout du compte, c'est dans cette voie que nous nous dirigeons. Nous pouvons être des chefs de file en matière d'énergie renouvelable. Nous pouvons exporter notre savoir et notre leadership si nous saisissons l'occasion. Sinon, nous prendrons simplement ce que d'autres pays auront développé.

Mme Leah Gazan (Winnipeg—Centre, NPD): Madame la Présidente, je suis d'accord avec mon collègue pour dire que ce débat est teinté de cynisme. Nous devrions nous concentrer sur le sujet de l'aide humanitaire.

Je voudrais souligner qu'il est temps pour nous d'opérer une transition mondiale, comme il l'a dit, vers les énergies vertes et renouvelables. La Russie est un État pétrolier, et le pétrole et le gaz représentent 60 % de ses exportations. Cela donne beaucoup de poids à Poutine qui peut se permettre d'augmenter largement les coûts du chauffage pour les Européens en limitant le flux des exportations. Ainsi, les prix du gaz explosent et ce sont les consommateurs qui en pâtissent. Non seulement la décarbonisation est cruciale pour lutter contre le changement climatique, mais elle permet aussi de priver les autocrates, comme Poutine et les souverains de puissances comme l'Arabie saoudite, de leur pouvoir et de leur influence.

Le député convient-il que nous n'avons plus de temps à perdre pour opérer cette transition; et que notre planète, la paix dans le monde et notre sécurité en dépendent?

• (1630)

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, je conviens tout à fait que nous n'avons plus de temps à perdre et que nous devons opérer la transition au plus vite. Pour répondre au deuxième commentaire de la députée, je pense que Vladimir Poutine doit effectivement penser chaque jour, chaque semaine et chaque année qui passe et nous rapproche de cette transition mondiale qu'il est effectivement en train de perdre du pouvoir. Je pense qu'il a profité de l'occasion tant qu'il lui reste un peu de pouvoir. D'ici 10, 15 ou 20 ans, la situation aura changé et il n'aura plus autant de pouvoir.

M. John Williamson (Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest, PCC): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec le député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan.

Slava Ukraini. Heroyam Slava. Gloire à l'Ukraine. Gloire aux héros.

Travaux des subsides

En tant que Canadiens, nous sommes unis dans notre indignation et notre opposition face à la guerre injustifiée que Vladimir Poutine mène contre l'Ukraine et à la perte grandissante de vies innocentes. Nous sommes de tout cœur avec le peuple de l'Ukraine dans sa lutte, car nous savons que l'assaut militaire de la Russie est une attaque contre notre propre liberté. Cette guerre menace la stabilité de l'Europe. Elle pourrait être désastreuse pour le système multilatéral fondé sur des règles qui existe depuis 1945, que le Canada a contribué à créer et sur lequel repose notre prospérité commune.

Nous appuyons le leadership courageux du président Zelensky, de même que la résistance héroïque de l'armée ukrainienne et des civils qui ont pris les armes pour défendre leur mode de vie, un mode de vie semblable aux nôtres ici au Canada. Nous sommes stupéfaits devant la résistance des Ukrainiens face à la puissance militaire de l'armée russe et devant leur volonté de se battre, peu importe le prix à payer. Le Canada doit continuer d'être solidaire de l'Ukraine.

De fait, le gouvernement du Canada a réagi promptement, en collaboration avec ses alliés, les États-Unis et l'Europe, à l'agression de Poutine en Europe de l'Est. Une aide humanitaire et militaire a été promise et envoyée en Ukraine; des sanctions économiques punitives ont été imposées à la Russie, et des soldats ont été stationnés le long du front est de l'OTAN. De plus, le gouvernement fédéral a répondu aux appels visant à accroître les mesures. Samedi dernier, de nombreux conservateurs et moi avons demandé que l'espace aérien canadien soit fermé aux transporteurs russes, comme l'avaient fait nos alliés européens. Ottawa a procédé rapidement, et mardi soir, Washington a annoncé la fermeture de son espace aérien aux transporteurs russes.

Nous avons également insisté pour que la chaîne de télévision Russia Today, contrôlée par le Kremlin et diffusant de la propagande d'État russe, soit retirée des ondes canadiennes. Cette mesure a également été prise après que les entreprises de télécommunications canadiennes ont agi. À la suite des pressions exercées pour mettre fin aux importations de pétrole russe au Canada, le gouvernement fédéral a également décidé d'interdire les importations de pétrole brut dans notre pays. Il s'agissait d'un premier pas symbolique, puisque les raffineries canadiennes n'avaient pas acheté de brut russe depuis 2019. Or, l'an dernier, les importations de pétrole en provenance de Russie ont totalisé environ 350 millions de dollars. Les libéraux ont corrigé leur omission en milieu de semaine en incluant les produits pétroliers raffinés dans cette interdiction du pétrole.

Ce travail est nécessaire, mais il ne suffit pas. Vladimir Poutine continue de pousser vers l'ouest sans craindre les conséquences. Ainsi, il est nécessaire de réaliser que ce ne sont pas les sanctions qui remportent les guerres, mais bien les soldats et les citoyens armés. Ce à quoi nous assistons en Ukraine est une tentative de renversement et de destruction brutale d'un État-nation indépendant.

Pendant que nous nous engageons dans ce débat, je sais que dans les églises, les gares et les sous-sols des maisons partout en Ukraine, des centaines de milliers de civils innocents prient pour la paix alors que le son des sirènes retentit pour prévenir de nouvelles frappes aériennes russes. Des hôpitaux, des terrains de jeux et même Babyn Yar, site commémoratif de l'Holocauste, ont été touchés par des attaques de missiles aveugles. Tout cela soulève le cœur. Le Canada doit faire davantage pour aider nos amis et alliés ukrainiens.

C'est dans cet esprit qu'après la prise illégale de la Crimée par Vladimir Poutine, le précédent gouvernement conservateur a pris des mesures militaires en 2015 pour mieux armer et entraîner nos alliés en Ukraine dans le cadre de l'opération Unifier. Aujourd'hui, il faut fournir à l'Ukraine des armes et les ressources financières nécessaires pour acheter des armes, notamment pour détruire les chars et les avions.

• (1635)

De plus, le Canada doit prendre rapidement les mesures voulues pour accorder l'asile aux réfugiés ukrainiens qui fuient l'agression russe, tout comme nous l'avons fait en 1956 lorsque les Soviétiques occupaient la Hongrie. Toutefois, nous devons reconnaître que ce que les Ukrainiens demandent par-dessus tout, ce sont des armes, et non un refuge. D'ailleurs, lorsque le gouvernement des États-Unis a demandé au président Zelensky s'il voulait être évacué de son pays pour éviter d'être capturé ou, pire encore, tué par les soldats russes, celui-ci a répondu: « Pas besoin d'évacuation, donnez-moi des munitions! » Les Ukrainiens demandent de l'aide pour combattre les Russes, et le Canada ne devrait pas hésiter une seconde à leur fournir toutes les armes dont ils ont besoin pour protéger leur patrie et combattre l'armée russe.

Ici, au pays, il existe d'autres façons dont le Canada peut aider. Il faut mobiliser les ressources naturelles du Canada, nos abondantes réserves de gaz naturel, de pétrole et de minerais, pour aider l'Europe à se défaire de sa dépendance envers la Russie et la Chine. À la lumière de l'agression de Moscou, cette dépendance affaiblit l'Europe et garantit à la Russie un grand marché pour ses ressources contrôlées par ses oligarques. L'Occident ne doit pas perpétuer un moment de plus l'héritage d'Angela Merkel, qui s'avère un échec. La construction de l'oléoduc Énergie Est jusqu'à Saint John au Canada aurait pu aider l'Europe à réduire sa dépendance au pétrole russe. L'oléoduc Keystone XL entre l'Alberta et le Texas aurait pu mettre fin à la dépendance des États-Unis au pétrole russe. Cela aurait appauvri et affaibli la Russie.

Ce sont des choix politiques faits à Ottawa et à Washington qui ont torpillé ces projets de pipeline, ce qui a eu d'importantes conséquences géopolitiques. Ces décisions devraient être annulées. De plus, le Canada n'a pas la capacité d'expédier ses abondantes ressources naturelles outre-mer. Nous sommes un pays commerçant. Nous avons du pétrole et du gaz à exporter, mais nous n'avons pas les moyens de le faire. Il est plus que temps de construire une infrastructure de pipelines vers les côtes du Pacifique et de l'Atlantique ainsi que de s'engager à être une source d'énergie fiable pour l'Europe. Le gouvernement fédéral doit tout faire pour favoriser les plans d'exportation du gaz naturel liquéfié de Terre-Neuve-et-Labrador. C'est la voie à suivre parce que la capacité de Poutine à priver l'Europe de gaz naturel a renforcé la Russie et fragilisé l'Europe. Le Canada peut contribuer grandement à relever ce défi stratégique avec ses abondantes ressources naturelles, mais le gouvernement fédéral devra cesser de s'attaquer au secteur canadien des hydrocarbures.

Au large des côtes du Canada atlantique, nous pouvons aussi en faire plus. Le Canada et ses partenaires doivent expulser la Russie de la haute direction de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest. La Russie ne devrait pas pouvoir superviser la gestion des eaux dans les Grands Bancs. Aucun pays ne devrait s'attendre à établir des accords économiques à l'international ou à en tirer profit — par exemple, sur les zones de pêche les plus lucratives —, tout en écrasant une autre nation.

Le Canada et la Russie ne sont pas en guerre, mais les leçons tirées de la situation ukrainienne doivent être appliquées à notre souveraineté. Il est de plus en plus évident que les nations hostiles ne reconnaissent pas les frontières et sont prêtes à agir sans craindre les conséquences. M. Poutine a déjà revendiqué de grands pans de notre territoire arctique au nom de la Russie, y compris des parties des fonds marins dans le Nord canadien. Le vaste archipel arctique et les eaux environnantes, de même que ses imposantes ressources naturelles, font partie du territoire souverain du Canada. Pour être prêts, nous devons revoir notre stratégie d'approvisionnement militaire. La Russie dispose de 40 brise-glaces opérationnels à l'année. Elle monte une flotte arctique. Pendant ce temps, l'unique navire canadien désigné peine à patrouiller à l'année dans nos vastes eaux arctiques. Nous devons aussi moderniser prestement le Système d'alerte du Nord du NORAD et acheter des chasseurs F-35 pour patrouiller dans notre espace aérien et celui de nos alliés.

La guerre illégale et gratuite du président Vladimir Poutine contre l'Ukraine est un sérieux avertissement pour le Canada. Nous devons soutenir l'Ukraine. Nous devons aider l'Europe. Nous devons être prêts à défendre notre territoire nordique. Nous devons être en mesure de maintenir notre souveraineté. Je suis solidaire avec l'Ukraine et j'estime que le Canada doit apporter son aide au moyen de toutes les ressources à sa disposition.

Slava Ukraini. Heroyam slava.

• (1640)

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera lors de l'ajournement ce soir, à savoir: l'honorable député de Bow River, La santé; l'honorable député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan, L'Agence du revenu du Canada; l'honorable députée de King—Vaughan, Le logement.

Nous reprenons les questions et les observations. L'honorable députée de Saint-Jean a la parole.

Mme Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours.

Je comprends qu'un des arguments principaux des conservateurs, c'est de s'assurer que Poutine n'est pas financé par le fait qu'on achète encore mondialement ses produits. On sait que l'Europe est relativement dépendante et que l'Allemagne l'est à 50 %.

Par ailleurs, lorsqu'on parle d'utiliser le Canada pour approvisionner l'Europe, il ne faut pas oublier que des oligarques russes ont des intérêts dans des pétrolières canadiennes et que la construction de gazoducs pourrait aussi servir les intérêts de certains oligarques russes, notamment en matière de sidérurgie.

Je suis absolument contre l'idée de construire un gazoduc. Toutefois, pour les fins de l'exercice, que penserait mon collègue de l'idée d'amender la proposition de façon à exclure systématiquement toute entreprise canadienne qui pourrait avoir, de près ou de loin, des intérêts russes?

M. John Williamson: Monsieur le Président, le gouvernement du Canada et ses alliés cherchent les moyens d'empêcher les oligarques de tirer profit de notre économie. Je suis d'accord avec ce que pense ma collègue.

Travaux des subsides

Le plan du Canada doit mettre l'accent sur notre industrie, sur nos travailleurs et sur les ressources que nous pouvons vendre à nos amis en Europe.

[Traduction]

M. Blake Desjarlais (Edmonton Griesbach, NPD): Madame la Présidente, j'ai une question sérieuse à poser au député au sujet de ma province, l'Alberta. Nous avons certaines des plus grandes réserves de pétrole au Canada. À lire cette motion, je comprends que le parti du député souhaite que l'on exploite ces réserves et qu'on en exporte. Cependant, la Chine possède d'énormes intérêts dans beaucoup des entreprises canadiennes, en particulier en Alberta, où elle possède plus de 50 % des parts de certains projets d'extraction. On peut remonter jusqu'en 2008, avec l'acquisition d'entreprises pétrolières canadiennes par Nexen.

Le député appuie-t-il les profits générés par ces entreprises qui appartiennent en grande partie à la Chine?

M. John Williamson: Madame la Présidente, voilà une autre très bonne question. En fait, quand j'étais assis de l'autre côté de la Chambre, je faisais partie d'un gouvernement qui cherchait à limiter l'acquisition de ressources canadiennes essentielles par la Chine. Le gouvernement libéral actuel n'a pas agi vis-à-vis de cet enjeu. Nous constatons maintenant que des projets d'extraction de terres rares se font acheter par des sociétés d'État. Il faut mettre un terme à cela.

Par contre, je crois aussi que si des entreprises font des affaires au Canada, nous devrions être en mesure de surveiller leurs activités pour veiller à ce qu'elles ne travaillent pas au détriment des intérêts nationaux du Canada. J'appuierais des mesures à cet effet en ce qui concerne les propriétaires chinois.

M. Martin Shields (Bow River, PCC): Madame la Présidente, pour revenir sur les propos de mon collègue des Maritimes, la question de savoir s'il y a une demande pour ce genre de ressource a été soulevée.

L'ambassadeur de la Pologne m'a contacté il y a quelques années. Il ne comprenait pas pourquoi nous n'avions pas d'installation de gaz naturel liquéfié sur la côte Est, plus proche de la Pologne, car ce pays était en train de construire un très grand centre de réception de gaz. Il a décrit exactement ce qu'il craignait, et c'est ce qui s'est produit. Il était très préoccupé. D'autres personnes sont entrées en contact avec nous. Dans mon bureau, l'ambassadeur polonais demandait à avoir accès à notre gaz naturel et il se montrait très préoccupé.

• (1645)

M. John Williamson: Madame la Présidente, voilà une autre excellente question.

Malheureusement, nos alliés en Europe centrale et en Europe de l'Est étaient bien plus conscients des dangers posés par la Russie que nos amis de l'Europe de l'Ouest et que beaucoup trop de responsables de la politique étrangère canadienne. Cependant, nous pouvons intervenir aujourd'hui. Nous ne pouvons pas défaire ce qui a été fait, mais nous pouvons aller de l'avant.

Travaux des subsides

Terre-Neuve-et-Labrador propose qu'on tire avantage de ses ressources en gaz naturel parce qu'elle serait le point le plus près de l'Europe et son meilleur partenaire pour subvenir à une partie de ses besoins en gaz naturel. En outre, la vaste installation de gaz naturel liquéfié à Saint John, au Nouveau-Brunswick, est actuellement une installation d'importation. On prévoit la transformer en installation d'exportation. Comme je l'ai déjà dit, elle est plus près de l'Europe que d'autres points sur la côte atlantique.

Nous devrions devenir des partenaires de l'Europe, en profitant pleinement de nos ressources stratégiques pour nous assurer que nos alliés sont forts et protégés et que des pays comme la Russie ne peuvent pas les menacer et affaiblir leur position parce qu'ils sont en mesure de leur fournir des ressources quand le Canada ne l'est pas.

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Madame la Présidente, je suis reconnaissant d'avoir l'occasion de m'adresser à la Chambre cet après-midi à propos de la situation horrible en Ukraine ainsi que de la motion présentée par les conservateurs pour demander de prendre des mesures supplémentaires en conséquence.

Au début de la semaine dernière, ma famille a eu le bonheur d'accueillir un nouvel enfant, Augustine Anthony Genuis, qui est né dans des circonstances sécuritaires et pratiquement idéales, entouré de sa famille dans un lieu douillet et sûr avec le concours d'un professionnel de la santé. Deux jours plus tard, à la suite de l'invasion ignoble et illégale de l'Ukraine, j'ai vu une photo d'un bébé né dans une station de métro à Kiev, dont on se sert comme abri contre les bombardements. Après ma propre expérience, il est difficile de s'imaginer qu'une famille puisse voir naître son enfant dans une station de métro transformée en abri contre les bombardements.

J'ai réfléchi à cette juxtaposition, c'est-à-dire l'expérience qu'a vécue mon enfant et celle de cet enfant ukrainien. La comparaison des circonstances m'a fait prendre conscience de toute l'injustice de la situation. Un enfant est né dans une station de métro, et il y a d'autres exemples, comme celui d'un jeune couple qui se marie dans un abri contre les bombardements, puis qui se joint sans attendre à la force de défense du territoire. Des politiciens aux reines de beauté, tous prennent les armes pour défendre leur pays, et le premier ministre est déterminé à accompagner son peuple coûte que coûte.

Ces images témoignent d'une profonde injustice, mais aussi d'une résilience inspirante, d'une volonté de survivre et de tenir bon. Le peuple ukrainien a subi tant d'injustices au cours de son histoire, mais il a toujours tenu bon, préservant sa foi et son espoir: la foi et l'espoir en Dieu, en son pays et en sa capacité de changer le cours de l'histoire pour un monde plus juste.

Il n'y a aucune différence entre mon enfant et l'enfant né dans un métro de Kiev, si ce n'est la loterie de la naissance et des circonstances. Cela me fend le cœur de penser à ce que cette mère et ce père ont dû traverser et traversent encore. Dans un sens, je dirai que cet enfant est aussi extrêmement chanceux. L'enfant a la chance de faire partie de la grande nation ukrainienne, une nation qui ne mourra jamais.

Je me joins aujourd'hui à tous les députés pour déplorer la violence qui sévit et exprimer ma solidarité avec le courageux peuple ukrainien dans son combat incessant. Comme l'a dit Stephen Harper, qu'il faille attendre 5 mois ou 50 ans, nous continuerons d'insister sur la liberté et l'indépendance de la nation ukrainienne à l'inté-

rieur de frontières sûres, conformément à ce qui est établi et convenu dans le memorandum de Budapest.

Un engagement pour démontrer notre solidarité accompagné de nos prières doit mener à des mesures concrètes. Le régime criminel de Poutine use depuis longtemps de conflits et de violence pour faire contrepoids à son impopularité dans son propre pays. Cette guerre n'est pas une réponse à des demandes qui n'ont pas eu de suite ni à des inquiétudes relatives à la sécurité. Les demandes du régime russe changent constamment et elles ne tiennent pas compte des engagements qu'il a déjà pris. Il s'agit d'une guerre motivée par un choix personnel sous un régime qui veut éloigner l'attention de ses propres problèmes. Ce régime a échoué dans ses tentatives de respecter ses promesses d'améliorer l'économie de la Russie. Il a utilisé tous les moyens à sa disposition pour enrichir les élites proches du pouvoir plutôt que de veiller à la croissance globale de l'économie, qui contribuerait à la prospérité du peuple russe. Le régime russe fait maintenant pire.

C'est une guerre cynique et brutale déclenchée par choix. Le peuple russe n'est pas dupe. D'importants groupes de manifestants à l'intérieur des frontières de la Russie dénoncent ces agressions et proclament leur soutien envers l'Ukraine. Cela démontre que les efforts de Poutine pour recourir à une guerre à l'étranger pour rallier son peuple pour appuyer son régime n'ont pas les effets escomptés. Ce sont des signes encourageants.

Je salue le courage des milliers de Russes qui sortent dans la rue pour manifester au risque de subir les représailles du régime. Alexei Navalny exhorte les Russes à « prendre d'assaut les rues [...] pour remplir les prisons et les paniers à salade » et à lutter contre la guerre. C'est le vrai visage du peuple russe. Tout comme nous, les Russes aspirent à la paix, à la liberté, à la démocratie, au respect des droits de la personne et à la primauté du droit à l'instar des habitants des autres pays qui ont le droit d'être entendus. L'opposition au régime de Poutine prend de plus en plus d'ampleur en Russie et le monde doit soutenir cette opposition en imposant des sanctions sévères, en paralysant le régime de Poutine et en incitant même ses anciens amis et collaborateurs à se joindre au mouvement d'opposition.

Pendant que les Ukrainiens défendent avec bravoure leur pays contre l'invasion de Poutine et que les Russes se mobilisent pour dénoncer sa tyrannie en Russie, le Canada doit faire tout son possible pour aider.

● (1650)

J'aime l'Ukraine, mais il faut dire qu'il ne s'agit pas ici que de l'Ukraine. L'Ukraine est à l'avant-garde d'une confrontation mondiale que nous devons gagner. Vladimir Poutine et Xi Jinping ont des visées mondiales pour le renversement des normes durement gagnées de souveraineté nationale et de droit international qu'ils veulent remplacer par un monde où la puissance règne en maître absolu. Le président Xi regarde ce qui se passe en Ukraine pour voir quel genre de mesures il pourrait prendre à l'endroit de Taïwan, mais les visées de ces dirigeants ne se limitent pas à l'Ukraine, à Taïwan, aux pays baltes, à la mer de Chine méridionale ou à l'Arctique canadien. Ils ont des visées planétaires. Comme l'avait affirmé Winston Churchill: « Un conciliateur, c'est quelqu'un qui nourrit un crocodile en espérant qu'il sera le dernier à être mangé. » Il ne faut pas refaire les mêmes erreurs qu'ont faites les conciliateurs dans les années 1930.

Travaux des subsides

Nous savons où mène la raison du plus fort si on ne s'y oppose pas. Elle mène aux guerres mondiales, aux camps de concentration et aux goulags. Soit nous arrêtons la crise maintenant, soit nous serons forcés de l'arrêter plus tard. Infliger une défaite au président Poutine aujourd'hui ne fera pas que contribuer à la survie de l'Ukraine; infliger une défaite au président Poutine aujourd'hui est nécessaire pour préserver la paix et la stabilité dans un monde où il n'y a pas que la puissance qui importe. L'Ukraine sera soit l'Afghanistan de Vladimir Poutine, soit sa Tchécoslovaquie, et nous devons nous assurer que ce soit son Afghanistan.

C'est merveilleux de voir le dynamisme et la solidarité dont la Chambre fait preuve en ce moment, mais cela a déjà été le cas lors d'autres crises, et on a pu constater comment la volonté d'agir peut s'estomper avec le temps à mesure que d'autres dossiers font les manchettes. Réagir à cette attaque contre l'Ukraine et contre la paix et la stabilité mondiales va prendre du temps, de l'endurance et des sacrifices à long terme. Il faudra imposer davantage de sanctions, plus sévères; étendre les programmes d'équivalence des dons dans le domaine de l'aide humanitaire afin d'inclure davantage d'organisations; accroître les pressions diplomatiques visant à isoler le régime de Poutine et soutenir le droit du peuple ukrainien de déterminer comment il souhaite s'aligner sur l'échiquier mondial par l'entremise de ses propres élus.

Il existe un domaine essentiel au sujet duquel le Canada peut et doit jouer un rôle: celui de la politique énergétique. Notre motion d'aujourd'hui demande au gouvernement de réduire la dépendance de nos partenaires européens à l'égard de l'importation de gaz russe. L'Europe dépend beaucoup du gaz provenant de la Russie, et ces importations nourrissent la machine de guerre de Poutine. Il est temps de couper les vivres à cette machine de guerre, et le Canada peut jouer un rôle indispensable en exportant son propre gaz naturel, offrant ainsi à nos amis et alliés européens une solution de rechange.

Certains députés ont l'air de penser que nous ne devrions pas parler tout de suite d'exportations de gaz. Selon eux, nous devrions nous concentrer sur la diffusion de messages généraux de solidarité plutôt que sur des solutions pratiques comme celle-là, qui affaibliraient le régime de Poutine. Je m'inscris en faux contre cette idée. À mon avis, il est temps de parler des moyens concrets que nous pourrions employer, en ce moment, pour aider les Ukrainiens et étouffer la machine de guerre de Vladimir Poutine. À quoi bon exprimer sa solidarité si cela ne nous amène pas à déterminer ce que nous pouvons faire pour aider l'Ukraine et affaiblir la machine de guerre qui attaque le peuple ukrainien?

Il y aura sûrement des députés qui s'opposeront idéologiquement à certains développements énergétiques au Canada, mais je demande à tous les députés d'examiner les circonstances particulières de la situation qui se déroule sous nos yeux et de reconnaître que l'augmentation des exportations canadiennes d'énergie vers l'Europe est vitale pour la sécurité mondiale. Si nous voulons gagner ce combat contre Vladimir Poutine, si nous reconnaissons vraiment l'importance de l'Ukraine, nous devons reconnaître que d'affranchir l'Europe de sa dépendance envers le gaz de la Russie aurait des répercussions énormes.

De plus, je ne crois pas que nous ayons à choisir entre l'environnement et la sécurité. En ce moment précis, certains de nos partenaires européens, qui comptent sur le gaz russe, mais qui disposent du charbon comme solution de rechange à la trop grande dépendance au gaz russe, sont placés eux aussi devant un dilemme corné-

lien. Le gaz naturel canadien est moins polluant que le charbon. Il constitue aussi un meilleur choix que le gaz russe du point de vue de la sécurité. Voilà une solution gagnante.

Les enjeux sont trop importants. Je crois que nous devons tout faire pour démontrer notre solidarité envers le peuple ukrainien et pour défendre nos valeurs.

• (1655)

Mme Jenica Atwin (Fredericton, Lib.): Madame la Présidente, je remercie le député de son discours aujourd'hui et le félicite à l'occasion de la naissance de son deuxième enfant, né en santé et en sécurité.

Je tiens, bien sûr, à réitérer mon soutien au peuple de l'Ukraine et à condamner l'attaque injustifiée de Poutine qui a choisi la guerre.

Le député a mentionné que nous devons tout mettre en œuvre pour soutenir l'Ukraine en ce moment et examiner les solutions pratiques qui vont nous aider à mettre un terme à cette guerre dès maintenant. Le député croit-il vraiment que l'adoption de cette motion ferait, en quelque sorte, pencher la balance à court terme en faveur des habitants de l'Ukraine? Cela n'a-t-il pas pour effet plutôt de détourner notre attention des enjeux auxquels nous devrions consacrer toute notre énergie en ce moment?

M. Garnett Genuis: Madame la Présidente, j'aimerais apporter une petite correction, il s'agit de mon cinquième enfant, mais je perds le fil moi aussi, alors tout est bien, et je remercie la députée de ses félicitations.

À quoi sert une motion? Ce n'est pas une mesure législative. L'opposition dispose d'un nombre limité d'outils. Une motion sert à exprimer l'opinion et la volonté de la Chambre. Il revient ensuite au gouvernement d'y répondre. Cette motion est un outil à la disposition de l'opposition, alors nous la présentons. Nous demandons à la Chambre de dire au gouvernement qu'elle comprend l'importance d'être solidaire de l'Ukraine et de remédier à l'insécurité énergétique de l'Europe.

Bien entendu, une motion, par essence, n'est pas contraignante, mais adoptons cette motion pour envoyer un message clair au gouvernement à ce sujet, en espérant que ce sera un premier pas et que d'autres suivront.

[Français]

M. Luc Desilets (Rivière-des-Mille-Îles, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue. C'était un discours vraiment très humaniste. Il a beaucoup mis l'accent sur l'Ukraine, sur ce qu'elle vit et sur ce que les Ukrainiens et les Ukrainiennes vivent. Je pense que cela nous rejoint tous à la Chambre.

Par contre, outre la guerre en Ukraine, la motion d'aujourd'hui porte aussi sur les gazoducs, auxquels mon collègue a fait allusion à la toute fin.

Un aspect que je ne partage absolument pas dans son discours est celui de la pénurie anticipée. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole est prête à augmenter sa production et il ne manquera donc pas de pétrole. Il existe certes un risque de pénurie de gaz naturel pour l'Allemagne et l'Italie, mais ce risque est mineur.

Comment le Canada pourrait-il devenir un pays exportateur, alors qu'on sait que cela prendrait, selon les hypothèses, environ 10 ans pour construire les installations qui nous permettraient d'exporter vers l'Europe?

Travaux des subsides

[Traduction]

M. Garnett Genuis: Madame la Présidente, je pense que mon point de vue est bien connu à la Chambre. Je ne pense pas qu'il faille attendre dix ans pour faire avancer ce genre de projets. Notre pays a besoin d'un processus qui lui permettra de construire plus rapidement des infrastructures essentielles, et nous avons présenté des propositions en ce sens.

Je ne suis pas d'accord avec l'implication de la question du député, à savoir que la sécurité énergétique ne serait pas un problème. L'Union européenne a dit à plusieurs reprises que la sécurité énergétique est un problème. Différents politiciens ayant des perspectives différentes en Europe ont des propositions de solutions qui varient de l'un à l'autre, mais je pense qu'à l'échelle du spectre politique, on s'entend sur le fait que la sécurité énergétique est d'une importance névralgique. Il est facile de tenir cette sécurité pour acquise ici au Canada, mais dans les endroits du monde qui n'ont pas la même capacité nationale que nous à produire de l'énergie, c'est un énorme problème.

Pour ce qui est de dire que l'Europe peut compter sur les pays du Moyen-Orient plutôt que sur la Russie, cela pose de multiples problèmes potentiels sur le plan de la sécurité. Le fait que notre pays, en sa qualité de démocratie libre appliquant des normes environnementales rigoureuses, exporte des ressources énergétiques pour soulager la dépendance de nos amis européens à l'égard de pays non démocratiques est une solution judicieuse pour la sécurité mondiale et bonne pour l'environnement.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, j'aimerais à mon tour féliciter mon ami et collègue pour son nouveau-né.

J'ai beaucoup aimé ce qu'il a dit au sujet des droits de la personne, et son travail dans ce domaine mérite certainement d'être salué. Voici ce qui me préoccupe profondément, et je ne serai pas aussi gentil que mon amie de Fredericton: cette motion me paraît malhonnête en raison du moment choisi pour la construction de nouveaux pipelines destinés à la guerre en Ukraine. Cela ne fait même pas une semaine que cette guerre a éclaté. L'Union européenne et l'Ukraine n'ont pas demandé au Canada de construire d'autres pipelines. Elles demandent l'exemption de visa et d'autres mesures pour permettre aux personnes déplacées de venir au Canada. Les Ukrainiens ont besoin d'armes et de fonds pour subvenir à leurs besoins.

En fait, je trouve déplorable que les conservateurs exploitent cette tragédie pour défendre une position qu'ils avaient une semaine avant cette guerre. Cette position, ils vont la maintenir pendant des années encore, malgré ce qui se passe en Ukraine. Voilà ce que nous en pensons.

• (1700)

M. Garnett Genuis: Madame la Présidente, une semaine avant la guerre, nous pensions, bien sûr, que les pipelines étaient nécessaires, et nous étions du même avis une semaine avant cela, car nous avions raison à ce moment-là et nous avons raison aujourd'hui. Il s'agit d'une question cruciale en matière de sécurité. Je suis désolé, mais je ne peux tout simplement pas accepter l'insinuation du député selon laquelle nous devrions prononcer de belles paroles de solidarité, mais ne pas parler de solutions pratiques. Il est libre de ne pas être d'accord avec nous quant à nos propositions de solutions pratiques. C'est à cela que sert la Chambre des communes. Nous sommes ici pour débattre de ces questions.

Toutefois, le moment est venu de parler de ce que nous pouvons faire concrètement pour relever les défis de la sécurité énergétique, défis qui ont alimenté cette crise.

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Madame la Présidente, nous discutons aujourd'hui d'une motion conservatrice, sur laquelle j'interviens à titre de porte-parole du Bloc québécois en matière de commerce international.

La motion conservatrice mélange plusieurs notions et éléments: une dénonciation légitime de l'invasion de l'Ukraine et une affirmation de solidarité, qui tombe totalement sous le sens. À ce sujet, il n'y a rien à redire. Cependant, il y a aussi la promotion de la construction et l'autorisation de nouveaux gazoducs.

La logique paraît implacable. Si la Russie alimente l'Europe en gaz et en pétrole et que l'on veut punir la Russie, le Canada doit se présenter à l'Europe comme une autre source d'approvisionnement en gaz et en pétrole. Le problème est que cette proposition est irréaliste sur le plan commercial et irresponsable sur les plans politique et environnemental.

L'importance des hydrocarbures dans l'économie et le positionnement géostratégique de la Russie est indéniable. Les hydrocarbures ont joué un certain rôle dans la sortie, par la Russie, de la grave crise économique et sociale qui avait ébranlé le pays entre 1990 et 1997 de par les graves politiques néolibérales mises en place à cette époque.

La hausse du prix du gaz et du pétrole avait entraîné des recettes fiscales non négligeables pour l'État russe étant donné la taxe sur les exportations, mais les politiques économiques mises en place par Moscou à cette époque ne se limitaient pas seulement, précisons-le, à la seule question des hydrocarbures.

Il est certain qu'à partir du second mandat de Vladimir Poutine, en 2004, les entreprises, qui œuvraient et qui œuvrent dans le secteur énergétique et qui sont contrôlées par l'État, c'est-à-dire les Gazprom, Transneft et Rosneft, ont pris une place névralgique dans la nouvelle dynamique. L'économie russe ne dépend cependant pas exclusivement de son secteur pétrolier et gazier. Ses politiques économiques sont diversifiées. Il ne faut pas penser non plus que cela aurait un effet miraculeux, bien que de couper l'approvisionnement aurait un effet sans doute important.

Le Canada se vante d'être le premier à avoir interdit l'importation de pétrole russe. C'est pratique, parce qu'il n'en importe pas, de toute façon, depuis 2016. Cela va bien.

Revenons tout de même à la motion. Les conservateurs proposent, dans le cadre d'une motion sur l'Ukraine, de favoriser l'autorisation et la construction de gazoducs. Si nous nous fions à la tenor des propos de certains élus libéraux aussi, nous ne savons pas trop quel sera le vote de nos collègues de l'autre côté de la Chambre, mais il semble y avoir de la sympathie pour l'idée derrière, du moins.

Ceux et celles qui suivent les débats parlementaires à la télévision — que nous saluons — peuvent en ce moment même voir au bas de l'écran écrit « Invasion de l'Ukraine et gazoducs ». C'est le titre, et c'est ce qu'ils voient en bas.

Nous pourrions difficilement trouver plus fallacieux comme lien. L'impact sur le conflit en Ukraine de la motion serait nul. L'Europe n'a pas de problème d'approvisionnement en pétrole et en gaz. Aucun de ses pays n'a pris le téléphone pour appeler le Canada à l'aide non plus en la matière.

Dans le cas du pétrole, personne n'évoque la possibilité d'une pénurie. Les pays de l'OPEP ont été très clairs sur le fait qu'ils augmenteraient au besoin leur production. Dans le cas du gaz, les banques russes, par l'entremise desquelles les achats énergétiques s'effectuent, sont exclues des sanctions et peuvent donc poursuivre leurs affaires.

Dans le cas où il fallait absolument trouver des sources de rechange au pétrole et au gaz russes pour l'Europe, certains pays peuvent agir à court terme. C'est le cas des États-Unis et de l'Algérie, par exemple, qui ont des gazoducs connectés aux ports permettant l'exportation à l'Europe, mais ce n'est pas le cas du Canada.

Il faudrait plusieurs années pour que le Canada ait le temps d'autoriser et de construire ses gazoducs, et qu'il envoie un petit peu de gaz naturel liquéfié en Europe. Estime-t-on que la guerre en Ukraine va durer 15 ans? Nous espérons que non bien entendu. La proposition que nous débattons aujourd'hui consiste à vendre du rêve à l'Alberta. C'est ce qu'on appelle malheureusement de l'opportunisme.

Il y a pire. Aujourd'hui, dans un texte publié dans le journal *La Presse*, Paul Journet fait état de la présence d'oligarques russes parmi les investisseurs de la filière des énergies fossiles de l'Ouest du Canada. Cela veut dire que la motion, si on devait l'appliquer, viendrait aider les oligarques russes. C'est aussi simple que cela.

Ne faudrait-il pas plutôt avoir le même courage que les Européens et saisir leurs actifs? Cela impliquerait au contraire d'attaquer la religion pétrolière et gazière du Canada.

• (1705)

À court terme, la proposition a donc une portée insignifiante. On peut cependant défendre l'idée quant au moyen et au long terme. Je ne dis pas que je suis d'accord, car je ne le suis pas. Je dis que cela se défend. Par contre, si on le fait, c'est à condition de cesser de prétendre qu'il y a un lien avec la guerre en Ukraine. C'est aussi à condition d'être prêt à vivre avec les conséquences. Quelles sont-elles?

En premier lieu, il y a une conséquence environnementale, parce que le gaz naturel est une énergie fossile, une énergie du passé. J'admets volontiers qu'on en a besoin aujourd'hui. Est-il plus judicieux de concevoir un avenir à moyen à long terme centré sur le gaz naturel ou estime-t-on que la transition énergétique devra être accomplie au cours des 15 prochaines années? Personnellement, à l'instar de mes collègues, je choisis la seconde option.

En second lieu, il y a une conséquence politique, parce que la proposition présume que la Russie va devoir à long terme être isolée de l'Europe. J'ose espérer qu'advenant un retour de la paix, le but ne soit pas de stigmatiser, de menacer, d'humilier et d'appauvrir la Russie à long terme. Qu'arriverait-il, le cas échéant?

Ce ne sont certainement pas les intérêts du Canada qui seraient servis, parce que la Russie, si on l'isole, va sauter dans les bras de la Chine. C'est le pari qui a été fait pendant plusieurs années, et on en voit aujourd'hui le brillant résultat. La Russie va, bien entendu, aller se coller sur la Chine. Est-ce bien ce que nous voulons?

Travaux des subsides

Derrière l'orientation fondamentalement fauconne et agressive de la motion conservatrice, on vient finalement servir davantage les intérêts de la Chine. Alors qu'on prétend vouloir mettre dans un coin ces puissances soi-disant rivales, on va s'assurer qu'elles deviennent les plus grandes amies du monde. Est-ce la bonne chose à faire? C'est évident que non.

Nous nous attendions à ce que le Canada utilise la crise pour se positionner en promouvant ses énergies fossiles. Nous espérons quand même que cela se fasse avec un petit peu de subtilité. En ce moment, le Canada est subtil comme un éléphant dans un magasin de porcelaine.

Pensons donc à la transition. Pensons donc à une solution qui va véritablement dans le sens d'une vraie solidarité avec les Ukrainiens. Cela implique aussi de sortir des sentiers battus et d'éviter les chambres d'écho, parce que, en ce moment, on s'apprête à frapper un mur avec une proposition comme celle-là.

[Traduction]

M. Lloyd Longfield (Guelph, Lib.): Madame la Présidente, je remercie le député d'en face de la logique qu'il apporte dans le débat qui nous occupe. Lundi, nous avons débattu jusqu'à minuit du soutien à l'Ukraine. D'après ce que j'ai entendu, nous sommes en train de ressasser des arguments sur lesquels nous étions déjà tombés d'accord. Ce qui est proposé n'est pas un sujet que nous avons déjà abordé, il s'agit d'un projet à long terme.

Le député pourrait-il me dire comment la Chambre pourrait mieux aider l'Ukraine, au lieu de se perdre en conjectures?

• (1710)

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Madame la Présidente, ce n'est pas réaliste de penser que, demain matin, il y a du gaz naturel qui va partir presto en montgolfière pour l'Europe. Je comprends que mon collègue nous demande si, à long terme, cela pourrait être plus intéressant.

La réponse est malheureusement non, parce que c'est à long terme qu'il faut penser la transition.

Même si c'était possible et réaliste à long terme, est-ce que ce serait souhaitable? Je ne le crois pas. Je pense que nous sommes rendus ailleurs.

[Traduction]

M. Pat Kelly (Calgary Rocky Ridge, PCC): Madame la Présidente, en Europe, des dizaines de millions de personnes dépendent en fait du gaz naturel pour chauffer leur maison, et la Russie finance sa machine de guerre avec ses exportations. Je comprends l'argument du député qui dit qu'on ne peut pas construire un gazoduc du jour au lendemain, mais dans son intervention, je trouve qu'il dédaigne quelque peu les besoins énergétiques des Européens en avançant qu'il suffit que l'OPEP augmente son approvisionnement. Rappelons que les pays de l'OPEP ont également leur lot d'histoires inavouables, car ils ont eux aussi utilisé leurs ressources pour financer des guerres. En outre, l'Union européenne a bel et bien dit qu'elle a besoin de créer des partenariats avec des pays comme le Canada pour l'approvisionner en énergie.

Sanction royale

Le député convient-il — étant donné que le gaz naturel est encore une précieuse ressource énergétique dont l'économie mondiale a besoin — qu'il serait judicieux que cette ressource provienne d'un pays démocratique comme le Canada? Cette ressource ne devrait pas provenir de l'OPEP et encore moins de la Russie.

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Madame la Présidente, je reconnais volontiers que le gaz naturel est important pour l'économie, même s'il faudra éventuellement en sortir.

Quand on parle de transition, il ne s'agit pas de tout lancer par-dessus bord demain matin. Ce n'est pas cela, une transition. On fait les choses intelligemment. Il y a des secteurs où l'on ne veut mettre personne à la porte demain matin. On fait les choses de manière planifiée, stratégique et réfléchie. Là est la question.

Maintenant, mon collègue a reconnu dans sa question que les gazoducs ne seraient pas construits demain matin. Dans le fond, on est en train de parler de quelque chose d'impossible et d'hypothétique et je ne comprends même pas pourquoi on évoque à ce moment-là cette solution.

Si le gaz doit provenir de pays que mon collègue qualifie de démocratiques, certains pays, comme les États-Unis, sont beaucoup mieux placés pour faire dès maintenant cet approvisionnement à court terme parce qu'ils ont des gazoducs qui peuvent être reliés à des ports qui, eux, permettent l'exportation.

[Traduction]

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Madame la Présidente, il est extrêmement troublant que les conservateurs aient choisi de présenter une motion qui est davantage axée sur leur programme politique que sur la crise humanitaire que nous traversons.

Le Congrès des Ukrainiens Canadiens demande au gouvernement d'accélérer le processus de demande de statut de réfugié et de simplifier la réunification des familles ainsi que les déplacements sans visa. Ne devrions-nous pas nous concentrer sur ces mesures au lieu de parler d'une expansion du réseau de pipelines, surtout dans le contexte de la crise climatique?

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Madame la Présidente, nous sommes tout à fait d'accord, à 150 %. Cela a été d'ailleurs un de nos axes d'intervention plus tôt durant la période des questions orales. Cela fait partie de nos positions. Il faut travailler à ce sujet.

De plus, s'il faut qu'il y ait des sanctions contre la Russie, et il en faut quand on commet une telle agression, ces sanctions doivent être mieux ciblées. J'avais donné en exemple les oligarques russes qui investissent dans les énergies fossiles de l'Ouest canadien. Si on fait la promotion des énergies fossiles de cette région, on sert les oligarques russes.

On pourrait donc aussi avoir le courage de faire ce que l'Europe a fait et saisir cet actif également.

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Madame la Présidente, mon collègue l'a dit: aucun dirigeant européen ne nous a appelés pour avoir du gaz canadien.

Pire encore, est-ce que tout ce débat ne se transforme pas en une grosse opération de *greenwashing*? Pourtant, du pétrole vert ou du gaz vert, cela n'existe pas.

Il faut plutôt penser à une transition, c'est même ce que les dirigeants européens nous demandent. Qu'en pense mon collègue?

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay: Madame la Présidente, ma collègue a raison.

● (1715)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Comme il est 17 h 15, il est de mon devoir d'interrompre les délibérations et de mettre aux voix sur-le-champ toute question nécessaire à l'expédition des travaux des subsides.

[Traduction]

Le vote porte sur la motion. Puis-je me dispenser d'en faire la lecture?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

[La présidence donne lecture de la motion.]

La vice-présidente adjointe (Madame Carol Hughes): Si un député d'un parti reconnu présent à la Chambre désire demander un vote par appel nominal ou que la motion soit adoptée avec dissidence, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

Le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre a la parole.

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, je demande un vote par appel nominal, s'il vous plaît.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Conformément à l'ordre adopté le jeudi 25 novembre 2021, le vote par appel nominal sur la motion est différé jusqu'au lundi 21 mars, à la fin de la période prévue pour les questions orales.

SANCTION ROYALE

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): À l'ordre. J'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu la communication suivante:

Rideau Hall
Ottawa

Le 3 mars 2022

Madame la Présidente,

J'ai l'honneur de vous aviser que la très honorable Mary May Simon, gouverneure générale du Canada, a octroyé la sanction royale par déclaration écrite au projet de loi mentionné à l'annexe de la présente lettre le 3 mars 2022 à 15 h 43.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, l'assurance de ma haute considération.

Le secrétaire du gouverneur général et chancelier d'armes,

Ian McCowan

L'annexe précise que la sanction royale a été donnée au projet de loi C-12, Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse (Supplément de revenu garanti).

[Traduction]

M. Chris Bittle: Madame la Présidente, j'aimerais tenter de voyager dans le temps. Je crois que si vous le demandez, vous constaterez qu'il y a consentement unanime pour dire qu'il est 17 h 30.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Y a-t-il consentement unanime pour dire qu'il est 17 h 30?

Des voix: D'accord.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Comme il est 17 h 30, la Chambre passe maintenant à l'étude des affaires émanant des députés inscrites au Feuilleton d'aujourd'hui.

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

[Traduction]

LOI SUR LE MOIS DU PATRIMOINE ARABE

L'hon. David McGuinty (Ottawa-Sud, Lib.) propose que le projet de loi C-232, Loi instituant le Mois du patrimoine arabe, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité.

— Madame la Présidente, c'est un honneur et un privilège de prendre la parole à la Chambre ce soir pour entamer le débat sur mon projet de loi d'initiative parlementaire, qui ferait du mois d'avril le Mois du patrimoine arabe au Canada.

• (1720)

[Français]

Les premiers immigrants d'origine arabe sont arrivés au Canada en 1882, quelques années après la Confédération, il y a environ 140 ans. Le pays compte maintenant bien plus de 1 million de Canadiens d'origine arabe et ce nombre continue d'augmenter.

[Traduction]

Le premier immigrant arabe qui est arrivé au Canada il y a 140 ans était Ibrahim Abou-Nader et il s'est installé à Montréal. Depuis lors, nous avons vu la communauté arabe croître et prospérer dans différentes régions du pays et contribuer véritablement à la création du tissu social de la société canadienne. La population arabe au Canada a augmenté d'environ 34 % depuis 2011 et d'environ 75 % depuis 2006.

Grâce aux jeunes, l'avenir des Canadiens d'origine arabe est très prometteur. Environ 42 % de la population arabe du Canada est âgée de moins de 24 ans contre 29 % pour la population canadienne totale dans cette tranche d'âge. En outre, la population arabe du Canada compte une proportion plus faible de personnes âgées de

Affaires émanant des députés

65 ans et plus, soit environ 5 %, que dans l'ensemble de la population canadienne, où cette proportion est d'environ 16 %.

Ma circonscription, Ottawa-Sud, compte la deuxième population arabophone en importance parmi les 338 circonscriptions électorales du Canada. J'ai de nombreux amis dans la communauté arabe de la région de la capitale nationale et ailleurs. Je suis fier de leurs réalisations exceptionnelles, et c'est un privilège d'être leur représentant à la Chambre.

Les Canadiens d'origine arabe sont fiers de leurs racines ethniques et culturelles et sont fiers d'être Canadiens. C'est pourquoi le Mois du patrimoine arabe est si important. Il donnera aux Canadiens d'origine arabe l'occasion de mettre en valeur leur culture, leurs talents et les raisons pour lesquelles ils sont fiers d'être à la fois arabes et canadiens. C'est d'autant plus important que l'identité des Arabes, les membres de leur communauté et leur histoire au Canada font parfois l'objet d'idées fausses et de préjugés.

La culture arabe comporte de nombreuses facettes, de la nourriture à la musique en passant par l'art et la littérature, qui ont toutes une influence positive sur la société canadienne. Qu'il s'agisse d'acheter un shawarma dans son restaurant libanais préféré, ici à Ottawa, d'aller déguster du thé à la menthe et des sucreries d'un vendeur marocain avec ses amis au Petit Maghreb, à Montréal, d'acheter des caftans de soie et de satin brodés dans une petite entreprise palestinienne de Mississauga ou de fréquenter les cafés et les salons arabes d'Edmonton, ce ne sont là que quelques-unes des nombreuses façons dont les Arabes partagent leur culture avec l'ensemble de la société canadienne. Nous les en remercions.

Le Mois du patrimoine arabe au Canada sera une occasion formidable pour les Canadiens d'origine arabe de faire connaître leur apport à notre merveilleux pays. Il nous donnera l'occasion de rendre hommage aux innombrables entrepreneurs et propriétaires arabes de petites entreprises de partout au Canada qui appuient énormément leurs collectivités.

De nombreux intervenants soutiennent le projet de loi, notamment l'Institut canado-arabe. La semaine dernière, Jad El Tal, directeur de la recherche et des politiques à l'Institut canado-arabe, m'a dit qu'il était temps d'instituer le Mois du patrimoine arabe au Canada pour que les Arabes aient le sentiment de pouvoir célébrer à la fois leur identité canadienne et leurs racines arabes, qui ne sont pas mutuellement exclusives. Il a indiqué qu'une partie importante de l'identité canadienne consiste à célébrer la diversité du pays et qu'on ne peut plus brosser un portrait du Canada sans inclure les Canadiens d'origine arabe.

Je suis tout à fait d'accord avec lui. Je partage ce sentiment et j'appuie cette déclaration. J'ai toujours cru que la diversité du Canada était sa plus grande force. Je suis arrivé à cette conclusion parce que j'ai eu le privilège de vivre sur quatre continents ainsi que de travailler et de voyager dans plus de 80 pays. Le projet de loi repose sur la conviction que la diversité du Canada est sa plus grande force.

Les Arabes viennent de différents pays et ils sont de diverses confessions religieuses, mais ils ont plus de points communs, comme le leadership, l'esprit d'entreprise et une éthique de travail rigoureuse, que de différences. Parmi les personnes vivant au Canada qui sont nées dans un pays arabe, plus de la moitié ont été admises au Canada en tant qu'immigrants économiques, et près de 25 % ont été admises au Canada en tant que réfugiés.

Affaires émanant des députés

Dans les régions les plus peuplées d'Arabes au Canada, la grande majorité de ceux-ci sont d'origine marocaine, libanaise, algérienne et égyptienne. Plus de 90 % de la population arabe au Canada habite en Ontario, au Québec et en Alberta: les concentrations les plus élevées se trouvent à Montréal, à Toronto et à Ottawa-Gatineau.

• (1725)

[Français]

Les Canadiens d'origine arabe de tous les horizons contribuent de manière importante à la vie sociale, économique et politique du Canada, ainsi qu'au paysage culturel du Canada, notamment par la littérature, la musique, la nourriture et la mode.

Le projet de loi soulignerait et célébrerait l'apport historique des Canadiens d'origine arabe dans l'édification de la merveilleuse société canadienne d'hier et d'aujourd'hui.

[Traduction]

Les mois du patrimoine sont importants pour célébrer et se renseigner sur d'autres cultures et pour apprendre à se connaître. Au Canada, nous célébrons déjà les mois des patrimoines tamoul, irlandais, asiatique, caribéen, italien, portugais, islamique, noir, sikh, juif, autochtone, philippin, allemand, hispanique ou latino-américain, ainsi que le Mois de l'histoire des femmes. Le Mois du patrimoine arabe au Canada se fait attendre depuis longtemps, et j'espère que mes collègues appuieront mon projet de loi afin que le Mois du patrimoine arabe figure sur la liste.

Aux États-Unis, Arab America et la fondation Arab America ont lancé la première édition du Mois national du patrimoine arabo-américain en 2017. Quatre ans plus tard, le président Biden, par l'intermédiaire du département d'État américain, a officiellement reconnu le mois d'avril comme le Mois national du patrimoine arabo-américain. Le Mois du patrimoine arabe au Canada nous donnerait l'occasion de montrer notre reconnaissance pour les contributions inestimables des Arabo-Canadiens à la construction d'un Canada plus fort et plus inclusif.

Ce serait l'occasion de reconnaître et de célébrer les contributions de Canadiens d'origine arabe, de gens d'affaires comme Noubar Afeyan, cofondateur de Moderna; Ablan Leon, qui a fondé Leon's en 1909; Aldo Bensadoun, fondateur du détaillant canadien Aldo; et Mohamad Fakhri, PDG et fondateur de Paramount Fine Foods. Dans les médias, pensons à Mohamed Fahmy, journaliste, correspondant de guerre et auteur primé, et à Nahlah Ayed, correspondante primée de la CBC.

Du côté des arts et de la culture, mentionnons René Angélil, mari de Céline Dion, producteur, agent d'artistes et chanteur; K'naan, qui est poète, rappeur, chanteur, auteur-compositeur et instrumentiste; et Mena Massoud, un acteur surtout connu pour avoir tenu le rôle d'Aladin en 2019. Ici, à la Chambre des communes, mentionnons le ministre des Transports, le ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion, le député d'Edmonton Manning et le député de Laval—Les Îles.

Sur une note plus personnelle, je mentionnerai tout d'abord, parmi les membres de ma famille, mon parrain canado-syrien, un homme d'une intelligence, d'une gentillesse et d'une intégrité remarquables. Il venait d'un milieu modeste, même pauvre, en fait, et il a su par ses valeurs m'inculquer une profonde appréciation du dur labeur, de la générosité et du service public. Plus récemment, plusieurs de mes neveux et nièces ont épousé des personnes d'origine

libanaise. Nous les avons accueillies à bras ouverts dans notre grande famille, et elles nous rendent la pareille.

En instituant le Mois du patrimoine arabe au Canada, nous pourrions faire connaître et, enfin, célébrer l'apport des Canadiens d'origine arabe à notre merveilleux pays, et ce, non seulement en avril, mais aussi au quotidien. J'invite mes collègues de la Chambre à appuyer ce projet de loi. J'espère qu'ils verront, grâce à mes propos, que c'est manifestement la chose à faire. Ensemble, nous sommes toujours plus forts.

Pour terminer, je citerai ma défunte mère, qui avait l'habitude de dire à ses 10 enfants réunis autour de la table: « Comprenez mes enfants que, si vous vous éloignez les uns des autres, vous aurez l'impression d'être cinq; mais si vous unissez vos efforts, vous aurez l'impression d'être 20. »

• (1730)

M. Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Monsieur le Président, je sais qu'il y a plus d'Arabes dans la circonscription du député d'Ottawa-Sud que dans celle d'Edmonton Manning, que je représente. Mais, cela dit, je le remercie d'avoir rédigé et présenté ce projet de loi.

Quelle est sa perception de l'intégration des membres de sa communauté à la société canadienne, en sachant que les Arabes sont présents au Canada depuis près de 140 ans?

L'hon. David McGuinty: Monsieur le Président, je remercie mon collègue pour sa question aussi réfléchie qu'importante. Il y a des Canadiens d'origine arabe dans mon quartier et parmi mes amis, il y en a chez les entrepreneurs et les investisseurs. Certains sont de hauts fonctionnaires, d'autres des députés, des médecins, des avocats, des ingénieurs, des dirigeants d'entreprises immobilières et des chefs de compagnies aériennes, d'autres encore œuvrent dans le commerce international. Pour moi, les Canadiens d'origine arabe sont des citoyens remarquables dont la contribution à notre pays est extrêmement importante.

J'ai toujours cru qu'il incombait tout particulièrement au Canada et à sa population de montrer au reste du monde que, tous ensemble, peu importe d'où nous venons, peu importe notre langue, notre pays d'origine, notre culture, nos danses, notre musique, nos pratiques vestimentaires ou notre cuisine, nous pouvons bâtir une société sans pareille. Les Canadiens d'origine arabe contribuent grandement à cette réalité.

[Français]

Mme Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours. C'est toujours un plaisir de l'entendre.

Lorsqu'on désigne un mois pour reconnaître certains héritages, les parlementaires aiment ensuite faire rayonner cette célébration que ce soit ici, sur la Colline parlementaire, ou dans nos circonscriptions.

Je me demandais s'il avait déjà des suggestions, des idées à nous soumettre afin que nous puissions mieux célébrer ce que nous sommes sur le point d'adopter.

L'hon. David McGuinty: Monsieur le Président, je proposerais d'abord que l'on serve des sandwiches shawarma dans les vestibules de la Chambre des communes afin de bien se régaler.

Ce qui est bien, c'est qu'un mois comme celui-ci permettrait au ministère du Patrimoine canadien de planifier et d'appuyer financièrement des célébrations partout au Canada, dans des petites communautés et dans nos grandes villes. Les communautés arabes pourraient demander du financement afin de souligner la contribution des Arabo-Canadiens et de favoriser leur épanouissement.

[Traduction]

M. Blake Desjarlais (Edmonton Griesbach, NPD): Monsieur le Président, je remercie mon collègue d'Ottawa-Sud d'avoir présenté ce projet de loi très important. Je suis d'accord pour dire qu'il est important d'inclure un mois du patrimoine arabe dans la mosaïque canadienne pour célébrer les contributions des Canadiens d'origine arabe à notre société. Cela dit, depuis des décennies, et encore tout récemment, les Canadiens d'origine arabe sont la cible de discrimination, de préjugés et de haine. Dans ma circonscription, Edmonton Griesbach, des attaques ont été perpétrées contre des membres de la communauté arabe.

Le député pourrait-il parler de l'importance de ce projet de loi pour réduire ce niveau de violence et protéger les membres de nos communautés qui sont d'origine arabe?

L'hon. David McGuinty: Monsieur le Président, c'est une question profondément importante imprégnée de vérité. Il est évident que nous sommes témoins de toutes sortes de mauvais traitements, de profilage et de haine envers divers groupes de la société canadienne, notamment les Canadiens d'origine arabe, qui sont pourtant des membres à part entière de nos communautés, voire nos voisins.

J'espère que ce projet de loi et la désignation d'un mois du patrimoine arabe contribueront à éduquer les gens, à célébrer les Canadiens d'origine arabe, à éliminer les obstacles et à dissiper la peur et l'ignorance, de sorte que nous comprenions mieux que, en fin de compte, comme le dit constamment le premier ministre — et je sais qu'il le pense vraiment —, nous sommes toujours plus forts lorsque nous sommes unis.

• (1735)

M. Han Dong (Don Valley-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député d'avoir présenté ce projet de loi très important.

Il a parlé de s'écouter les uns les autres et d'apprendre les uns des autres. Cela me rappelle un discours du regretté Arnold Chan, ancien député de Scarborough—Agincourt. J'encourage fortement les nouveaux députés qui ne l'ont pas vue à regarder la vidéo de ce discours d'Arnold Chan. C'était un discours très inspirant et je crois qu'il rejoint l'esprit du projet de loi à l'étude aujourd'hui.

L'hon. David McGuinty: Monsieur le Président, je vais profiter de cette courte réponse pour honorer la mémoire de mon bon ami Arnold Chan, un jeune homme que j'ai initié à la vie publique. C'était une bonne personne. Je recommande à tout le monde de regarder la vidéo. Il s'agit de l'un de ses derniers discours, où il illustre de façon très touchante ce que nous sommes censés faire dans cette enceinte quand nous y apportons le meilleur de nous-mêmes.

M. Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Monsieur le Président, je suis très heureux de prendre la parole aujourd'hui pour appuyer le projet de loi, Loi instituant le Mois du patrimoine arabe. Je tiens à remercier le député d'Ottawa-Sud de porter ce sujet à l'attention de la Chambre. Il y a plus d'un million de Canadiens d'origine arabe. Ils sont présents dans toutes les provinces et tous les ter-

Affaires émanant des députés

ritoires, chacun ayant sa propre histoire en tant que nouvel arrivant ou que descendant d'un nouvel arrivant.

Peu importe leur pays d'origine, qu'il s'agisse du Liban, de la Syrie, de l'Irak, du Maroc, de la Palestine, de la Jordanie ou d'une dizaine d'autres pays, les Canadiens d'origine arabe ont en commun la quête d'une vie meilleure parmi nous. Ils partagent aussi la volonté de redonner au Canada. C'est cette volonté que je souhaite célébrer aujourd'hui. Il y a des figures d'origine arabe qui sont aujourd'hui bien connues de la société canadienne. À nos yeux, leur identité n'est pas double: ce sont de fiers Canadiens.

Certains sont devenus des personnalités bien connues au sein de notre société. L'acteur Keanu Reeves est né au Liban. La vedette de hockey Nazem Kadri est d'origine libanaise, tout comme le cinéaste Donald Shebib. Comme je suis à Ottawa, je me dois de mentionner le chanteur Paul Anka, dont la famille est originaire du Liban et de la Syrie. Et c'est sans parler de la longue liste de politiciens canadiens qui ont des racines arabes, dont certains siègent aujourd'hui même à la Chambre des communes.

On compte aussi parmi eux beaucoup d'hommes d'affaires. Les gens du Moyen-Orient qui parlent arabe sont réputés dans le monde entier pour leurs compétences entrepreneuriales. Malgré l'instabilité qui sévit dans leurs pays d'origine, ils ont connu la prospérité dans leur terre d'accueil. Contrairement aux acteurs, aux musiciens et aux politiciens d'origine arabe dont les noms sont bien connus, la plupart des entrepreneurs font carrière loin du regard du public, mais leurs contributions au sein de la société canadienne sont importantes et durables.

Je suis moi aussi arabe, un immigrant, et mon histoire ressemble à celle de beaucoup d'autres. Je suis venu au Canada en laissant derrière un pays déchiré par une guerre civile qui a duré 15 ans. J'avais peu de souvenirs de ce qu'était la vie dans un pays sans guerre. Je voulais une nouvelle vie.

Le 19 décembre 1990, c'est par une belle journée où la neige tombait que je suis arrivé à l'aéroport international d'Edmonton, et comme il faisait -20 degrés Celsius, je n'avais jamais eu aussi froid. Plus d'une vingtaine de personnes étaient là pour me souhaiter la bienvenue dans la belle ville d'Edmonton, en Alberta. Leur accueil chaleureux a compensé le temps froid à l'extérieur. Le long du trajet pour me rendre dans le Nord de la ville, la route et les champs étaient couverts de neige, et je sentais en moi un mélange de paix, de calme et d'excitation. C'est ici que j'allais m'établir.

Le lendemain matin, je suis sorti et j'ai pris une grande bouffée d'air froid. Il avait le goût de la liberté et des possibilités. Il y avait quelque chose dans cet endroit qui me faisait croire que le choix que j'avais fait d'immigrer du Liban au Canada était le bon. En regardant les défis qui m'attendaient, je voyais que les possibilités de réussite étaient beaucoup plus grandes que les risques d'échec. J'ai trouvé mon premier emploi dans une usine du quartier nord, comme journalier affecté à l'emballage des meubles. Quelques mois plus tard, je suis passé au service de la comptabilité analytique. J'ai appris la fabrication sur le tas, et j'ai pris conscience de l'importance de ce secteur pour l'économie canadienne.

Affaires émanant des députés

C'est par l'intermédiaire de cette usine que j'ai fait mon chemin vers le marché international, puisque j'ai pu y explorer la possibilité de promouvoir au Moyen-Orient un produit fabriqué à Edmonton. Deux mois seulement après avoir obtenu la citoyenneté canadienne, j'étais de nouveau dans un avion, mais cette fois-ci en tant que fier Canadien sondant le Moyen-Orient à la recherche de nouveaux marchés pour les produits canadiens, dans cette région où le Canada est respecté comme un symbole de liberté, de démocratie et de paix.

• (1740)

Mes horizons s'étant élargis, j'ai commencé à comprendre ce qui fait croître l'économie et comment on trouve des débouchés. Ouvrir le marché du Moyen-Orient a été un succès pour un fabricant local et un jalon professionnel pour le nouvel immigrant que j'étais.

Je me suis joint à un groupe de bénévoles dans le quartier de Castle Downs, à Edmonton, car je voulais changer les choses et redonner à la communauté. Je me suis intéressé à la politique et familiarisé avec le système pour mieux comprendre comment améliorer nos vies et contribuer à façonner des politiques destinées à améliorer le sort de tous. C'est là que j'ai rencontré des gens merveilleux et dévoués dont la passion était de servir. J'en ai appris toujours plus sur les communautés locales et je me suis familiarisé avec les différentes dynamiques de notre petit monde.

Comme je l'ai dit, mon histoire ressemble à celle de beaucoup d'autres Arabes qui sont arrivés dans notre pays en quête d'une vie meilleure et pour redonner à la communauté. Je suis fier de mes origines et je suis heureux d'assister à la création du Mois du patrimoine arabe. Je suis encore plus fier d'être un Canadien et d'avoir été choisi par mes concitoyens pour les représenter à la Chambre des communes.

Je m'en voudrais de ne pas prendre le temps de chanter les louanges de la langue arabe, qui est parlée par de nombreux Canadiens. C'est la langue de la poésie, du mysticisme, du droit et de l'humour. Sa sonorité plaît même à ceux qui ne la comprennent pas. C'est une langue qui unit la population du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. La richesse de la littérature arabe nous fait découvrir de nombreuses cultures unies par un élément commun. Cela me fait penser au Canada.

Les Arabes ont toujours exporté leur culture. On peut voir des influences arabes quand on visite l'Andalousie, en Espagne, notamment dans l'architecture de la région.

Qui sont les gens que nous célébrons avec le projet de loi dont nous débattons aujourd'hui? Ce sont des employés et des employeurs, des médecins et des infirmières, des athlètes, des chanteurs, des acteurs et des spectateurs. Ce sont des gens de tous les horizons et de tous les groupes de la société qui ont un patrimoine et une identité en commun au sein de la société canadienne.

J'invite les députés à appuyer ce projet de loi. Désignons le Mois du patrimoine arabe et célébrons les contributions des Canadiens d'origine arabe à ce pays formidable. En s'établissant au Canada, ils ont enrichi notre société d'innombrables façons. Cette année et chaque année, au mois d'avril, célébrons une culture qui a contribué énormément à l'enrichissement de la société canadienne. Rendons hommage aux Canadiens d'origine arabe qui ont contribué à faire de ce pays une société multi-ethnique et multiraciale où des gens de toutes origines peuvent vivre en paix et en sécurité.

Le Canada est un exemple de ce que la société peut être lorsque les gens célèbrent leur patrimoine sans oublier l'objectif commun qui les unit. Célébrons le Mois du patrimoine arabe. Qui que nous soyons, et quelles que soient nos origines, nous pouvons tous aller manger des baklavas et des chawarmas à la fin de la journée.

• (1745)

[Français]

M. Luc Desilets (Rivière-des-Mille-Îles, BQ): Monsieur le Président, d'abord, j'aimerais souligner que toutes mes pensées et toutes les pensées des députés du Bloc québécois vont à l'Ukraine, aux Ukrainiens et aux Ukrainiennes en cette période difficile.

J'interviendrai aujourd'hui afin d'aborder le projet de loi C-232, Loi instituant le Mois du patrimoine arabe. Il s'agit d'un projet de loi proposé par le député de la circonscription d'Ottawa-Sud et qui en est à sa deuxième lecture. Plus précisément, le projet de loi C-232 propose que le mois d'avril devienne, au Québec et au Canada, le Mois du patrimoine arabe. Le Bloc québécois est heureux de souligner l'apport extraordinaire de la communauté arabe à la société québécoise. L'an dernier, nous avons adopté une motion pour que le Mois du patrimoine irlandais commence le 1^{er} mars. J'ai eu l'honneur de souligner ce mois avec différents députés de la Chambre.

Le Bloc québécois est en faveur du projet de loi, en effet. Néanmoins, peut-être que certains de mes collègues, comme moi, trouvent que nous sommes loin de connaître en détail l'importance des communautés arabes du Québec et du Canada. Je propose d'abord de clarifier certains éléments.

Qu'est-ce qu'on entend exactement par « arabe »?

Le terme peut porter à confusion, puisqu'il fait aussi bien référence au peuple de la péninsule arabique qu'au peuple arabophone et au peuple de culture arabe. Or, la langue et la culture arabes sont loin de se limiter à l'Arabie puisqu'elles s'étendent du golfe Persique jusqu'à l'océan Atlantique en passant par le Proche-Orient et le Maghreb. Cet étalement de la langue et de la culture arabes est dû, historiquement, aux conquêtes arabes qui ont eu lieu à partir du VII^e siècle après la naissance de l'islam. Tous les habitants du Maghreb ne sont pas de culture et de langue arabes. Il suffit de nommer, à titre d'exemple, les peuples berbères.

En effet, nous aurions tort de définir nos communautés arabes uniquement par leur langue, leur pays d'origine ou leur religion, car on peut ici véritablement parler d'une civilisation. L'Occident n'aurait jamais connu la Renaissance si les Arabes, durant l'âge d'or de l'islam, n'avaient pas transmis et développé le précieux savoir des Grecs, lequel était soit oublié, soit proscrit durant le Moyen Âge. Mathématiques, philosophie, médecine, astrologie et littérature, la contribution passée de cette civilisation à la race humaine est monumentale. De nos jours, elle continue d'enrichir nos sociétés, dont notre société québécoise.

Puisque le monde arabe a connu en large partie la colonisation française au cours des XIX^e et XX^e siècles, la langue française y a pris une place prépondérante. Le français est la langue maternelle ou seconde de dizaines de millions de personnes originaires du Maghreb ou du Proche-Orient. La langue française n'est que l'un de nos points communs, car le Québec a, comme je l'ai dit, de profonds liens économiques, politiques et culturels avec les pays arabes.

Affaires émanant des députés

Je pourrais nommer, en guise d'exemple, l'entente de coopération dans les domaines de l'éducation et de la formation entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République algérienne. Les Québécois et les Canadiens d'origine arabe ont une démographie considérable. Comme le préambule du projet de loi C-232 le précise, le Canada compte désormais plus de 1 million de citoyens arabes. On attend toujours la mise à jour des chiffres de 2021, car les chiffres que je viens de mentionner datent de 2016.

Il y a toutefois quelque chose qui me chicote dans le préambule de ce projet de loi C-232. En faisant référence aux Canadiens d'origine arabe et aux communautés arabo-canadiennes, le projet de loi présente un portrait des populations d'origine arabe du Québec et du Canada qui n'est pas tout à fait conforme à la réalité, selon moi. On suggère en effet que la diaspora arabe formerait une communauté uniforme dans l'ensemble pancanadien. Suis-je surpris? Je ne le suis pas.

● (1750)

Il s'agit d'un exemple typique de la vision multiculturaliste canadienne tendant à concevoir la population du Canada comme une vaste mosaïque culturelle qui ne serait pas influencée par l'existence de nations. Or, il y a des nations. Il y a la nation québécoise, et celle-ci a une approche distincte du Canada en matière d'intégration de ses immigrants et de ses minorités culturelles.

Au Québec, nous croyons en l'interculturalisme, un modèle de vivre-ensemble où l'égalité entre les cultures est indissociable de la francisation et de la laïcisation. Les immigrants arabes, de par leur maîtrise du français, s'intègrent à merveille au Québec.

L'immigration a beau être de compétence fédérale, on ne peut pas balayer du revers de la main la volonté explicite du Québec, exprimée depuis la Révolution tranquille, de renforcer ses liens avec les pays du Maghreb et de favoriser évidemment l'immigration francophone. En effet, le facteur linguistique compte pour beaucoup.

Les populations immigrantes s'établissent au Canada. Or, le Québec s'intègre à la société canadienne, c'est-à-dire à la majorité canadienne-anglaise. Parallèlement, les populations immigrantes s'établissant au Québec intègrent la société québécoise, c'est-à-dire la majorité francophone.

Il est évident que les parcours d'intégration diffèrent selon que les immigrants sont venus au Québec ou au Canada. C'est pourquoi nous jugeons que les appellations « Canadiens d'origine arabe » et « communautés arabo-canadiennes » sont erronées.

De plus, en 2016, 368 730 personnes au Québec se disaient d'origine ethnique arabe. De ce nombre, 91,8 % maîtrisaient la langue française, alors que 44 % l'utilisaient le plus souvent à la maison. C'est donc dire qu'une vaste proportion — près de la moitié — des personnes d'origine arabe vivant au Canada sont des Québécois et des Québécoises d'origine arabe et non pas, à mon sens, des Canadiens d'origine arabe.

Je me permets d'illustrer ce propos à l'aide de mon expérience personnelle. Au cours de la dernière campagne électorale, j'ai eu l'honneur et le bonheur d'être reçu au Centre communautaire des Basses-Laurentides, près de ma circonscription, pour un débat politique. Il s'agit d'un centre communautaire à vocation musulmane. Nous y avons parlé de langue, de laïcité et de souveraineté. Je ne m'y attendais pas, mais telles furent les discussions avec une trentaine de personnes.

Je dois aussi mentionner ma rencontre, au cours de cette période électorale il y a quelques mois, avec Mgr Tabet, un influent évêque maronite d'origine libanaise. Cette rencontre m'a frappé. Mgr Tabet est un être d'une extraordinaire sensibilité, et d'une sensibilité particulièrement extraordinaire à l'égard de la réalité québécoise. Il a tenu un discours d'une incroyable limpidité sur les ponts unissant le Québec et le Liban dans l'histoire. C'est un homme qui m'a semblé éprouver un amour vraiment indéfectible pour les Québécois.

Je ressors grandi des rapprochements que j'ai eus avec ces personnes, et il ne fait aucun doute que ces rapprochements continueront d'avoir lieu dans l'avenir.

Je dédie donc la fin de mon discours à tous les Québécois et les Québécoises d'origine arabe. Je les remercie de participer au rayonnement de la francophonie et de contribuer à l'épanouissement de la société québécoise, et j'espère pouvoir, le 1^{er} avril prochain, contribuer à ce qu'on appellera le « Mois du patrimoine arabe ».

[Traduction]

M. Blake Desjarlais (Edmonton Griesbach, NPD): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son agréable discours. Je crois que beaucoup de personnes reconnaissent l'importance de ce travail.

Pendant trop longtemps, les grandes communautés arabes au Canada, avec toute leur diversité, n'ont pas obtenu la reconnaissance qu'elles méritent de la part de nos institutions, y compris la Chambre des communes. Cela doit changer. C'est pourquoi les néodémocrates sont fiers d'appuyer cette mesure législative fondamentale pour désigner le mois d'avril comme le Mois du patrimoine arabe.

Je suis ravi et honoré de prendre la parole pour appuyer le projet de loi en ma qualité de député d'Edmonton Griesbach. En tant que député ayant l'honneur de représenter l'une des plus grandes communautés arabes longuement établies au Canada, je tiens à remercier le député d'Ottawa-Sud pour le leadership qu'il a démontré en élaborant cet important projet de loi d'initiative parlementaire.

En tant qu'Autochtone, je sais personnellement à quel point les groupes racialisés sont exclus des livres d'histoire. Notre contribution, et parfois même nos mots, tombent trop souvent dans l'oubli. Nos récits sont rarement racontés ou reconnus. Que ce soit le Mois du patrimoine arabe ou le Mois de l'histoire des Noirs, l'histoire des groupes racialisés est souvent oubliée. C'est pourquoi ce projet de loi est si important.

On nous enseigne souvent des versions diluées de notre propre histoire, de nos propres expériences. Cela est clair dans le cas des Autochtones, et notre combat se poursuit pour que la vraie histoire, par exemple celle des pensionnats indiens, continue d'être enseignée. Comme beaucoup de personnes racialisées au Canada, j'ai grandi sans me voir représenté dans les médias, dans les livres, dans les publicités et dans notre histoire. Aujourd'hui, comme beaucoup d'autres, j'ai encore de vrais traumatismes qui remontent loin autour de la réappropriation de nos identités et de notre capacité à voir notre culture, notre langue et nos réalisations valorisées au Canada. Je veux voir un monde où ma nièce et tous les autres jeunes racialisés n'auront pas à se demander: « Qu'est-ce cloche avec moi? Pourquoi ne suis-je pas beau? Pourquoi je ne me sens pas à ma place? » Je veux vivre dans un Canada où ma nièce n'aura pas à dire qu'elle va faire semblant d'être blanche pour pouvoir jouer avec les autres enfants. Tous les enfants méritent d'être vus et reconnus.

Affaires émanant des députés

Si ce travail n'est pas fait, une génération entière de Canadiens d'origine arabe ne pourra pas être reconnue au Canada, ni elle ni son extraordinaire contribution au pays. Ce travail est important, surtout au moment où nous voyons la montée de la haine, souvent dangereuse et sexiste, dirigée contre les Arabes, notamment contre les musulmans. Ce phénomène est présent dans ma communauté d'Edmonton Griesbach. Nous devons faire tout ce que nous pouvons. Assurons-nous, par exemple, de penser à rendre visible cette culture et à la reconnaître lorsque nous interagissons avec nos voisins, nos amis, les membres de notre famille, nos collègues et les membres de notre communauté.

Le Mois du patrimoine arabe nous fournirait une occasion extraordinaire d'en savoir plus sur les Canadiens d'origine arabe et sur ce qu'ils accomplissent au pays, que ce soit dans les arts, les sports, la politique, ou comme l'a mentionné le député plus tôt, dans le monde des affaires, le milieu universitaire, les sciences et la littérature. Il est temps également de reconnaître les défis que doivent relever et les barrières que doivent surmonter les Canadiens d'origine arabe. Les crimes haineux sont toujours en hausse au Canada et, malheureusement, nous voyons les affreux résultats de la haine anti-Arabe ou anti-musulmane au pays.

La célébration et la valorisation des multiples contributions des Canadiens d'origine arabe sont une part importante du travail que nous devons accomplir, en tant que parlementaires, pour lutter contre toutes les formes de discrimination et de violence haineuse dirigée contre les communautés arabes partout au pays. Le Mois du patrimoine arabe et les autres mois de l'année devraient nous fournir l'occasion de continuer à bâtir un Canada bienveillant, inclusif et sécuritaire pour tous.

Je demande à tous les députés de se serrer les coudes pour adopter le projet de loi dès que possible. Le mois d'avril est à nos portes. Avec l'unité et le leadership de tous les partis, nous pouvons faire en sorte de célébrer bientôt le tout premier Mois du patrimoine arabe au Canada.

● (1755)

Le mois prochain, j'espère que nous aurons tous l'occasion de célébrer le Mois du patrimoine arabe dans nos collectivités. Les Canadiens d'origine arabe y sont présents depuis très longtemps.

J'aimerais consacrer le temps de parole qu'il me reste à raconter une histoire qui traite de la remarquable communauté des Canadiens d'origine arabe de ma circonscription, Edmonton Griesbach. La ville d'Edmonton accueille presque 5 % de la population arabe du Canada, et je suis fier de pouvoir affirmer que le cœur de cette communauté arabe se trouve dans ma circonscription. Des Canadiens d'origine arabe vivaient sur le territoire du Traité n° 6 avant même que l'Alberta devienne une province. Les premières familles d'immigrants originaires du Liban et de la Syrie sont arrivées en Alberta il y a plus de 130 ans, dans les années 1880, pour y rencontrer mes ancêtres, qui étaient des commerçants de fourrures à l'époque.

Je veux raconter l'histoire d'une Canadienne d'origine arabe remarquable qui est arrivée au Canada en 1923 et dont les contributions sont encore bien présentes au quotidien dans ma circonscription. Elle s'appelait Hilwie Jomha. Elle est née en 1905 à Lala, un petit village de la plaine de la Bekaa qui se trouve maintenant au Liban. Elle était la fille d'une grande famille du village, dont la culture était issue des sunnites, des chiites, des chrétiens et des juifs.

Le futur mari d'Hilwie, Ali Hamdon, s'est installé au Canada au début des années 1900. Avec des proches et des amis de la plaine de la Bekaa, il est devenu commerçant de fourrures à Fort Chipewyan, où ma famille vit depuis des milliers d'années, dans le Nord de l'Alberta. Après s'être installé là-bas, il est retourné à Lala, où vivait Hilwie. En 1923, elle a immigré avec lui pour se bâtir une vie ici, au Canada.

Hilwie s'est rapidement adaptée à la vie en Alberta. Elle a établi une amitié profonde avec les familles juives de Fort Chipewyan. Une fois qu'Hilwie a eu des enfants, la famille Hamdon a déménagé à Edmonton. C'est là qu'Hilwie a vraiment laissé sa marque en tant que citoyenne. Dans cette ville, la petite communauté musulmane en pleine croissance avait un gros problème dans les années 1930. Comme partout ailleurs au Canada à l'époque, elle n'avait pas de mosquée. Les prières devaient être tenues chez des gens, mais il y avait des limites à ce que les membres de la communauté pouvaient faire sans un lieu de rassemblement.

Hilwie avait un don naturel pour rapprocher les gens. Elle a rassemblé les musulmans pour le ramadan et elle est devenue le pilier de la communauté locale pendant les années 1930. C'est une décennie où les entreprises arabes d'Edmonton ont laissé leur marque dans le milieu des affaires de la ville. La communauté arabe d'Edmonton avait une grande force, et les gens ont commencé à discuter de la construction de leur propre mosquée.

Hilwie était au cœur de ces discussions. La communauté arabe d'Edmonton est rapidement passée de la parole aux actes, et elle a élaboré un plan pour construire la première mosquée en Amérique du Nord. Accompagnée d'un groupe d'hommes d'affaires arabes, Hilwie est allée demander au maire d'Edmonton s'il était possible d'acheter un terrain municipal pour y construire une mosquée, mais il y avait un problème. Le maire réclamait 5 000 \$, ce qui était beaucoup d'argent à l'époque pour une propriété. La communauté n'était pas organisée, et il n'y avait pas d'organisme central ayant suffisamment d'argent pour payer la somme demandée.

Pour régler le problème, les membres de la communauté ont uni leurs efforts pour fonder l'association arabe musulmane. Hilwie a joué un rôle central dans l'organisation de cette initiative. Elle a mobilisé toute la communauté, y compris des personnes de divers groupes religieux, pour assurer la construction de la toute première mosquée. Elle a fait du porte-à-porte sur l'avenue Jasper, pas loin de l'endroit où j'habite aujourd'hui, au cœur d'Edmonton Griesbach, pour demander aux propriétaires de commerces, ainsi qu'aux membres de la communauté et aux voisins, de soutenir le projet. Ces efforts ont permis au groupe d'acheter un terrain pour la mosquée et de bâtir ses fondations.

Toutefois, le groupe a rencontré d'autres problèmes. Les fonds initiaux étaient insuffisants pour achever la mosquée. Lorsque l'argent a été épuisé, Hilwie et les membres de la communauté arabe sont intervenus. Ils ont réclamé des fonds aux gens d'affaires musulmans de tout l'Ouest canadien. Leurs efforts ont porté leurs fruits, et la mosquée Al Rashid a enfin pu ouvrir ses portes en 1938.

Je voudrais conclure mon discours en répétant mon appel à tous mes collègues de s'unir pour que ce projet de loi sur le Mois du patrimoine arabe soit adopté aussi rapidement que possible. J'espère pouvoir le célébrer à la mosquée Al Rashid dans ma région le mois prochain. C'est la mosquée dont je viens de parler.

• (1800)

[Français]

M. Sameer Zuberi (Pierrefonds—Dollard, Lib.): Monsieur le Président, c'est un plaisir et un honneur de me lever à la Chambre et de parler en faveur de l'adoption du projet de loi C-232 qui vise à établir le mois d'avril comme le Mois du patrimoine arabe. Je tiens également à remercier l'honorable député d'Ottawa-Sud d'avoir présenté ce projet de loi.

• (1805)

[Traduction]

Compte tenu de la situation que nous vivons présentement, je veux aussi profiter de l'occasion pour parler de l'Ukraine. Nous savons qu'il s'agit d'une terrible crise humanitaire. Nous savons que les Ukrainiens se battent pour défendre leur pays et leur liberté. Je suis reconnaissant que le gouvernement et que tous les députés se soient unis pour soutenir les Ukrainiens et répondre à la crise humanitaire en cours.

Slava Ukraini.

Revenons au projet de loi C-232 et au Mois du patrimoine arabe. C'est pendant mes années à l'université, au début des années 2000, que j'ai appris à connaître les Canadiens d'origine arabe et le peuple arabe, notamment leur histoire et leur culture. C'est à cette époque que j'ai développé de grandes amitiés avec mes camarades de classe arabes au baccalauréat. Ayant moi-même des origines métissées — mon père est arrivé au Canada dans les années 70 et ma mère est une Canadienne d'origines italienne et écossaise de troisième génération de Brockville, en Ontario —, je suis personnellement fasciné par les origines des gens.

Je suis fasciné par les histoires personnelles des gens, ainsi que leur ethnie, leur culture et leur patrimoine. C'est ainsi que je suis devenu fasciné par les Canadiens d'origine arabe et tous les Canadiens avec qui j'étudiais à l'université. J'ai appris que les Arabes ne sont pas monolithiques et qu'ils sont de cultures et d'origines diverses. J'ai aussi appris que le peuple arabe a des contours. Leur histoire et leur culture sont profondes.

Plus tard, après avoir obtenu mon diplôme en mathématiques, j'ai fini par travailler au Koweït. Pour la première fois depuis ma naissance au Canada, je vivais à l'extérieur du pays. C'est là que j'ai appris à connaître à nouveau la culture arabe, mais ce n'est qu'un petit aspect de la culture arabe dans le Golfe.

J'ai également eu l'occasion de visiter d'autres pays, comme le Bahreïn. J'ai eu la chance d'admirer les magnifiques déserts de l'Arabie saoudite, de voir la Grande Mosquée Sheikh Zayed aux Émirats arabes unis et d'aller au Maroc, et je reconnais que tous les Marocains ne s'identifient pas comme Arabes. Beaucoup s'identifient communément comme Berbères ou Imazighen; ce sont des peuples indigènes, contrairement aux Arabes.

J'ai également eu la chance de visiter Jérusalem et le territoire palestinien en Cisjordanie. J'ai vu la diversité des peuples arabes ou du moins une partie. Il y a 400 millions d'Arabes dans le monde. Il y a 25 pays dont l'arabe est la langue première. Il y a beaucoup de Canadiens qui ont aussi des liens avec la culture et le patrimoine arabes.

Non seulement les Arabes viennent de diverses régions du monde et vivent dans de nombreux pays, ils sont aussi de diverses confessions religieuses. Selon la caricature, les Arabes sont princi-

Affaires émanant des députés

palement musulmans. C'est peut-être vrai, mais il existe d'importantes communautés chrétiennes en territoire arabe qui parlent arabe. Au cours de l'histoire, il y a aussi eu des communautés juives en territoire arabe.

Dans ma circonscription, Pierrefonds-Dollard, j'ai eu une merveilleuse conversation avec un homme qui vit ici aujourd'hui, mais qui vivait auparavant en Irak. Cet homme est attaché à l'arabe et à la culture arabe de l'Irak. Les Arabes sont aussi de foi druze et ba-ha'ie, ou d'aucune foi. En réalité, les origines et les confessions religieuses des Arabes sont très diversifiées.

Avant d'en finir avec la diversité régionale des Arabes, il serait mal vu de ma part de ne pas parler un instant du Yémen. La caricature des Arabes, notamment ceux du golfe Persique, les montre comme de riches émirs du pétrole, mais il y a aussi de la pauvreté. Il y a parfois une extrême pauvreté, et, en ce moment, le Yémen traverse ce que l'ONU a qualifié de pire crise humanitaire au monde: plus de 20 millions de personnes manquent de nourriture à cause d'un conflit qui dure depuis six ans. Nous devons y réfléchir.

C'est quelque chose qui doit nous donner à réfléchir. Alors que nous avons à l'esprit le peuple ukrainien, dont un million de personnes ont été déplacées, je suis sûr que nos cœurs et nos esprits sont sensibles aux personnes qui, ailleurs dans le monde, vivent dans la souffrance, comme c'est le cas au Yémen en ce moment.

Permettez-moi de m'éloigner un instant de la diversité des régions, des aspects identitaires et géographiques et de la destruction des idées caricaturales, pour aborder la question de la diversité religieuse des peuples arabes et de leur immense apport à l'humanité.

Les défis géopolitiques que connaît actuellement le monde arabe nous font parfois oublier ce que les Arabes ont donné à l'humanité. Je vais vous en citer quelques exemples.

Al-Kindi était un père de la philosophie arabe au IX^e siècle. Il a vécu à Bagdad. Il a adapté en langue arabe la science et la philosophie grecques pour les mettre à la disposition de l'humanité. Il était également une sommité en métaphysique, en éthique, en logique, en psychologie, en médecine, en pharmacologie, en mathématiques, en astrologie et dans beaucoup d'autres domaines. Si seulement, comme les gens de l'Antiquité, nous pouvions briller dans autant de domaines différents à la fois.

Ensuite, il y a eu Ibn Rochd, plus connu par beaucoup d'entre nous en Occident sous le nom d'Averroès, qui a vécu au XII^e siècle. Il a eu une grande influence sur la Renaissance en Europe. Il était une sommité en philosophie, en médecine, en théologie, en astronomie, en physique, en mathématiques, en droit et dans de nombreux autres domaines. Il a également rédigé de nombreux traités et articles sur Aristote.

Si nous faisons un saut en avant jusqu'à aujourd'hui, il y a Oum Kalthoum, une chanteuse égyptienne que beaucoup connaissent — surtout ceux qui sont liés à la culture et au patrimoine égyptiens — et qui a aussi été actrice de cinéma. Auteure-compositrice-interprète active à partir des années 1920 et jusqu'aux années 1970, Mme Kalthoum est une artiste très connue.

Il y a également Nancy Ajram, qui vient du Liban et qui est, elle aussi, très connue.

Motion d'ajournement

J'ai parlé plus tôt de la famille humaine, de cette famille où les Arabes sont plus de 400 millions. Il y a 25 pays où l'arabe est la première langue. Faisons un zoom sur le Canada, où au moins un million de Canadiens ont déclaré être d'origine arabe. Au Québec, ma belle province, il y a 170 000 Canadiens et Québécois d'origine arabe. Dans ma circonscription, Pierrefonds-Dollard, on compte 7 000 Canadiens et résidents d'origine arabe.

Les Canadiens d'origine arabe constituent une population en pleine croissance. Ils sont également très instruits. Parmi les personnes très instruites de notre pays, 61 % des Arabes ont un diplôme, un grade ou un certificat d'études postsecondaires. C'est quelque chose qu'il est important de souligner. Les Arabes sont des travailleurs acharnés.

Le premier Arabe connu à venir au Canada est arrivé en 1882 et il s'est installé à Montréal. Depuis ce temps et encore aujourd'hui, nous voyons des Arabes venir au Canada et contribuer au tissu social de notre pays.

J'aimerais prendre un moment pour souligner l'importance de ce mois du patrimoine. À l'instar de tant d'autres mois du patrimoine qui donnent aux communautés la chance d'éduquer leurs concitoyens sur leur culture et leur patrimoine et de faire connaître leurs contributions à l'humanité, le Mois du patrimoine arabe donnerait aux Canadiens arabes la chance de prendre part à l'édification de notre tissu social et de faire connaître leurs contributions à cet égard.

• (1810)

Mme Karen Vecchio (Elgin—Middlesex—London, PCC)
Monsieur le Président, c'était merveilleux aujourd'hui de siéger dans cette enceinte et d'écouter les arguments en faveur d'un mois du patrimoine arabe. Aujourd'hui, à la Chambre, nous parlons de l'Ukraine. J'ai écouté de nombreux collègues évoquer ce qui se passe dans ce pays. Ces discussions sont à l'image du Canada — un pays cosmopolite. J'ai la chance de représenter la circonscription d'Elgin—Middlesex—London, où les Arabes constituent l'une des plus importantes populations de la ville de London.

J'ai vraiment envie de parler de cette motion et je suis reconnaissante de pouvoir le faire. Je tiens à remercier le député qui l'a présentée. Elle m'a donné une bonne occasion de réfléchir à ma propre communauté et de me demander pourquoi il est important d'avoir un mois du patrimoine arabe.

Tout à l'heure, j'ai mentionné quelque chose à l'une de mes employées. Elle s'appelle Raghed, et je lui ai dit que c'est en cassant la croûte avec les autres qu'on apprend à les connaître. Au cours de notre journée de réflexion du personnel l'été dernier, je lui ai demandé si elle pouvait apporter des mets traditionnels pour que nous apprenions à mieux connaître sa culture. C'est ce qu'il faut faire. Voilà pourquoi les mois ou les journées du patrimoine nous donnent l'occasion de vraiment prendre le temps de parler de nos origines, de notre langue et de nos traditions. Je pense que c'est très important.

Je veux parler de certaines choses que nous voyons dans la ville de London. Je sais que la députée de London-Ouest est ici, et nous devrions être très fiers des gens que nous avons dans nos communautés. J'aimerais lire un extrait d'un article. En fait, pour être honnête, j'ai repris beaucoup de passages de ce dernier, mais il est si bien écrit que je tiens à ce que les passages que je vais lire soient consignés dans le compte rendu. Écrit il y a quelques années par Adela Talbot, l'article a été publié par l'Université Western Ontario

dans le *Western News*. Il s'agit d'un exposé sur l'histoire de la communauté arabe de la ville de London. Alors voilà:

À partir de 1890, et tout au long du XX^e siècle, des immigrants arabes de générations successives sont venus à London, en Ontario, pour s'établir dans une nouvelle vie et, par la suite, pour bâtir une communauté qui continue de prospérer à ce jour. Plusieurs des noms de ces premières vagues d'immigrants arabes sont restés: Hasan, Barakat, Said, Aziz, Hajar, Fadel, Shoshar, Sala, Hejazi.

Parmi ceux que la communauté occidentale a sans doute bien connus, il y a eu Philip Aziz, un membre notoire de l'une de ces familles. Fils d'un Libanais, Philip est éventuellement devenu professeur à la Western, et une rue a été nommée en son honneur.

J'ai perdu cette rue lors du redécoupage il y a quelques années, mais je suis très fière qu'on lui ait rendu cet hommage. L'article se poursuit:

Ces familles ont réussi dans d'innombrables domaines. Mais au fil des ans, c'est un respect profondément ancré dans l'histoire et l'avenir de la langue arabe qui a uni cette communauté et créé un héritage durable que les personnes dont c'est la langue maternelle peuvent transmettre à la génération suivante.

En 1950, la communauté a organisé la première société de bienfaisance islamique pour s'occuper des nouveaux arrivants en les aidant à maîtriser la langue et en les renseignant sur les coutumes locales et les questions culturelles. Cela a permis de promouvoir des liens d'amitié et de coopération avec les membres non arabes et non musulmans de la communauté élargie. La société a construit des ponts de compréhension qui ont intégré les nouveaux arrivants au cœur de leur terre d'adoption.

Au fil du temps, la communauté arabophone a institutionnalisé l'apprentissage de sa langue maternelle. Elle s'est tournée vers ses amis des communautés environnantes pour obtenir un soutien. Plus de mille personnes — de London, Toronto, Windsor et Samia — ont assisté à la première conférence des locuteurs natifs de l'arabe. Elles ont exprimé leur souhait de renforcer les liens culturels et d'encourager les générations futures à préserver le patrimoine linguistique et culturel de leurs racines communes.

Avec l'arrivée au Canada d'un nombre croissant d'immigrants en provenance de pays musulmans et arabophones, l'importance de l'arabe est une préoccupation ressentie par un grand nombre des membres les plus instruits de la communauté. Préoccupés par la perte de leurs racines arabes et de l'identité de leurs enfants, les parents ont fait des dons pour la construction d'un modeste lieu de prière. Ce lieu servait également d'espace pour parler arabe [...]

Comme il ne me reste plus qu'une minute, je voudrais parler de cette mosquée que l'on peut trouver à London. Elle a été construite sur la rue Oxford en 1957. Malheureusement, elle a été ravagée par un incendie en 1962, mais la communauté s'est rassemblée pour la reconstruire et elle a rouvert ses portes en 1964. Voici des actes dont nous pouvons être fiers. Ce sont là les accomplissements d'une communauté.

Il y a plus de 400 millions d'Arabes dans le monde, et nous savons que certains viennent dans notre beau pays, pleins d'espoir, ou parfois pour se réfugier et commencer une nouvelle vie. Je suis si fière de pouvoir accueillir de nombreuses personnes d'origine arabe dans la ville de London pour qu'ils deviennent nos voisins. J'aimerais aussi dire que lorsqu'on prend le temps d'apprendre et de célébrer le patrimoine d'un autre pays, nous découvrons combien notre pays est merveilleux.

• (1815)

[Français]

Le vice-président: La période prévue pour l'étude des affaires émanant des députés est maintenant expirée et l'étude du projet de loi est reportée au bas de l'ordre de priorité au Feuilleton.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

[Traduction]

LA SANTÉ

M. Martin Shields (Bow River, PCC): Monsieur le Président, c'est une journée particulièrement intéressante à la Chambre. Je sais que le député d'en face attend que je m'exprime au sujet de la santé et des exigences relatives à la vaccination. J'y viendrai dans un instant, mais je voudrais aborder d'autres points après ce que j'ai entendu aujourd'hui à la Chambre. Le débat a été en effet très intéressant.

Comme nous le savons, environ 30 % des ressources naturelles du Canada viennent de l'étranger, et ces ressources sont principalement utilisées dans l'est du pays. J'ajouterais que dans les 20 dernières années, le Canada a utilisé 500 milliards de dollars de ses propres ressources énergétiques pour construire partout au pays des routes, des écoles et des hôpitaux. C'est sans compter les 500 autres milliards qu'il nous a fallu acheminer depuis l'étranger. Un des pays qui nous fournit ces ressources étrangères, c'est justement la Russie.

Le Canada consacre environ 1,4 % de son PIB aux dépenses militaires, tandis que la Russie en consacre 5 %. Cette dernière tire une bonne partie de ses recettes de l'exportation de ressources. Voici quelques déclarations qui ont été faites. Le ministre ukrainien des Affaires étrangères a déclaré que le monde devait boycotter le pétrole et le gaz russes. Au tout début, ici à la Chambre, il y a eu une discussion à ce sujet, et un ministre a dit que nous n'importions pas de pétrole brut russe. Ensuite, on a fini par dire que le Canada importait des produits dérivés du pétrole, à hauteur de plusieurs milliards de dollars, au fil des ans.

Comment la Russie a-t-elle utilisé cet argent? Selon le ministre ukrainien des Affaires étrangères, un embargo total s'impose, car la Russie a désormais les moyens de payer des armes pour assassiner des hommes, des femmes et des enfants ukrainiens. Nous devons comprendre l'ampleur de cet enjeu.

Certains diront que j'appuie le secteur pétrolier et gazier parce que ma circonscription repose là-dessus, mais ce n'est pas le cas. En fait, certaines des plus grandes centrales éoliennes du Canada se trouvent dans ma circonscription. On est en train d'y construire la plus grosse centrale solaire du Canada. Notre région est l'une des plus ensoleillées du pays, voire la plus ensoleillée. Nous utilisons différentes sources d'énergie. Il y en a beaucoup dans ma circonscription.

Toutefois, la Russie a obtenu 13,1 milliards de dollars du Canada pour son pétrole. En 2021, l'importation de pétrole russe a représenté près de 400 millions de dollars. C'est ce qui a permis à la Russie de payer bon nombre des armes qu'elle utilise contre l'Ukraine. Dorénavant, nous devons utiliser les ressources canadiennes, car notre économie est en transition. Il faut cesser d'importer du pétrole en provenance de pays comme la Russie.

• (1820)

M. Adam van Koevreden (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé et de la ministre des Sports, Lib.): Monsieur le Président, la question qui figure au Feuilleton n'a pas été posée. Je ne sais donc pas si le député souhaite que je parle des mesures prises à la frontière, de la santé ou de l'industrie pétrolière et gazière. Je ne suis jamais étonné qu'un député du Parti conservateur préfère parler de l'industrie pétrolière et gazière plutôt que de tout autre sujet, mais voilà où nous en sommes.

Motion d'ajournement

[Français]

Je suis heureux d'avoir l'occasion de parler des mesures du gouvernement aux frontières pour protéger les Canadiens contre la COVID-19.

Les mesures frontalières sont fondées sur les données disponibles, sur les preuves scientifiques et sur la surveillance de la situation épidémiologique, tant au Canada qu'à l'étranger.

[Traduction]

En réponse au variant Omicron, nous avons mis en œuvre un certain nombre de mesures pour protéger les Canadiens. Les données récentes indiquent que le sommet de la dernière vague de COVID-19, alimentée par le variant Omicron, est passé au Canada, ce dont nous pouvons tous nous réjouir. Nous pouvons donc passer à une approche plus durable de la gestion à long terme de la COVID-19 à nos frontières. Une telle approche implique un certain ajustement de nos mesures et de notre attitude à la frontière.

Depuis le 28 février 2022, le programme obligatoire de dépistage aléatoire des voyageurs vaccinés s'applique à tous les voyageurs vaccinés. Autrement dit, les voyageurs adéquatement vaccinés qui arrivent au Canada en provenance de n'importe quel pays ne seront plus tenus de subir un test moléculaire de dépistage de la COVID-19 lors de leur arrivée, à moins qu'ils aient été sélectionnés au hasard. En outre, ces voyageurs sélectionnés au hasard n'auront pas à se placer en quarantaine en attendant le résultat de leur test. Les enfants de moins de 12 ans qui ne sont pas encore adéquatement vaccinés, mais qui voyagent avec leurs parents ou leurs tuteurs adéquatement vaccinés, demeureront exemptés de la quarantaine, mais cette exemption ne comportera maintenant plus aucune condition. Ainsi, ils n'auront plus à attendre ou à s'auto-isoler avant de retourner à l'école, à la garderie ou au camp de jour. De plus, ils ne sont plus visés par le dépistage ni par diverses autres exigences particulières.

Pour l'instant, il n'y a aucun changement aux exigences pour les voyageurs non vaccinés, qui devront toujours subir un test à leur arrivée de même qu'au huitième jour, en plus de se placer en quarantaine pendant 14 jours.

Un autre changement récemment mis en œuvre permet désormais aux voyageurs d'obtenir un test antigénique rapide ou un test moléculaire négatif pour satisfaire aux exigences avant d'entrer sur le territoire. Pour que le test rapide soit considéré comme valable, il doit être autorisé par le pays dans lequel il a été acheté et doit être administré par un laboratoire médical ou un service de télésanté. S'il est auto-administré, il doit l'être sous l'observation d'un laboratoire — en personne ou par moyen audiovisuel — ou d'un fournisseur de soins de santé.

Les voyageurs qui choisissent de présenter un résultat de test antigénique rapide négatif valide devront avoir effectué ce test au plus tôt un jour avant l'heure de départ initialement prévue ou avant d'entrer au Canada par voie terrestre ou maritime. Pour ceux qui choisissent de subir un test moléculaire, les exigences restent les mêmes. Le test doit être effectué dans les 72 heures précédant leur vol ou leur arrivée à la frontière terrestre ou maritime.

Enfin, le gouvernement du Canada a aussi abaissé les Conseils de santé aux voyageurs en les faisant passer du niveau 3 au niveau 2. Cela signifie que le gouvernement ne recommande plus aux Canadiens d'éviter de voyager à des fins non essentielles, ce qui est réjouissant pour ceux qui espèrent faire un voyage en mars.

Motion d'ajournement

• (1825)

[Français]

L'Agence de la santé publique du Canada travaille en étroite collaboration avec les autres ministères, notamment Affaires mondiales Canada, Transport Canada et Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, pour prioriser toutes les mesures nécessaires afin de faciliter l'entrée des réfugiés en provenance de l'Ukraine.

Comme nous l'avons toujours dit, les mesures frontalières du Canada demeurent souples et adaptables, guidées par les données scientifiques et la prudence.

[Traduction]

En terminant, je tiens à dire que je suis très heureux d'entendre mon collègue d'en face souligner à quel point l'Alberta fait un excellent travail dans le domaine des énergies renouvelables, en particulier l'énergie solaire et éolienne. Nous pouvons tous en être fiers.

M. Martin Shields: Monsieur le Président, je respecte mon collègue. Quiconque parvient à être un athlète olympique mérite le respect. J'ai donc le plus grand respect pour mon collègue d'en face, qui a représenté notre pays.

Passons aux mesures obligatoires, qui sont à l'origine d'une des difficultés du secteur agricole dans le Sud de l'Alberta. Beaucoup de gens de ce secteur m'ont dit que 200 familles ont déménagé au Texas ou au Mexique. Notre secteur de l'irrigation est incroyablement productif: les terres irriguées produisent l'équivalent de 20 % du PIB du secteur agricole de l'Alberta. Les agriculteurs de ma circonscription et d'autres habitants du Sud de l'Alberta sont très fâchés que nous ayons perdu tant de personnes parce qu'elles ont choisi de ne pas se faire vacciner et de s'opposer aux mesures obligatoires. Ce sera un problème de taille dans le secteur agricole du Sud de l'Alberta cette année.

M. Adam van Koevorden: Monsieur le Président, je remercie le député pour ses bons mots au sujet des Olympiques. Je sais qu'il a été un enseignant et qu'il a enseigné à ma bonne amie Sherraine Schalm. Je peux prononcer son nom car elle n'est pas députée. Elle a compétitionné en escrime.

Le gouvernement du Canada peut modifier les mesures à la frontière parce que nous avons maintenant une variété d'outils à notre disposition. Il s'agit notamment de solides systèmes de surveillance, d'un taux de vaccination élevé parmi la population, d'un accès continu à des vaccins et des traitements tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système hospitalier, et à un accès accru à des tests de dépistage rapide.

Je rappelle aux Canadiens qu'ils devraient continuer de faire preuve de prudence lorsqu'ils voyagent à l'étranger et que le risque de tomber malade à l'étranger demeure bien réel. Les Canadiens doivent être conscients qu'il demeure possible qu'ils aient à prolonger leur séjour à l'étranger s'ils obtiennent un résultat positif à un test de dépistage de la COVID-19 lorsqu'ils sont à l'extérieur du pays.

[Français]

Il existe également un risque permanent que les mesures relatives aux voyages dans un autre pays ainsi qu'au Canada soient modifiées pendant le voyage. L'Agence de la santé publique du Canada travaille en étroite collaboration avec d'autres ministères comme Affaires mondiales Canada...

Le vice-président: La parole est à l'honorable député de Sherwood Park—Fort Saskatchewan.

[Traduction]

L'AGENCE DU REVENU DU CANADA

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, les exigences en matière de direction et de contrôle posent problème au secteur caritatif du Canada. Selon ces exigences, les organismes de bienfaisance qui participent à des activités doivent pleinement diriger et contrôler ces activités. Il convient, bien sûr, que les organismes de bienfaisance soient soumis à des règles et à des restrictions, qu'ils aient à rendre compte de l'argent qui leur a été donné et qu'ils choisissent leurs activités en fonction de leur objectif de bienfaisance conformément aux règles en place. Or, les exigences liées à la direction et au contrôle ne sont pas nécessaires à la reddition de comptes. On peut avoir un cadre qui exige une reddition de comptes sans imposer ces exigences restrictives.

Les exigences en matière de direction et de contrôle ont une incidence particulièrement marquée dans le domaine du développement international, parce qu'elles restreignent nettement la possibilité qu'ont les organismes de bienfaisance d'établir des partenariats constructifs avec des organismes d'ailleurs dans le monde. La pratique exemplaire, dans le domaine du développement international, c'est de faire en sorte que les habitants du pays en développement soient les héros de leur propre histoire tandis que les donateurs et les organismes externes les appuient, sans chercher à contrôler ni à gérer tous les aspects du processus de développement et de la vie de ces communautés. Les exigences liées à la direction et au contrôle vont donc complètement à l'encontre de cette pratique exemplaire qui encourage l'autodétermination dans un contexte de développement. En fait, elles promeuvent une visée néo-colonialiste bien établie que souhaitent délaissier beaucoup d'organismes et beaucoup de résidents des pays en développement.

En réponse à ces préoccupations qui sont soulevées fréquemment par divers organismes de développement international — et que partagent d'autres organismes de bienfaisance — la sénatrice Omidvar a présenté un projet de loi d'initiative parlementaire pour réduire les exigences en matière de direction et de contrôle tout en continuant de demander des comptes par rapport à l'objectif de bienfaisance. Ce projet de loi a été adopté à l'unanimité lors de la dernière législature, et il a été adopté à l'unanimité dans la même forme pendant la législature actuelle. Il est maintenant inscrit au nom de mon collègue de la Chambre qui représente une circonscription dont j'oublie le nom.

Le 14 février, nous avons demandé au gouvernement quelle était sa position par rapport au projet de loi. Nous avons posé trois questions sur la direction et le contrôle, et je fais un suivi à ce sujet, car, malheureusement, les réponses semblent laisser entendre que la ministre n'était même pas au courant du dossier. J'ose espérer qu'il s'agissait d'une erreur dans le processus de réponse et que nous pourrions obtenir des précisions ce soir sur la position du gouvernement en ce qui concerne la direction et le contrôle.

Je signale au gouvernement que ce n'est pas un enjeu partisan. Il ne devrait y avoir que des avantages à apporter des corrections aux exigences en matière de direction et de contrôle. Mon collègue qui a présenté le projet de loi a reçu l'appui d'une députée du NPD, ce qui témoigne d'un appui multipartite. Je crois que tous les partis de l'opposition ont déjà dit clairement qu'ils appuient ce projet de loi. C'est donc dire qu'une majorité des députés à la Chambre veulent que ce projet de loi soit adopté, mais le problème avec les projets de loi d'initiative parlementaire, c'est qu'on manque parfois de temps. Les gens conviennent que c'est une bonne idée, mais l'étude du projet de loi n'avance pas assez vite.

J'aimerais demander au gouvernement quelle est sa position sur le projet de loi S-216, le projet de loi sur la direction et le contrôle qui a maintenant été adopté deux fois à l'unanimité par le Sénat. Si le gouvernement appuie le projet de loi, est-il prêt à travailler avec nous pour essayer de faire avancer le processus afin que le projet de loi puisse finalement être adopté au cours de cette législature? J'ai travaillé sur d'autres dossiers, notamment celui du prélèvement et du trafic d'organes, où nous avons un bon projet de loi que tout le monde appuie, mais plus de 10 ans se sont écoulés et nous en parlons encore parce que chaque législature prend fin avant qu'il puisse être adopté. J'espère que cela ne se produira pas dans ce cas-ci.

• (1830)

Mme Rachel Bendayan (secrétaire parlementaire du ministre du Tourisme et ministre associé des Finances, Lib.): Monsieur le Président, c'est toujours un plaisir d'échanger avec mon collègue de Sherwood Park—Fort Saskatchewan, avec qui je siège au comité des affaires étrangères. Comme les députés peuvent l'imaginer, nous avons été fort occupés ces dernières semaines avec l'émergence de la situation en Ukraine et, bien entendu, l'invasion illégale de ce pays. Je crois que mon collègue voulait faire référence tout à l'heure au député de Northumberland—Peterborough-Sud, qui a présenté le projet de loi complémentaire.

J'aimerais commencer ma réponse à mon collègue en étant très transparente à son endroit et envers tous les députés. Le gouvernement est en train d'analyser avec soin le projet de loi S-216 et il communiquera sa position pendant que celui-ci franchira les étapes du processus législatif à la Chambre des communes. En effet, il y a beaucoup en jeu, et nous devons examiner très attentivement la façon dont nous pourrions améliorer le cadre dans lequel les organismes de bienfaisance travaillent en partenariat avec d'autres organismes de bienfaisance au Canada.

[Français]

Comme mon honorable le sait très bien, les incitatifs fiscaux du Canada pour les dons de charité sont parmi les plus généreux au monde et les Canadiens sont également très généreux. Ils ont réclamé 11 milliards de dollars pour des dons faits à des organismes de bienfaisance enregistrés et à des bénéficiaires admissibles en 2020. Cela s'est traduit par un allègement fiscal fédéral de 3,1 milliards de dollars pour les donateurs grâce au crédit d'impôt pour don de bienfaisance.

Pendant ce temps-là, les sociétés ont fait 3 milliards de dollars de dons et ont bénéficié d'une aide fiscale fédérale d'environ 710 millions de dollars grâce à la déduction fiscale pour dons de bienfaisance.

La générosité de cette aide fiscale et d'autres privilèges fiscaux accordés aux organismes de bienfaisance nécessitent que les orga-

Motion d'ajournement

nisations qui décident de s'enregistrer en tant qu'organisme de bienfaisance respectent un ensemble de règles particulières énoncées dans la Loi de l'impôt sur le revenu. Ces règles sont conçues pour garantir que les fonds donnés sont effectivement utilisés à des fins de bienfaisance. En remplissant cette fonction, ces règles protègent la confiance du public dans le secteur caritatif dans son ensemble.

En vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, l'une des principales règles régissant la réglementation des organismes de bienfaisance stipule que les organismes enregistrés peuvent utiliser leurs ressources de deux façons: soit pour leurs propres activités de bienfaisance, soit comme dons à des bénéficiaires reconnus. Cette règle a été conçue afin de garantir un niveau élevé de responsabilité pour les dons bénéficiant d'une aide fiscale.

• (1835)

[Traduction]

Selon les dispositions actuelles de la loi, les organismes de bienfaisance peuvent former des partenariats avec des intermédiaires pour mener leurs activités caritatives, mais elles doivent en effet garder une direction et un contrôle suffisants en ce qui concerne les ressources de l'organisme de bienfaisance. C'est ainsi que la loi actuelle a été rédigée. L'intention du législateur est que les règles fiscales fédérales soutiennent le travail des organismes de bienfaisance tout en leur demandant des comptes sur leur utilisation des dons, afin que les Canadiens aient l'assurance que les dons ouvrant droit à une aide fiscale qu'ils font à des organismes de bienfaisance parviennent bel et bien à ces organismes.

M. Garnett Genuis: Monsieur le Président, je remercie ma collègue, la secrétaire parlementaire, d'avoir répondu à ma question de manière transparente en précisant que le gouvernement n'a pas terminé d'étudier le projet de loi.

À mon avis, nous avons un petit problème en ce qui concerne le traitement des projets de loi d'initiative parlementaire. En effet, lorsqu'ils sont examinés, il arrive souvent qu'ils soient soumis au Cabinet trop tard dans le processus. Ce serait bien si ces projets de loi pouvaient être examinés plus tôt. Ainsi, le gouvernement pourrait présenter sa décision plus tôt. Dans l'éventualité où il appuierait un projet de loi d'initiative parlementaire, ce dernier pourrait franchir plus rapidement les étapes subséquentes. Malheureusement, il arrive très souvent que les retards s'accroissent et, lorsque le gouvernement présente sa position, nous sommes déjà rendus à la deuxième heure de débat.

Je demande à la secrétaire parlementaire de faire tout ce qu'elle peut pour s'assurer que, au moins avant la première heure de débat, qui est prévue pour la mi-mai, des discussions aient lieu afin que le gouvernement prenne une décision. En effet, si les députés pouvaient, pendant la première heure de débat, s'entendre pour accélérer l'adoption du projet de loi et sauter la deuxième heure, nous pourrions le faire adopter plus vite. Je le répète: je ne veux pas que ce projet de loi meure encore au Feuilleton et que nous ayons à en débattre de nouveau à la Chambre. Travaillons pour que cette discussion ait lieu, et réunissons les bonnes conditions pour le faire.

Mme Rachel Bendayan: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa suggestion de nature procédurale. Je crois comprendre que le projet de loi S-216 a été adopté récemment par le Sénat et que l'étude par la Chambre des communes est la prochaine étape du processus législatif. Le gouvernement, comme je l'ai mentionné plus tôt, est en train de l'analyser et prendra ensuite une décision.

Motion d'ajournement

J'ai hâte d'examiner, avec mon collègue d'en face et tous ceux qui s'y intéressent, la proposition contenue dans le projet de loi présenté par le Sénat.

LE LOGEMENT

Mme Anna Roberts (King—Vaughan, PCC): Monsieur le Président, avant d'avoir le privilège de représenter les habitants de King—Vaughan, j'ai travaillé dans le secteur bancaire pendant de nombreuses années. Tout au long de ma carrière, j'ai observé les nombreuses fluctuations du marché immobilier canadien, mais je dois avouer que la situation actuelle au pays m'inquiète extrêmement.

Avant la pandémie, de nombreux Canadiens étaient déjà aux prises avec une crise des logements abordables. Depuis mai 2020, le prix des maisons a grimpé de presque 50 %. Depuis l'arrivée au pouvoir des libéraux il y a sept ans, le coût moyen d'une maison a doublé au Canada. Ce n'est pas normal. Il est alarmant que le prix des logements au pays ait doublé en seulement sept ans.

Qu'est-ce que le gouvernement propose comme solution? Dans le marché actuel, comment pouvons-nous donner l'assurance aux nouveaux acheteurs qu'il est encore possible pour eux d'acheter leur première maison? Le ministre du Logement a récemment tenu un sommet national sur l'offre de logement, ce qui montre parfaitement que le ministre et le gouvernement souhaitent davantage s'afficher dans les médias que prendre des mesures concrètes. Je dois reconnaître que les libéraux ne ratent jamais une occasion de se mettre en valeur.

Toutefois, il n'est que trop évident que le gouvernement n'a pas de véritable plan pour résoudre la crise du logement. D'ailleurs, plus tôt cette semaine, les libéraux qui siégeaient au comité des finances ont rejeté une interdiction de deux ans des investissements étrangers dans l'immobilier au Canada, et ce, même si, il y a moins d'un an, en campagne électorale, le Parti libéral a explicitement promis d'appuyer cette mesure. Pourquoi le gouvernement continue-t-il de faire des promesses qu'il n'a aucune intention d'honorer?

Le ministre du Logement a présenté quelques projets de dépense et de construction, mais, comme toujours, c'est trop peu, trop tard. Cette année, au lieu d'augmenter, le nombre de mises en chantier résidentielles a stagné et rien ne garantit qu'il atteindra les niveaux requis. À l'heure actuelle, les estimations montrent que, à elle seule, l'Ontario pourrait avoir besoin de plus de 650 000 nouvelles habitations pour porter son ratio de logements par rapport à sa population à égalité avec le reste du pays. Comparativement à nos voisins du G7, le Canada est en situation alarmante, puisque nous avons, simultanément, le plus faible parc de logements ajusté en fonction de la population et le taux de croissance de la population le plus élevé du G7. Tous ces facteurs réunis font que, selon les projections, le prix des habitations augmentera encore de 10,5 % au cours de la prochaine année.

Le gouvernement a annoncé des cibles ambitieuses en matière d'immigration. Il espère que le Canada accueillera plus de 400 000 nouveaux arrivants cette année. C'est certes à envisager, puisque nous avons une population vieillissante et de grands espaces pour accueillir plus d'immigrants. Toutefois, si l'espace ne manque pas, les toits, eux, se font rares. Dans le contexte d'une accablante pénurie de logements, le gouvernement propose ainsi de stimuler la demande encore bien plus. Honnêtement, à moins de prévoir la venue de dizaines de milliers de travailleurs de la construction, comment le gouvernement croit-il que ces nouveaux arrivants vont trouver à se loger?

Nous connaissons une grave pénurie de logements abordables et le gouvernement libéral fait tout en son pouvoir pour éviter de rendre des comptes. Après sept ans d'immobilisme et de promesses non tenues, les Canadiens ont droit à un leadership qui ravive le rêve de l'accession à la propriété. Quel est le plan du ministre pour remédier à la crise qui a émergé sous la gouverne des libéraux?

● (1840)

[Français]

Mme Soraya Martinez Ferrada (secrétaire parlementaire du ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion (Logement), Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, je remercie mon honorable collègue de King—Vaughan de soulever cet important dossier qu'est le logement.

Le principal objectif du gouvernement est d'aider la population à relever les défis auxquels elle est actuellement confrontée. Depuis notre premier mandat, nous n'avons cessé d'investir dans le logement abordable. Je suis fière du bilan que nous avons à proposer aux Canadiens. Nous avons fourni de grands efforts pour loger les Canadiens et les Canadiennes de partout au pays.

L'offre de logement et l'abordabilité sont des défis très réels pour de nombreux Canadiens et Canadiennes. C'est pourquoi le gouvernement veille à ce que tous les Canadiens aient un toit sûr et abordable. En croissance, l'offre de logement devient essentielle.

Nous avons fait croître les investissements dans le logement abordable. Nous reconnaissons qu'il y a encore beaucoup de travail à faire, qu'il s'agisse de construire plus de logements chaque année, d'augmenter le nombre de logements abordables ou de mettre fin à l'itinérance chronique. Le gouvernement s'est engagé à travailler avec ses partenaires pour obtenir des résultats concrets.

Nous reconnaissons que l'accession à la propriété est particulièrement difficile pour les jeunes au pays et qu'elle crée également des inégalités de richesse entre les générations plus âgées et celles plus jeunes. Je n'ai qu'à penser à mon frère qui, en ce moment, ne peut pas acheter de propriété. C'est aussi pour lui et pour l'ensemble des jeunes partout au pays que nous allons faire cela.

Notre gouvernement veut aider. C'est pourquoi nous allons mettre en place un programme plus souple pour l'incitatif à l'achat d'une première propriété. De plus, pour aider les locataires à s'engager dans la voie de la propriété, nous allons explorer la création d'un fonds qui va permettre de concevoir et de faire croître des projets de location avec option d'achat dans tout le pays.

Nous allons également réduire les frais de clôture pour les acheteurs d'une première habitation. Tout cela est rendu possible grâce à notre Stratégie nationale sur le logement, un plan de 72 milliards de dollars sur 10 ans qui va donner un chez-soi à un plus grand nombre de Canadiens.

Nous avons une multitude de programmes en place dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement qui donnent des résultats. En effet, la semaine passée, le ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion, en collaboration avec la Fédération canadienne des municipalités, a tenu virtuellement le Sommet national sur l'offre de logement de 2022. Plus de 300 personnes de partout au pays ont participé aux discussions, qui étaient innovantes et portaient sur les défis liés à l'offre de logement et aux solutions.

J'aimerais rassurer ma chère collègue de l'opposition: au-delà des caméras, qui étaient celles de nos ordinateurs, il y a eu beaucoup de discussions sur l'innovation. Notre gouvernement va faire des investissements importants et nous allons continuer d'investir dans le logement parce que nous croyons tous — j'espère que l'opposition sera de la partie — que tout le monde mérite une chance de réussir et de s'épanouir et que cela passe, entre autres, par un toit sur notre tête.

• (1845)

[Traduction]

Mme Anna Roberts: Monsieur le Président, voilà où nous en sommes: aujourd'hui même, nous avons appris que le prix moyen des propriétés dans la ville de Toronto est passé à 2 millions de dollars. Certes, l'offre est insuffisante, mais nous ne construisons pas les propriétés assez rapidement et ne veillons pas à en garantir l'abordabilité pour les acheteurs d'une première propriété.

Il y a des programmes, j'en conviens. Il y a le programme qui permet de retirer jusqu'à 35 000 \$ de son REER, un montant qui pourrait augmenter cette année, il me semble. Toutefois, combien d'acheteurs d'une première propriété connaissez-vous qui ont de telles économies juste après l'obtention de leur diplôme? Nous avons besoin de programmes qui tiennent compte des acheteurs

Motion d'ajournement

d'une première propriété et qui leur donnent l'espoir d'accéder à la propriété.

[Français]

Mme Soraya Martinez Ferrada: Monsieur le Président, encore une fois, nous reconnaissons les défis auxquels les Canadiens et les Canadiennes font face. Nous sommes conscients que le coût de la vie augmente, que le coût des propriétés augmente et que, plus particulièrement, le coût du logement est effectivement un grand défi en ce moment.

Nous sommes déterminés à bâtir un système de logement plus solide. Comme je le disais tout à l'heure, c'est un programme qui permettra aux locataires de devenir propriétaires. La Stratégie nationale sur le logement va nous permettre de mettre les bouchées doubles. J'espère que nous pourrions compter cette fois-ci sur l'appui de l'opposition officielle pour les programmes qui s'en viennent.

[Traduction]

Le vice-président: La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée adoptée. La Chambre s'ajourne donc à demain, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 49.)

TABLE DES MATIÈRES

Le jeudi 3 mars 2022

AFFAIRES COURANTES		M. Davies	3130
Le commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique		Mme Chabot	3130
Le Président	3123	M. Oliphant	3131
Les comités de la Chambre		M. Kurek	3132
Citoyenneté et immigration		M. Garon	3132
Mme Zahid	3123	M. Angus	3133
Ressources naturelles		M. Bergeron	3133
M. Aldag	3123	M. Kurek	3134
La Loi sur la gestion des finances publiques		M. Blois	3134
M. Davies	3123	M. Angus	3135
Projet de loi C-256. Présentation et première lecture	3123	Mme Pauzé	3135
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	3123	M. Epp	3136
La Loi canadienne sur les droits de la personne		M. Blois	3137
M. Genuis	3123	Mme Ashton	3137
Projet de loi C-257. Présentation et première lecture	3123	Mme Pauzé	3137
Adoption des motions; première lecture et impression du projet de loi	3124	M. Angus	3137
La proposition de renommer une rue		M. Chong	3140
M. Angus	3124	M. Housefather	3141
Motion	3124	M. Thériault	3141
Adoption de la motion	3124	M. Kelly	3141
Pétitions		M. Masse	3141
Les aînés		M. Ste-Marie	3142
Mme Dzerowicz	3124	M. Lamoureux	3142
Le transport aérien		M. Deltell	3142
M. Vis	3124	M. Lamoureux	3143
Les aînés		Mme Chabot	3144
M. Lamoureux	3124	Mme Mathysen	3144
Le parc de la reine Juliana		Mme Lantsman	3144
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	3124	M. Blois	3146
Questions au Feuilleton		M. Blanchette-Joncas	3146
M. Lamoureux	3125	M. Davies	3146
ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT		M. Virani	3146
Travaux des subsides		M. Falk (Provencher)	3148
Motion de l'opposition — Les gazoducs et l'invasion de l'Ukraine		M. Ste-Marie	3148
M. Chong	3125	Mme Idlout	3148
Motion	3125	M. Lamoureux	3149
M. Angus	3126	Le compte rendu officiel	
M. Lamoureux	3126	M. MacKinnon	3149
M. Thériault	3127	Travaux des subsides	
M. McLean	3127	Motion de l'opposition — Les gazoducs et l'invasion de l'Ukraine	
M. Oliphant	3128	Motion	3150
M. Savard-Tremblay	3129	M. Lamoureux	3150
Mme Idlout	3129	M. Ellis	3150
M. Sidhu (Brampton-Est)	3129	M. Blanchette-Joncas	3150
M. Ellis	3130	M. Masse	3151
		M. Maguire	3151
		M. Blois	3152
		M. Thériault	3153
		Mme Mathysen	3153
		Mme Kusie	3153
		M. Garon	3154
		Mme Idlout	3154
		Mme May (Saanich—Gulf Islands)	3155
		Mme Gladu	3155

M. Blois	3155
M. Steinley	3156
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	3157

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

Les changements climatiques	
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	3157
La Journée internationale des femmes	
M. Jowhari	3157
Jack Daines	
M. Dreeshen	3157
Le Mois de l'histoire des Noirs	
Mme Atwin	3158
La Journée internationale des femmes	
Mme Larouche	3158
La Journée internationale des femmes	
M. Dubourg	3158
L'Ukraine	
M. Bezan	3158
La souveraineté dans l'Arctique	
Mme Jones	3159
La fête de la Saint-Patrick	
M. Schiefke	3159
La Journée internationale des femmes	
Mme Vecchio	3159
La Journée internationale des femmes	
Mme Martinez Ferrada	3159
L'Ukraine	
M. Davidson	3160
Ken Epp	
M. Genuis	3160
Marian Coveny	
Mme Khalid	3160
L'éditrice d'un journal de Winnipeg	
Mme Gazan	3160
Les femmes de l'Ukraine	
Mme Gill	3161
Les Ukrainiens de Lakeland	
Mme Stubbs	3161
Steve Arnold	
Mme Hepfner	3161

QUESTIONS ORALES

Les affaires étrangères	
M. Berthold	3161
Mme Anand	3161
La défense nationale	
M. Berthold	3162
Mme Anand	3162

Mme Dancho	3162
Mme Anand	3162
Mme Dancho	3162
Mme Anand	3162
M. Berthold	3162
Mme Anand	3162

L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
Mme Normandin	3162
Mme Anand	3163
Mme Normandin	3163
Mme Anand	3163

Les affaires étrangères	
M. Singh	3163
Mme Anand	3163
M. Singh	3163
Mme Anand	3163

La défense nationale	
M. Paul-Hus	3163
Mme Anand	3163
M. Paul-Hus	3163
Mme Anand	3163
M. Zimmer	3164
M. Oliphant	3164

Les ressources naturelles	
M. McLean	3164
M. Wilkinson	3164
M. McLean	3164
M. Wilkinson	3164
M. Kelly	3164
M. Wilkinson	3164

L'environnement	
Mme Pauzé	3165
M. Duguid	3165
Mme Pauzé	3165
M. Duguid	3165
Mme Pauzé	3165
M. Duguid	3165

L'agriculture et l'agroalimentaire	
M. Barlow	3165
M. Sajjan	3165

L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
M. Morantz	3165
M. Fraser	3166
Mme Vien	3166
M. Fraser	3166

Les aînés	
Mme Blaney	3166
M. Boissonnault	3166

Le transport maritime	
M. Bachrach	3166
M. Alghabra	3166

Le développement international	
Mme Valdez	3166
M. Sajjan	3166

Le logement	
M. Albas	3167
M. Hussen	3167
M. Albas	3167
M. Hussen	3167
La fiscalité	
Mme Thomas	3167
M. Boissonnault	3167
Le commerce international	
M. Hoback	3167
Mme Ng	3167
L'assurance-emploi	
Mme Chabot	3168
Mme Qualtrough	3168
Mme Larouche	3168
Mme Qualtrough	3168
La santé	
M. Barrett	3168
M. Duclos	3168
M. Barrett	3168
M. Duclos	3168
M. Williamson	3169
M. Duclos	3169
Les langues officielles	
M. El-Khoury	3169
Mme Fortier	3169
Le travail	
Mme Gladu	3169
M. Alghabra	3169
La petite entreprise	
M. Shields	3169
M. Boissonnault	3169
L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
Mme Roberts	3170
M. Fraser	3170
Les pêches et les océans	
M. Weiler	3170
Mme Murray	3170
Le travail	
M. Boulerice	3170
Mme Fortier	3170
L'environnement	
M. Morrice	3170
M. Duguid	3170
Présence à la tribune	
Le Président	3170
L'aide aux commerces de Gatineau	
Mme Sinclair-Desagné	3171
Motion	3171
Adoption de la motion	3171
Agnes Macphail	
Le Président	3171
Les travaux de la Chambre	
M. Brassard	3171

M. Holland	3171
------------------	------

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Travaux des subsides

Motion de l'opposition — Les gazoducs et l'invasion de l'Ukraine

Motion	3172
Mme Dabrusin	3172

Message du Sénat

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes)	3173
--	------

Travaux des subsides

Motion de l'opposition — Les gazoducs et l'invasion de l'Ukraine

Motion	3173
M. McLean	3173
Mme Dabrusin	3173
M. McGuinty	3173
Mme Gazan	3174
M. Seeback	3174
M. Desilets	3175
M. Johns	3175
M. Morrice	3176
M. Dreeschen	3176
M. Longfield	3177
Mme Larouche	3178
M. Desjarlais	3178
M. Scarpaleggia	3178
M. Small	3179
Mme Normandin	3179
Mme Kwan	3179
M. Gerretsen	3180
Mme Gallant	3181
M. Fortin	3181
Mme Gazan	3181
M. Williamson	3181
Mme Normandin	3183
M. Desjarlais	3183
M. Shields	3183
M. Genuis	3184
Mme Atwin	3185
M. Desilets	3185
M. Johns	3186
M. Savard-Tremblay	3186
M. Longfield	3187
M. Kelly	3187
Mme Kwan	3188
Mme Larouche	3188
Report du vote sur la motion	3188

SANCTION ROYALE

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes)	3188
--	------

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

Loi sur le Mois du patrimoine arabe

M. McGuinty	3189
-------------------	------

Projet de loi C-232. Deuxième lecture.....	3189
M. Aboultaif.....	3190
Mme Normandin.....	3190
M. Desjarlais.....	3191
M. Dong.....	3191
M. Aboultaif.....	3191
M. Desilets.....	3192
M. Desjarlais.....	3193
M. Zuberi.....	3195
Mme Vecchio.....	3196

MOTION D'AJOURNEMENT

La santé

M. Shields.....	3197
M. van Koeverden.....	3197

L'Agence du revenu du Canada

M. Genuis.....	3198
Mme Bendayan.....	3199

Le logement

Mme Roberts.....	3200
Mme Martinez Ferrada.....	3200

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>